



HAL
open science

L'alimentation dans la ville : inégalités, cohabitation, action publique locale

Coline Ferrant

► **To cite this version:**

Coline Ferrant. L'alimentation dans la ville : inégalités, cohabitation, action publique locale. Sociologie. 2015. dumas-01342639

HAL Id: dumas-01342639

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01342639>

Submitted on 6 Jul 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut d'Etudes Politiques de Paris
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO
Programme doctoral de Sociologie

Mémoire de recherche en sociologie

L'alimentation dans la ville

Inégalités, cohabitation, action publique locale

Coline Ferrant

Mémoire dirigé par Marco Oberti (OSC)

Soutenu le 2 juin 2015

Résumé

Ce mémoire porte sur l'inscription urbaine des pratiques alimentaires. Il articule une approche métropolitaine des inégalités, et une approche localisée et compréhensive des inégalités, de la cohabitation entre groupes sociaux et de l'action publique locale. La première est une analyse spatiale, sur Paris et la petite couronne. La deuxième est une ethnographie urbaine en contexte de diversité ethno-raciale et de classe, dans le quartier de la Goutte d'Or (XVIII^e arrondissement de Paris). A Paris et en petite couronne, les effets de quartier sur les pratiques alimentaires consistent en l'accentuation de la différenciation sociale de ces pratiques. L'enquête à la Goutte d'Or permet de préciser que ces effets de quartier forment un éclectisme alimentaire (des pratiques obéissant à des logiques de distinction variées), lequel distingue les couches supérieures des classes populaires, les immigrés et établis de longue date, et ceux attachés au quartier et intégrés à ses réseaux de sociabilité. Ces groupes sociaux diffèrent aussi quant à leurs usages stratégiques de l'espace. Les classes populaires précaires cherchent à diversifier leurs lieux de ressources. Les classes populaires stables mobilisent l'offre de la Goutte d'Or, mais aussi d'autres commerces des espaces populaires de Paris et de sa banlieue. Les classes moyennes et les classes supérieures veulent s'approvisionner dans le quartier, mais l'offre y est incompatible avec leurs pratiques : leur mobilité pour achats se restreint au XVIII^e arrondissement. Cette différenciation des pratiques au niveau local nourrit des pratiques d'évitement et des jeux de distinction entre les groupes sociaux. De plus, les styles de vie des classes populaires immigrées, ostentatoires dans l'espace public, freinent le processus de gentrification. Mais les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées, majoritaires dans les dispositifs participatifs, orientent l'action publique sur l'alimentation dans le sens de leurs souhaits. Celle-ci favorise alors l'installation de commerces conformes aux pratiques des classes moyennes et classes supérieures non-immigrées et aiguise les perceptions de la gentrification par les acteurs (institutionnels, associatifs, commerçants, habitants, usagers).

Mots-clés : Action publique locale – Analyse spatiale – Ethnographie urbaine – Gentrification – Inégalités ethno-raciales – Inégalités sociales – Pratiques alimentaires – Rapports sociaux – Ségrégation

Abstract

This thesis is about the urban dimensions of food practices. It combines a metropolitan approach of inequalities, and a localized, comprehensive approach of inequalities, coexistence between social groups and local public action. The former takes the form of a spatial analysis, in Paris and its suburbs. The latter is an urban ethnography in a context of class and ethno-racial diversity – the Goutte d'Or neighborhood (18th arrondissement of Paris). In Paris and its surroundings, neighborhood effects on food practices consist in the intensification of the social differentiation of such practices. Conducting fieldwork in the Goutte d'Or allows to point out that these neighborhood effects shape food eclecticism (i.e., practices corresponding to varied logics of distinction). Such eclecticism distinguishes the upper stratum of the working class, old-established immigrants and residents, and residents attached to their community and embedded in its sociability networks. These social groups also differ in their strategic uses of urban space. The precarious working class seeks to diversify its resource places. The stable working class uses the Goutte d'Or outlets, but also other stores located in the working-class areas of Paris and its suburbs. The middle class and the upper class wish to shop in the neighborhood, but the outlets are not germane to their practices – their mobility is restricted to the 18th arrondissement. Such differentiation of practices at the local level fuels avoidance practices and distinction games between social groups. What's more, the immigrant working-class lifestyles are ostentatious in the public space and hence hold back gentrification. But the non-immigrant middle and upper classes make up the majority of participatory bodies, so that local public action on food tallies with their expectations. Local public action then encourages the establishment of shops that are congruent with the practices of the non-immigrant middle- and upper classes, and sharpens the perceptions of gentrification (among institutional actors, associative actors, retailers, residents and users).

Keywords : Ethno-racial inequalities – Food practices – Gentrification – Local public action – Segregation – Social inequalities – Social relations – Spatial analysis – Urban Ethnography

Remerciements

Ma reconnaissance va d'abord à « mes » enquêtés : 1. de l'enquête SIRS, 2. de la Goutte d'Or. Je ne sais pas s'ils s'imaginent le temps passé 1. à les tabuler, les régresser, 2. à les « notes-ethnographier », les écouter, les ré-écouter, les retranscrire, les relire. Je pense si souvent à eux.

Je remercie vivement Marco Oberti, mon directeur de mémoire. Ses indications et relectures, diligentes, critiques et exhaustives, n'ont d'égales que sa gentillesse, son exigence et sa passion.

Je salue chaleureusement l'équipe de l'unité ALISS de l'INRA, qui m'accueille et me guide depuis janvier 2014 dans des conditions exceptionnelles. Je ne remercierai jamais assez Anne Lhuissier, ma responsable de stage, pour son attention et son temps, ses conseils et ses relectures. Marie Plessz et Philippe Cardon m'ont fait bénéficier de leur enthousiasme, leur œil incisif et leur coup de crayon rouge hors pair, Christine Tichit et Séverine Gojard de leurs recommandations avisées. France Caillavet et Gayaneh Kyureghian m'ont offert l'opportunité de participer à la préparation des données pour l'article « Does Healthy Food Access Matter in a French Urban Setting? » (à paraître dans *American Journal of Agricultural Economics*). Cette incursion dans le monde fascinant de l'économétrie m'a été si utile et inspirante pour le chapitre 1. Coucou à la faune du bureau 213 : Aurélie Maurice, Claire Kersuzan et Raphaël Dhuot.

Dans *Writing for Social Scientists*, Becker écrit justement : « *Not everyone is a good audience for early drafts. We discovered that while editing each other's papers. Some people, finding it difficult to treat early drafts as early, insist on criticizing them with the standards appropriate to finished products. Some readers have better editorial judgment than others, and you need a circle of people you can trust to respond appropriately to the stage your work is in.* » (Becker, 2007 [1986] : 18). Outre les susmentionnés, Alain Chenu et Gwenaële Rot du cours Conduite de la recherche et Mirna Safi de Méthodes quantitatives 3 ont assumé la tâche ingrate et délicate de lire des étapes intermédiaires, où ma prose et mes idées sont nécessairement plus confuses. Leurs commentaires me permirent de progresser.

J'ai eu la chance d'échanger avec Erwan Le Méner (Observatoire du Samu Social de Paris), Hélène Charreire (INSERM-Université Paris Est) et Nicolas Larchet (EHESS).

Pierre Chauvin, Isabelle Parizot et Marion Soler (DS3-INSERM), Nicolas Guinet et Christine Boizot-Szantai (ALISS-INRA), Yannick Savina (OSC-Sciences Po), François Mohrt et Pascale Roynard (APUR) m'ont permis l'accès aux données.

La Fondation Bonduelle et le département SAE2 de l'INRA ont financé mon stage. Je remercie particulièrement Laurence Depezay (Fondation Bonduelle) pour son intérêt.

Odile Bouffard, Sylvie Rezard et Christine Tignoux (ALISS-INRA), et Carine Boutillier (Sciences Po), ont été d'un précieux appui administratif.

Sur d'autres latitudes disciplinaires et géographiques, un *saludo amistoso* à Willibald Sonnleitner (CES-Colmex). Ma participation à un projet de recherche sur la participation électorale et le développement humain au Mexique et en Amérique centrale m'a formé et conforté dans la voie de la recherche.

J'ai vécu deux belles années aux côtés des camarades du master : Alexis, Boris, Charline, Gabrielle, Jeanne, Louise, Maxime, Marine, Mathilde, Mélissa et Tonya.

Enfin, Pauline, Béline, Célia, Nini, mes parents et mes sœurs Juliette et Marie m'ont gratifiée de minutieuses et amusantes relectures profanes.

Table des matières

Introduction	7
Introduction	7
Penser les pratiques ordinaires dans la ville	9
Une sociologie de l'inscription urbaine des pratiques ordinaires	10
Le cas de l'inscription urbaine des pratiques alimentaires	15
Articuler analyse spatiale et ethnographie urbaine	18
Plan	26
Effets de quartier (1) : l'accentuation de la différenciation sociale des pratiques alimentaires	28
Introduction	28
Hypothèses	31
Mesurer les environnements alimentaires	32
Endogénéité	33
Stratégies d'analyse	34
Statistiques descriptives	34
Instruments	37
Modèles	39
Tests des variables instrumentales	39
Résultats et discussion	46
Une compréhension contextualisée des effets de quartier	47
Conclusion	48
Effets de quartier (2) : constructions et déconstructions de l'éclectisme alimentaire	49
Introduction	49
L'offre et les contextes	49
L'activation par la socialisation urbaine de dispositions à l'éclectisme alimentaire	51
Variété des logiques de distinction et plats totem	52
L'éclectisme et sa fine stratification sociale	55
Conclusion	56
Classes sociales et usages stratégiques de l'espace	57
Introduction	57
Les classes populaires précaires	58
Les classes populaires stables	61
Les classes moyennes et les classes supérieures	63
Classes sociales et configurations spatiales des pratiques alimentaires	66
La différenciation sociale singulière des usages stratégiques de l'espace	70
Conclusion	70

Styles de vie, cohabitation sociale et gentrification	71
Introduction	71
L'accommodation de l'équipement commercial aux styles de vie populaires et immigrés	72
Conflits et malentendus autour des ordres de l'interaction	76
Pratiques d'évitement et distinction	78
Les styles de vie populaires et immigrés comme freins discrets à la gentrification	80
La gentrification et ses jeux de pouvoir délicats	81
Conclusion	83
L'action publique et ses effets imprévus : ethnocentrisme et soupçons de gentrification	84
Introduction	84
La lutte des cadrages	85
La fabrique ethnocentriste de l'action publique	89
« Proximité », « qualité », « valorisation », « diversification » et leurs teintes ethnocentristes	92
Une perception accrue de la gentrification	94
L'action publique locale saisie par les pratiques individuelles	96
Conclusion	97
Conclusion	99
Conclusions générales	97
Les apports d'une sociologie de l'inscription urbaine des pratiques ordinaires	100
Pour une approche comparative	102
Annexes	103
Annexe 1. Bases de données	103
Annexe 2. Échantillonnage, pondération et calage de SIRS	104
Annexe 3. Présentation des principaux enquêtés	105
Annexe 4. Sources écrites	107
Bibliographie citée	109
Sources écrites citées	119

Table des illustrations

Encadré 1. La fabrique du mémoire	8
Tableau 1. Une sociologie de l'inscription urbaine des pratiques ordinaires : parallèles théoriques	11
Encadré 2. Réduction ou maintien de la structuration sociale des pratiques alimentaires	15
Figure 1. Une sociologie de l'inscription urbaine des pratiques ordinaires : démarche d'analyse	16
Encadré 3. Les déserts alimentaires : une littérature épidémiologique et sa revisite sociologique	17-18
Carte 1. IRIS enquêtés dans SIRS	20
Carte 2. La Goutte d'Or	21
Carte 3. Commerces alimentaires généralistes de la Goutte d'Or	23
Carte 4. Commerces alimentaires spécialisés de la Goutte d'Or	24
Carte 5. Restaurants de la Goutte d'Or	25
Carte 6. Commerces alimentaires et stations de métro / RER	29
Encadré 4. Prémices : une collaboration avec des économistes	30
Tableau 2. Mesures des environnements alimentaires. Statistiques descriptives	33
Figure 2. Modèle théorique des effets de quartier sur la consommation de fruits et légumes / produits laitiers : graphe acyclique orienté	35
Tableau 3. Variables des modèles expliquant la probabilité de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Statistiques descriptives	36-37
Tableau 4. Variables instrumentales. Statistiques descriptives	38
Tableau 5. Effets des variables indépendantes sur les probabilités de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Modèles probit	41
Tableau 6. Effets des variables indépendantes des modèles expliquant la probabilité de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Modèles probit avec variables instrumentales	42
Tableau 7. Effets marginaux des mesures des environnements alimentaires sur la probabilité de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Modèles probit	43
Tableau 8. Effets des mesures des environnements alimentaires sur la probabilité de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Modèles avec variables instrumentales	43-45
Encadré 5. Enquêter qualitativement sur les effets de quartier sur les pratiques alimentaires	49
Encadré 6. Enquêter sur l'économie domestique, les pratiques alimentaires et les pratiques urbaines, et leurs significations indigènes	57-58
Image 1. Le congélateur de Kouassi : l'usage stratégique du stockage	64
Carte 7. Lieux des pratiques alimentaires de Omar	67
Carte 8. Lieux des pratiques alimentaires de Kouassi	68
Carte 9. Lieux des pratiques alimentaires de Laure	69
Encadré 7. Réaliser une ethnographie urbaine sur le façonnement de l'espace par les pratiques alimentaires	71-72
Image 2. Le Restaurant Familial, un restaurant « <i>pour les familles</i> »	75
Image 3. Une boucherie de Château Rouge : la congruence avec les pratiques des classes populaires africaines	75
Encadré 8. Etudier l'action publique locale et les attentes relatives à l'alimentation	84
Encadré 9. Liste des acronymes	85
Figure 3. L'action publique locale relative aux pratiques alimentaires et ses effets imprévus	98

Introduction

A deux pas des locaux de Slate.fr, dans un quartier parisien a priori peu menacé de « kébabisation rampante », nous avons été les témoins privilégiés d'une aberration gastronomique, culturelle et commerciale, qui est pourtant l'indice d'une évolution de notre environnement. [...] Le premier kebab de luxe de France venait d'ouvrir ses portes. Mais attention : pas de grossiste halal ni de sauce samourai industrielle. On y déguste du veau de lait de chez Hugo Desnoyer roulé dans un pain de farine d'épeautre bio. [...]

Dès l'ouverture, "il régnait rue Sainte-Anne une atmosphère stambouliote", conclut le Figaro. Peut-être, mais alors pas vraiment les Stambouliotes que vous vous attendez à trouver dans un snack de Barbès. Plutôt du jeune cadre tout émoustillé à l'idée de se frotter à la bouffe de rue, mais dans un décor soigné. Des commerces communautaires, donc, dont la mixité sociale est en général totalement absente. Il faut dire que le néo-kebab est vendu 8,50 euros (sans les frites).

(Jean-Laurent Cassely, « La France food truckisée : "ils vont nous envahir" », Slate, 02/10/2013)

Le 24 septembre 2013, Rue89 met en ligne un article intitulé « *La France "kebabisée" ? Reportage dans le Gard* ». Ce néologisme et sa forme substantivée « *kebabisation* » auraient été forgés par Louis Aliot, candidat du Front National pour les élections municipales de 2014 à Perpignan¹. « *Dans des centres-ville du Sud, les boucheries, boulangeries et autres commerces "traditionnels" ont disparu. A leur place, des restos kebabs. Une évolution instrumentalisée par le FN pour les prochaines municipales.* », explique Rue89.

Le 2 octobre 2013, Slate, rebondissant sur ce précédent reportage, revendique le même droit à la créativité sémantique. Voilà la France « *food truckisée* ». L'envahissement ici pointé du doigt se place de l'autre côté de l'espace ethno-racial et de classe. « *Loin de la "kébabisation" par le bas dénoncée par le FN, les concepts alimentaires décalés et haut de gamme se multiplient : burger bio, kebab de luxe, "food trucks", etc. Chronique d'une invasion annoncée.* » Le journaliste en veut pour preuve la création, en juin 2013, du kebab « *de luxe* » Le Grillé [incipit].

Ainsi, la « *kébabisation* » signifie, pour le Front National, la périlclitisation des commerces « *traditionnels* » telles que boulangeries et boucheries, au profit de restaurants rapides tenus par des Turcs ou des Maghrébins, lieux de socialisation communautaristes portés sur la nourriture grasse. Slate réplique en mettant à l'index l'appropriation de l'espace public par la cuisine de rue autoproclamée haut de gamme et sa clientèle de jeunes cadres dynamiques blancs.

Pour Rue89 comme pour Slate, ce sujet reste « *anecdotique* ». Mais ces discours ont une substance sociologique² : inégalités sociales et urbaines liées à l'alimentation, cohabitation entre groupes sociaux aux pratiques alimentaires différenciées, prise en charge des pratiques alimentaires par les acteurs publics. L'alimentation dans la ville : inégalités, cohabitation, action publique locale – voilà l'objet de recherche de ce mémoire.

L'alimentation dans la ville : inégalités, cohabitation, action publique locale

Ce mémoire aborde donc l'inscription urbaine des pratiques alimentaires. Il constate que la sociologie urbaine se centre sur les thématiques résidentielles et que la sociologie des pratiques ordinaires – c'est-à-dire les pratiques de la vie quotidienne non directement liées à la résidence – adopte rarement une grille de lecture urbaine. Il formule alors le projet d'une sociologie de

1 Dans un tract non daté, le candidat Aliot s'engage à « *exercer son droit de préemption en rachetant les commerces à la vente pour éviter la "kebabisation" de Perpignan* ».

2 De fait, un article de la revue de vulgarisation sociologique *Contexts* à propos des *food trucks* aux Etats-Unis (« *Foodies Remaking Cities* » – Hanser et Hyde, 2014) tient un propos semblable à celui de Slate.

l'inscription urbaine des pratiques ordinaires. Il dote ce projet d'un cadre théorique, lequel identifie des homologues entre les notions de la sociologie urbaine et de la sociologie des pratiques ordinaires. Il propose un cadre analytique, qui relie rigoureusement le niveau urbain et les pratiques individuelles. Parmi les pratiques ordinaires, les pratiques alimentaires sont un cas stimulant : avant tout domestiques et privées, elles s'offrent délicatement au prisme de la sociologie urbaine.

La problématique de ce mémoire est, alors, volontairement ouverte :

Comment les pratiques alimentaires se déploient-elles dans les espaces urbains, et en quoi ceux-ci les structurent ?

Inversement, comment les espaces urbains sont-ils marqués par les pratiques alimentaires, et en quoi celles-ci les façonnent ?

On articule une approche métropolitaine des inégalités, et une approche localisée et compréhensive des inégalités, de la cohabitation entre groupes sociaux et de l'action publique locale. La première est une analyse spatiale des pratiques alimentaires, sur Paris et la petite couronne, appartenant à l'exploitation de l'enquête épidémiologique SIRS (Santé, Inégalités, Ruptures Sociales) une caractérisation de l'offre commerciale et des espaces urbains, via diverses sources et bases de données. La deuxième est une ethnographie urbaine prenant pour angle d'analyse les pratiques alimentaires, en contexte de diversité ethno- raciale et de classe : le quartier de la Goutte d'Or (XVIII^e arrondissement de Paris).

Encadré 1. La fabrique du mémoire

L'objet de recherche de ce mémoire prend racine dans un intérêt pour la sociologie urbaine et pour la sociologie des pratiques ordinaires (ce qui recoupe de nombreux champs de la sociologie – culture, consommation, stratification sociale, action publique, etc). Parmi ces pratiques ordinaires, les pratiques alimentaires m'interpellaient, car elles sont aussi universelles et banales (en principe, tout le monde s'alimente, et tous les jours) que fortement structurées socialement (Régnier *et al.*, 2006).

Pour éprouver pleinement ces deux intérêts, j'ai pensé d'une part à une analyse spatiale des pratiques alimentaires, d'autre part à une ethnographie urbaine des pratiques alimentaires. J'ai alors investi deux terrains : l'enquête SIRS et diverses sources et bases de données sur l'offre alimentaire et sur les caractéristiques des espaces urbains de Paris et de la petite couronne (à partir de janvier 2014) d'une part, la Goutte d'Or (à partir de juillet 2014) d'autre part. J'y suis arrivée vierge de toute hypothèse, mais avec une problématique, délibérément ouverte (voir *supra*), et un regard rigoureux et imaginatif car informé de la sociologie urbaine et de la sociologie des pratiques ordinaires.

Cette démarche demandait une présence assidue et régulière sur les deux terrains. Au gré des découvertes, questionnements et analyses intermédiaires, je modulais mes stratégies d'ethnographie urbaine à la Goutte d'Or, j'apprenais de nouvelles méthodes quantitatives et les appliquais sur SIRS.

Au fur et à mesure des phases d'analyse, je rencontrais des difficultés croissantes d'ordre théorique et analytique. Arrivant difficilement à marier l'urbain et l'alimentaire, je me suis rendue compte que manquait une sociologie de l'inscription urbaine des pratiques ordinaires. J'ai alors élaboré progressivement un cadre théorique et un cadre analytique, à partir des résultats des terrains et avec, en arrière-plan, une connaissance des débats de la sociologie urbaine et de la sociologie des pratiques ordinaires.

La fabrique de ce mémoire est donc un processus par sédimentation, lent, patient et minutieux, fait d'allers-retours entre travail empirique, imagination méthodologique, construction théorique et effort analytique, semblable à la théorie ancrée (Glaser et Strauss, 2010 [1967]). Le présent mémoire en nécessite sans doute de nouvelles strates. Plusieurs relecteurs [remerciements] ont lu et commenté des strates plus anciennes. Leur exposer d'imparfaits résultats intermédiaires m'a mise en danger, en tant qu'apprentie chercheuse (j'espère toujours qu'ils ne retiendront que le résultat final). Bien sûr, pour progresser, se confronter à la critique est indispensable.

Penser les pratiques ordinaires dans la ville

Trois grandes lignes de recherche de la sociologie urbaine sont les inégalités, la cohabitation sociale et l'action publique locale. Mais les études empiriques portent essentiellement sur des thèmes résidentiels. Quelques travaux sur les pratiques ordinaires, notamment sur l'éducation, se greffent à ces orientations de recherche et les enrichissent.

Inégalités, cohabitation, action publique locale : trois résultats consolidés de la sociologie urbaine

La sociologie urbaine montre la prégnance des inégalités urbaines, la diversité des modes de cohabitation entre groupes sociaux et la pluralité des acteurs de l'action publique locale.

Les deux inégalités les plus documentées tiennent aux structures sociales urbaines et à la mobilité. Pour les lectures post-modernes, la généralisation de la mobilité dissout l'ancrage territorial des individus et la division sociale de l'espace (Urry, 1999). Mais la majorité des études empiriques montrent que les mobilités résidentielle et quotidienne restent inégales et qu'elles n'effacent pas la structuration sociale de l'espace (Oberti et Préteceille, 2004 : 150).

La ségrégation et la gentrification sont les types de cohabitation les plus informés. La ségrégation est, de façon large, « *l'inégale distribution des groupes sociaux dans l'espace urbain et l'ensemble des processus et des actions qui conduisent à leur séparation.* » (Rivière, 2014a : 31). Le modèle de la dualisation (Sassen, 1996 [1991]) évoque une segmentation croissante des métropoles entre espaces centraux, réservés aux catégories supérieures du secteur tertiaire (finance, entreprises transnationales, etc.), et espaces périphériques, délaissés aux catégories inférieures indispensables aux activités des espaces centraux (personnel de maintenance, etc.) ou au train de vie de leur élite (services domestiques, employés de l'hôtellerie et de la restauration, etc.). Mais ce paradigme, aux ambitions universelles, fait peu de cas de la diversité des contextes urbains (Maloutas, 2012). Dans la métropole parisienne, par exemple, la ségrégation suit des évolutions plus complexes que celles supposées par la thèse de la dualisation : auto-ségrégation croissante des classes supérieures et marginalisation minoritaire des quartiers populaires (Préteceille, 2003, 2006a).

La gentrification désigne, de manière générique, l'installation d'individus de classes supérieures dans des quartiers populaires, associée à une augmentation de la valeur des logements. La diversification sociale des populations qui en résulte réduit l'échelle de la ségrégation (Maloutas, 2012 : 17). A Paris, l'action publique locale, arguant de la « mixité sociale », favorise d'ailleurs ce processus : par exemple, les bailleurs sociaux réservent une partie de leur parc aux classes moyennes (Bacqué *et al.*, 2011).

Ces résultats consolidés portent sur des thématiques résidentielles : en fait, la sociologie urbaine peine à penser d'autres processus sociaux (Authier *et al.*, 2014). Qu'en est-il des pratiques ordinaires, plus courantes et banales ?

Le cas de l'éducation

Plusieurs études abordent certaines de ces pratiques – culture, santé, criminalité, éducation – par le prisme de la sociologie urbaine. Elles affinent la compréhension de ces pratiques et mettent au jour de nouvelles dimensions des inégalités urbaines, de la cohabitation et de l'action publique locale. Développons le cas de l'éducation.

Aux Etats-Unis, la littérature sur les effets de quartier analyse les effets des espaces de résidence sur les résultats individuels. Wodtke *et al.* (2011) montrent qu'avoir grandi dans un quartier défavorisé diminue gravement les chances d'obtenir le diplôme de fin d'études secondaires. Outre les structures sociales urbaines, cette littérature s'ouvre aux inégalités d'équipements collectifs. Dans un travail en préparation, Wodtke se demande si la qualité des écoles médie ces effets négatifs du quartier de résidence (Wodtke, en cours). Les études sur les effets de quartier

dépendent des singularités urbaines nord-américaines : une forte ségrégation ethno-raciale et de classe. Les effets de quartier sont alors, au sens premier, les effets spécifiques de la concentration de la pauvreté sur les habitants des quartiers défavorisés. La littérature appliquant cette notion aux sociétés urbaines française (Marpsat, 1999 ; Bacqué et Fol, 2006) et européennes (Maloutas, 2012 : 19-21), nettement moins ségréguées, tend à omettre cet ancrage contextuel.

Des approches localisées et compréhensives³ font leurs cet intérêt croissant pour l'« *urbanisation* » (Préteceille, 2006b) des inégalités. Rivière (2014a) propose les concepts de socialisation urbaine et de pratiques urbaines, à partir du cas de l'encadrement parental des pratiques urbaines des enfants. La socialisation urbaine est « *l'ensemble des processus qui façonnent le rapport à la ville des individus* » (Rivière, 2014a : 23). Les pratiques urbaines sont « *l'ensemble des activités et des déplacements réalisés au sein des espaces publics* » (Rivière, 2014b : 106). Rivière inscrit ainsi la mobilité dans une interrogation plus générale sur le rapport à l'espace des individus.

Ségrégation résidentielle et ségrégation scolaire se lient : les choix résidentiels peuvent inclure une volonté de s'éloigner ou de se rapprocher de certaines écoles (Oberti, 2007 ; Van Zanten, 2009). A une échelle microscopique, Rivière s'interroge sur les interactions des enfants dans les espaces publics – plus précisément, leur anticipation via l'encadrement parental. « *Pour filer la métaphore goffmanienne, il s'agit dans une certaine mesure d'étudier les "coulisses" de la fréquentation des espaces publics, quand celui-ci et la plupart des sociologues ayant montré de l'intérêt pour les espaces publics se sont principalement intéressés à la "scène"* » (Rivière, 2014a : 56). Dans ces coulisses se trame la socialisation urbaine des enfants. Rivière insiste alors sur la diversité des pratiques ségréguatives et de leurs échelles, au delà de la ségrégation résidentielle. Il en distingue deux autres : la ségrégation fonctionnelle, applicable aux domaines de la vie urbaine non résidentiels (en particulier, la ségrégation scolaire), et les pratiques urbaines, porteuses de mécanismes ségréguatifs plus fins.

Enfin, des études analysent la diversité des acteurs participant aux politiques territoriales sur l'éducation, et les effets de ces dernières sur les rapports sociaux. Oberti et Rivière (2014) montrent par exemple les effets imprévus de l'assouplissement de la carte scolaire en contexte de ségrégation scolaire et urbaine. Les familles populaires et immigrées qui n'ont pas obtenu les dérogations souhaitées perçoivent plus nettement les inégalités urbaines, sociales et scolaires.

Les travaux sur l'inscription urbaine des pratiques éducatives ont donc l'intérêt de revisiter les inégalités urbaines classiques (structures sociales urbaines et mobilité) et d'en conceptualiser de nouvelles (inégalités d'équipements collectifs, pratiques urbaines et socialisation urbaine). Ils enrichissent la compréhension des modes de cohabitation entre groupes sociaux (interactions et ségrégation). Ils sont attentifs aux jeux d'acteurs et aux enjeux de stratification sociale de l'action publique locale. Mais ces études demeurent rares. La sociologie de l'inscription urbaine des pratiques ordinaires reste à faire.

Le projet d'une sociologie de l'inscription urbaine des pratiques ordinaires

Il est possible d'identifier des homologues entre les outillages théoriques de la sociologie urbaine et de la sociologie des pratiques ordinaires. Mettre en rapport le niveau urbain et les pratiques individuelles requiert aussi des précautions analytiques.

Construire un cadre théorique

Les questions théoriques de la sociologie urbaine – inégalités, cohabitation, action publique locale – ont leurs parallèles dans la sociologie des pratiques ordinaires [tableau 1-A].

3 C'est-à-dire analysant le sens que les individus confèrent à leurs pratiques.

Tableau 1. Une sociologie de l'inscription urbaine des pratiques ordinaires : parallèles théoriques.

A – Sociologie urbaine et sociologie des pratiques ordinaires : des questions théoriques parallèles		B – L'alimentation : un cas particulièrement contre-intuitif
Sociologie urbaine	Sociologie des pratiques ordinaires	
<i>Inégalités</i>		
Structures sociales urbaines	Structuration sociale des pratiques	<i>Variables socio-démographiques</i>
Inégalités d'équipements collectifs	Inégalités d'équipements domestiques	<i>Contraste France / Etats-Unis</i>
Socialisation urbaine	Dispositions	<i>Inertie des pratiques</i>
Pratiques urbaines	Economie domestique	
<i>Cohabitation</i>		
Interactions Ségrégation Gentrification	Styles de vie Distinction	<i>Sphère privée</i>
<i>Action publique</i>		
Cadrages Fabrique Instrumentation Réalizations (effets imprévus)	Significations indigènes des pratiques Différenciation sociale des pratiques	<i>Initiative privée</i> <i>Prérogative nationale</i>

- *Structures sociales urbaines / Structuration sociale des pratiques*
Socialisation urbaine / Dispositions

Aux structures sociales urbaines peut être associée la structuration sociale des pratiques ordinaires. Trois filiations théoriques méritent alors discussion : la sociologie de Bourdieu, l'omnivorisisme et la sociologie de Lahire.

La sociologie bourdieusienne propose les concepts de disposition, d'habitus⁴ et de distinction. La disposition désigne un principe de détermination du comportement autonome par rapport au contexte de l'action (Bourdieu, 1997 : 224). L'habitus est un « *système de dispositions durables et transposables* » (*ibid.*, 1980 : 88). La distinction, propre aux classes supérieures, a pour revers l'exclusion : le goût est aussi le dégoût du goût des autres (*ibid.*, 1979 : 293-364). *La distinction* (1979) ne s'attarde pas sur les questions urbaines, en dépit d'un abondant champ lexical de l'« espace », en fait synonyme de structure (Ripoll, 2013 : 366). Il faut pour cela attendre l'article « Effets de lieu », dans *La misère du monde* (1993). Bourdieu met en garde contre « *la pensée substantialiste des lieux* » et invite à « *à une analyse rigoureuse des rapports entre les structures de l'espace social et les structures de l'espace physique* » (Bourdieu, 1993 : 159). Ces dernières ne font que conforter les premières.

La thèse de l'omnivorisisme est développée par DiMaggio (1987) puis, sous la forme de la métaphore univore-omnivore, par Peterson (Peterson, 1992 ; Peterson et Kern, 1996). Surtout appliqué à la sociologie de la culture, l'omnivorisisme avance que le principe de distinction n'est plus tant la nature des pratiques que leur diversité. Alors que les classes supérieures naviguent entre répertoires populaires et savants, les classes populaires se cloîtent dans la culture illégitime.

La thèse des variations intra-individuelles des pratiques (ci-après abrégées en « *éclectisme* »⁵) s'inscrit dans un projet de sonder le « *social à l'état plié* » (Lahire, 2013a). Outre sa forme « *dépliée* », c'est-à-dire extérieure (collectifs, institutions), le social s'incarne aussi dans des dispositions individuelles, fruits de la socialisation. Lahire réfute l'ajustement des dispositions aux

4 Si leurs significations sont fluctuantes dans l'œuvre bourdieusienne, des matrices peuvent être dégagées. Voir Lahire (2001a : 126-127) sur la disposition et Lizardo (2004 : 378) sur l'habitus.

5 Même si Lahire se départ des termes d'éclectisme (Lahire, 2004 : 29) et d'omnivorisisme (*ibid.*, 2013b : 165) : le lecteur comprendra qu'on parle d'« *éclectisme* » pour simplifier.

situations et leurs propriétés de durabilité et de transposabilité.⁶ Les dispositions sont plurielles, du fait d'expériences socialisatrices multiples. Elles sont labiles, « *plus ou moins fortes ou faibles, durables ou éphémères* » (*ibid.*, 2013a : 124). L'activation des dispositions est le produit de la rencontre entre facteurs internes, « *pliés* » – les dispositions – et externes, « *dépliés* » – le contexte des pratiques.⁷ De ce fait, l'omnivorisme n'est pas intrinsèque aux individus ; le sens de la distinction n'agit pas comme une « *véritable petite machine de tri perpétuel du bon grain culturel et de la vulgaire ivraie* » (*ibid.*, 2004 : 20). Le sociologue doit alors « *mettre en œuvre un principe de spécification des contextes* » (*ibid.*, 2002 : 390).

L'approche de Lahire est séduisante. Les notions de contextes et de dispositions liées à la socialisation peuvent être déclinées en leur acception urbaine : la diversité des contextes urbains et la socialisation urbaine. Des dispositions à certaines pratiques ordinaires peuvent se forger au cours d'expériences de socialisation urbaine et s'activer au contact d'un contexte urbain particulier.

- *Inégalités d'équipements collectifs / Inégalités d'équipements domestiques*

Aux inégalités d'équipements collectifs peuvent s'apparenter les inégalités d'équipements domestiques. Ces dernières font partie des préoccupations de la théorie des pratiques, développée au Royaume-Uni et en Scandinavie depuis le début des années 2000 et surtout appliquée en sociologie de la consommation. Ce courant théorique se centre sur les pratiques, « *blocs d'activités, de significations, de compétences et d'objets* », plutôt que sur les individus (Dubuisson-Quellier et Plessz, 2013). Il insiste sur la place des dispositifs matériels dans les pratiques de consommation. Par exemple, Spaargaren (2000) montre que les « *systèmes socio-matériels collectifs* » (Spaargaren, 2000 : 329) liés à l'énergie et à l'approvisionnement alimentaire peuvent expliquer l'inertie ou au contraire la plasticité des pratiques des ménages dans la sphère domestique.

- *Pratiques urbaines / Economie domestique*

Aux pratiques urbaines peut s'accoler l'économie domestique. Les premières désignent, pour rappel, « *l'ensemble des activités et des déplacements réalisés au sein des espaces publics* » (Rivière, 2014b : 106). La deuxième renvoie à « *la production, la répartition et la circulation de biens et services [matériels et immatériels] en dehors du marché et en dehors des institutions* » (Gramain *et al.*, 2005 : 467). Ces deux notions partagent une approche compréhensive et localisée.

Les recherches sur les pratiques urbaines et sur l'économie domestique sont sensibles aux significations indigènes. Lahire montre que les pratiques ordinaires d'écriture sont semi-conscientes : le sociologue doit alors « *donner les moyens [à l'enquêté] de dire des choses qui ne trouvaient pas (ou mal) le chemin de leur mise en visibilité* » (Lahire, 1998 : 27-28). Rivière, remarquant un même « *principe d'effacement* » des logiques pratiques chez ses enquêtés, évoque des « *pratiques urbaines ordinaires* » (Rivière, 2014a). Quant à l'économie domestique, deux courants théoriques sont pertinents : l'ethnographie économique et l'ethnocomptabilité. L'ethnographie économique est attentive « *aux significations indigènes des pratiques explicitées dans des discours, ou implicitement présentes dans des dispositifs* » (Dufy et Weber, 2007 : 13). L'ethnocomptabilité « *prend en compte ce que les gens prennent en compte* » : elle analyse comment les individus comptent et évaluent leurs activités (Cottureau et Marzok, 2012).

Les pratiques urbaines et l'économie domestique ont un caractère situé. Rivière montre que les modes d'encadrement parental des pratiques urbaines des enfants diffèrent selon les contextes de résidence. L'économie domestique insiste sur « *la dimension productive de la résidence ou de la localité* » (Gramain *et al.*, 2005 : 467).

Dans le cas des pratiques ordinaires, j'identifie quatre principes d'économie domestique : la gestion du budget, la quantification des besoins (c'est-à-dire l'évaluation, la comptabilisation et la classification des besoins), le temps et les rythmes domestiques, les configurations familiales et

6 (Lahire, 2001a : 126-130 ; 2002 : 18-24 ; 2004 : 14-22).

7 (Lahire, 2008 : 168 ; 2001b : 80 ; 2013a : 130).

relationnelles. Ces principes, ainsi que les pratiques urbaines, figurent par exemple en creux dans l'étude de Lhuissier (2006) sur les effets de la pauvreté et de la monoparentalité sur les pratiques alimentaires. Les familles populaires monoparentales maintiennent le repas familial, gage de respectabilité sociale, en recourant à des produits de préparation peu contraignante (conserves, surgelés). Elles diversifient aussi leurs lieux d'approvisionnement, à des fins d'insertion sociale.

- *Interactions / Styles de vie*
Ségrégation, gentrification / Distinction

Des individus aux pratiques ordinaires différenciées entrent en contact dans la ville : la distinction, incluant le dégoût du goût des autres, peut alors s'aiguiser. La différenciation des pratiques ordinaires est sans doute plus forte en contexte de diversité sociale – en particulier, les quartiers gentrifiés. Ces interactions et ces jeux de distinction y seraient particulièrement intenses.

Un outillage interactionniste est utile : Goffman s'est intéressé à la « *circulation des êtres humains et l'organisation de leurs contacts sociaux dans des situations ordinaires* » (Goffman, 2013 [1971] : 5). Quand elles se confrontent, les différentes pratiques ordinaires individuelles peuvent prendre la forme de styles de vie. Grignon et Passeron insistent en effet sur les aspects expressifs et relationnels des styles de vie : « *l'ensemble des pratiques par lesquelles les agents s'efforcent de styliser leur vie, c'est-à-dire de mettre les différents aspects de leur vie (alimentation, habillement, logement, etc.) en conformité avec des modèles qui n'émanent pas nécessairement de la culture dominante* » (Grignon et Passeron, 1989 : 148). Mais peu d'études étudient la cohabitation des styles de la vie. Herpin note ainsi, à propos des pratiques de consommation : « *avec des styles de vie intégristes ou des styles de vie plus hybrides, les milieux sociaux n'ont pas fini de fournir des objets d'étude à l'ethnographie urbaine et à la sociologie de la consommation.* » (Herpin, 2004 : 109).

Plusieurs théories de la gentrification appellent à en reconsidérer la définition classique, centrée sur les processus résidentiels (pour rappel, le remplacement des classes populaires par les classes moyennes et supérieures, associé à l'augmentation des prix du foncier). La gentrification obéirait à un processus plus long et impliquerait le changement des pratiques des habitants, davantage que des transformations résidentielles (Hackworth, 2002 ; Paton, 2014). En l'espace de plusieurs décennies, les classes moyennes et les classes supérieures accommodent l'espace à leurs styles de vie et dénigrent les pratiques des classes populaires. Hackworth définit ainsi la gentrification comme « *the production of urban space for progressively more affluent users* » (Hackworth, 2002 : 815). Mais cette littérature se concentre sur les manifestations extérieures de ces mutations de pratiques (par exemple, l'installation d'équipements culturels dans les anciens bâtiments industriels [Zukin, 2011]). Elle analyse rarement les pratiques en elles-mêmes.

- *Action publique locale / Significations indigènes et différenciation sociale des pratiques*

L'action publique locale relative aux pratiques ordinaires suggère une problématisation comme une série de quatre mises en tension : cadrages, fabrique, instrumentation et réalisations.

Les cadrages sont les définitions d'un problème portées par les acteurs des politiques publiques (Gusfield, 2009 [1981]). Etudier un cadrage requiert une sensibilité « *aux croyances, aux socles cognitifs, au travail politique de diffusion d'idées qui contribuent à hiérarchiser et cadrer les problèmes publics, à définir les façons d'y répondre* » (Neveu, 1999). Les notions de cadrages et de significations indigènes des pratiques ordinaires se rejoignent sur cet aspect cognitif.

En s'inspirant du « *triplet* » de Desrosières sur la statistique publique, si les cadrages sont la « *pensée* », la fabrique de l'action publique met en tension la « *description* » et l'« *action* ». Les cadrages des problèmes publics correspondent à des « *façons de penser la société* ». L'action publique s'arme ensuite d'« *outils de description* » et réfléchit à des « *modalités de l'action* » (Desrosières, 2005 : 20). Par exemple, les modalités de l'action publique locale à Paris sont de manière croissante des dispositifs de démocratie participative. Les classes moyennes et supérieures sont majoritaires dans ces instances et croient pouvoir décrire les pratiques et besoins des absents,

c'est-à-dire les classes populaires (Bacqué et Sintomer, 2001 ; Bacqué et Fijalkow, 2006).

L'instrumentation de l'action publique est « *l'ensemble des problèmes posés par le choix et l'usage des outils (des techniques, des moyens d'opérer, des dispositifs) qui permettent de matérialiser et d'opérationnaliser l'action gouvernementale.* » (Lascoumes et Le Galès, 2005 : 12 ; 2014 : 326). Cette notion peut s'apparenter aux significations indigènes des pratiques ordinaires et à leur différenciation sociale. En effet, l'instrument « *organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur* » (Halpern *et al.*, 2014 : 17).

Les réalisations de l'action publique incluent des effets imprévus, qui peuvent être dus à une méconnaissance de la différenciation sociale des pratiques ordinaires par les acteurs institutionnels locaux. Par exemple, Slocum (2007) montre que les politiques de promotion des marchés de producteurs aux Etats-Unis, voulant favoriser l'accès aux aliments « sains », partitionnent l'espace selon la capacité à consommer ces produits – propre aux classes supérieures blanches.

Les répertoires théoriques de la sociologie urbaine et de la sociologie des pratiques ordinaires peuvent donc s'allier. Des travaux de sociologie des pratiques ordinaires évoquent l'espace ; des travaux de sociologie urbaine abordent les pratiques ordinaires. Mais aucun, à ma connaissance, ne leur donne une part égale dans l'analyse ou ne mise sur les apports de leur articulation.

Construire un cadre analytique

En fait, manier l'urbain et les pratiques ordinaires individuelles n'est pas chose aisée. A quelles échelles se situent-ils ? Quels mécanismes les relient ? Cela nécessite un cadre d'analyse.

La littérature américaine sur les effets de quartier invite à articuler trois échelles : structurelle (les macro-structures sociales), contextuelle (le quartier) et individuelle (Wilson, 2012 : viii). Elle caractérise avec précaution les mécanismes reliant le niveau contextuel aux autres : « *social mechanisms provide theoretically plausible accounts of how neighborhoods bring about change in a given phenomenon.* » (Sampson, 2012 : 47). Comme l'expliquent Sharkey et Faber, alors qu'elle est souvent interprétée en termes dichotomiques « les quartiers exercent-ils, oui ou non, des effets sur les individus ? », cette littérature propose en fait une saisie fine des mécanismes de ces effets. Quelles dimensions de ces quartiers sont pertinentes, sur quelles durées et à quels moments des parcours de vie individuels, via des processus sociaux opérant selon quels mécanismes et intervenant à quelles échelles, et de manière homogène ou hétérogène selon les individus ? (« où, quand, pourquoi, et pour qui les quartiers exercent-ils des effets ? ») [Sharkey et Faber, 2014].

L'attention aux jeux d'échelles et aux mécanismes conforte d'ailleurs l'approche lahirienne des pratiques ordinaires, plutôt que la sociologie de Bourdieu ou l'omnivorisme.

Lahire invite à manier avec rigueur l'échelle individuelle « *pliée* » (les dispositions à l'éclectisme), l'échelle individuelle « *dépliée* » (les pratiques éclectiques) et l'échelle structurelle (la structuration sociale des pratiques). Or, pour Lahire, Bourdieu déduit les dispositions à partir de pratiques observées statistiquement, au lieu de caractériser les principes de leur construction, incorporation et transmission (Lahire, 2001a : 128). Il postule les dispositions, faute de les vérifier empiriquement (*ibid.*, 2001a : 129 ; 2013a : 12). De même, Peterson fait des hypothèses et interprétations placées à une échelle individuelle (l'existence de dispositions omnivores), mais qu'il valide avec un raisonnement et une méthodologie situées à une échelle agrégée (l'omnivorisme comme caractéristique des classes moyennes et des classes supérieures) [*ibid.*, 2008 : 184]. Peterson interprète ainsi des tendances statistiques propres à des catégories comme s'il s'agissait de tendances dispositionnelles attachées à des individus (*ibid.*, 2013a : 97-102).

Pour Lizardo et Skiles (2012), les études sur l'omnivorisme peinent à en dissocier les

mécanismes (c'est-à-dire les manières dont s'activent les dispositions à l'omnivorisme) des manifestations (l'existence de pratiques omnivores). L'idée lahirienne de « *mise en veille/mise en action* » et d'« *inhibition/activation* »⁸ des dispositions est rigoureuse à cet égard : elle permet de distinguer les dispositions à l'éclectisme, les pratiques éclectiques, et les mécanismes qui en sont à l'origine (l'activation des dispositions à l'éclectisme par des expériences socialisatrices).

Etudier l'inscription urbaine des pratiques ordinaires requiert ensuite une démarche analytique [figure 1]. Le sociologue peut d'abord s'interroger sur les effets des structures sociales urbaines et des inégalités d'équipements collectifs sur la structuration sociale des pratiques ordinaires, et en explorer les mécanismes (1 [figure 1]). Afin de préciser ces mécanismes, il enrichit l'analyse des pratiques ordinaires par une attention à ses dimensions « *pliées* » (Lahire, 2013a) : les dispositions et la socialisation urbaine (2). Il s'agit ensuite d'étudier les principes d'économie domestique et les pratiques urbaines qui accompagnent les pratiques ordinaires (3). Une fois les pratiques individuelles ainsi analysées de façon approfondie, le sociologue aborde les effets de leur différenciation sociale sur la cohabitation : les interactions nées du contact entre styles de vie, les processus ségrégatifs dus à la confrontation des sens de la distinction (4). Enfin, il s'intéresse à la prise en charge par l'action publique locale de la différenciation sociale des pratiques ordinaires (5).

Construire un objet de recherche : l'inscription urbaine des pratiques alimentaires

Le projet d'une sociologie de l'inscription urbaine des pratiques ordinaires demande l'élaboration d'objets de recherche adéquats. Le cas des pratiques alimentaires est stimulant. Si la sociologie de l'alimentation dispose de solides résultats quant aux inégalités, aux relations entre groupes sociaux et à l'action publique, elle rencontre rarement (si ce n'est jamais) la sociologie urbaine. En fait, pour les pratiques alimentaires, une grille de lecture urbaine pourrait paraître incongrue.

Inégalités, relations entre groupes sociaux, action publique : trois résultats consolidés de la sociologie de l'alimentation

La sociologie de l'alimentation met en évidence le maintien de la structuration sociale des pratiques, les phénomènes de rejet entre groupes sociaux aux pratiques différenciées, et les teintes ethnocentristes de l'action publique.

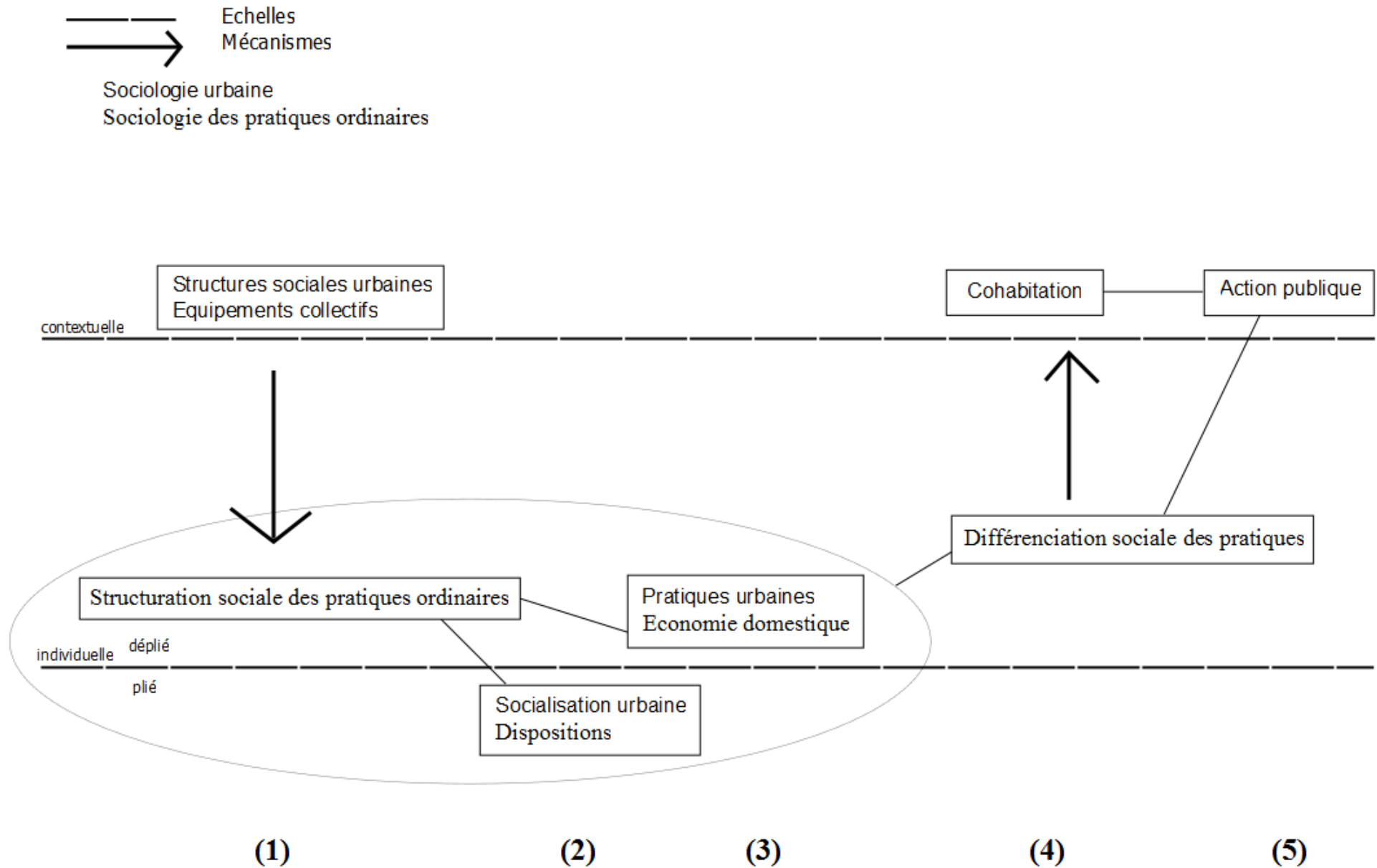
La sociologie de l'alimentation se clive sur la question des inégalités [encadré 2]. La thèse du maintien d'une forte structuration sociale est la plus solide et la plus cumulative sur les plans théorique, méthodologique et empirique (Warde, 1997 ; Régnier *et al.*, 2006).

Encadré 2. Réduction ou maintien de la structuration sociale des pratiques alimentaires (d'après Warde [1997 : 29-42]).

Trois thèses soutiennent l'affaiblissement de la structuration sociale des pratiques alimentaires. L'« *arbitrary individual diversity* » postule l'individualisation et la dérégulation des comportements alimentaires : la multiplication des produits plonge les consommateurs dans l'incertitude et l'inconfort. La « *post-Fordist food* » suppose que les consommateurs, informés et à l'aise dans leurs choix, élaborent des styles de vie de niche. Pour la « *mass consumption in a mass society* », la massification de la production et de la distribution provoquent une uniformisation et une standardisation des goûts. Warde souscrit à la thèse de la « *persistence of social differentiation* » : les pratiques alimentaires restent structurées socialement.

8 (Lahire, 2001a : 135-137 ; 2008 : 184-185 ; 2013b : 172-174).

Figure 1. Une sociologie de l'inscription urbaine des pratiques ordinaires : démarche d'analyse.



La confrontation aux pratiques alimentaires d'autrui peut susciter la méfiance ou la répulsion. Pour Bourdieu, les classes populaires se caractérisent par un « *goût de nécessité* », c'est-à-dire l'acceptation des contraintes et la prédilection pour la nourriture lourde, grasse et salée (Bourdieu, 1979 : 434-461). La distinction des classes supérieures est le dégoût de ces aliments. L'approche bourdieusienne, pour qui l'alimentation populaire est exclusivement privative, pèche par misérabilisme (Grignon et Passeron, 1989). Régnier et Masullo (2009) proposent un renversement de perspective, à partir du cas des normes nutritionnelles. Un « *goût de nécessité* » distingue les classes moyennes et les classes supérieures, qui se restreignent selon ces injonctions. En revanche, les classes populaires ont un « *goût de liberté* » : elles veulent pouvoir choisir et se faire plaisir.

L'action publique sur l'alimentation, comme celle relative aux normes nutritionnelles, a pour effets imprévus de se conformer aux goûts des classes moyennes et des classes supérieures et de dénigrer les pratiques des classes populaires. Comme l'expriment Régnier et Masullo : « *Les campagnes de santé publique pourraient même se révéler contre-productives : les catégories les plus sensibles aux messages émis (catégories moyennes et supérieures) sont justement celles qui sont le moins confrontées aux problèmes de surcharge pondérale et dont les pratiques et les valeurs correspondent aux injonctions. Au risque alors d'accroître plus fortement encore les inégalités sociales.* » (Régnier et Masullo, 2009 : 770).

L'alimentation à l'épreuve de l'urbain

En réalité, l'alimentation se soumet difficilement aux questionnements de la sociologie urbaine [tableau 1-B].

Les études sur la structuration sociale des pratiques alimentaires montrent la prégnance de l'âge, du genre, de la classe sociale et du niveau de diplôme (Régnier *et al.*, 2006). Cette charge socio-démographique laisserait peu de place aux déterminants urbains.

La littérature épidémiologique sur les déserts alimentaires montre les effets des inégalités d'offre commerciale sur l'obésité ou la consommation de fruits et légumes. Mais son importation en France pose problème : ces travaux se centrent sur des sociétés urbaines différentes et captent mal les pratiques alimentaires [encadré 3].

L'hypothèse d'un effet de la socialisation urbaine sur les pratiques alimentaires suppose que celles-ci sont changeantes. Or, la théorie des pratiques montre leur fort degré d'inertie (Southerton, 2013).

De plus, étudier le lien entre cohabitation locale et pratiques alimentaires suggère que celles-ci se déploient dans l'espace public. Or, les pratiques alimentaires sont avant tout domestiques et privées (Grignon et Passeron, 1989 : 39).

L'action publique sur l'alimentation consiste surtout en des plans nationaux autour de la santé et de la nutrition, comme le Programme National Nutrition Santé (PNNS). Contrairement aux équipements scolaires, culturels et médicaux, les commerces relèvent en principe de l'initiative privée. L'action publique locale risque alors d'être introuvable. De fait, les politiques publiques à Paris s'axent sur le logement, les espaces publics et la culture (Clerval et Fleury, 2009).

Encadré 3. Les déserts alimentaires : une littérature épidémiologique et sa revisite sociologique

Une abondante littérature épidémiologique anglo-saxonne étudie les déserts alimentaires. Ces quartiers sont majoritairement défavorisés et, dans le cas américain, noirs. L'offre alimentaire y est rare et/ou de mauvaise qualité nutritionnelle (restauration rapide et petits commerces alimentaires). La plupart des études nord-américaines montrent que le manque de disponibilité de produits « sains » s'associe à de plus forts taux d'obésité⁹. En revanche, les recherches britanniques échouent à dégager un tel lien (Cummins et McIntyre, 2002, 2005 ; Beulac *et al.*, 2009). En France, cette ligne de recherche est émergente. A partir de

⁹ Voir Larson *et al.* (2009), Walker *et al.* (2010) et Hilmers *et al.* (2012) pour les revues de littérature les plus récentes.

SIRS, Cadot *et al.* (2011) démontrent un lien entre contextes de résidence (caractéristiques socio-économiques et offre alimentaire) et risque d'obésité. Chaix *et al.* (2012), à partir de la cohorte RECORD¹⁰, montrent qu'à caractéristiques individuelles et résidentielles égales, les individus s'approvisionnant dans des hard discounts ont un indice de masse corporelle plus élevé.

Cette littérature épidémiologique et anglo-saxonne soulève des enjeux d'importation disciplinaire et géographique.

La perspective de déserts alimentaires pêche par déterminisme environnemental (Colls et Evans, 2014 ; Shannon, 2014). Attribuer l'obésité à des environnements obésogènes est une forme de « *spatialisation* » (Tissot et Poupeau, 2005) d'un problème social : celui-ci est restreint à sa seule expression territoriale, indépendamment des inégalités sociales qui l'engendrent.

Les études exploitent des cohortes épidémiologiques ou des *community health surveys* dont les variables relatives aux pratiques alimentaires se limitent souvent aux fruits et légumes. Par ailleurs, les variables contextuelles se réduisent souvent à la simple accessibilité spatiale et quantitative des commerces. Or, les habitants des déserts alimentaires sont davantage sensibles au prix des produits¹¹ et à leur potentiel de distinction et de respectabilité sociale (Larchet, 2014). Ils privilégient aussi des fruits et légumes aux qualités particulières, par exemple, aux Etats-Unis, les chayotes pour les hispaniques et les cornilles pour les noirs (Grigsby-Toussaint *et al.*, 2010 ; Grigsby-Toussaint et Moise, 2013).

Les études font alors un lien causal direct entre environnement alimentaire et obésité, sans attention aux pratiques alimentaires (Caspi *et al.*, 2012) et à la diversité contextuelle. Ce saut analytique est difficilement soutenable. De fait, dans la majorité des études, les facteurs contextuels sont plus liés au poids de l'individu qu'à sa consommation de fruits et légumes (Giskes *et al.*, 2011 ; Oppert et Charreire, 2012).

Cette littérature privilégie des délimitations spatiales administratives, plutôt que les espaces perçus par les individus (Riva *et al.*, 2008 ; Vallée *et al.*, 2015). Pour caractériser l'espace, on peut donc allier échelle contextuelle (structures sociales urbaines) et individuelle (pratiques urbaines) et opter pour une approche compréhensive (environnements alimentaires, et leur vécu par les individus [Giskes *et al.*, 2007]).

Certains épidémiologistes souhaitent des données et études sur des pays non anglo-saxons et des recherches comparatives (Drewnowski *et al.*, 2014). A l'image de la littérature sociologique sur les effets de quartier, la littérature épidémiologique sur les déserts alimentaires porte en effet sur des sociétés urbaines singulières quant à leurs niveaux de ségrégation et d'inégalités spatiales d'équipements.

L'inscription urbaine des pratiques alimentaires est donc un objet de recherche aussi contre-intuitif que stimulant. Ce mémoire fait l'hypothèse que l'alimentation est un analyseur original des phénomènes urbains, et que inversement, le prisme de l'urbain permet d'étudier à nouveaux frais les pratiques alimentaires.

Articuler analyse spatiale et ethnographie urbaine

Définir des espaces d'étude est une étape clé de toute recherche de sociologie urbaine. Analyser les structures sociales urbaines et les inégalités d'équipement commercial plaide pour une entrée par la métropole. Etudier l'action publique locale et la cohabitation sociale suggère une entrée par le quartier. Analyser les couples socialisation urbaine / dispositions, pratiques urbaines / économie domestique, interactions / styles de vie, et ségrégation-gentrification / distinction, invite à une démarche compréhensive, afin d'en saisir les significations indigènes.

L'approche métropolitaine nécessite une enquête statistique sur l'alimentation fournissant une géolocalisation des individus suffisamment précise pour pouvoir les apparier à des données sur les structures sociales urbaines et les commerces. Le secret statistique rend la tâche difficile : le géocodage des individus comporte des risques d'identification indirecte.

L'approche localisée et compréhensive demande, dans l'idéal, une comparaison de quartiers, pour explorer ce qui relève des singularités contextuelles et ce qui dépend de processus plus généraux. Or, produire deux ethnographies urbaines de qualité était délicat au vu de la temporalité

10 Residential Environment and CORonary heart Disease.

11 Voir Drewnowski (2012), Drewnowski *et al.* (2012), Jiao *et al.* (2012) et Weatherspoon *et al.* (2013, 2015), dans le cas américain.

serrée du mémoire. J'ai alors voulu étudier, de manière approfondie, un seul quartier. La cohabitation entre groupes aux pratiques alimentaires différenciées et l'action publique sur l'alimentation (en particulier sur les commerces) s'y poseraient avec une acuité particulière. Il me fallait donc trouver un contexte de diversité ethno-raciale et de classe (d'autant plus qu'en France, la structuration ethno-raciale des pratiques alimentaires reste méconnue [Tichit, 2012]), caractérisé par une concentration de moyens institutionnels et un équipement commercial dense et singulier.

Le dispositif méthodologique comporte alors deux volets. Pour une approche métropolitaine des inégalités, j'exploite la cohorte SIRS [Santé, Inégalités, Ruptures Sociales] (portant sur les inégalités sociales et territoriales de santé à Paris et en petite couronne) et cartographie l'offre alimentaire sur cette même zone. Pour une approche localisée et compréhensive des inégalités, de la cohabitation et de l'action publique locale, je réalise une ethnographie urbaine, analysant avec minutie les pratiques individuelles et leur différenciation sociale au niveau local, dans le quartier de la Goutte d'Or (XVIII^e arrondissement de Paris).

Une approche métropolitaine des inégalités

SIRS est une cohorte de 3006 personnes majeures et francophones représentative de la population majeure résidant à Paris et dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. Son investigateur principal est l'Equipe de Recherche sur les Déterminants Sociaux de la Santé et du Recours aux Soins (INSERM). SIRS comporte trois vagues de consultation (2005, 2007, 2009-2010 et 2014). Je n'ai pas pu accéder à des données longitudinales sur l'offre alimentaire [annexe 1] : mon exploitation est donc transversale (2009-2010).

SIRS suit un plan d'échantillonnage complexe [carte 1]. La stratification est effectuée selon la typologie socio-professionnelle de Préteceille (Préteceille, 2003) et la classification de l'IRIS¹² en Zone Urbaine Sensible (ZUS). L'unité statistique primaire est l'IRIS (50 sont retenus, soit 60 enquêtés par IRIS). La pondération et le calage retiennent la vague d'inclusion dans la cohorte et des variables socio-démographiques [annexe 2].

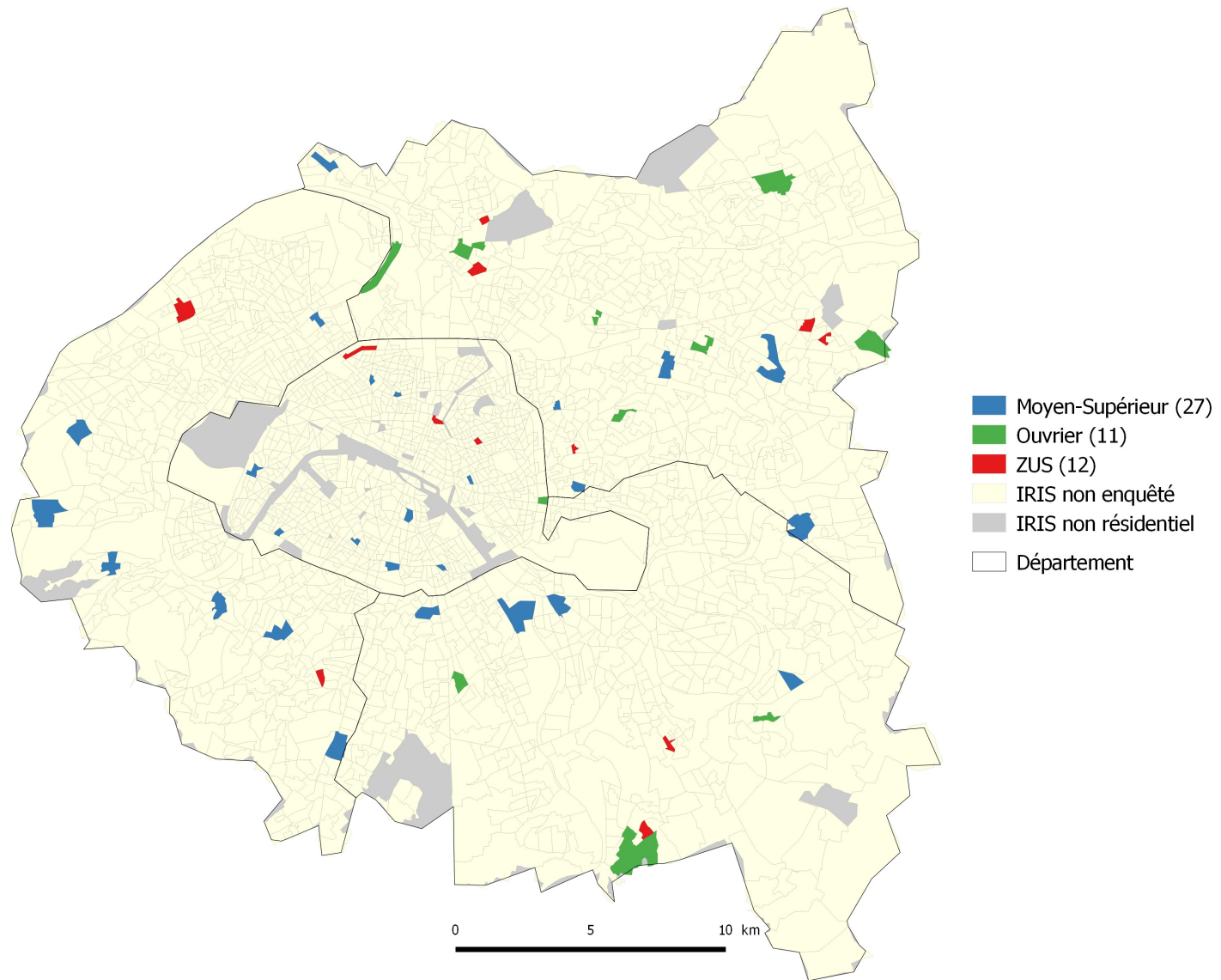
Cette enquête épidémiologique a deux intérêts pour une interrogation sociologique sur l'inscription urbaine des pratiques alimentaires. Premièrement, contrairement à la majorité des enquêtes mobilisées dans la littérature sur les déserts alimentaires [encadré 3], SIRS comporte des variables relatives aux pratiques alimentaires. Deuxièmement, elle se prête à une exploitation spatiale. J'ai obtenu le géocodage à l'adresse des individus. Le plan d'échantillonnage complexe autorise des méthodes statistiques prenant en compte les différents contextes (ici, les IRIS).

Une approche localisée et compréhensive des inégalités, de la cohabitation et de l'action publique

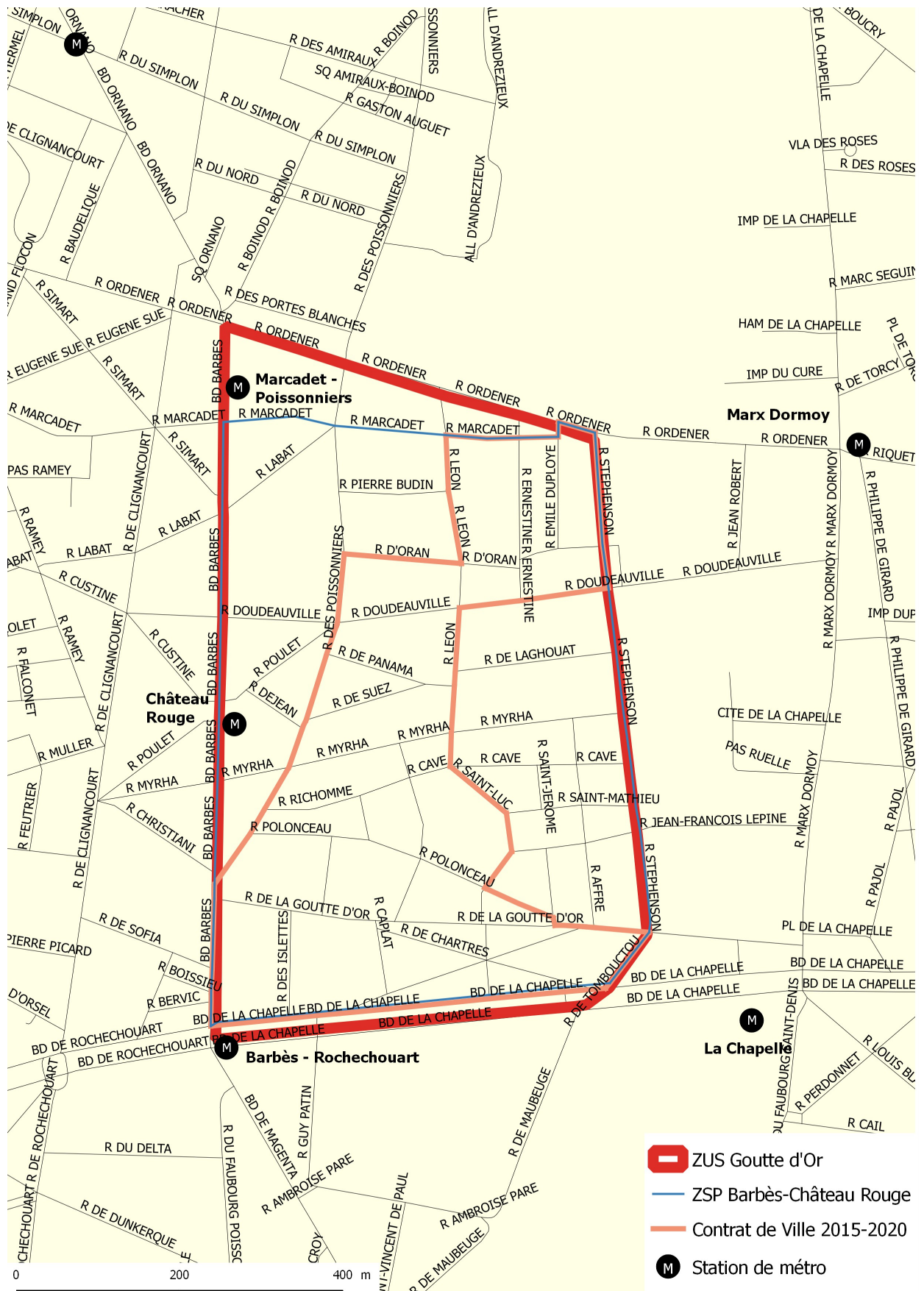
L'ethnographie urbaine prend place à la Goutte d'Or (XVIII^e arrondissement de Paris) [carte 2]. Ce quartier est particulier : centralités commerciales populaires et immigrées, bonne desserte en transports publics, diversité ethno-raciale et de classe, gentrification inachevée et pauvreté urbaine, inscription dans la politique de la ville. Ces singularités ont fait l'objet de nombreuses études de sciences sociales, au point que Palumbo qualifie la Goutte d'Or de « *laboratoire des sciences sociales* » (Palumbo, 2009 : 100).

12 Les IRIS (Îlots Regroupés pour l'Information Statistique) sont des niveaux de collecte de données à l'échelle infra-communale mis au point par l'INSEE. Un IRIS d'habitat compte entre 1800 et 5000 habitants.

Carte 1. IRIS enquêtés dans SIRS



Carte 2. La Goutte d'Or



IGN – ROUTE ADRESSE® 2014 / Licence Recherche et Enseignement Sciences Po
 IGN/INSEE – Contours IRIS...2010 / Licence Recherche et Enseignement Sciences Po
 RATP Open Data – Positions géographiques des stations du réseau RATP (2013) / Licence Ouverte

L'offre commerciale alimentaire de la Goutte d'Or est singulière [cartes 3, 4 et 5]. Le quartier comprend des centralités minoritaires¹³. Château Rouge, au nord-ouest, est une centralité africaine, avec des boucheries *halâl* et des épiceries de produits importés (légumes secs, épices, herbes, céréales...) [Bouly de Lesdain, 1999]. Le secteur sud (souvent désigné, par synecdoque, Goutte d'Or) est une centralité maghrébine. Elle inclut des commerces de produits importés et des cafés et restaurants (Toubon et Messamah, 1990 : 200-228 ; 702-707). Le quartier compte deux marchés. Le marché Dejean, situé à Château Rouge, se spécialise en poissons, viande et fruits et légumes. Le marché de Barbès, au sud, est l'un des moins chers de Paris (Lallement, 2005, 2010). Cette offre draine une importante clientèle, composée à la fois d'habitants du quartier et d'usagers extérieurs. Ces derniers utilisent en particulier les transports en commun (métro [carte 2] et RER/Transilien).

La population de la Goutte d'Or est diverse, en termes ethno-raciaux et de classe. Le quartier concentre une population à bas revenu, mais se caractérise aussi par de fortes inégalités. En 2009, le revenu par unité de consommation (UC) médian y est de 10 700 euros, contre 21 292 sur l'unité urbaine (UU) de Paris. L'indicateur de dispersion du revenu par UC¹⁴ en 2007-2009 est de 146,4%, contre 96,3% pour l'UU parisienne.ⁱ La Goutte d'Or est aussi, pour les migrants, une « *zone d'accueil, de transition, d'échouage* » (Toubon et Messamah, 1990 : 11). En 2006, 34,6% de la population est étrangère (13,3% sur l'UU de Paris).ⁱⁱ Dans les années 1950 et 1960 immigrent des populations du Maghreb (en particulier d'Algérie), dans les décennies 1970, 1980 et 1990 des populations d'Afrique subsaharienne. Aujourd'hui, le quartier abrite de nombreux sans-papiers.

La Goutte d'Or attire les classes moyennes et les classes supérieures, car les logements y sont relativement peu chers. Logiques résidentielles et logiques commerciales entrent alors en conflit : les plaintes publiques des classes supérieures se centrent sur le commerce et ses désagréments (Bacqué et Fijalkow, 2006 ; Chabrol, 2011). Mais la gentrification résidentielle est en partie bloquée par les logements sociaux (Bacqué et Fijalkow, 2006). En 2010, 17% des ménages sont locataires dans le parc social (15,8% sur l'UU parisienne).ⁱⁱⁱ Ce chiffre s'est accru de 25% de 2001 à 2009.^{iv} S'y ajoutent des logements privés, souvent insalubres, au loyer peu onéreux.

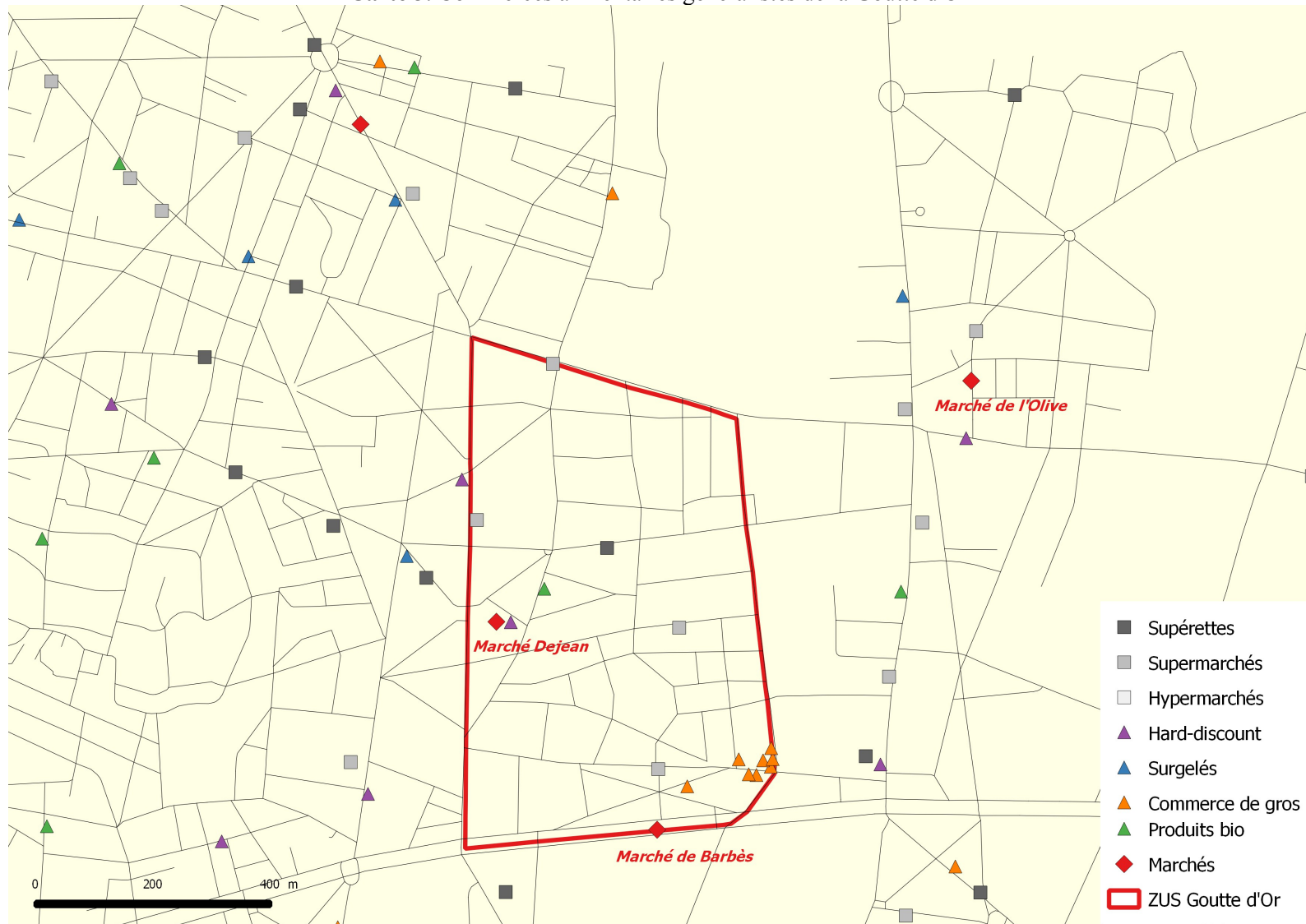
Outre les logements et les commerces, le caractère populaire du quartier est maintenu par une pauvreté urbaine visible dans l'espace public. Selon des sources associatives, en 2006, les toxicomanes représentent environ 3000 personnes (Bacqué et Fijalkow, 2006 : 79) – la même année, le quartier compte 23 190 personnes^v. De nombreuses activités économiques illégales ont cours : trafic de stupéfiants, « marché aux voleurs » en marge du marché de Barbès, vente à la sauvette. Une partie du quartier est classée en Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP) [carte 2], concentrant les moyens policiers. Se mêlent donc clandestins, toxicomanes, dealers, immigrés de longue date, populations africaines, maghrébines et non-immigrées, classes populaires, moyennes et supérieures.

La Goutte d'Or, enfin, est inscrite de longue date dans la politique de la ville. Elle fait l'objet d'un plan de rénovation de 1984 à 1987, ciblant surtout l'habitat insalubre. Elle relève du DSQ (Développement Social des Quartiers) puis du DSU (Dotation de Solidarité Urbaine) dès 1989. Elle est classée en ZUS (Zone Urbaine Sensible) en 1996. Le quartier est intégré dans un Contrat de Ville sur les périodes 1995-2000 et 2000-2006, puis dans un CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale) en 2007-2014. Actuellement, il bénéficie d'un Contrat de Ville pour la période 2015-2020, selon un périmètre resserré par rapport aux dispositifs précédents [carte 2]. Par cette concentration de moyens publics d'une part, d'autre part par un vivier associatif producteur de nombreux discours sur lui-même et sur le quartier (Lallement, 2010 : 80 ; Palumbo, 2009 : 101), la Goutte d'Or affiche une forte identité locale. Pourtant, ses frontières et appellations (Goutte d'Or, Barbès, Château Rouge) sont mouvantes, selon les délimitations administratives [carte 2] et les indigènes. Par commodité, je retiens une acception large : le périmètre de l'ancienne ZUS.

13 Espace « *marqué par une appropriation ethnique particulière : sa vocation commerciale en fait un lieu d'attraction pour les citoyens de même origine que les commerçants, et à divers titres (exotisme, affinités) pour les citoyens de toutes origines.* » (Raulin, 2001 : 177).

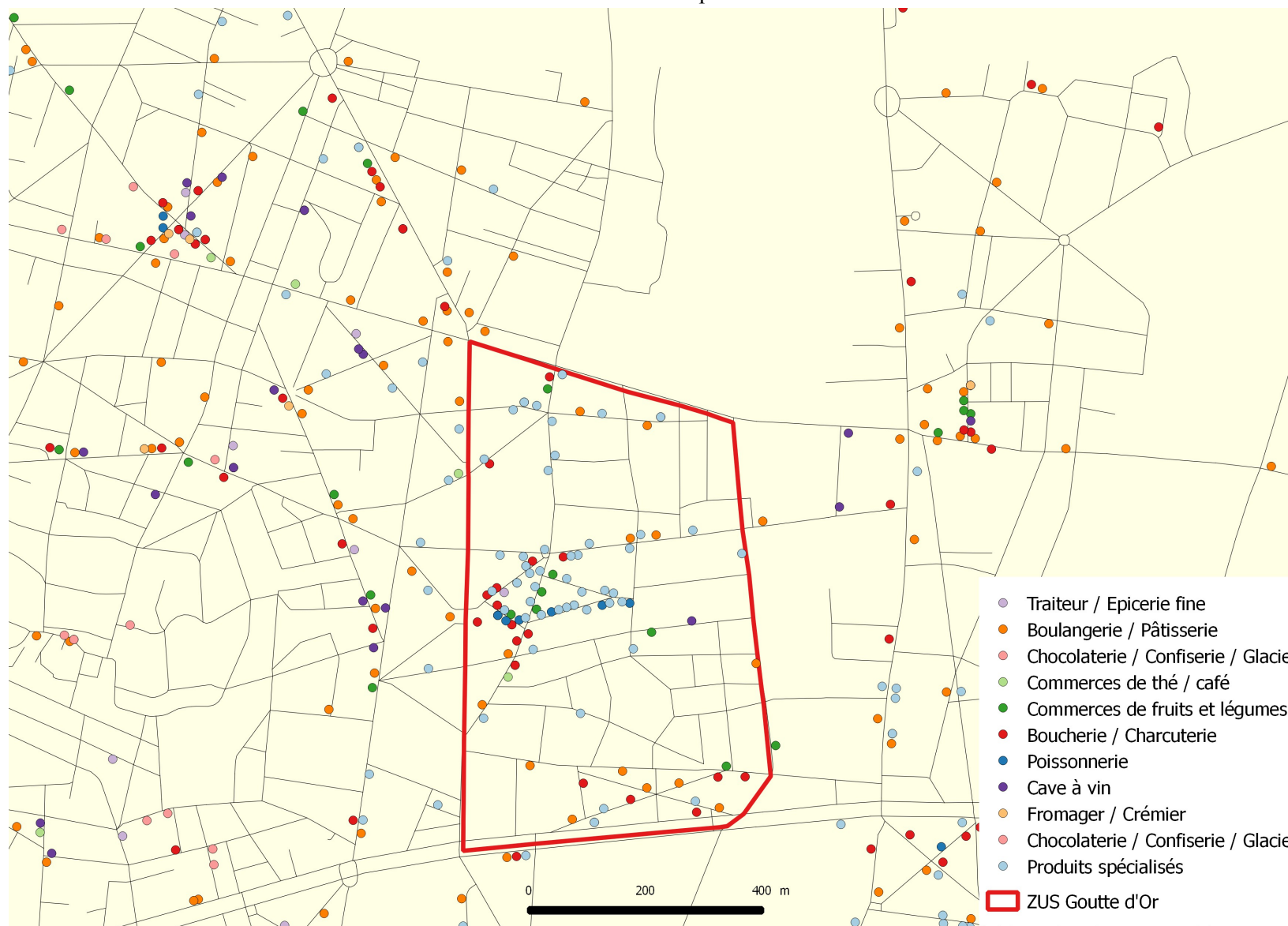
14 Rapport de l'écart interquartile (troisième quartile moins premier quartile) à la médiane.

Carte 3. Commerces alimentaires généralistes de la Goutte d'Or

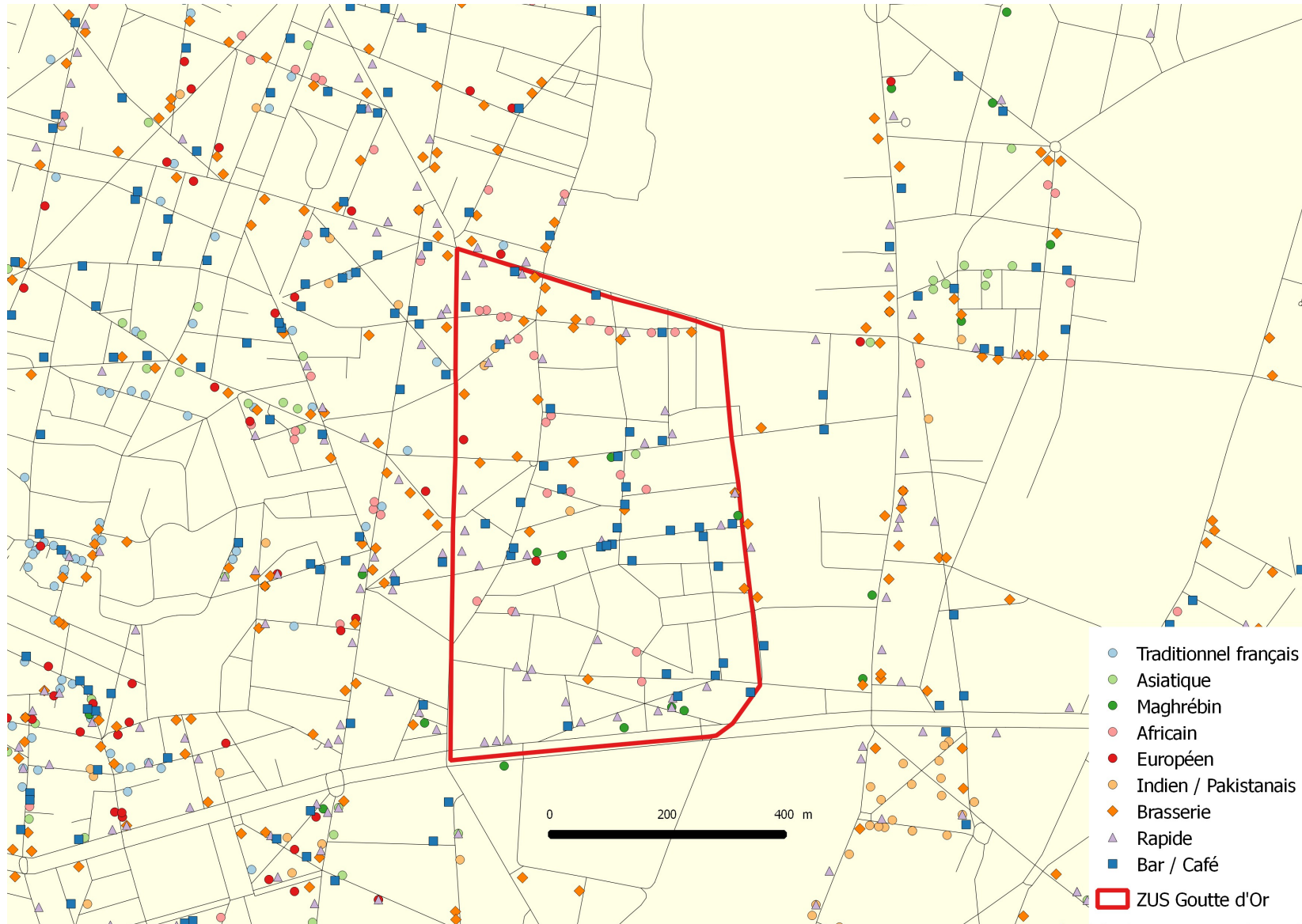


AC Nielsen SAS GMS – TradeDimensions (2013) / Licence d'utilisation finale ALISS-INRA
APUR – BD COM 2011 / Acte d'engagement Sciences Po
IGN – ROUTE ADRESSE® 2014 / Licence Recherche et Enseignement Sciences Po
IGN/INSEE – Contours IRIS...2010 / Licence Recherche et Enseignement Sciences Po
Open Data Paris – Liste des marchés de quartier à Paris (2012) / Licence Ouverte

Carte 4. Commerces alimentaires spécialisés de la Goutte d'Or



Carte 5. Restaurants de la Goutte d'Or



Les particularités commerciales, résidentielles, socio-démographiques et institutionnelles de la Goutte d'Or ont donc été abondamment étudiées. L'ethnographie urbaine est donc une revisite¹⁵, informée et critique, de cette littérature. Elle propose un angle original : les pratiques alimentaires des habitants et des usagers du quartier. Elle est sensible à l'ensemble des groupes sociaux à leur vécu. En effet, les études sur la Goutte d'Or prennent rarement les œillères des populations marginalisées, même celles à propos de la cohabitation sociale (Milliot, 2013) et de l'économie informelle (Milliot et Tastevin, 2010).

L'enquête, réalisée de juillet 2014 à avril 2015, s'appuie sur une méthodologie qualitative diversifiée. Un dispositif ethnographique est mis en place auprès de 36 enquêtés issus des divers groupes sociaux et ethno-raciaux habitant ou fréquentant le quartier. La formule « habitants et usagers » étant lourde, ceux-ci seront parfois abrégés en « habitants ». Le suivi comprend, selon les enquêtés, un ou plusieurs entretiens approfondis [annexe 3] et des activités annexes (suivi de parcours de courses¹⁶, partage de repas au domicile ou à l'extérieur, conversations informelles). J'ai aussi mené 13 entretiens auprès d'acteurs institutionnels, commerçants et associatifs. S'y joignent environ 200 heures d'observation ethnographique (observations et interactions dans les espaces publics et marchands et suivi de réunions d'associations et de conseils de quartier). Elles sont consignées dans 1000 pages de journaux de terrain et 200 pages de notes ethnographiques¹⁷ (ci-après « Extraits des NE »). Enfin, j'analyse un corpus de sources écrites : presse écrite, documents administratifs et associatifs, communication institutionnelle et œuvres littéraires [annexe 4].

L'alimentation dans la ville : inégalités, cohabitation, action publique locale

Ce mémoire analyse donc l'inscription urbaine des pratiques alimentaires selon la démarche analytique exposée plus haut [figure 1].

Le premier chapitre, *Les effets de quartier sur les pratiques alimentaires (1) : l'accentuation de la différenciation sociale des pratiques*, s'appuie sur l'enquête SIRS et diverses données sur les commerces alimentaires et les structures sociales urbaines. Il compare les effets de quartier, à Paris et en petite couronne, sur les consommations de fruits et légumes et de produits laitiers. Ces effets de quartier consistent en l'aggravation de la différenciation sociale des pratiques. Dans le cas des fruits et légumes, les inégalités urbaines s'agrègent aux inégalités sociales. Toutes choses égales par ailleurs, les plus jeunes, les plus pauvres, les hommes, les individus qui n'accordent pas d'importance à l'alimentation, et les habitants des quartiers défavorisés, sont moins susceptibles de consommer des fruits et légumes. Les effets de l'offre commerciale sont faibles et confondus par les structures sociales urbaines. La consommation de produits laitiers n'est pas inégalitaire, ni en termes sociaux, ni en termes urbains. Les effets de l'offre commerciale sont également faibles, mais directs.

Le deuxième chapitre, *Les effets de quartier sur les pratiques alimentaires (2) : constructions et déconstructions de l'éclectisme alimentaire*, à partir de l'ethnographie urbaine à la Goutte d'Or, précise que les effets de quartier forgent un éclectisme alimentaire, c'est-à-dire des pratiques alimentaires obéissant à des logiques de distinction variées. Cet éclectisme distingue les franges supérieures des classes populaires, les immigrés et installés de longue date à la Goutte d'Or

15 C'est-à-dire une ethnographie portant sur un espace déjà étudié par d'autres et comparant ses résultats à ceux de ces études antérieures (Burawoy, 2003).

16 Suivre les enquêtés pendant leurs courses et les inviter à les commenter : « leur "faire" dire ce qu'ils faisaient, leur faire expliciter leurs choix sans les contraindre à justifier excessivement ceux-ci. » (Dubuisson-Quellier, 2006 : 258).

17 Sur le terrain, j'écris mes observations sur des carnets ou, dans les situations difficiles (suspicion des enquêtés vis-à-vis de ma présence, obscurité, pluie), sur mon mobile. Aussitôt rentrée, je retranscris ces notes sur un journal de terrain. Dans un délai de 24h, je rédige des notes ethnographiques : des entrées décrivant et analysant un épisode sur le terrain. Une heure d'observation correspond à environ trois heures de retranscription, de réflexion et de rédaction.

et les habitants attachés au quartier et intégrés à ses réseaux de sociabilité. A l'inverse, les classes supérieures ou les immigrés récents les moins liés au quartier, et les classes populaires précaires et tributaires des réseaux de solidarité, sont peu éclectiques.

Le troisième chapitre, *Economie domestique, pratiques alimentaires et pratiques urbaines : classes sociales et usages stratégiques de l'espace*, analyse la différenciation sociale des rapports à l'espace liés aux pratiques alimentaires. Les classes populaires précaires diversifient leurs lieux de ressources pour faire face à l'insécurité alimentaire. Au vu de leurs contraintes budgétaires, les classes populaires stables fractionnent leurs lieux d'approvisionnement : elles utilisent l'offre de la Goutte d'Or, mais mettent aussi en œuvre des stratégies de mobilité à l'échelle de la métropole. Les classes moyennes et les classes supérieures désirent s'approvisionner dans le quartier, mais l'inadéquation de l'offre locale à leurs pratiques les pousse à une mobilité piétonne et circonscrite.

Le quatrième chapitre, *Quand les pratiques alimentaires travaillent la ville : styles de vie, cohabitation sociale et gentrification*, étudie les effets de la différenciation sociale des pratiques alimentaires sur les processus de ségrégation et de gentrification. A la Goutte d'Or, la méconnaissance de l'autre et de ses pratiques produit des pratiques d'évitement et aiguise les sens de la distinction. Dans le cas des cafés et des restaurants du sud de la Goutte d'Or, se séparent ainsi les classes populaires africaines et les classes moyennes et supérieures non-immigrées d'une part et les classes populaires maghrébines d'une part, puis, au sein de ces dernières, les familles d'une part et les clandestins et toxicomanes d'autre part. Dans le cas des boucheries de Château Rouge, les classes populaires maghrébines et les classes moyennes et supérieures non-immigrées s'opposent aux classes populaires africaines. Quant à la gentrification, l'aspect visible et démonstratif des styles de vie populaires et immigrés endigue ce processus.

Enfin, le cinquième chapitre, *L'action publique locale sur les pratiques alimentaires et ses effets imprévus : biais ethnocentristes et soupçons de gentrification*, aborde la prise en charge collective et institutionnelle des pratiques alimentaires et ses effets sur la gentrification. L'action publique sur l'alimentation à la Goutte d'Or a deux effets imprévus. Elle encourage l'installation de commerces conformes aux pratiques des classes moyennes et supérieures non-immigrées. Elle suscite chez les acteurs (institutionnels, commerçants, associatifs, habitants, usagers) une perception accrue de la gentrification. Ces effets imprévus proviennent d'un hiatus entre cadrages et fabrique de l'action publique. Les acteurs institutionnels cadrent l'alimentation en termes de développement économique et d'aménagement urbain, ignorant les habitants et leurs pratiques. Mais l'action publique repose aussi sur des instances de démocratie participative, dans lesquelles les classes moyennes et supérieures non-immigrées sont majoritaires. Celles-ci font alors correspondre l'action publique à leurs attentes.

Chapitre 1. Les effets de quartier sur les pratiques alimentaires (1) : l'accentuation de la différenciation sociale des pratiques.

L'archétype du « produit du marché », c'est le melon plein et lourd, gorgé de sucre et prêt à éclater tant le soleil de Provence s'est montré généreux, ou la salade visiblement cueillie à l'aube qu'on croit y voir les traces de la rosée, ou bien les fraises fermes et parfumées encore rouges de la terre caillouteuse du sud de Carpentras... Dans l'esprit de la plupart des clients, « faire son marché » c'est avant tout aller s'approvisionner en fruits et en légumes, en produits de la nature plus qu'en produits de l'industrie.

Michèle de la Pradelle (1996), *Les vendredis de Carpentras. Faire son marché en Provence ou ailleurs*, Paris : Seuil, p. 171.

Commencent alors les opérations de stockage : boîtes de conserve et bouteilles de lait sont achetées en masse au supermarché, puis entreposées dans le cellier.

Olivier Schwartz (2012) [1990], *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris : PUF, p. 113.

Les effets de quartier sur les pratiques alimentaires : une approche métropolitaine

Les effets de quartier dans le contexte parisien

Les thèmes phares de la littérature sociologique américaine sur les effets de quartier sont l'éducation, la criminalité et la santé (Sampson, 2012) ; la consommation est un angle mort. La littérature épidémiologique sur les déserts alimentaires, inattentive aux pratiques alimentaires [encadré 3], offre peu de pistes. Ces études s'enracinent dans les sociétés urbaines nord-américaines, caractérisées par de fortes inégalités urbaines d'équipements collectifs et une importante ségrégation ethno-raciale et de classe.

D'une part, dans l'agglomération parisienne, la ségrégation résidentielle est bien plus faible qu'aux Etats-Unis ; les classes supérieures sont les plus ségréguées ; les classes populaires et les immigrés vivent majoritairement dans des quartiers mixtes (Préteceille, 2006a, 2009 ; Wacquant, 2007).

D'autre part, l'infrastructure commerciale maille le territoire de façon égalitaire : la simple cartographie de l'offre alimentaire [carte 6] fait douter de l'existence de déserts alimentaires. Cela détonne par rapport à la répartition inégalitaire d'autres types d'équipements collectifs, comme les structures de soin (Vigneron, 2011), les établissements scolaires (Oberti, 2007), les institutions culturelles (Préteceille, 2000) et les installations sportives (*ibid.*, 1998).

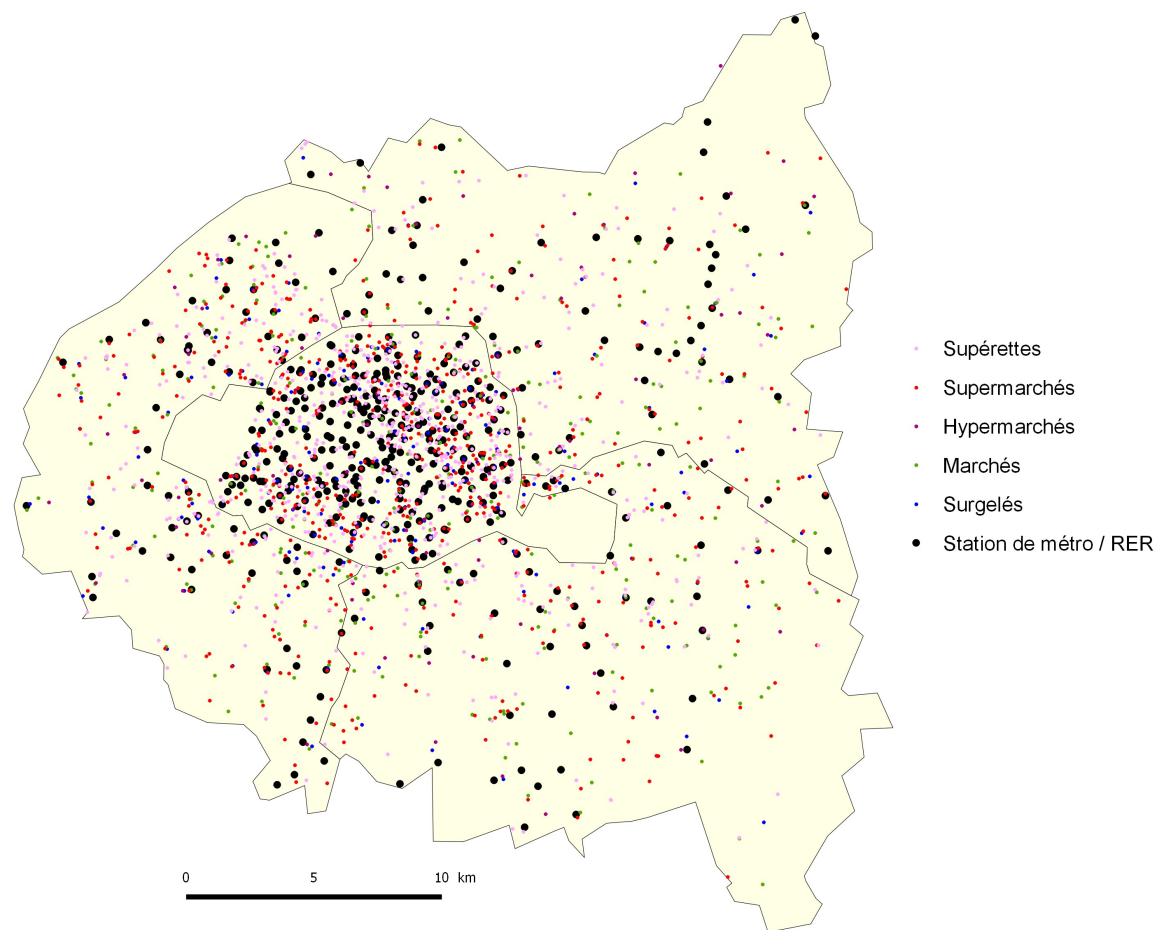
Ces deux particularités permettent une revisite originale de la littérature sociologique sur les effets de quartier et de la littérature épidémiologique sur les déserts alimentaires. Les effets de quartier sur les pratiques alimentaires dans l'agglomération parisienne sont-ils des effets spécifiques de l'offre alimentaire ou de la concentration de la pauvreté ? Cela invite à une attention aux configurations causales des effets de quartier.

A cet égard, l'attention de la littérature sociologique aux mécanismes des effets de quartier fait écho aux préoccupations pour l'endogénéité des études épidémiologiques et économiques sur les déserts alimentaires. Ces littératures proposent deux outils méthodologiques stimulants : les graphes acycliques orientés (DAG)¹⁸ et les variables instrumentales.

Les DAG représentent graphiquement les structures causales. Pour les études sur les déserts alimentaires, ils permettent de conceptualiser les facteurs confondants des effets de l'environnement alimentaire sur l'obésité (Chaix, 2014). En effet, le propre de l'épidémiologiste est de chercher des

18 *Directed Acyclic Graphs*. Cet outil est créé dans les années 1980, principalement par Pearl (2009 [2000]).

Carte 6. Commerces alimentaires et stations de métro / RER



AC Nielsen SAS GMS – TradeDimensions (2013) / Licence d'utilisation finale ALISS-INRA
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris-Hauts-de-Seine – Liste des marchés des Hauts de Seine (2011)
ERES-INSERM – Cohorte SIRS / Convention de partenariat ALISS-INRA
IGN/INSEE – Contours IRIS...2010 / Licence Recherche et Enseignement Sciences Po
Open Data Paris – Liste des marchés de quartier à Paris (2012) / Licence Ouverte
RATP Open Data – Positions géographiques des stations du réseau RATP (2013) / Licence Ouverte
Seine-Saint-Denis Tourisme – Les marchés hebdomadaires des villes du 93 (2014)
Sites internet des communes – Marchés
SNCF Open Data – Gares et points d'arrêt du réseau Transilien (2013) / Licence Ouverte

effets causaux purs (Maldonado et Greenland, 2002 ; Hernán, 2004), d'où une attention à ces causalités indirectes. Adoptés par l'épidémiologie depuis les années 1990 (Glymour et Greenland, 2008), les DAG suscitent un intérêt croissant en sociologie depuis les années 2010 (Elwert, 2013 ; Knight et Winship, 2013 ; Elwert et Winship, 2014). Ils permettent de penser la sélection relative au quartier de résidence et les variables de confusion des effets de quartier sur les résultats individuels (Wodtke *et al.*, 2011 ; Sharkey et Elwert, 2011).

Des travaux économétriques sur les effets de l'offre alimentaire sur la consommation de fruits et légumes traitent l'endogénéité de l'offre via des variables instrumentales (par exemple, Caillavet *et al.*, 2015). Des études sociologiques sur les effets de quartier usent de cette stratégie pour la sélection liée aux choix résidentiels (Sampson, 2008 ; Reardon et Raudenbush, 2013).

Le propre du sociologue est une sensibilité aux configurations causales. On peut alors s'emparer, de manière critique et raisonnée, de ces outils épidémiologiques (DAG) et économétriques (variables instrumentales), pour étudier les effets de quartier et leurs mécanismes.

Encadré 4. Prémices : une collaboration avec des économistes

Ce chapitre reprend des données et éléments présents dans des travaux à l'initiative de France Caillavet, économiste à ALISS-INRA (Caillavet et Cheng, 2012 ; Caillavet *et al.*, 2015). Ces études s'interrogent sur les effets de la structure du commerce de détail alimentaire et de sa localisation (données INSEE et Trade Dimensions) sur la consommation de fruits et légumes (données SIRS).

L'article (Caillavet *et al.*, 2015) utilise des variables instrumentales pour gérer l'endogénéité de la structure du commerce (nombre de commerces, surface totale de vente alimentaire, indice de Berry¹⁹). Il estime des modèles probit, avec deux instruments (trafic entrant par station et part d'autorisations d'exploitation commerciale) et quatre unités spatiales (tampon centré sur l'individu, tampon centré sur la station de transports en commun, IRIS, TRIRIS²⁰). L'article montre l'existence de relations causales entre offre alimentaire et consommation, une fois contrôlés les effets des caractéristiques socio-économiques individuelles. D'une part, l'augmentation du nombre de commerces décroît la probabilité de consommation fréquente de fruits et légumes. D'autre part, une augmentation de la surface de vente alimentaire a un effet significatif faible mais positif sur cette probabilité. Dans l'élaboration de cet article, j'ai pu participer à la préparation des données, dont la définition des unités spatiales et la mesure du nombre de commerces.

Les cas des fruits et légumes et des produits laitiers

Comme l'indiquent des études sur les déserts alimentaires, les effets de quartier pourraient se différencier selon les types d'aliments (Glanz *et al.*, 2005 ; Giskes *et al.*, 2011). Ce chapitre en prend deux pour exemple : les fruits et légumes et les produits laitiers.

Les fruits et légumes sont l'aliment topique de la littérature épidémiologique, du fait de leurs vertus nutritionnelles et de leur accessibilité inégale. Les études sociologiques sur la structuration sociale de la consommation de fruits et légumes sont nombreuses (Bernard de Raymond *et al.*, 2013).

Les bienfaits pour la santé des produits laitiers sont sujets à débat (Michaëlsson *et al.*, 2014) ; leur disponibilité spatiale ne serait pas si inégalitaire. Ils confinent au non-objet sociologique : aucune étude ne montre leur structuration sociale.

Étudier les fruits et légumes et les produits laitiers a donc deux intérêts. Premièrement, comparer des pratiques alimentaires dont la structuration sociale est opposée aide à la compréhension des effets de quartier et du lien entre inégalités urbaines et inégalités sociales. Deuxièmement, intégrer les produits laitiers permet un décentrement de la perspective des déserts alimentaires vers des questionnements de sociologie de l'alimentation.

19 Indice composite du nombre de commerces et de la surface totale de vente alimentaire.

20 Regroupement d'IRIS (en général trois).

SIRS appréhende ces aliments via l'observance des normes nutritionnelles. Après une question sur leur connaissance de la norme²¹, les enquêtés indiquent s'ils mangent, « en général », 5 fruits et légumes et 3 produits laitiers par jour « tous les jours ou presque », « la plupart du temps », « la moitié du temps », « occasionnellement » ou « jamais ou presque ». Ces variables, les seules relatives à la consommation dans SIRS, ont trois défauts sociologiques. Premièrement, pareille formulation porte une charge normative et de désirabilité sociale : elle enserme une « *théorie implicite de la consommation et des besoins, du consommateur et de ses désirs* » (Boltanski, 1970 : 36). Deuxièmement, son unité de mesure capte mal les consommations effectives.²² Troisièmement, SIRS ne renseigne pas les autres pratiques liées aux fruits et légumes et aux produits laitiers, comme l'approvisionnement ou la préparation.²³ Par commodité, j'utiliserai les expressions « consommation » ou « consommation fréquente » plutôt que « consommation fréquente des quantités journalières recommandées ». Ce raccourci ne doit pas masquer la nature problématique de ces variables dépendantes.

Je formule des hypothèses quant aux effets de quartier sur les consommations de fruits et légumes et de produits laitiers. Après une discussion de la mesure des environnements alimentaires, j'explique les difficultés d'identification du lien entre quartiers et pratiques alimentaires. J'élabore un modèle théorique de ce lien et en déduis deux stratégies d'analyse : l'ajustement successif sur les facteurs confondants et l'emploi de variables instrumentales. Je livre des statistiques descriptives des facteurs confondants, fabrique des instruments, puis spécifie les modèles. Je reporte les diagnostics des instruments. Les résultats montrent que la consommation de fruits et légumes est plus inégalitaire en termes sociaux et urbains ; de plus, les effets de quartier prennent des formes plus diverses et suivent des mécanismes plus indirects. En revanche, la consommation de produits laitiers n'est pas inégalitaire ; les effets de quartier sont directs, se limitant à l'offre de marchés.

Vu le plan d'échantillonnage complexe de SIRS, je mène les analyses (sauf mention contraire) en *survey*, avec le logiciel Stata, assisté du système d'information géographique QGIS.

Hypothèses

Les études sociologiques sur les pratiques alimentaires et épidémiologiques sur les déserts alimentaires suggèrent cinq hypothèses (H1-H5) quant aux effets de quartier sur les consommations de fruits et légumes et de produits laitiers.

H1 : La consommation de fruits et légumes tient davantage de variables socio-démographiques et d'attitudes alimentaires que de déterminants spatiaux, au contraire de celle de produits laitiers.

La consommation de fruits et légumes est avant tout tributaire de variables socio-démographiques. Les personnes âgées, les individus mariés ou en couple et à fort niveau de diplôme et de revenus consomment davantage de fruits et légumes (Amiot-Carlin *et al.*, 2007). La quantité de légumes transformés achetée ne dépend pas du niveau d'éducation, de l'âge ou du revenu du ménage (Plessz et Gojard, 2013). La consommation de légumes frais distingue les ménages des classes moyennes et supérieures (Caillavet *et al.*, 2009 ; Plessz, 2013 ; Plessz et Gojard, 2013).

La consommation de fruits et légumes dépend aussi d'attitudes alimentaires : rapport aux normes (Plessz et Gojard, 2015), coût (Drewnowski *et al.*, 2004) et temps de préparation (Monsivais *et al.*, 2014) estimés, sentiment de compétence à les cuisiner (Winkler et Turrell, 2010).

Par rapport aux produits laitiers, ce faisceau causal laisserait une place plus mince aux facteurs urbains.

21 « Avez-vous entendu parler des messages recommandant de consommer 5 fruits et légumes par jour ? »

22 Dans le même esprit, Grignon (1988) déplore les unités de type commercial (grammes, centimes) des enquêtes de consommation de l'INSEE.

23 C'est là encore un défaut fréquent des enquêtes statistiques sur la consommation (Régner *et al.*, 2006 : 23).

H2 : L'offre alimentaire a plus d'effet sur la consommation de fruits et légumes que sur celle de produits laitiers.

Les fruits et légumes étant moins accessibles que les produits laitiers, l'offre alimentaire aurait plus d'effet sur la consommation de fruits et légumes que sur celle de produits laitiers.

H3 : L'accessibilité des marchés a plus d'effet sur la consommation de fruits et légumes, tandis que l'accessibilité des commerces a plus d'effet sur la consommation de produits laitiers.

Les marchés sont emblématiques des fruits et légumes ; les produits laitiers s'affilient aux supermarchés [incipit]. De ce fait, la consommation de fruits et légumes serait surtout affectée par la disponibilité de marchés. Dans le cas des produits laitiers, les commerces seraient pertinents.

H4 : Les effets de l'offre alimentaire sur la consommation de fruits et légumes sont moins directs que dans le cas des produits laitiers.

Les effets de quartier sur la consommation de fruits et légumes, plus fortement différenciée en termes sociaux et attitudeux, seraient plus indirects que dans le cas des produits laitiers. Des études épidémiologiques montrent que la surestimation des effets des environnements alimentaires faute de prise en compte des goûts et préférences est caractéristique des consommations empreintes de normes, comme les fruits et légumes (Jago *et al.*, 2007) et la restauration rapide (Thornton *et al.*, 2009). Les effets de l'offre sur la consommation de produits laitiers seraient plus directs.

H5 : Les effets de quartier sur la consommation relèvent davantage des structures sociales urbaines que de la simple offre alimentaire.

Si les études épidémiologiques tendent à en rester à l'offre alimentaire, un regard de sociologie urbaine capture plus finement l'espace urbain. Les effets de quartier tiendraient aux structures sociales urbaines.

Mesurer les environnements alimentaires

Les controverses quant à la mesure des environnements alimentaires sont vives (McKinnon *et al.*, 2009 ; Charreire *et al.*, 2010 ; Kelly *et al.*, 2011). Il faut définir des indicateurs de l'offre alimentaire et des unités spatiales.

Mesurer l'offre alimentaire

L'offre alimentaire est mesurée par le nombre de commerces et le nombre de marchés alimentaires. Le nombre de commerces est déterminé à partir de Trade Dimensions (TD) 2013 [annexe 1]. Cette base recense les commerces affiliés à une centrale d'achat. On retient les supérettes, supermarchés, hypermarchés et magasins de surgelés. Trois ans séparent TD (2013) de SIRS (2009-2010) ; toutefois, une annexe liste les commerces fermés depuis janvier 2007 et leur date de cessation d'activité. On concatène les commerces fermés entre 2010 et 2013 à la base initiale. Les commerces ouverts après 2010 ne peuvent pas être identifiés ; cependant, on suppose qu'ils sont trop peu nombreux pour biaiser les résultats. Les mesures finales sont, pour chaque individu, le nombre de commerces alimentaires dans l'unité spatiale. Les commerces alimentaires indépendants, pour la plupart de petite taille et spécialisés, ne peuvent pas être pris en compte²⁴.

24 Il existe trois autres sources relatives aux commerces alimentaires pour Paris et la petite couronne : BD COM (APUR), BPE et SIRENE (INSEE). La première comprend l'ensemble des commerces et met à disposition leurs coordonnées géographiques, mais ne couvre que Paris (je l'utilise pour cartographier l'offre alimentaire à la Goutte d'Or). La deuxième inclut divers commerces (hypermarchés, supermarchés, supérettes, épiceries, boulangeries, boucheries-charcuteries, produits surgelés et poissonneries) mais ne fournit pas leur géocodage. La troisième contient tous les commerces et leur adresse (à partir desquelles peuvent être déterminées les coordonnées géographiques, via des applications telles que Batch Géocodeur), mais je n'ai pas pu y avoir accès.

C'est une lacune notable. Selon l'enquête Budget de Famille (2011), 20,2% des dépenses alimentaires des Parisiens et 17,1% de celles des banlieusards ont lieu dans des petits commerces de détail alimentaire et des magasins spécialisés (14,9% pour la France entière) (Kranklader, 2014). Les marchés sont identifiés via diverses sources [annexe 1]. La mesure est, pour chaque individu, le nombre de marchés dans l'unité spatiale.

Définir les unités spatiales

Bien que l'échantillonnage de SIRS s'effectue à l'IRIS, cette unité spatiale est problématique. Elle est très réduite : par exemple, 3 des 50 IRIS enquêtés ne comportent ni supérette, ni supermarché, ni hypermarché, ni magasin de surgelés, ni marché. De ce fait, elle ne correspondrait pas aux pratiques urbaines individuelles : les zones d'exploration urbaine dédiées à l'alimentation iraient au-delà de l'IRIS de résidence.

Selon l'enquête Transports (2008), 33% et 19% des déplacements des habitants, respectivement, de Paris et d'Ile-de-France se font en transports en commun (contre 8% sur toute la France) [Quételard, 2010]. La zone formée par la distance du lieu de résidence aux stations de transports en commun correspond, peut-être, davantage aux vécus urbains individuels que les délimitations administratives. On définit alors les unités spatiales à partir des stations de métro ou de RER les plus proches de l'IRIS. Ces unités spatiales ont aussi l'intérêt de s'accommoder d'une des variables instrumentales, le trafic entrant par station (voir *infra*). On crée un tampon circulaire centré sur la résidence de l'individu de chacun des 50 IRIS le plus éloigné d'une station de métro ou de RER et un autre tampon centré sur ladite station. Les stations et leurs coordonnées géographiques proviennent de RATP Open Data et de SNCF Open Data [annexe 1].

Les rayons des tampons varient entre 388 mètres et 2482 mètres. Ils sont en moyenne plus grands en petite couronne (1302 mètres) qu'à Paris (441 mètres) : les mesures de l'environnement alimentaire y sont donc plus élevées. Cette source de biais est prise en compte dans la spécification des modèles, par une variable indiquant la résidence à Paris ou en petite couronne (voir *infra*).

Pour chaque IRIS enquêté, deux mesures des environnements alimentaires sont donc disponibles, l'une comprise dans un cercle centré sur l'individu, l'autre retenue dans un cercle centré sur la station de métro / RER [tableau 2].

Tableau 2. Mesures des environnements alimentaires. Statistiques descriptives.

Mesures de l'environnement alimentaire	Moyenne (écart-type)
<i>Cercle centré sur l'individu</i>	
Nombre de marchés [NM]	1,621 (0,236)
Nombre de commerces [NC]	8,908 (0,554)
<i>Cercle centré sur la station de métro</i>	
Nombre de marchés [NM]	1,807 (0,337)
Nombre de commerces alimentaires [NC]	9,807 (1,031)

Lecture : « Les tampons centrés autour de l'individu capturent en moyenne 8,9 commerces alimentaires et 1,6 marchés »

Champ : Ensemble des individus

Sources : Cohorte SIRS (vague 2009-2010). TradeDimensions (2013). Liste des marchés de quartier à Paris (2012). Liste des marchés des Hauts-de-Seine (2011). Les marchés hebdomadaires des villes du 93 (2014). Sites web des communes du Val-de-Marne (2014). Positions géographiques des stations du réseau RATP (2013). Gares et points d'arrêt du réseau Transilien (2013). Calculs de l'auteur.

Identifier les effets de quartier sur les pratiques alimentaires : quatre sources d'endogénéité

Les effets de quartier sur les pratiques alimentaires ne peuvent pas être directement identifiés. Des biais de sélection relatifs au lieu de résidence, de causalité inverse, de confusion et de variables omises sont envisageables.

Le choix du contexte urbain de résidence est un processus social (Sampson et Sharkey, 2008 ; Sampson, 2012 : 287-308). Il peut être lié à d'autres attitudes et caractéristiques individuelles expliquant les pratiques alimentaires (Caillavet *et al.*, 2015). Plus directement, les individus peuvent choisir leur lieu d'habitat en fonction de l'offre alimentaire (Thornton *et al.*, 2009) ou de leurs préférences alimentaires (Frank *et al.*, 2007).

Si les pratiques alimentaires s'expliqueraient par les environnements alimentaires, à l'inverse, les environnements alimentaires peuvent être déterminés par les pratiques alimentaires : les commerçants s'installent en fonction des pratiques estimées des individus du voisinage.

Les effets des environnements alimentaires sur les pratiques alimentaires peuvent être perturbés par des facteurs confondants (Thornton *et al.*, 2010, 2011 ; Chaix, 2009, 2014), c'est-à-dire liés de façon directe et concomitante aux environnements alimentaires et aux pratiques alimentaires, sans être des maillons de la chaîne causale qui connecte directement ces derniers. Il peut s'agir des caractéristiques socio-économiques individuelles et contextuelles, des attitudes alimentaires, des pratiques urbaines et des perceptions des environnements urbains et alimentaires.

Ces variables confondantes peuvent être inobservables. Par exemple, les attitudes liées à l'alimentation enserrent des phénomènes observables (le suivi d'un régime, la connaissance des normes nutritionnelles) et d'autres de mesure délicate (l'importance accordée à l'alimentation), voire quasi-impossible (les goûts, dégoûts et préférences – Subramanian *et al.*, 2007).

Ajustement progressif sur les facteurs confondants et instrumentation : stratégies d'analyse

La complexité du lien entre quartiers et pratiques alimentaires nécessite un modèle théorique. Un DAG [figure 2] permet de systématiser les hypothèses, conceptualiser les relations entre variables, illustrer les problèmes d'endogénéité et déduire des stratégies d'analyse appropriées.

On ajuste successivement sur les facteurs confondants, selon leur position dans la chaîne causale. Par exemple, les caractéristiques socio-démographiques des individus influencent les caractéristiques socio-économiques du quartier et les attitudes liées à l'alimentation des individus. Toutes ces variables expliquent également les pratiques urbaines liées à l'alimentation. Ces derniers facteurs sont du reste confondants, car ils agissent directement et simultanément sur les environnements alimentaires et sur les pratiques alimentaires. L'ajustement progressif a donc deux intérêts : évaluer le rôle de chaque facteur et réduire progressivement les risques de confusion.

On recourt à des variables instrumentales pour les mesures des environnements alimentaires. Il s'agit de corriger les biais d'estimation dus à leur endogénéité, mais aussi, au gré des modèles successifs, de discerner les causes de cette dernière.

Cinq modèles sont élaborés, chacun estimé deux fois – sans et avec variables instrumentales.

Modèles 1 : Non ajustés

Modèles 2 : Modèles 1 + caractéristiques socio-démographiques individuelles

Modèles 3 : Modèles 2 + caractéristiques socio-économiques contextuelles

Modèles 4 : Modèles 3 + attitudes liées à l'alimentation

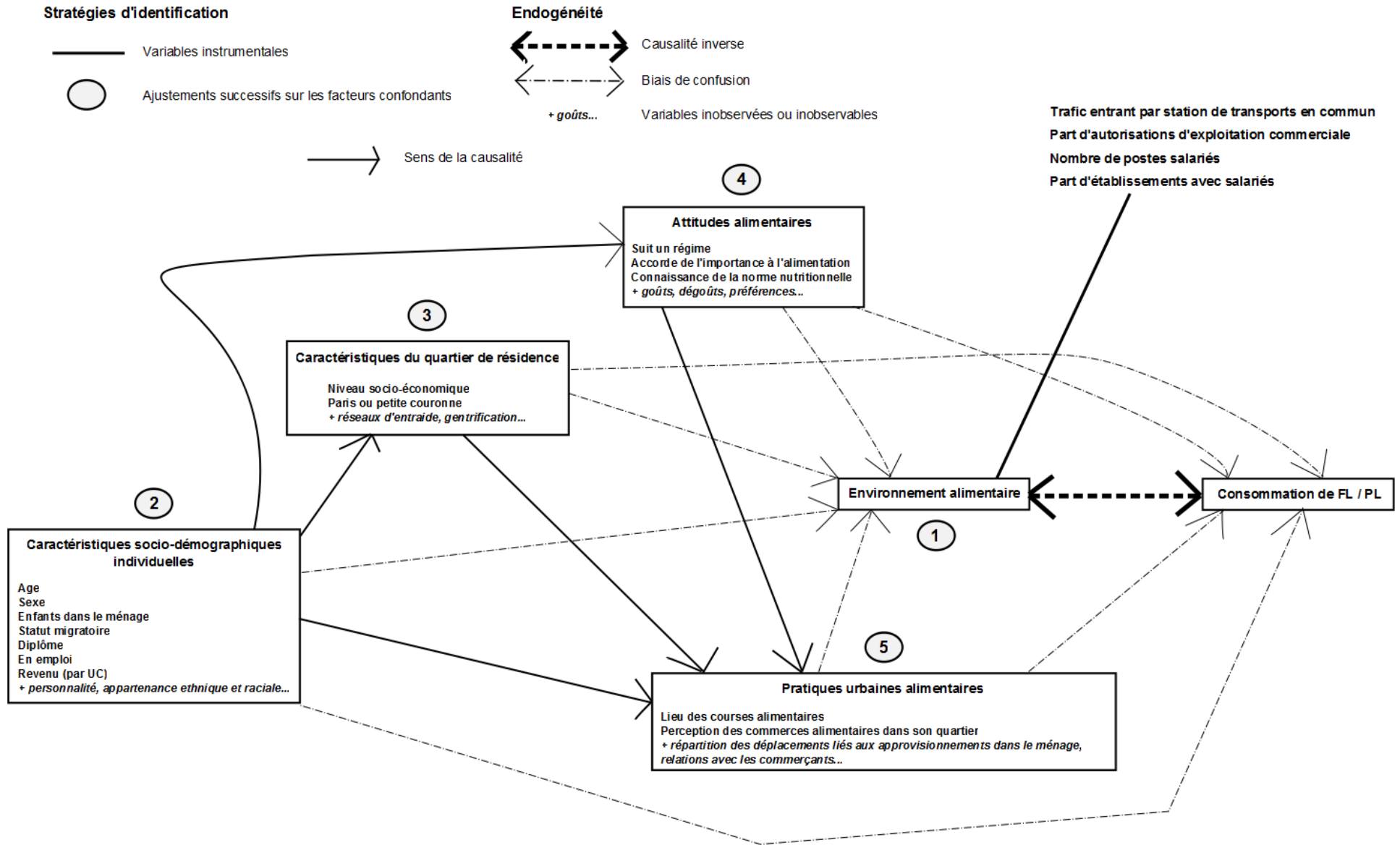
Modèles 5 : Modèles 4 + pratiques urbaines liées à l'alimentation

Statistiques descriptives

Des variables dichotomiques renseignent les consommations fréquentes des portions recommandées de fruits et légumes [FL] et de produits laitiers [PL]. 65,8% et 63,9% des habitants de Paris et de la petite couronne consomment fréquemment les quantités prescrites, respectivement, de fruits et légumes et de produits laitiers, et 34,2% et 36,1% occasionnellement ou jamais.

Le tableau 3 indique la part de consommation fréquente selon les facteurs confondants. Les variables socio-démographiques individuelles incluent le sexe, le nombre d'enfants dans le ménage, le statut migratoire, le niveau de diplôme, la situation d'emploi, l'âge et le revenu (ces deux derniers

Figure 2. Modèle théorique des effets de quartier sur la consommation de fruits et légumes / produits laitiers : graphe acyclique orienté



sont catégorisés dans le tableau 3 mais continus dans les modèles). La caractérisation des IRIS de résidence s'inspire des principes d'échantillonnage de SIRS [annexe 2]. Elle retient leur composition socio-professionnelle (typologie de Préteceille), leur classification en ZUS et leur localisation à Paris ou en petite couronne. Les variables relatives aux attitudes alimentaires comprennent le suivi d'un régime, l'importance accordée à l'alimentation et la connaissance des normes nutritionnelles relatives, respectivement, aux fruits et légumes et aux produits laitiers. Enfin, les pratiques urbaines liées à l'alimentation (lieux principaux des courses alimentaires) et les perceptions de l'environnement alimentaire (fait d'estimer suffisant le nombre de commerces alimentaires dans son quartier) sont prises en compte. La significativité des écarts entre consommation fréquente et consommation occasionnelle ou non-consommation est évaluée au moyen du chi-2 de Pearson.

La consommation de fruits et légumes recèle davantage de disparités socio-démographiques que celle de produits laitiers. Par exemple, le taux d'observance fréquente de la norme nutritionnelle relative aux fruits et légumes augmente presque linéairement avec l'âge : c'est le cas de 53,3% des 18-29 ans et de 76,2% des plus de 60 ans. Au rebours, la consommation régulière de produits laitiers est inchangée selon les classes d'âge (65,4% des 18-29 ans, 64,6% des plus de 60 ans, avec des différences de proportions non significatives).

Les habitants des quartiers moyens et supérieurs se conforment davantage à la norme relative aux fruits et légumes (70,5% la suivent fréquemment) que ceux vivant dans des quartiers ouvriers ou classés en ZUS (56,0% et 54,4%). La consommation de produits laitiers est plus égalitaire en termes socio-spatiaux (ces chiffres sont respectivement de 63,4%, 64,3% et 65,6% et les écarts de proportions non significatifs).

La consommation de fruits et légumes est plus tributaire de normes que celle des produits laitiers. Par exemple, la majorité de ceux qui ne connaissent pas l'injonction à consommer 3 produits laitiers par jour en consomment, de fait, fréquemment (58,7%), contrairement au cas des fruits et légumes (47,2%).

Enfin, les individus effectuant leurs courses alimentaires à moitié dans leur quartier de résidence et à moitié en dehors consomment légèrement plus souvent des produits laitiers (69,1%) que ceux s'approvisionnant dans leur quartier ou à l'extérieur de leur quartier (respectivement 61,7% et 64,9%). Ces chiffres sont similaires pour ce qui est des fruits et légumes, mais les écarts de proportions ne sont pas significatifs au seuil de 10%.

Tableau 3. Variables des modèles expliquant la probabilité de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Statistiques descriptives.

	Effectifs (non pondérés)	Fruits et légumes		Produits laitiers	
		Oui (%)	p	Oui (%)	p
Total	3006	65,8		63,9	
<i>Caractéristiques socio-démographiques individuelles</i>					
<i>Age</i>		0,000		0,447	
18-29	374	53,3		65,4	
30-44	875	65,3		63,5	
45-59	837	67,8		62,0	
60+	920	76,2		64,6	
<i>Sexe</i>		0,000		0,000	
Femme	1819	71,0		61,3	
Homme	1187	59,8		66,0	
<i>Enfants dans le ménage</i>		0,030		0,026	
Non	1917	66,5		62,1	
Oui	1046	64,6		66,7	
<i>Statut migratoire</i>		0,023		0,697	
Français né Français	2597	66,7		63,9	

[Tableau 3 – suite]					
Etranger ou Français naturalisé	392	59,1		63,1	
Diplôme			0,000	0,284	
Inférieur au CAP-BEP	750	60,3		60,4	
CAP-BEP	855	61,6		64,9	
Supérieur au CAP-BEP	1360	70,1		64,5	
En emploi			0,896	0,865	
Non	1570	66,6		63,7	
Oui	1393	64,6		63,9	
Revenu (par unité de consommation)			0,000	0,038	
Inférieur au seuil de pauvreté	565	47,6		58,9	
949-1433	711	61,3		65,2	
1434-2103	739	66,1		65,9	
2103-+	991	76,4		63,9	
Caractéristiques de l'IRIS de résidence					
Niveau socio-économique			0,000	0,255	
Moyen/Supérieur	1618	70,5		63,4	
Ouvrier non-ZUS	666	56,0		64,3	
ZUS	722	54,4		65,6	
Paris ou petite couronne			0,000	0,000	
Paris	781	70,3		55,8	
Petite couronne	2225	63,8		67,3	
Attitudes liées à l'alimentation					
Suit un régime			0,001	0,509	
Non	2623	64,5		63,2	
Oui	340	76,2		68,6	
Accorde de l'importance à l'alimentation			0,000	0,003	
Non	392	36,3		57,7	
Oui	2598	70,4		64,9	
Connaissance de la norme nutritionnelle		FL	PL	0,001	0,000
Non	86	1051	47,2	58,7	
Oui	2888	1918	66,3	66,9	
Pratiques urbaines liées à l'alimentation					
Lieu des courses alimentaires			0,113	0,025	
Quartier de résidence	1673	65,5		61,7	
Hors du quartier de résidence	577	64,0		64,9	
Moitié-moitié	682	69,0		69,1	
Perception des commerces alimentaires dans son quartier			0,074	0,695	
Suffisamment	2181	66,7		64,1	
Pas assez	816	62,1		63,2	

Lecture : « Parmi les individus âgés entre 18 et 29 ans, 53,3% consomment fréquemment les quantités recommandées de fruits et légumes. Pour les individus âgés de 30 à 44 ans, de 45 à 59 ans et de plus de 60 ans, ces proportions sont, respectivement, de 65,3%, 67,8% et 76,2%. Ces différences de proportions sont significatives au seuil de 0,01%. »

Champ : Ensemble des individus.

Source : Cohorte SIRS (vague 2009-2010). Calculs de l'auteur.

Instruments

On construit quatre sources exogènes de variation des mesures des environnements alimentaires : le trafic entrant des stations de transports en commun, le nombre de postes salariés, la part d'établissements avec salariés et la part d'autorisations d'exploitation commerciale [tableau 4].

Les marchés et commerces se disséminent autour des stations de transport en commun [carte 6]. Mais la présence de stations et les environnements alimentaires pourraient être endogènes

Tableau 4. Variables instrumentales. Statistiques descriptives.

Instruments	Moyenne (écart-type)
Trafic entrant journalier par station de métro / RER [TE]	12288,57 (956,4006)
Part d'autorisations d'exploitation commerciale [AC]	112,5664 (25,6228)
Nombre de postes salariés [NS]	1756,865 (455,3703)
Part d'établissements avec salariés [ES]	4,1119 (0,2278)

Lecture : « Le trafic entrant journalier moyen par station de métro / RER de référence pour chacun des 50 IRIS est de 12288,57 personnes »

Champ : Ensemble des individus

Sources : Cohorte SIRS (vague 2009-2010). Trafic annuel entrant par station (2011 & 2013). Voyageurs montant en gare sur le réseau Transilien (2011 & 2013). Positions géographiques des stations du réseau RATP (2013). Gares et points d'arrêt du réseau Transilien (2013). Liste des décisions prises par les CDAC (2010). Données localisées sur l'emploi au lieu de travail (2009). Entreprises et établissements (2013). Calculs de l'auteur.

pour les mêmes raisons. Les commerçants s'implantent dans des zones dont les caractéristiques socio-économiques, de pratiques alimentaires de leurs habitants et de desserte en transports en commun sont spécifiques. Les individus se sélectionnent dans des quartiers aux infrastructures commerciales et de transports particulières. On choisit alors un aspect de ces stations supposé exogène aux logiques d'installation des commerces et des individus, plutôt qu'une mesure de leur existence même : leur trafic entrant. On considère le trafic entrant journalier moyen annuel (2011) des mêmes stations retenues pour la définition des unités spatiales, calculé à partir de données de SNCF Open Data et de RATP Open Data [annexe 1].

Les commerces et marchés sont généralement plus nombreux dans les centralités économiques, qui concentrent les postes salariés et les établissements. Le nombre de postes salariés est fourni par la base CLAP [INSEE] (2009) [annexe 1]. Les individus et les commerces peuvent se sélectionner dans les grands pôles d'emploi. Plutôt qu'accorder cet instrument aux unités spatiales, on choisit un espace suffisamment petit pour endiguer un tel biais : l'IRIS. Autrement dit, on suppose que les choix de résidence des individus et d'implantation des commerces dus à, respectivement, la demande et l'offre d'emploi, se déploient à des échelles plus grandes que l'IRIS. L'instrument est donc le nombre de postes salariés dans chacun des 50 IRIS enquêtés.

Un raisonnement similaire s'applique au nombre d'établissements. De plus, à une échelle spatiale aussi fine que l'IRIS, les commerces peuvent se sélectionner dans l'idée d'intégrer des pôles commerciaux (Fraichard, 2006). Le répertoire SIRENE (INSEE) [annexe 1] indique si les établissements ont des salariés. Ceux susceptibles de s'intégrer dans les mêmes pôles que les commerces listés dans TD (hypermarchés, supermarchés, supérettes et magasins de surgelés) ont probablement tous des salariés. Au lieu du nombre d'établissements avec salariés, on définit donc, pour chaque IRIS, la part d'établissements avec salariés parmi l'ensemble des établissements. En d'autres termes, si le nombre d'établissements à l'IRIS peut être endogène, les variations des taux d'établissements avec salariés dans chaque IRIS seraient exogènes. Les données SIRENE datent de 2013, celles des années antérieures sont inaccessibles. Cependant, si le nombre d'établissements a pu évoluer de 2009-2010 à 2013, la part d'établissements avec salariés à l'IRIS est supposée stable.

L'extension ou la création de commerces de plus de 1000 m² est soumise à décision des Commissions Départementales d'Aménagement Commercial (CDAC). La part des autorisations parmi les candidatures peut constituer une source de variation exogène. Un biais de sélection peut toutefois naître des coûts liés à la candidature. Par ailleurs, le nombre peu élevé de candidatures (en 2010, 5 à Paris, 14 dans les Hauts-de-Seine, 8 en Seine-Saint-Denis et 6 dans le Val-de-Marne) empêche de déterminer cet instrument selon les unités spatiales. L'échelle spatiale la plus fine possible est l'arrondissement²⁵. Plutôt que le nombre de candidatures par rapport au nombre d'autorisations d'exploitation au niveau de l'arrondissement, on choisit le nombre de candidatures au

25 Non les arrondissements parisiens, mais les unités administratives ayant pour chefs-lieu les préfectures et sous-préfectures : un à Paris, trois dans les Hauts-de-Seine (Nanterre, Antony et Boulogne-Billancourt), en Seine-Saint-Denis (Bobigny, Le Raincy et Saint-Denis) et dans le Val-de-Marne (Créteil, L'Haÿ-les-Roses et Nogent-sur-Marne).

niveau du département par rapport au nombre d'autorisations d'exploitation au niveau de l'arrondissement. En d'autres termes, si les décisions des CDAC peuvent être endogènes, les variations des taux d'autorisation au sein des départements sont supposées exogènes. Cet instrument est calculé à partir de la liste des décisions des CDAC en 2010 [annexe 1].

Modèles

On estime les modèles probit suivants :

$$\begin{aligned}
 FL_{tm} &= \beta_1 NM + \beta_2 NC + \beta_3 x_{t3} + \beta_4 x_{t4} + \beta_5 x_{t5} + \beta_6 x_{t6} + u_t & [I - m] \\
 PL_{tm} &= \beta_1 NM + \beta_2 NC + \beta_3 x_{t3} + \beta_4 x_{t4} + \beta_5 x_{t5} + \beta_6 x_{t6} + u_t & [II - m] \\
 FL_{tr} &= \beta_1 NM + \beta_2 NC + \beta_3 x_{t3} + \beta_4 x_{t4} + \beta_5 x_{t5} + \beta_6 x_{t6} + u_t & [I - r] \\
 PL_{tr} &= \beta_1 NM + \beta_2 NC + \beta_3 x_{t3} + \beta_4 x_{t4} + \beta_5 x_{t5} + \beta_6 x_{t6} + u_t & [II - r]
 \end{aligned}$$

où FL est la consommation fréquente de fruits et légumes et PL celle de produits laitiers ; t est l'indice des individus ; m et r sont les indices des unités spatiales (cercles centrés, respectivement, sur la station de métro / RER et sur la résidence de l'individu) ; NM et NC sont les variables des indicateurs de l'offre alimentaire (respectivement, nombre de marchés et nombre de commerces) ; x_3 , x_4 , x_5 et x_6 sont des vecteurs, respectivement, des caractéristiques socio-démographiques individuelles, des caractéristiques socio-économiques contextuelles, des attitudes alimentaires et des pratiques urbaines liées à l'alimentation [tableau 3] ; β sont les paramètres à estimer ; et u est le terme d'erreur. Ces modèles probit sont ensuite estimés avec quatre variables instrumentales pour les deux indicateurs de l'offre alimentaire.

On a donc 40 régressions séparées (deux variables dépendantes, cinq étapes de contrôle des facteurs confondants, deux unités spatiales, deux méthodes d'estimation). Les résultats étant similaires pour les deux unités spatiales, à titre d'exemple, ceux relatifs aux tampons centrés sur la station de métro sont reportés.²⁶ Les tableaux 5 et 6 reportent les résultats des estimations des modèles [I - m] et [II - m], sans, puis avec instrumentation. Les tableaux 7 et 8-A reportent les effets marginaux d'une augmentation d'une unité de la mesure de l'environnement alimentaire sur les probabilités de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes ou de produits laitiers, à chaque étape de contrôle des facteurs confondants.

Tests des variables instrumentales

L'endogénéité des mesures des environnements alimentaires est envisageable ; les instruments sont vraisemblablement corrélés à celles-ci ; l'élaboration des instruments veille à ce qu'ils ne soient pas endogènes pour les mêmes raisons. Ces trois questions doivent être diagnostiquées. Les tests des variables instrumentales font l'objet d'une vaste littérature, mais cantonnée aux modèles linéaires : pour les modèles probit, ces tests sont peu étudiés et peu développés dans les logiciels statistiques (Dufour et Wilde, 2013). De même, à ma connaissance, il n'existe aucune littérature méthodologique quant à leur validité pour des données sous plan d'échantillonnage complexe, qu'il s'agisse de modèles linéaires ou non-linéaires.

Toutefois, pour obtenir ces tests, il semble loisible de ré-estimer les modèles sous forme linéaire et en considérant les données comme relevant d'un plan d'échantillonnage aléatoire simple.²⁷ En effet, dans les modèles probit avec variables instrumentales, l'estimation en forme réduite est linéaire (Wooldridge, 2002 : 472-477), ce qui suggère que les tests des modèles linéaires peuvent être utilisés. En raison de la plus grande homogénéité intra-strates et intra-unités statistiques primaires, ne pas tenir compte du plan d'échantillonnage complexe conduit à sous-

²⁶ Les résultats associés au tampon centré sur l'individu sont disponibles sur demande, de même que les tables complètes de toutes les régressions des tableaux 7 et 8.

²⁷ Avec la routine `ivreg2` de Stata (Baum *et al.*, 2007).

estimer les erreurs type (en revanche, les estimations ponctuelles des paramètres ne sont pas affectées) [Heeringa *et al.*, 2010]. En *survey*, le mode de calcul des erreurs type est donc robuste à la stratification, au clustering et à la pondération, mais aussi à l'hétéroscédasticité. Afin, autant que faire se peut, d'approximer les procédures *survey* et de minimiser les biais des erreurs type, des modèles robustes à l'hétéroscédasticité sont estimés. Les tests et coefficients des instruments des régressions de première étape [tableau 8-B/C] doivent être lus comme des règles du pouce, pour lesquelles il faut se fixer des seuils plus stricts que ceux théoriques.

La force des instruments (c'est-à-dire leur corrélation avec les variables supposées endogènes) est examinée au moyen de la statistique F de Wald de Kleibergen-Paap (Kleibergen et Paap, 2006), généralisation robuste de la statistique F de Wald de Cragg-Donald (Cragg et Donald, 1993). Les instruments sont faibles s'ils sont inférieurs à des valeurs critiques ; les plus utilisées sont celles de Stock et Yogo (2005). Or, celles-ci se fondent sur une hypothèse d'homoscédasticité. A ma connaissance, personne n'a proposé de valeurs critiques robustes à l'hétéroscédasticité. Ces valeurs critiques doivent donc, de nouveau, être interprétées comme des règles du pouce plus contraignantes qu'en théorie. Les valeurs critiques de Stock-Yogo correspondent, pour nos modèles, à des statistiques de Cragg-Donald de 16,87, 9,93, 7,54 et 6,28 pour un biais relatif maximum des coefficients des variables instrumentales, à, respectivement, 10%, 15%, 20% et 25%. Or, toutes les statistiques de Kleibergen-Paap sont plus élevées (entre 23,5 et 28). De plus, les coefficients des instruments sont significatifs dans les régressions de première étape²⁸, pour la majorité au seuil de 0,1% [tableau 8-C]. En définitive, les instruments sont très prédictifs des variations des mesures des environnements alimentaires, ce qui minimise les biais des estimations. Le test de sur-identification et le test d'endogénéité des variables suspectes étant susceptibles d'être biaisés par des instruments faibles, ce résultat renforce aussi la crédibilité desdits tests.

La validité des instruments, c'est-à-dire qu'ils soient orthogonaux aux résidus (contrairement aux variables endogènes), est examinée avec le test de sur-identification du J de Hansen (Hansen, 1982). Celui-ci est plus sévère que le test de Sargan (Sargan, 1958) car robuste à l'hétéroscédasticité (Hayashi, 2000). Hormis les modèles 1, les tests ne permettent pas de rejeter l'hypothèse nulle d'exogénéité des instruments, et ceci à des seuils supérieurs à 5% [tableau 8-B]. De plus, quand les instruments sont incorporés seuls plutôt que conjointement, leurs coefficients lors des régressions de première étape demeurent globalement très significatifs. Surtout, les estimations ponctuelles restent peu ou prou inchangées. Par exemple, pour le nombre de marchés, avec les quatre instruments, les coefficients de la part d'autorisations d'exploitation commerciale oscillent autour de 0,12. Quand les modèles sont ré-estimés avec pour seul instrument la part d'autorisations d'exploitation commerciale, ces coefficients sont de l'ordre de 0,11 [tableau 8-C]. Ceci confirme que les instruments sont des sources de variation des mesures des environnements alimentaires non corrélées avec des variables inobservables et que les estimations sont fiables.

L'endogénéité des mesures des environnements alimentaires est vérifiée via un test robuste à l'hétéroscédasticité consistant en la différence entre deux statistiques du J de Hansen.²⁹ Pour ce qui est des produits laitiers, les tests conduisent à rejeter l'hypothèse nulle d'endogénéité [tableau 8-B]. Il faut alors se référer aux modèles sans variables instrumentales [tableaux 5 et 7]. Quant aux fruits et légumes, une fois ajusté sur les caractéristiques de l'IRIS de résidence, les tests ne permettent pas de rejeter l'hypothèse nulle d'endogénéité [tableau 8-B]. Il faut alors se référer aux modèles sans variables instrumentales avant les modèles 3 [tableaux 5 et 7], puis aux modèles avec instrumentation à partir des modèles 3 [tableaux 6 et 8-B].

28 Une exception est à signaler : pour le nombre de commerces, la part d'autorisation d'exploitation commerciale, à compter des modèles 3.

29 Une correspondant à l'équation avec l'ensemble le plus restreint d'instruments et la variable suspectée d'endogénéité traitée comme endogène ; une correspondant à l'équation avec l'ensemble le plus large d'instruments et la variable suspectée d'endogénéité traitée comme exogène. En présence d'homoscédasticité, ce test est équivalent à un test d'Hausman (Hausman, 1978). Voir Hayashi (2000) et Baum *et al.* (2003, 2007).

Tableau 5. Effets des variables indépendantes sur les probabilités de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Modèles probit.

	FL (I)	PL (II)
Caractéristiques socio-démographiques individuelles		
<i>Age</i>	0,0088 (0,0022) ***	0,0021 (0,0016)
<i>Sexe</i>		
Femme		
Homme	—0,3374 (0,0746) ***	—0,1169 (0,0501) *
Enfants dans le ménage		
<i>Non</i>		
Oui	0,0574 (0,0759)	0,0991 (0,0547) †
Statut migratoire		
<i>Français né Français</i>		
Etranger ou Français naturalisé	0,0093 (0,1165)	0,0190 (0,0775)
Diplôme		
<i>Inférieur au CAP-BEP</i>		
CAP-BEP	0,1226 (0,0914)	0,1960 (0,0753) **
Supérieur au CAP-BEP	0,1117 (0,0870)	0,2130 (0,0729) **
En emploi		
<i>Non</i>		
Oui	0,0678 (0,0817)	—0,0193 (0,0541)
Revenu (par unité de consommation)	0,0001 (0,0000) **	0,0001 (0,0000)
Caractéristiques de l'IRIS de résidence		
Niveau socio-économique		
<i>Moyen/Supérieur</i>		
Ouvrier non-ZUS	—0,2068 (0,0869) *	—0,0132 (0,0753)
ZUS	—0,2707 (0,1020) *	0,0914 (0,0751)
Paris ou petite couronne		
<i>Paris</i>		
Petite couronne	—0,1068 (0,0776)	0,2791 (0,0603) ***
Attitudes liées à l'alimentation		
Suit un régime		
<i>Non</i>		
Oui	0,2076 (0,0954) *	0,1250 (0,0797) ***
Accorde de l'importance à l'alimentation		
<i>Non</i>		
Oui	0,8456 (0,0968) ***	0,2334 (0,0729) ***
Connaissance de la norme nutritionnelle		
<i>Non</i>		
Oui	0,3623 (0,1816) †	0,2185 (0,0515) ***
Pratiques urbaines liées à l'alimentation		
Lieu des courses alimentaires		
<i>Quartier de résidence</i>		
Hors du quartier de résidence	0,0856 (0,0839)	—0,0240 (0,0778)
Moitié-moitié	0,1908 (0,0767) *	0,1084 (0,0632) †
Perception des commerces alimentaires dans son quartier		
<i>Suffisamment</i>		
Pas assez	—0,1079 (0,0739)	—0,1170 (0,0650) †
Nombre de marchés	0,0378 (0,0143) *	0,0400 (0,0125) ***
Nombre de commerces	—0,0033 (0,0031)	—0,0004 (0,0030)
Constante	—1,1959 (0,2633) ***	—0,5305 (0,1482) ***

Lecture : Le tableau présente les effets des variables indépendantes sur les probabilités de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / de produits laitiers. Les environnements alimentaires ne sont pas instrumentés. †, *, **, *** indiquent que le coefficient du paramètre estimé est significatif à respectivement 10%, 5%, 1% et 0,1%. Les erreurs type robustes sont entre parenthèses.

Champ : Ensemble des individus. Le nombre d'observations est de 2807 pour le modèle (I) et 2794 pour (II).

Source : Cohorte SIRS (vague 2009-2010). TradeDimensions (2013). Liste des marchés de quartier à Paris (2012). Liste des marchés des Hauts-de-Seine (2011). Les marchés hebdomadaires des villes du 93 (2014). Sites web des communes du Val-de-Marne (2014). Positions géographiques des stations du réseau RATP (2013). Gares et points d'arrêt du réseau Transilien (2013). Calculs de l'auteur.

Tableau 6. Effets des variables indépendantes des modèles expliquant la probabilité de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Modèles probit avec variables instrumentales.

	FL (I)	PL (II)
Caractéristiques socio-démographiques individuelles		
<i>Age</i>	0,0088 (0,0022) ***	0,0021 (0,0196)
<i>Sexe</i>		
<i>Femme</i>		
Homme	—0,3307 (0,0762) ***	—0,1289 (0,0769)
Enfants dans le ménage		
<i>Non</i>		
Oui	0,0542 (0,0740)	0,0778 (0,0863)
Statut migratoire		
<i>Français né Français</i>		
Etranger ou Français naturalisé	0,0031 (0,1171)	0,0253 (0,1022)
Diplôme		
<i>Inférieur au CAP-BEP</i>		
CAP-BEP	0,1236 (0,0906)	0,1880 (0,0857) *
Supérieur au CAP-BEP	0,1071 (0,0895)	0,2316 (0,0798) **
En emploi		
<i>Non</i>		
Oui	0,0682 (0,0820)	—0,0130 (0,0657)
Revenu (par unité de consommation)	0,0001 (0,0000) **	0,0000 (0,0000)
Caractéristiques de l'IRIS de résidence		
Niveau socio-économique		
<i>Moyen/Supérieur</i>		
Ouvrier non-ZUS	—0,1740 (0,0993) †	0,0233 (0,1507)
ZUS	—0,2555 (0,1114) *	0,0667 (0,1151)
Paris ou petite couronne		
<i>Paris</i>		
Petite couronne	—0,0463 (0,1355)	0,2142 (0,1336)
Attitudes liées à l'alimentation		
Suit un régime		
<i>Non</i>		
Oui	0,2031 (0,0929) *	0,1089 (0,0962)
Accorde de l'importance à l'alimentation		
<i>Non</i>		
Oui	0,8446 (0,0963) ***	0,2397 (0,1007) *
Connaissance de la norme nutritionnelle		
<i>Non</i>		
Oui	0,3542 (0,1852) †	0,2176 (0,0724) **
Pratiques urbaines liés à l'alimentation		
Lieu des courses alimentaires		
<i>Quartier de résidence</i>		
Hors du quartier de résidence	0,0852 (0,0832)	—0,0414 (0,0850)
Moitié-moitié	0,1989 (0,0779) *	0,0993 (0,0751)
Perception des commerces alimentaires dans son quartier		
<i>Suffisamment</i>		
Pas assez	—0,1039 (0,0796)	—0,1400 (0,0760) †
Nombre de marchés	0,0101 (0,0573)	0,0936 (0,0499) †
Nombre de commerces	—0,0103 (0,0161)	—0,0137 (0,0196)
Constante	—1,1206 (0,3177)	—0,4474 (0,2753)

Lecture : Le tableau présente les effets des variables indépendantes sur les probabilités de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / de produits laitiers. Les environnements alimentaires sont instrumentés. †, *, **, *** indiquent que le coefficient du paramètre estimé est significatif à respectivement 10%, 5%, 1% et 0,1%. Les erreurs type robustes sont entre parenthèses.

Champ : Ensemble des individus. Le nombre d'observations est de 2807 pour le modèle (I) et 2794 pour (II).

Source : Cohorte SIRS (vague 2009-2010). TradeDimensions (2013). Liste des marchés de quartier à Paris (2012). Liste des marchés des Hauts-de-Seine (2011). Les marchés hebdomadaires des villes du 93 (2014). Sites web des communes du Val-de-Marne (2014). Positions géographiques des stations du réseau RATP (2013). Gares et points d'arrêt du réseau Transilien (2013). Calculs de l'auteur.

Tableau 7. Effets marginaux des mesures des environnements alimentaires sur la probabilité de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Modèles probit.

	Modèles 1 (1)		Modèles 2 (2)		Modèles 3 (3)		Modèles 4 (4)		Modèles 5 (5)	
	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)
NM	—0,0005 (0,0071)	0,0218 (0,0059) ***	0,0065 (0,0049)	0,0227 (0,0056) ***	0,0103 (0,0047) *	0,0153 (0,0059) **	0,0118 (0,0045) **	0,0141 (0,0057) *	0,0123 (0,0047) **	0,0145 (0,0055) **
NC	—0,0001 (0,0012)	—0,0005 (0,0021)	—0,0009 (0,0011)	—0,0003 (0,0021)	—0,0005 (0,0012)	—0,0004 (0,0017)	—0,0010 (0,0017)	—0,0004 (0,0017)	—0,0011 (0,0010)	—0,0002 (0,0016)

Lecture : Le tableau présente les effets marginaux d'une augmentation d'une unité de la mesure de l'environnement alimentaire sur la probabilité de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / de produits laitiers. Chaque colonne correspond à une régression séparée. †, *, **, *** indiquent que le coefficient du paramètre estimé est significatif à respectivement 10%, 5%, 1% et 0,1%. Les erreurs type robustes sont entre parenthèses.

Champ : Ensemble des individus. Le nombre d'observations est de 2963 pour le modèle (1 – I), 2952 pour (1 – II), 2907 pour (2 – I) et (3 – I), 2896 pour (2 – II) et (3 – II), 2884 pour (4 – I), 2869 pour le modèle (4 – II), 2807 pour (5 – I) et 2794 pour (5 – II).

Source : Cohorte SIRS (vague 2009-2010). TradeDimensions (2013). Liste des marchés de quartier à Paris (2012). Liste des marchés des Hauts-de-Seine (2011). Les marchés hebdomadaires des villes du 93 (2014). Sites web des communes du Val-de-Marne (2014). Positions géographiques des stations du réseau RATP (2013). Gares et points d'arrêt du réseau Transilien (2013). Calculs de l'auteur.

Tableau 8. Effets des mesures des environnements alimentaires sur la probabilité de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Modèles avec variables instrumentales.

A – Effets marginaux des mesures des environnements alimentaires sur la probabilité de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Modèles probit.

	Modèles 1 (1)		Modèles 2 (2)		Modèles 3 (3)		Modèles 4 (4)		Modèles 5 (5)	
	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)
NM	0,0245 (0,0403)	0,0375 (0,0268)	0,0158 (0,0263)	0,0365 (0,0226)	0,0075 (0,0202)	0,0399 (0,0192) *	0,0045 (0,0187)	0,0346 (0,0189) †	0,0033 (0,0187)	0,0336 (0,0175) †
NC	—0,0072 (0,0123)	—0,0095 (0,0094)	—0,0108 (0,0075)	—0,0094 (0,0082)	—0,0049 (0,0062)	—0,0072 (0,0082)	—0,0050 (0,0067)	—0,0067 (0,0079)	—0,0034 (0,0052)	—0,0049 (0,0070)

Lecture : Le tableau présente les effets marginaux d'une augmentation d'1 m² de la surface totale de vente alimentaire sur la probabilité de consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / de produits laitiers. Chaque colonne correspond à une régression séparée. †, *, **, *** indiquent que le coefficient du paramètre estimé est significatif à respectivement 10%, 5%, 1% et 0,1%. Les erreurs type robustes sont entre parenthèses.

Champ : Ensemble des individus. Le nombre d'observations est de 2963 pour le modèle (1 – I), 2952 pour (1 – II), 2907 pour (2 – I) et (3 – I), 2896 pour (2 – II) et (3 – II), 2884 pour (4 – I), 2869 pour le modèle (4 – II), 2807 pour (5 – I) et 2794 pour (5 – II).

Source : Cohorte SIRS (vague 2009-2010). TradeDimensions (2013). Liste des marchés de quartier à Paris (2012). Liste des marchés des Hauts-de-Seine (2011). Les marchés hebdomadaires des villes du 93 (2014). Sites web des communes du Val-de-Marne (2014). Positions géographiques des stations du réseau RATP (2013). Gares et points d'arrêt du réseau Transilien (2013). Liste des décisions prises par les CDAC (2010). Trafic annuel entrant par station (2011 & 2013). Voyageurs montant en gare sur le réseau Transilien (2011 & 2013). Calculs de l'auteur.

[tableau 8 – suite]

B – Régressions de première étape des variables instrumentales sur la variable endogène des modèles expliquant la consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Tests des instruments. Modèles linéaires.

	Modèles 1 (1)		Modèles 2 (2)		Modèles 3 (3)		Modèles 4 (4)		Modèles 5 (5)	
	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)
Endogénéité	9,703 (0,0078)	8,750 (0,0126)	7,343 (0,0254)	8,214 (0,0165)	2,401 (0,3010)	12,859 (0,0016)	1,736 (0,4197)	8,662 (0,0132)	0,968 (0,6162)	7,598 (0,0224)
F Wald KP	24,735 ***	24,608 ***	23,750 ***	23,672 ***	25,158 ***	25,064 ***	25,493 ***	25,243 ***	27,999 ***	27,970 ***
Hansen	8,002 (0,0183)	5,382 (0,0678)	0,885 (0,6423)	4,061 (0,1313)	0,180 (0,9138)	3,907 (0,1418)	0,069 (0,9659)	3,810 (0,1488)	0,226 (0,8932)	4,084 (0,1298)

Lecture : Le tableau présente les tests des instruments utilisés pour estimer les modèles du tableau 7 – A. Les régressions sont estimées avec des modèles linéaires et sans prise en compte du plan d'échantillonnage complexe de SIRS. Pour les tests d'endogénéité et de sur-identification de Hansen, les p-values sont entre parenthèses. Pour la statistique F de Wald de Kleibergen-Paap, †, *, **, *** correspondent à des biais relatifs maximum des coefficients des variables instrumentales à 25%, 20%, 15% et 10%, calculés par Stock et Yogo selon la statistique F de Wald de Cragg-Donald.

Champ : Ensemble des individus. Le nombre d'observations est de 2963 pour le modèle (1 – I), 2952 pour (1 – II), 2907 pour (2 – I) et (3 – I), 2896 pour (2 – II) et (3 – II), 2884 pour (4 – I), 2869 pour le modèle (4 – II), 2807 pour (5 – I) et 2794 pour (5 – II).

Source : Cohorte SIRS (vague 2009-2010). TradeDimensions (2013). Liste des marchés de quartier à Paris (2012). Liste des marchés des Hauts-de-Seine (2011). Les marchés hebdomadaires des villes du 93 (2014). Sites web des communes du Val-de-Marne (2014). Positions géographiques des stations du réseau RATP (2013). Gares et points d'arrêt du réseau Transilien (2013). Liste des décisions prises par les CDAC (2010). Trafic annuel entrant par station (2011 & 2013). Voyageurs montant en gare sur le réseau Transilien (2011 & 2013). Calculs de l'auteur.

C – Régressions de première étape des variables instrumentales sur la variable endogène des modèles expliquant la consommation fréquente des quantités journalières recommandées de fruits et légumes / produits laitiers. Coefficients des instruments. Modèles linéaires.

	Modèles 1 (1)		Modèles 2 (2)		Modèles 3 (3)		Modèles 4 (4)		Modèles 5 (5)	
	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)	FL (I)	PL (II)
<i>α – NM et tous les instruments</i>										
NS	0,0000 (0,0000) ***	0,0000 (0,0000) ***	0,0001 (0,0000) ***	0,0001 (0,0000) ***	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) ***	0,0000 (0,0000) ***
AC	0,1142 (0,0094) ***	0,1144 (0,0094) ***	0,1142 (0,0092) ***	0,1144 (0,0092) ***	0,1259 (0,0078) ***	0,1264 (0,0078) ***	0,1256 (0,0078) ***	0,1260 (0,0078) ***	0,1258 (0,0079) ***	0,1264 (0,0079) ***
TE	0,0000 (0,0000) ***	0,0000 (0,0000) ***	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **
ES	0,2300 (0,0268) ***	0,2298 (0,0268) ***	0,2533 (0,2552) ***	0,2531 (0,0257) ***	0,2935 (0,0239) ***	0,2936 (0,0238) ***	0,2994 (0,0238) ***	0,2951 (0,0239) ***	0,2999 (0,0242) ***	0,2957 (0,0242) ***
<i>β – NM et un seul instrument</i>										
NS	—0,0000 (0,0000)	—0,0000 (0,0000)	—0,0000 (0,0000)	—0,0000 (0,0000)	—0,0000 (0,0000) ***	—0,0001 (0,0000) ***	—0,0001 (0,0000) ***	—0,0001 (0,0000) ***	—0,0001 (0,0000) ***	—0,0001 (0,0000) ***
AC	0,1084 (0,0093) ***	0,1084 (0,0093) ***	0,1092 (0,0091) ***	0,1093 (0,0091) ***	0,1181 (0,0077) ***	0,1185 (0,0077) ***	0,1176 (0,0077) ***	0,1182 (0,0077) ***	0,1176 (0,0078) ***	0,1183 (0,0078) ***
TE	—0,0000 (0,0000) *	—0,0000 (0,0000) *	—0,0000 (0,0000) ***	—0,0000 (0,0000) ***	—0,0000 (0,0000) ***	—0,0000 (0,0000) ***	—0,0000 (0,0000) ***	—0,0000 (0,0000) ***	—0,0000 (0,0000) ***	—0,0000 (0,0000) ***
ES	0,1625 (0,0255) ***	0,1637 (0,0255) ***	0,1885 (0,0255) ***	0,1884 (0,0246) ***	0,2202 (0,0231) ***	0,2199 (0,0231) ***	0,2261 (0,0230) ***	0,2215 (0,0231) ***	0,2240 (0,0239) ***	0,2200 (0,0240) ***

[tableau 8-C – suite]

γ – NC et tous les instruments

NS	—0,0003 (0,0000) ***	—0,0003 (0,0000) ***	—0,0003 (0,0000) ***	—0,0003 (0,0000) ***	—0,0002 (0,0000) ***	—0,0002 (0,0000) ***	—0,0002 (0,0001) ***	—0,0002 (0,0000) ***	—0,0003 (0,0001) ***	—0,0003 (0,0001) ***
AC	—0,0822 (0,0227) ***	—0,0820 (0,0227) ***	—0,0755 (0,0230) ***	—0,0751 (0,0230) ***	—0,0374 (0,0229)	—0,0367 (0,0229)	—0,0349 (0,0232)	—0,0368 (0,0232)	—0,0290 (0,0233)	—0,0336 (0,0235)
TE	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) **	0,0000 (0,0000) ***	0,0001 (0,0000) ***	0,0001 (0,0000) ***	0,0001 (0,0000) ***	0,0001 (0,0000) **	0,0001 (0,0000) **
ES	0,3301 (0,0726) ***	0,3265 (0,0726) ***	0,3433 (0,0745) ***	0,3407 (0,0746) ***	0,6709 (0,0842) ***	0,6686 (0,0843) ***	0,6836 (0,0846) ***	0,6811 (0,0851) ***	0,7353 (0,0862) ***	0,7292 (0,0868) ***

δ – NC et un seul instrument

NS	—0,0004 (0,0000) ***	—0,0004 (0,0000) ***	—0,0004 (0,0000) ***	—0,0004 (0,0000) ***	—0,0004 (0,0000) ***	—0,0004 (0,0000) ***	—0,0004 (0,0000) ***	—0,0004 (0,0000) ***	—0,0005 (0,0000) ***	—0,0005 (0,0000) ***
AC	—0,0984 (0,0227) ***	—0,0984 (0,0227) ***	—0,0916 (0,0229) ***	—0,0914 (0,0229) ***	—0,0554 (0,0228) *	—0,0548 (0,0228) *	—0,0531 (0,0231) *	—0,0550 (0,0231) *	—0,0477 (0,0232) *	—0,0521 (0,0233) *
TE	0,0000 (0,0000) *	0,0000 (0,0000) *	0,0000 (0,0000) †	0,0000 (0,0000) †	0,0000 (0,0000)	0,0000 (0,0000)	0,0000 (0,0000)	0,0000 (0,0000)	0,0000 (0,0000)	0,0000 (0,0000)
ES	0,4740 (0,0652) ***	0,4712 (0,0653) ***	0,4915 (0,0671) ***	0,4902 (0,0672) ***	0,7542 (0,0763) ***	0,7525 (0,0764) ***	0,7703 (0,0769) ***	0,7641 (0,0772) ***	0,8472 (0,0801) ***	0,8408 (0,0805) ***

Lecture : Les lignes α et γ du tableau présentent les coefficients des instruments utilisés pour estimer les modèles du tableau 7 – A. Les régressions sont estimées avec des modèles linéaires et sans prise en compte du plan d'échantillonnage complexe de SIRS. Les lignes β et δ présentent des régressions alternatives où un seul des instruments est utilisé. †, *, **, *** indiquent que le coefficient du paramètre estimé est significatif à respectivement 10%, 5%, 1% et 0,1%. Les erreurs type robustes sont entre parenthèses.

Champ : Ensemble des individus. Le nombre d'observations est de 2963 pour le modèle (1 – I), 2952 pour (1 – II), 2907 pour (2 – I) et (3 – I), 2896 pour (2 – II) et (3 – II), 2884 pour (4 – I), 2869 pour le modèle (4 – II), 2807 pour (5 – I) et 2794 pour (5 – II).

Source : Cohorte SIRS (vague 2009-2010). TradeDimensions (2013). Liste des marchés de quartier à Paris (2012). Liste des marchés des Hauts-de-Seine (2011). Les marchés hebdomadaires des villes du 93 (2014). Sites web des communes du Val-de-Marne (2014). Positions géographiques des stations du réseau RATP (2013). Gares et points d'arrêt du réseau Transilien (2013). Liste des décisions prises par les CDAC (2010). Trafic annuel entrant par station (2011 & 2013). Voyageurs montant en gare sur le réseau Transilien (2011 & 2013). Calculs de l'auteur.

Résultats et discussion

H1 : La consommation de fruits et légumes tient davantage de variables socio-démographiques et d'attitudes alimentaires que de déterminants spatiaux, au contraire de celle de produits laitiers.

Les résultats confirment la plus forte charge socio-démographique et attitudinale de la consommation de fruits et légumes. Pour les fruits et légumes, les coefficients les plus élevés et significatifs concernent les variables socio-démographiques et attitudinales canoniques, pour ainsi dire : l'âge, le sexe, le revenu et le fait d'accorder de l'importance à l'alimentation. Les déterminants spatiaux sont de second ordre [tableau 5]. Quant aux produits laitiers, les coefficients des variables socio-démographiques et attitudinales sont dans l'ensemble plus faibles et non significatifs, à l'exception notable du niveau de diplôme (doté d'un effet positif et significatif) [tableau 6].³⁰

En revanche, la consommation de produits laitiers n'est pas plus dépendante de facteurs spatiaux que la consommation de fruits et légumes. La consommation de fruits et légumes est, au reste, plus marquée par les structures sociales urbaines que celle de produits laitiers. La résidence en quartier défavorisé a un effet négatif sur la probabilité de consommation de fruits et légumes [tableau 5], alors qu'un tel effet est non-significatif dans le cas des produits laitiers [tableau 6].

En somme, les inégalités de consommation de fruits et légumes sont sociales et, dans une moindre mesure, urbaines. Les plus âgés, les plus aisés, les femmes, les individus soucieux de leur alimentation et les résidents des quartiers de classes moyennes et supérieures sont, toutes choses égales par ailleurs, plus susceptibles de consommer des fruits et légumes. En revanche, la consommation de produits laitiers n'est pas inégalitaire, ni en termes sociaux, ni en termes urbains.

H2 : L'offre alimentaire a plus d'effet sur la consommation de fruits et légumes que sur celle de produits laitiers.

H3 : L'accessibilité des marchés a plus d'effet sur la consommation de fruits et légumes, tandis que l'accessibilité des commerces a plus d'effet sur la consommation de produits laitiers.

Un marché supplémentaire peut augmenter la probabilité de consommation fréquente de produits laitiers de 3% [tableau 8-A] et de fruits et légumes de 1% [tableau 7]. Pour le nombre de commerces, les effets marginaux ne sont pas significatifs (et semblent légèrement négatifs).

Deux hypothèses peuvent être émises quant aux effets positifs du nombre de marchés sur la consommation de produits laitiers. Pour les classes supérieures, il peut s'agir d'un effet de distinction lié à la consommation de fromages. Dans les marchés des espaces populaires, les commerçants écoulent à très bas prix des produits laitiers (yaourts, lait) proches de la date limite de vente, par exemple au marché de Barbès [chapitre 4].

La non-significativité et la négativité des effets marginaux du nombre de commerces peuvent traduire des effets de substitution des fruits et légumes et des produits laitiers en faveur d'autres groupes d'aliments, car les denrées vendues dans les grandes surfaces alimentaires sont en général moins chères (Kyureghian et Nayga, 2013 : 1283).

L'offre commerciale a donc peu d'effet sur les consommations de fruits et légumes et de produits laitiers. Mais de manière surprenante, les effets positifs des marchés sont plus élevés dans le cas des produits laitiers que dans celui des fruits et légumes.

H4 : Les effets de l'offre alimentaire sur la consommation de fruits et légumes sont moins directs que dans le cas des produits laitiers.

H5 : Les effets de quartier sur les pratiques alimentaires relèvent davantage des structures sociales urbaines que de la simple offre alimentaire.

De manière contre-intuitive, l'ajustement sur les facteurs confondants accentue très

³⁰ Les estimations avec variables instrumentales produisent automatiquement des erreurs type plus larges. Pour comparer des estimations sans instrumentation (fruits et légumes) et avec instrumentation (produits laitiers), il faut donc observer les estimations ponctuelles plus que la significativité statistique.

légèrement les effets marginaux positifs du nombre de marchés sur la probabilité de consommation de fruits et légumes. En particulier, cet effet s'élève à 1,03% avant contrôle des attitudes liées à l'alimentation et à 1,18% après contrôle (significatifs au seuil de 1%) [tableau 7]. Au contraire, dans le cas des produits laitiers, cet effet s'atténue – de 3,99% (significatif à 5%) à 3,46% (significatif à 10%) [tableau 8-A]. Mais ces écarts restent minimes : ils ne permettent pas d'affirmer que les effets de l'offre sont plus confondus dans le cas des fruits et légumes que dans celui des produits laitiers.

Pour les fruits et légumes, l'exogénéité des environnements alimentaires à compter des modèles 3 suggère un biais de confusion dû aux caractéristiques de l'IRIS de résidence [tableau 8-B]. En outre, comme vu en H1, la résidence dans un quartier défavorisé a un effet négatif sur la probabilité de consommation de fruits et légumes. Les structures sociales urbaines doivent donc être prises au sérieux pour comprendre les effets de quartier sur la consommation de fruits et légumes.

Faire ses achats alimentaires à la fois dans son quartier de résidence et en dehors s'associe à une probabilité accrue de consommation fréquente de fruits et légumes [tableau 5]. Cela peut traduire des stratégies, caractéristiques des classes populaires [chapitre 3], de fractionnement des lieux d'approvisionnement, pour conjurer les contraintes budgétaires. Par exemple, la clientèle du marché de Barbès est composée en grande partie de ménages populaires et immigrés vivant en banlieue, désireux de fruits et légumes à bas coût. Ces ménages peuvent en revanche s'approvisionner dans les grandes surfaces de leur quartier de résidence pour les autres denrées. Ce résultat souligne par ailleurs les limites de nos unités spatiales, statiques et fondées sur le lieu de résidence. Cela renvoie à des préoccupations croissantes dans la littérature épidémiologique sur les inégalités spatiales d'alimentation et de santé : la mise en garde contre les « *local trap* » (Cummins, 2007) et « *residential trap* » (Chaix *et al.*, 2009). Toute la gamme des environnements urbains vécus par les individus, résidentiels comme non-résidentiels (Matthews, 2012 ; Matthews et Yang, 2013), ainsi que la mobilité (Chaix *et al.*, 2013), devraient être prises en compte.

En définitive, les effets de quartier sur la consommation de fruits et légumes mobilisent deux types d'inégalités urbaines : les structures sociales urbaines et les pratiques urbaines individuelles. Les résidents des quartiers défavorisés sont moins susceptibles de consommer des fruits et légumes. L'offre commerciale importe peu. Le nombre de commerces dans le quartier de résidence n'a pas d'effets significatifs ; le nombre de marchés n'a qu'un léger effet positif. De surcroît, les effets de l'offre sont confondus par le niveau socio-économique de son contexte urbain. Enfin, les individus qui effectuent leurs courses à la fois dans et hors de leur quartier sont plus enclins à en consommer.

Par contre, le nombre de marchés a un effet positif plus élevé et direct sur la consommation de produits laitiers. Ni les structures sociales urbaines, ni les pratiques urbaines individuelles ne sont d'importance pour la consommation de produits laitiers. Les effets de quartier sont donc plus indirects et plus inégalitaires dans le cas des fruits et légumes que dans celui des produits laitiers.

Une compréhension contextualisée des effets de quartier

A l'image de ceux de Maloutas et Fujita (2012) sur la ségrégation résidentielle, ces résultats invitent à des études sur les effets de quartier détachées du référentiel nord-américain et attentives à la diversité contextuelle. Pour parvenir à de tels enseignements, on a mis au point des stratégies d'analyse aptes à saisir les mécanismes des effets de quartier (ajustement progressif sur les facteurs confondants et instrumentation) et on a intégré dans la spécification des modèles plusieurs types d'inégalités urbaines (inégalités d'équipements collectifs, structures sociales urbaines, pratiques urbaines).

Dans le cas de l'alimentation à Paris et en petite couronne, les effets de quartier ne prennent pas la forme d'inégalités d'accessibilité des produits comme dans les sociétés urbaines anglo-saxonnes [encadré 3]. L'offre a peu d'effet sur les probabilités de consommation fréquente de fruits et légumes et de produits laitiers.

Les effets de quartier consistent plutôt en l'intensification de la différenciation sociale des pratiques. La consommation de produits laitiers, peu différenciée socialement, est peu tributaire d'inégalités urbaines. En revanche, ces inégalités urbaines contribuent à la structuration sociale de la consommation de fruits et légumes. Les résidents des quartiers pauvres sont moins susceptibles d'en consommer fréquemment. Les effets de l'offre – faibles, si ce n'est inexistant – sont confondus par les caractéristiques socio-économiques contextuels. Consommer fréquemment des fruits et légumes peut nécessiter la mobilité urbaine.

Conclusion

Les quartiers ont, globalement, peu d'effets sur les consommations de fruits et légumes et de produits laitiers à Paris et en petite couronne. Mais l'ajustement progressif sur les facteurs confondants et le recours aux variables instrumentales permettent d'en comprendre les mécanismes. Il s'agit de l'amplification de la différenciation sociale des pratiques.

La consommation de fruits et légumes est plus empreinte d'inégalités sociales et urbaines que celle de produits laitiers. Toutes choses égales par ailleurs, les individus les plus jeunes, les plus pauvres, les hommes, les individus n'accordant pas d'importance à l'alimentation et les habitants des quartiers défavorisés sont moins susceptibles de consommer fréquemment les doses journalières recommandées de fruits et légumes. Le nombre de commerces dans l'aire de résidence n'a pas d'effets significatifs, tandis qu'un marché supplémentaire peut accroître de 1% cette probabilité de consommation fréquente. Qui plus est, ces effets positifs ne se comprennent qu'à l'aune des caractéristiques socio-économiques des contextes urbains. Par ailleurs, la mobilité urbaine pour les achats alimentaires est associée à une probabilité accrue de consommation fréquente des portions journalières recommandées de fruits et légumes.

En revanche, la consommation de produits laitiers n'est pas inégalitaire, ni en termes sociaux, ni en termes urbains. Le nombre de commerces n'exerce pas d'effets significatifs sur la probabilité de consommation fréquente des parts journalières conseillées. Les effets marginaux du nombre de marchés sont plus élevés (le chiffre s'élève à 3%) que dans le cas des fruits et légumes. De plus, ces effets sont indépendants du niveau socio-économique du quartier de résidence.

Ces résultats soulignent trois inflexions pour la recherche sur les effets de quartier : se soucier de la diversité contextuelle, prendre au sérieux la pluralité des inégalités urbaines, analyser précisément les mécanismes des effets de quartier.

Pour autant, pour comprendre l'inscription urbaine des pratiques alimentaires, ces résultats sont aussi suggestifs que conclusifs. Si les marchés exercent un effet positif, les aspects précis de cette offre (prix, caractéristiques qualitatives) demeurent obscurs. Quant aux effets positifs de la mobilité pour achats sur la probabilité de consommation de fruits et légumes, on ne peut que formuler une hypothèse : son usage stratégique, par rapport aux contraintes budgétaires. Rappelons les problèmes des variables dépendantes : formulation normative, unité de mesure insatisfaisante et limitation à une seule pratique (la consommation). On ignore encore, dans une large mesure, sur quelles composantes des pratiques alimentaires les quartiers exercent des effets.

Il faut aussi préciser les mécanismes. Les inégalités urbaines creusent la différenciation sociale des pratiques alimentaires à trois titres : la résidence en quartier défavorisé, la confusion des effets de l'offre par leurs contextes, l'usage de la mobilité urbaine. Mais comment, précisément ? L'ethnographie urbaine est outillée pour ces questionnements. Le chapitre suivant, à partir de l'enquête à la Goutte d'Or, approfondit l'étude de ces effets de quartier par une attention à la socialisation urbaine et aux dispositions sous-jacentes aux pratiques alimentaires.

Chapitre 2. Les effets de quartier sur les pratiques alimentaires (2) : constructions et déconstructions de l'éclectisme alimentaire.

La Goutte d'Or c'est mon quartier. Populaire et cosmopolite, on y rencontre toutes races, couleurs, cultures et religions et je l'aime ! J'y trouve tout ce dont j'ai besoin : crèches, écoles, associations, bibliothèque, transport, marchés, petits commerces, restaurants typiques aux odeurs mélangées, du curry au jasmin en passant par la fleur d'oranger...

(Texte de stagiaires d'un groupe d'alphabétisation du centre social Accueil Goutte d'Or in Accueil Goutte d'Or (2006), *Les recettes « faites ici » des habitants de la Goutte d'Or – Goutte-moi ça !*, Paris : Les Xérographes, p. 6)

Les effets de quartier sur les pratiques alimentaires : une approche localisée et compréhensive

Une approche localisée et compréhensive des effets de quartier sur les pratiques alimentaires peut préciser les enseignements d'une approche métropolitaine [chapitre 1]. A la Goutte d'Or, les effets de quartier sur les pratiques alimentaires tiennent d'une part à l'offre commerciale et à ses qualités subjectives, d'autre part aux structures sociales urbaines et à la façon dont les individus les perçoivent. Ces effets consistent en l'activation de dispositions à l'éclectisme alimentaire, dues à des expériences de socialisation urbaine. Ils forment des nuanciers de pratiques alimentaires guidées par des logiques de distinction ethno-raciales et de classe variées.

Encadré 5. Enquêter qualitativement sur les effets de quartier sur les pratiques alimentaires

Un danger guette : forcer les pratiques alimentaires dans des moules spatiaux. Les entretiens, inscrits dans une démarche d'ethnographie urbaine et vigilants envers l'« imposition de problématique spatiale », sont donc non-directifs : « *both questions and answers must be discovered from informants* » (Spradley, 1979 : 84). La présentation de la recherche aux enquêtés – « *l'alimentation dans le quartier* » – se réfère aux deux composantes, urbaine et alimentaire, de la problématique, sans préjuger de la nature de leur lien : « *On va parler de ce que vous mangez, des lieux où vous faites les courses, s'il vous arrive d'aller dans des cafés, des restaurants, ce genre de choses, aussi du quartier, des gens du quartier...* ». Les relances aiguillent en douceur vers des dimensions spatiales – par exemple : « *pour ce poulet yassa, où trouvez-vous les ingrédients ?* »

Cette recherche de minutie ethnographique autorise la bonne inférence des dispositions à l'éclectisme alimentaire et des mécanismes des effets des espaces urbains, parce que ni les unes³¹ ni les autres³² ne sont directement observables empiriquement.

L'offre alimentaire, ses qualités et son contexte

Quels aspects précis des quartiers exercent des effets sur les pratiques alimentaires ? Plus que sa quantification, ce sont les caractéristiques qualitatives de l'offre alimentaire qui importent. Cette offre n'est pas hors-sol : elle agit via son contexte urbain.

L'offre alimentaire et ses caractéristiques qualitatives

Les effets de l'offre font intervenir le prix, la qualité et les propriétés « ethniques » des produits. Leurs entrecroisements diffèrent selon la classe sociale et l'appartenance ethno-raciale. Les

31 D'après Lahire, les dispositions sont des « *réalité[s] reconstruite[s] qui, en tant que telle[s], ne s'observe[nt] jamais directement* » (Lahire, 2002 : 18).

32 « *Mechanisms are by and large a theoretical claim about explanation – mechanisms can only rarely be observed or manipulated causally in an experiment.* » (Sampson, 2012 : 47)

immigrés sont sensibles à la disponibilité des produits qu'ils affilient à leurs origines. Mourad, 28 ans, vendeur de vélos volés émigré d'Algérie, peut ainsi consommer et préparer comme au « *bled* ». « *Ici je peux manger comme en Algérie. A part ta mère et ton père, il y a tout ici. Toutes les choses algériens. Je cuisine comme je veux, couscous...* ».

Pour les classes populaires, les contraintes budgétaires et familiales obligent à des arbitrages : l'élasticité-prix est d'autant plus négative que l'argent manque et que le nombre de personnes à nourrir est élevé. Mauricette, 36 ans, comptable, et son mari, animateur social, sont nés en France de parents sénégalais. Ils vivent en logement social avec leurs filles de 13, 11 et 5 ans. Mauricette fractionne ses achats de fruits et légumes selon leurs propriétés ethno-raciales – « *européens* » et « *locaux d'Afrique* ». Elle combine trois rapports qualité-prix : achats en grandes quantités au marché de Barbès, acquisitions régulières à ED, incursions au marché de l'Olive et recours à Château Rouge pour les denrées d'« *Afrique* » [carte 3] . « *Je prends les fruits et légumes, disons, européens, plutôt à ED. Ils sont de meilleure qualité que Franprix. Au marché de Barbès, je prends les bananes, oranges, pommes. Après, les fruits de saison, salades, tomates, concombres, des oignons, de l'ail. Les mêmes fruits qu'à ED, mais on achète en plus grosses quantités, parce que c'est moins cher, c'est pratique pour les familles. Mais à Barbès c'est des fruits en fin de vie, qui ont été congelés. Quand on a envie de manger des fruits et légumes de très bonne qualité, on va au marché à Marx Dormoy, ils sont bons, mais beaucoup plus chers. Et à Stalingrad, je prends tous les légumes locaux d'Afrique, le manioc, le petit navet.* »

Pour les classes moyennes et les classes supérieures, la qualité outrepassé les contraintes budgétaires. Amédée, 52 ans, est cuisinier et propriétaire dans le quartier depuis ses 22 ans. Son concubin est technicien en télécommunications. Amédée apprécie le marché de Barbès, centralité commerciale populaire : les commerçants peuvent concéder gratuitement les petits achats. Mais les qualités et quantités des produits le dissuadent. « *Les fruits et légumes de Barbès ils sont pas chers, mais ils sont achetés à Rungis en bout de course, mais étant donné qu'il y a un tel brassage, tellement de monde... Une petite famille, un ou deux, quand on a deux kilos à acheter... Ça m'est déjà arrivé d'aller chercher au marché de Barbès un poireau parce que j'avais besoin, et bien on me fait pas payer, on me le donne... J'étais super agréablement surpris, quand j'avais besoin d'un petit truc, les commerçants ils le donnaient. Bon après, si on veut du bio, on va ailleurs.* »

Les structures sociales urbaines et leur vécu

Les effets de quartier relèvent aussi des structures sociales urbaines et de la façon dont les individus les vivent. Par exemple, Jamal, 31 ans, dealer, réside avec sa mère et ses 10 frères et sœurs dans le XIX^e arrondissement de Paris. Son fils de 1 an vit avec son ex-compagne. « *Je vais à la Goutte d'Or pour travailler, aussi pour voir mes potes, pour me balader, aller me faire masser au hammam, faire les courses pour la famille... C'est là où j'ai grandi. Je vais aussi à Stains, Saint-Denis, pour les boucheries *halâl* surtout, j'ai aussi des potes là-bas, je prends mon scooter, j'en profite. Pour la viande je vais jamais au Franprix, parce que c'est les Juifs.* » Jamal travaille à la Goutte d'Or dans la rue entre 18h et minuit ; il s'assortit à Châtelet entre minuit et 2h. Grâce à ces horaires de travail atypiques, il se charge des approvisionnements en journée. La tâche est fastidieuse vu les quantités nécessaires : « *on est onze gosses, quand même* ». Outre les boucheries *halâl*, Jamal se rend à Metro et dans les grossistes de la Goutte d'Or, pour « *les pâtes, le riz, tout ce qui peut se garder* », et au marché de Barbès pour « *les trucs frais* ». Ce partitionnement des lieux d'approvisionnement obéit à un arbitrage entre contraintes budgétaires et volonté de ne « *pas se priver* »³³. « *Moi j'ai tout ce qu'il me faut, tu sais. Hamdoulilah, j'ai tout ce qui me faut dans la vie. J'ai ma famille, ma mère, mon fils. Je suis heureux, malgré que j'ai arrêté l'école en sixième. Donc la bouffe, bein, on se prive pas. On compte, bien sûr, on fait attention, mais on se prive pas. C'est sacré. Il faut vivre avec ce qu'on a, avec ce qu'on peut avoir, et être heureux avec ça.* »

33 Des enquêtés de Perrin-Heredia (2010), dans la ZUS de la Croix Rouge à Reims, ont des pratiques similaires.

Les effets de quartier sur les pratiques alimentaires de Jamal tiennent donc aux qualités de la boucherie et du Franprix (la certification *halāl*, la putative appartenance « *aux Juifs* »). Cette offre s'inscrit dans des contextes singuliers : la Goutte d'Or et son offre commerciale et de loisirs, Stains et Saint-Denis et leur offre bouchère. Ces effets de quartier s'arriment à ses activités de travail et de loisirs, ses réseaux de sociabilité et ses principes d'économie domestique (contraintes temporelles, familiales, budgétaires et de quantification). Ils ne se limitent pas au quartier de résidence.

L'activation par la socialisation urbaine de dispositions à l'éclectisme alimentaire

Ces effets de quartier consistent en l'activation de dispositions à l'éclectisme alimentaire, résultantes d'expériences de socialisation urbaine. Les célibataires et les installés de longue date sont plus réceptifs aux effets de quartier que les familles établies de fraîche date. Détaillons deux cas : Stéphane et Fouad.

Stéphane, 44 ans, est célibataire et vient de créer une entreprise individuelle de formation. Il choisit de s'installer dans le quartier en 2001, après un mémoire de DEA de sociologie / anthropologie portant sur la drogue. Le mouvement associatif local autour de cette thématique l'attirait. De plus, « *l'idée c'était d'avoir un peu la posture de l'ethnologue, d'être un peu partout, donc j'allais à l'épicerie, je discutais, j'essayais de connaître les gens.* »

La diversité ethno- raciale et l'offre commerciale « ethnique » de la Goutte d'Or activent des dispositions au « *multiculturalisme* »³⁴. Ses pratiques d'approvisionnement, de préparation et consommation s'enrichissent. « *L'année dernière, j'ai rencontré un Cap-Verdien dans le bar d'à côté. Et il m'a appris comment faire les pieds de vache*³⁵. *Ça paraît dégueu comme ça, mais c'est vrai qu'à un moment je faisais ça. Tiens, l'hiver dernier je me faisais ça. C'était pratique, parce que je trouvais ça dans les boucheries du quartier, je faisais une quantité, puis après je conservais. Faut avoir envie, mais j'aimais bien ce truc un peu bizarre. Pour le coup, ça c'est vraiment lié au quartier, parce que je pense pas qu'on fait des pieds de vache partout.* »

A deux reprises, Stéphane héberge des clandestins algériens, rencontrés lors de ses explorations urbaines. La colocation modifie ses pratiques d'approvisionnement, de préparation et de consommation, articulées à de fortes contraintes budgétaires. « *On achetait beaucoup de viande de chèvre, [dans les boucheries du quartier] ils faisaient des promos. Donc on achetait des gros morceaux qu'on faisait avec des lentilles, je sais plus quoi, des légumes... En fait, pour vraiment faire des courses pas chères dans le quartier, enfin, si on fait à manger chez soi, faut aller dans les boucheries du coin et au marché Barbès. Quand t'es tout seul, ça va pas, parce que ce qui est intéressant là-bas, c'est les quantités. C'est vraiment une période, on était serrés sur le plan budgétaire, puis surtout lui avait une culture de l'économie. Et on y allait, on prenait des cagettes, des trucs comme ça, à la fin du marché, à des prix... On se préparait des choses et là, ouais, on pouvait manger pour pas cher pendant l'été. Maintenant j'y vais plus, pour un célibataire... »*

Fouad, 39 ans, est ravaleur. Il émigre d'Algérie il y a six ans, afin de rejoindre sa femme, agent de propreté, née en France de parents algériens. Leurs deux fils ont 4 et 5 ans. Les pratiques alimentaires et domestiques de Fouad sont traversées de dispositions traditionalistes³⁶ et

34 A propos des usages sociaux de la rue à Belleville (XX^e arrondissement de Paris), Simon distingue deux profils d'habitants : les « *transplantés* », installés du fait de « *la commodité d'un logement situé à Paris et relativement bon marché* » et les « *multiculturels* », désireux de « *proximité avec les classes populaires et les immigrés* » (Simon, 1997 : 56). Stéphane correspond à ce dernier type.

35 Voir image 3 [chapitre 4].

36 Rodier, sur la consommation *halāl*, note « *les discours standardisés que les familles ont tendance à produire, en se référant en permanence aux traditions ou aux sources scripturaires de l'islam.* » (Rodier, 2014 : 29) A mon sens, bien qu'ils établissent une frontière ethno- raciale face à une enquêtrice « *européenne* », « *française* » ou « *blanche* », ces discours ont l'avantage de faire ressortir les dispositions et logiques de distinction ethno- raciales. La conduite

culturalistes. « *Nous on mange des plats du bled, à la maison. Et on fait le système pour les Arabes, pas le système pour les Français, ça, la mentalité, c'est pas bon. Femme, cuisine, enfants. Homme, il travaille, il ramène les courses. Je suis à l'extérieur, la dame à l'intérieur.* » Il regrette que les fruits et légumes, la viande et le poisson vendus dans le quartier soient « *chimiques* ». « *Le goût, c'est pas pareil. Au bled, c'est naturel* ».

Cependant, Fouad et sa famille consomment des produits transformés, gras et sucrés (cordons bleus, steaks hachés, sodas). Ces aliments, réclamés par ses fils, sont typiques des goûts populaires (Régnier et Masullo, 2009) : le sens de la distinction des enfants de migrants implique la classe plus que l'appartenance ethno- raciale (Tichit, 2012). Des expériences urbaines autorisent Fouad à rationaliser ces pratiques à l'aune de ses dispositions « *arabes* ». « *Château Rouge c'est des trucs des Africains... Moi je mange pas le poisson, comment s'appelle, le poisson... séché. Je mange pas de trucs comme ça. Ils vendent des légumes, moi je connais même pas les légumes comme ça. C'est quoi ça ? Comme une banane verte [bananes plantain], je sais pas. Non ! (rires) Parce que nous, le système, la cuisine comme les Français, pareil. Il y a des gens, ils boivent un café, une cigarette, comme les Français, ici à Paris.* » La synecdoque des terrasses de cafés semblables à Paris et « *au bled* » et une distinction ethno- raciale par rapport aux « *Africains* », à leurs boutiques et aliments étranges, lui permettent d'assimiler « *la cuisine arabe* » à « *la cuisine française* ».

Les célibataires résidents de longue date sont plus sensibles aux effets de quartier que les familles récemment installées. Deux phénomènes se conjuguent : moins de contraintes domestiques et des expériences de socialisation urbaine plus riches et variées.

Variété des logiques de distinction et plats totem

L'éclectisme peut se comprendre de deux manières³⁷ : la « voracité » (Sullivan et Katz-Gerro, 2007), c'est-à-dire une appétence pour tout type de consommation culturelle, ou l'« éclectisme », au sens propre, soit une combinaison de goûts et pratiques relevant de registres variés. L'éclectisme alimentaire dû aux effets de quartier relève de cette seconde acception. Il s'agit de nuanciers de pratiques obéissant à des logiques de distinction ethno- raciales et de classe variées. En particulier, les individus intègrent ou ré-inventent des « plats totem », à savoir des plats qui, « *à la suite de l'émigration, [vont] subir une revalorisation culturelle* » (Calvo, 1982 : 421).

Des nuanciers de pratiques alimentaires aux logiques de distinction variées

L'éclectisme distingue les couches supérieures des classes populaires, les immigrés et installés de longue date à la Goutte d'Or, et ceux exprimant un attachement pour ce quartier et insérés dans les réseaux locaux de sociabilité.

Détaillons le cas de Safia. Âgée de 44 ans, elle vit à la Goutte d'Or depuis douze ans. Née au Maroc, elle émigre à 26 ans, à l'occasion de son mariage avec un Français originaire des Deux-Sèvres. Safia est auxiliaire de vie scolaire ; son mari est attaché administratif au Ministère des Finances. Ils font partie des franges supérieures et stables des classes populaires. Safia est membre active d'une association culturelle et « *adore [son] quartier* ». Ses pratiques relatives aux fruits et légumes relèvent de logiques de distinction sociales et ethno- raciales diverses.

Safia privilégie la « *variété* », le « *goût* », le « *bio* » et les « *produits de saison* », préférences normatives caractéristiques des classes moyennes (Plessz et Gojard, 2015). Elle mobilise son expérience du quartier et ses réseaux de sociabilité pour conjurer ses contraintes budgétaires et « *le manque de produits bio dans le quartier* ». Elle achète les fruits dont le différentiel de prix entre

d'entretien veille à ce que les pratiques effectives ne soient pas dissimulées. Je fais revenir l'enquêté sur des aspects simples et concrets – par exemple, « *où avez-vous fait vos dernières courses ?* », « *qu'avez-vous acheté* », etc.

37 Voir Chan et Goldthorpe (2010 : 8) et Coulangeon (2011 : 120-122).

agriculture biologique et conventionnelle est le plus faible (« *pommes, bananes* ») dans les grandes surfaces (Lidl, Leader Price, Carrefour). Pour les autres fruits et légumes, elle se rend aux marchés d'Anvers et de Barbès. Elle change régulièrement d'AMAP ou récupère les paniers de ses connaissances locales parties en vacances, « *pour voir la diversité des produits* ».

Safia se distingue vis-à-vis des autres « *Marocains* » par une xénophilie culinaire, selon des dispositions forgées par sa trajectoire résidentielle et migratoire. « *Quand je suis venue en France, j'ai été impressionnée par la variété de tout ce qui est cuisine, légumes, fruits... qui venaient du monde entier ! C'est ici que j'ai appris la cuisine africaine. C'est vraiment à Paris. Nous les Marocains, on a beaucoup de choses à apprendre... A Paris, c'est super, à chaque fois qu'on rentre dans un commerce, on apprend !* ». Elle procède à une classification ethno-raciale du degré d'ouverture des commerces fondée sur ses expériences d'interactions. De la félicité³⁸ de celles-ci dépend l'extension de son répertoire de fruits et légumes et de pratiques de préparation. « *La Chine, tout ça, ils répondent facilement à nos questions. Les Indiens c'est plus difficile, les Sri Lankais, les Tamouls, tout ça. Mais les commerces africains, à Château Rouge, on pose la question, on est là, c'est comme un mur ! Après nous on passe à autre chose, on sent, on est pas les bienvenus, je prends un aliment que je connais et que je sais cuisiner. Patates douces, tout ça...* »

Les classes supérieures ou les immigrés récents les moins attachés au quartier, et les classes populaires précaires et dépendantes des réseaux de solidarité, sont à l'inverse peu éclectiques.

Par exemple, Fabrice, 39 ans, ingénieur automobile, et sa compagne, responsable web d'une ONG de protection animale, revendiquent une sensibilité écologique, au principe de leurs préférences résidentielles comme alimentaires.³⁹ Ils souhaitent quitter le quartier. « *Manque d'espaces verts, manque de tranquillité. Ça fait suffisamment longtemps qu'on est là et on veut retrouver en qualité de vie.* » Ils sont végétaliens (« *céréales, fruits et légumes, légumineuses* »). Leurs approvisionnements ont lieu à « *90%* » en magasin biologique, selon des dispositions activées par des expériences dans les centralités commerciales populaires. « *Avant on allait au marché de Barbès, ok, c'est pas cher, mais c'est tellement dégueulasse ce qu'ils vendent là-bas... C'est de l'agriculture hyper intensive, c'est plein de flotte, c'est bourré de pesticides.* »

Sabri, 34 ans, émigré d'Algérie, est imam dans une mosquée du quartier. Soumis aux temporalités fluctuantes et serrées de l'organisation des prières mais libéré de contraintes familiales, Sabri intercale trois repas quotidiens dans des restaurants à proximité de la mosquée. Il ne consomme que de la viande AVS⁴⁰ et des produits sans « *gélatine de porc, E441, ou vinaigre d'alcool* ». Il parle un français limité et se fait difficilement comprendre dans les commerces francophones.⁴¹ Ces contraintes temporelles et linguistiques et ces dispositions normatives réduisent ses possibilités. « *Pizza, kebab, hamburgers, frites... Et salade, parce que, vraiment, maigrir.* » Sabri porte un regard négatif sur la Goutte d'Or et ses usagers. « *Barbès, mafia, Colombia ! Les femmes, hidjab pas bien mis. Les hommes, shit, cigarettes. Pas des bons musulmans.* » Pendant ses congés, Sabri prépare des salades à partir de produits du marché de Barbès (il communique en arabe avec les vendeurs). Il se restaure dans un kebab de Montmartre : « *c'est plus calme que Barbès* ». Tout élargissement de sa gamme de restaurants requiert une inspection des traces de conformité *halāl* et la libre expression d'une distinction islamique.

Nous prenons le chemin du kebab habituel de Sabri. Il s'enquiert : « *Tu veux changer ?* » Suite à quatre repas partagés, j'ai pu observer attentivement les pratiques alimentaires de Sabri à Bip Burger, la

38 « *Any arrangement which leads us to judge an individual's verbal acts to be not a manifestation of strangeness.* » (Goffman, 1983a : 27). Ici, le terme « *strange* » est à prendre au sens propre comme figuré.

39 Voilà un exemple qualitatif du biais de sélection lié au résidence [chapitre 1].

40 « A Votre Service », association de certification *halāl* bénéficiant de la meilleure image de « *sérieux islamique* ». Voir Kepel (2012 : 64-107) et Ali-Adraoui (2013) sur la place d'AVS dans les controverses sur la délimitation du *halāl*.

41 Je ne parle pas non plus arabe. Nous communiquons par mots-clés et échangeons des lettres, traduites par une connaissance francophone de Sabri.

révérence des kebabistes à son endroit, ses interactions en arabe avec eux, sa préférence pour le double cheeseburger, son examen attentif de la liste d'ingrédients des canettes (« *je regarde si alcool* »). Je prends au vol cette proposition de changement. « *Oui, pourquoi pas ? Je te laisse choisir.* » « *Ah, non, c'est toi ! Mais, halāl.* » Je reste légèrement en retrait derrière Sabri, afin qu'il garde, inconsciemment, les rênes du déplacement et du choix de lieu. Une brasserie et son enseigne lumineuse en forme de chope de bière. « *Non, harām.* ». Un kebab. « *Hum, il y a pas panneau halāl. Pas sûr.* » Un deuxième kebab arborant clairement un panonceau bilingue. « *On va là ?* »

Les deux personnes placées derrière le comptoir nous lancent un déférent « *Salam aleikum ! Bonsoir Mademoiselle !* ». Au-dessus, deux drapeaux algériens et un certificat AVS, que ne manque pas de repérer Sabri : « *c'est bon, c'est AVS* ». Quelques instants plus tard, un vendeur de fleurs itinérant gratifie Sabri d'un « *I'm from Bangladesh. You're Muslim, you're my brother.* » Je pense attribuer ces marques de respect et de sympathie aux signes extérieurs d'islamicité de Sabri : kufi et barbe. Sabri sourit et brille des yeux. « *Plus tard, venir ici aussi.* » [Extraits des NE, 09/08/14]

Ibrahim, 30 ans, émigre depuis le Mali en 2002, afin de rejoindre son père, qui résidait dans un foyer de travailleurs migrants du XX^e arrondissement de Paris. Son père meurt quatre mois plus tard. Sans-papiers, sans domicile fixe et toxicomane, Ibrahim est soumis à de lourdes contraintes budgétaires. Il s'alimente via les réseaux de solidarité : les Restos du Cœur de la Gare de l'Est et une association d'aide aux toxicomanes de la Goutte d'Or (pour les cafés). Avec l'argent de la manche, il se restaure dans les foyers de travailleurs migrants.⁴² Sa mère et ses 12 sœurs et 3 frères⁴³ vivent au Mali. Ibrahim garde des souvenirs émus de la commensalité familiale et amicale. « *Quand j'étais petit, tous mes potes, ils aimaient bien passer à la maison. Et ma mère elle faisait quoi ? Elle donnait à manger à tout le monde !* » La fréquentation des foyers active ces dispositions forgées pendant l'enfance et s'accompagne d'une distinction ethno- raciale façonnée par des expériences socialisatrices post-émigration. « *Ma mère, elle compte beaucoup pour moi. Je pense aux gens que j'aime quand je mange. Quand je veux manger bien, je vais au foyer africain. J'aime pas les grecs, j'aime pas les pizzas. La nourriture chinoise... je suis pas raciste, j'aime pas. Parce que j'ai travaillé dans le restaurant chinois, et le marché, quand c'était fini, les salades, les légumes par terre, on les ramassait, on les mettait dans le panier, et je lavais ça dans le lavabo, pour faire de la nourriture pour les gens, quoi. Même au Mali, on fait pas ça.* »

Ré-inventer ou intégrer des « plats totem »

Ces nuanciers de pratiques comprennent la ré-invention ou l'intégration de « plats totem ». Les classes populaires immigrées arbitrent entre disponibilité de l'offre, contraintes budgétaires et concurrences des logiques de distinction entre membres du ménage. Les classes supérieures non-immigrées engagent une « bonne volonté cohabitationnelle » et une hypercorrection culinaire.

Prenons l'exemple du ménage de Angayarkanni, 50 ans, et de son mari, Elhilvendan, agents de propreté, Tamouls émigrés du Sri Lanka en 1993. Ils vivent avec leur fils de 19 ans et leur fille de 13 ans. Le ménage a compté jusqu'à huit personnes : leurs fille et fils aînés (29 et 26 ans), la mère de Elhilvendan et un cousin de Angayarkanni. Leur plat totem est le curry. De pair avec la fréquentation du quartier de La Chapelle⁴⁴, il relève d'une distinction ethno- raciale. « *Je vais à Lidl, supermarchés, Carrefour, Dia. Après, La Chapelle ! Du riz, épices, poisson, légumes. Parce que je suis Sri Lankaise. Parce que là-bas, beaucoup magasins Sri Lanka. C'est ça !* » Mais Angayarkanni n'y achète que les éléments introuvables ailleurs. Il s'agit des légumes « *de [son] pays* », comme les

42 Les cuisines collectives de plusieurs foyers de travailleurs migrants de la région parisienne sont utilisées pour des activités informelles de restauration. Un plat coûte en général moins de 2 euros (APUR, 2011 : 25). Le foyer Marc Seguin, à proximité de la Goutte d'Or, propose des tiep bou dien à 1,50 euros.

43 Selon une conception cognatique de la parenté. Ibrahim précisa : « *mère père, même mère* ».

44 Centralité commerciale indienne et tamoule qualifiée de « Little Jaffna » (Dequirez, 2010). Angayarkanni et Elhilvendan sont d'ailleurs originaires de Jaffna.

bâtons de mouroung et les feuilles de curry ; elle acquiert les autres (épinards, haricots verts, aubergines, poireaux, betteraves, pommes de terre) à Dia ou Carrefour. Ses achats de riz sont soumis à des contraintes budgétaires et de quantification. Elle rapporte de La Chapelle des sacs de 10 kilos de riz basmati à 30 euros. Ces quantités sont indispensables « *parce que beaucoup à la maison, et les Sri Lankais, on mange du riz, tous les jours !* », mais elle juge le prix excessif. Elle complète par des paquets de 500 grammes de riz de base, achetés 90 centimes à Lidl. Angayarkanni regrette le manque d'appétence de ses enfants pour les légumes et le poisson. « *Ils mangent pas légumes beaucoup ! Tous les jours, pâtes, steaks, jambon, fromage... Et le poisson, ils aiment pas.* » A l'image des enfants de Fouad, ces préférences, caractéristiques des classes populaires, traduisent la genèse d'une distinction de classe plutôt qu'ethno- raciale. Par ailleurs, Angayarkanni travaille le matin et Elhilvendan le soir, d'où une désynchronisation du temps familial, typique des ménages biactifs précaires (Lesnard, 2009).

Les pratiques indexées au curry s'en ressentent. Chaque dimanche, Angayarkanni prépare un curry de poulet et un curry de poisson, à base de riz basmati de La Chapelle. Les deux casseroles restent sur les plaques de cuisson. Tous les jours, elle cuit du riz long, qu'elle conserve dans des tupperwares. Les membres du ménage dînent séparément, selon leurs horaires. Ils se servent d'une portion de curry et la coupent avec du riz long. Angayarkanni et Elhilvendan consomment les currys de poisson et de poulet et y allient des légumes. Les enfants se limitent au curry de poulet et y ajoutent des féculents, de la viande ou des plats cuisinés, qu'ils achètent à Franprix.

Véronique, 54 ans, réalisatrice radio, et son mari, chef d'une entreprise d'insertion, vivent dans le quartier depuis 25 ans. Véronique se dit attachée aux recettes de sa grand-mère, « *que j'ai fait évoluer, j'ai mis ma sauce, ma patte à moi. Plus exotique !* ». Elle affiche des dispositions à une sociabilité de « quartier-village » (Lehman-Frisch, 2002 ; Fijalkow, 2006). « *J'aime mon quartier, tout simplement. J'ai toujours vécu ici, j'aime bien discuter.* » Sa patte exotique s'est forgée au cours de ses voyages⁴⁵ et de ses rencontres dans le quartier – en particulier pour le couscous, appris auprès de voisins et amis originaires du Maghreb. Elle aimerait s'approvisionner dans le quartier « *parce que je veux faire garder le lien et faire vivre mon quartier* », mais le manque de « *qualité* » des produits l'en empêche. « *C'est bizarre, parce qu'à la fois je ne tourne pas le dos au quartier, c'est une curiosité, c'est quelque chose qui m'enrichit, mais pour la qualité des produits, je lui tourne le dos parce que j'achète ailleurs.* »

La « bonne volonté cohabitationnelle » de Véronique est en butte à des dispositions « *au goût français* » forgées pendant l'enfance et à une distinction de classe : la capacité à connaître le « bon goût », scindant l'espace social selon les contraintes budgétaires (Bourdieu, 1979 : 293-364). « *Les produits de toute façon, les ingrédients, il y a deux vitesses quoi, c'est clair. Moi en tout cas je fais la différence. Bon c'est un luxe, hein, j'avoue.* »

Ce casse-tête entraîne une hypercorrection culinaire et un fractionnement des lieux d'approvisionnement. Selon elle, ses voyages et sa socialisation culinaire par interconnaissance locale légitiment ses compétences pour le couscous. « *Moi je sais le faire maintenant le couscous, évidemment. Je suis allée au Maroc, j'avais une voisine marocaine, un copain marocain, une voisine kabyle, ils m'ont montré.* » Pour préparer un « bon » couscous, Véronique achète le mouton et l'agneau chez un boucher « *français* » et les merguez dans les boucheries halal du quartier. Elle acquiert les légumes dans un « *marché de petits producteurs* ». Pour les épices, elle évite les boutiques « *bas de gamme* » du quartier : elle opte pour deux boutiques spécialisées hors de la Goutte d'Or (dans les IV^e et XVIII^e arrondissements de Paris) et des apports de voyages.

L'éclectisme et sa fine stratification sociale

L'attention aux mécanismes et à la conjonction des inégalités sociales et urbaines permet de

45 Régnier (2004 : 71-79) note le lien entre exotisme culinaire et tourisme, notamment pour la cuisine méditerranéenne.

dresser une structuration sociale de l'éclectisme plus subtile qu'une simple opposition entre classes populaires et classes supérieures.

Le degré d'éclectisme dépend de la classe sociale, des configurations familiales, du statut migratoire et de l'ancienneté résidentielle. Il est plus élevé pour les familles des franges supérieures des classes populaires, immigrées et résidents de longue date. Il est plus faible pour les célibataires, les couches précaires ou à l'inverse les classes supérieures peu attachées au quartier, et les immigrés et résidents de fraîche date.

Ces résultats vont dans le sens de ceux de Lahire à propos des pratiques culturelles. Au rebours des travaux sur l'omnivorerisme, les individus les plus éclectiques sont présents dans toutes les classes sociales, bien que caractéristiques des classes moyennes et des classes supérieures (Lahire, 2008 : 170). Les profils non-éclectiques se limitent aux positions extrêmes et opposées de l'espace social : les « *petites fractions intellectuelles des classes dominantes* » et les « *fractions les plus scolairement démunies des classes populaires issues elles-mêmes des classes populaires* » (*ibid.*, 2013b : 170). Contrairement aux thèses de Bourdieu, la distinction ne se restreint pas aux classes supérieures : elle caractérise aussi les classes populaires (Grignon et Passeron, 1989).

Conclusion

Les effets de quartier sur les pratiques alimentaires consistent en des constructions et déconstructions de l'éclectisme alimentaire.

Les effets de quartiers relèvent de la rencontre entre, d'une part, l'offre alimentaire et son contexte, vécus selon des logiques de distinction ethno- raciale et de classe ; d'autre part, des dispositions liées à des expériences de socialisation urbaine différenciées. Les célibataires et les résidents de longue date sont plus sensibles aux effets de quartier, car leurs expériences de socialisation urbaines sont plus intenses et plus diverses.

Ces effets de quartier forgent un éclectisme alimentaire. Les couches supérieures des classes populaires, les immigrés et installés de longue date à la Goutte d'Or, les individus attachés au quartier et insérés dans les réseaux de sociabilité locaux, sont particulièrement éclectiques. A l'inverse, les classes supérieures ou les immigrés récents les moins liés au quartier, ainsi que les classes populaires les plus précaires et tributaires des réseaux de solidarité, sont moins éclectiques.

Ces résultats enrichissent ceux du chapitre 1. Les effets de quartier sur les pratiques alimentaires impliquent les structures sociales urbaines, davantage que l'offre commerciale (dont les effets sont d'ailleurs confondus par ces structures sociales urbaines) [chapitre 1]. Plus précisément, ils tiennent aux qualités subjectives de l'offre et à la diversité des contextes vécus par les individus. Ils aggravent la différenciation sociale des pratiques [chapitre 1]. Plus finement, ils ne concernent ni tous les individus, ni selon les mêmes mécanismes. Dans le chapitre 1, on prenait pour exemple les consommations de fruits et légumes et de produits laitiers. Il s'agissait davantage de comparer les effets de quartier sur des pratiques fortement structurées socialement (fruits et légumes) et sur d'autres peu inégalitaires (produits laitiers) que d'analyser vraiment ces pratiques. D'ailleurs, les variables dépendantes, normatives, imprécises et incomplètes, ne le permettaient pas [chapitre 1]. En réalité, les effets de quartier forment un éclectisme alimentaire : des gammes de pratiques aux diverses logiques de distinction ethno- raciales et de classe.

Pour comprendre les inégalités d'inscription urbaine des pratiques alimentaires, l'approche métropolitaine et l'approche localisée et compréhensive se complètent donc. Cette démarche compréhensive gagne à être poursuivie : les principes d'économie domestique (temps, budget, quantification, configurations familiales et relationnelles) et les pratiques urbaines ont jusqu'ici été évoquées avec un regard extérieur. Le chapitre suivant s'interroge donc sur les interrelations entre économie domestique, pratiques alimentaires et pratiques urbaines, et leurs significations indigènes.

Chapitre 3. Economie domestique, pratiques alimentaires et pratiques urbaines : classes sociales et usages stratégiques de l'espace.

Lorsqu'on veut faire un achat qui sort un peu de l'ordinaire, il suffit de faire deux ou trois cents mètres jusqu'à la rue principale. Pour les courses quotidiennes, on se contente de "descendre" ou "d'aller en face". Chaque rue ou presque possède une épicerie et une boutique de journaux dont la vitrine regorge d'objets hétéroclites. Si le propriétaire laisse la lumière allumée le soir, les bandes d'enfants établissent leur quartier général sur le trottoir éclairé.

Richard Hoggart (1970), *La culture du pauvre*, Paris : Minuit, p. 101.

Les configurations de l'économie domestique et des pratiques alimentaires et urbaines

A propos de la ségrégation scolaire, Oberti explique : « *la maîtrise du rapport à l'espace urbain (lieu de résidence, mobilité), dans un contexte de perception croissante de la spatialisation des inégalités sociales, devient une ressource à part entière.* » (Oberti, 2007 : 28-29). Or, pour l'alimentation, dans la métropole parisienne, l'équipement commercial se répartit de manière égalitaire [chapitre 1]. De plus, alors que les choix scolaires s'associent à des choix résidentiels (Oberti, 2007 ; Van Zanten, 2009), les pratiques alimentaires s'orientent sur la sphère domestique [introduction]. Quelle est alors la différenciation sociale des usages stratégiques de l'espace pour l'alimentation ? Comment se lient-ils à des principes d'économie domestique ?

Ce chapitre montre qu'à la Goutte d'Or, les classes populaires trouvent des ressources pour s'alimenter (classes précaires) ou une offre commerciale adaptée à leurs pratiques (classes stables). Mais elles mettent aussi en œuvre des stratégies de mobilité à l'échelle de la métropole parisienne. Au contraire, les classes moyennes et les classes supérieures sont frustrées par une offre locale incompatible avec leurs pratiques alimentaires. Leur mobilité se circonscrit à l'arrondissement.

On détaille trois cas représentatifs des mécanismes observés sur tous les enquêtés. Le premier est un célibataire sans-papiers dont les pratiques alimentaires souffrent de lourdes contraintes : précarité relationnelle et financière, mal-logement et organisation temporelle imprévisible. Le second est une famille immigrée des classes populaires stables, aux ressources budgétaires limitées. Le troisième est une famille non-immigrée des classes supérieures, relativement déprise de contraintes financières.

Encadré 6. Enquêter sur l'économie domestique, les pratiques alimentaires et les pratiques urbaines, et leurs significations indigènes

« *Qu'il s'agisse d'engager des relations avec les autres lors du travail d'enquête ou de rendre raison de leur genre de vie et de leurs actions au moyen de l'écriture, le sociologue est tributaire de sa propre expérience du monde.* » (Bizeul, 2011 : 169). Comment recueillir et restituer les significations indigènes ? Les enquêtes les plus fines sur l'économie domestique et les pratiques urbaines et alimentaires s'arment d'outils ambitieux : suivis ethnographiques longs et détaillés (Cottreau et Marzok, 2012 ; Le Méner, 2015), cartes mentales (Gould et White, 1986 [1974]), listes de repas⁴⁶. Si leurs effets de découverte sont impressionnants, ces dispositifs ont pour désavantage leur lourdeur, parfois aux dépens du « *travail d'ajustement à autrui* » (Bensa, 2008 : 323) que suppose la démarche ethnographique. Par exemple, jusqu'à début août 2014, je présentais systématiquement un jeu de cartes (la Goutte d'Or, Paris, Paris et petite couronne). Ces supports épaulaient les discours de certains enquêtés, en particulier ceux des classes moyennes et des classes supérieures. Pour d'autres, ils ne firent

46 Expérimentée auprès de personnes âgées, cette méthode consiste à demander aux enquêtés de renseigner, pendant environ deux semaines, le contenu de tous leurs repas et prises alimentaires. Ces listes de repas étayent un entretien à propos des activités afférentes (préparation, approvisionnement, etc) [Cardon, 2015].

que produire de la domination sociale. Abdessalam se crispa et lut à voix haute l'ensemble des rues. Rafik s'exclama : « *Oh non, on dirait les cartes à l'école !* » J'ai ensuite utilisé l'outil cartographique uniquement si l'enquêté, au gré de l'entretien, se révélait à l'aise avec ce langage.

Mes dispositifs ethnographiques sont diversifiés et adaptés à l'enquêté. Prenons le cas, détaillé dans ce chapitre, de Omar, vendeur à la sauvette de tabac de contrebande, sans domicile fixe puis installé en colocation. Je l'ai assisté pour sa domiciliation et ai conservé les originaux de ses papiers d'identité jusqu'à ce qu'il soit logé. Je discutais avec lui pendant qu'il travaillait mais ai refusé de stocker sa marchandise chez moi. Ce type d'interactions, mentionnées par d'autres ethnographes⁴⁷, le mettent en confiance (d'autant plus qu'il est sans-papiers) et sont un contre-don à son don de parole (Bouillon, 2005 : 82-87). Elles offrent aussi une entrée dans ses principes d'économie domestique.

L'expression des pratiques ordinaires n'est pas aisée. Selon la belle formule de Bourdieu, « *il n'y a de maîtrise réelle de cette logique [des pratiques] que pour qui est complètement maîtrisé par elle, qui la possède, mais au point d'en être totalement possédé, c'est-à-dire dépossédé.* » (Bourdieu, 1980 : 29). Il faut alors aider l'enquêté à exprimer ses logiques pratiques, sans pour autant verser dans l'« *excès de sens* » (Perrin-Heredia, 2010 : 278) ou la sur-interprétation (Lahire, 1996). La non-directivité, la longueur et l'inscription dans un suivi ethnographique des entretiens [annexe 3] minimisent ces risques.

Les classes populaires précaires : multiplier les lieux de ressources

Insécurité alimentaire et lieux de ressources

Omar, 30 ans, est originaire d'une zone rurale de Kabylie, en Algérie. Ses quatre sœurs, ses deux frères et ses parents y vivent. Son père est commerçant en bestiaux et sa mère est au foyer. Omar est bachelier et était secrétaire dans un ministère à Alger : il se situe dans une trajectoire sociale ascendante. Il émigre en mars 2013 et est d'abord hébergé par une connaissance à Roubaix. Il se dirige ensuite vers la Goutte d'Or, où il s'abrite sur un chantier. En octobre 2014, il trouve un logement à Aubervilliers, avec un colocataire tunisien. Omar vit de la vente à la sauvette de tabac de contrebande sur le boulevard de La Chapelle. Il veut rentrer en Algérie, mais la rétention de son passeport à l'OFPRA⁴⁸ l'en empêche (il a émis une demande d'asile, encore en examen).

Aucun membre de sa famille ne vit en France. Omar s'affirme « *tout seul* » : « *moi, j'ai pas d'amis. Ça crée que des problèmes. J'évite un maximum.* » Mais Omar, qui travaille et vit dans la rue, est inséré dans les réseaux locaux de sociabilité. L'interconnaissance dense de la Goutte d'Or lui pèse quand elle l'empêche de boire de l'alcool. Quand il me propose de prendre une bière, nous allons dans un café du boulevard Magenta, à la frontière du quartier. « *A Barbès, nous sommes tous frères et sœurs... Il y a un respect. Si tu bois une bière, il y a de l'alcool, dans l'islam, c'est tout à fait péché. Je suis un musulman non pratiquant, je souhaite, un jour... Mais c'est un manque de respect devant un monsieur qui fait la prière, qui a été à La Mecque, et à Barbès, il y en a plein.* »

Pendant le ramadan, Omar cesse de vendre du tabac et fait l'aumône. Il est invité par des familles du quartier et ravive des pratiques de préparation. « *Quand je fais du thé, c'est comme ça : mets une tranche de citron, après verse le thé, attends 3 minutes, laisse un petit peu... Un monsieur m'a invité chez lui le dernier jour du Carême pour préparer un thé. J'ai dit oui, ce serait un grand plaisir de préparer un thé. Chacun a sa manière de le préparer, on a comparé, on a bien rigolé.* »

Ses rentrées d'argent sont faibles, irrégulières et imprévisibles. Outre quelques intermédiaires à la Goutte d'Or, Omar s'approvisionne en tabac de contrebande auprès d'un grossiste à Aubervilliers. Faute de logement, il ne peut pas entreposer de marchandise. Or, acheter plusieurs cartouches minimise des déplacements longs, risqués (Omar n'a pas de carte de transports) et

47 Par exemple, d'Halluin assiste des demandeurs d'asile (d'Halluin, 2005 : 69). Duneier entrepose chez lui les magasins de vendeurs de rue (Duneier, 1999 : 69). Bourgois (2001) [1995] partage les activités de sociabilité des vendeurs de crack, mais pas celles de travail. Contreras, enquêtant auprès de voleurs de drogue, mentionne explicitement : « *I did not participate in any illegal activities.* » (Contreras, 2009 : 473).

48 Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides.

parfois vains (le grossiste peut être injoignable). Omar dissimule la marchandise sous des châssis de camions ou dans des recoins de la station de métro Barbès-Rochechouart. Mais elle est en proie aux saisies policières et aux vols d'autres vendeurs. Deux autres facteurs d'incertitude sont la qualité variable de la marchandise⁴⁹ et l'irrespect du prix par les clients : « *il leur manque toujours 5 centimes, 15 centimes, 20 centimes... Alors à la fin de la journée...* ».

Omar mange occasionnellement avec d'autres vendeurs de marchandise de contrebande dans les restaurants du secteur sud de la Goutte d'Or, où il est d'usage de concéder des réductions aux clandestins [chapitre 4]. Chaque fois que nous nous retrouvons au café Royal, Omar en met à profit les services : entreposer la galette kabyle qui lui fait office de déjeuner, discuter avec le garçon de café, ne pas payer ses consommations, acheter de la marchandise à des intermédiaires.

Ses temps et rythmes alimentaires s'inféodent à la disponibilité de la marchandise et de l'argent. Il met alors à profit l'offre locale et ses caractéristiques ethno-raciales. « *Parfois, je passe un jour sans manger et sans fumer. Quand j'ai pas de marchandise. Quand j'ai de la marchandise ça va, je vends. Mais sinon... il y a rien. Pas de marchandise, pas d'argent ! (rires) Dans ce cas-là je fais comme d'habitude, je me réveille à 7h du matin au chantier. Après je marche dans les rues, je demande des cigarettes aux gens, je demande des cafés dans les cafés. Au café Royal, dans un café marocain, dans les cafés arabes, à Barbès. Parce que dans les cafés français, ils donnent pas.* »

Mais dès qu'il peut se passer de ces ressources locales, Omar quitte la Goutte d'Or, qu'il juge « *dangereuse* » et « *sale* ». Il prend des cafés à Saint-Ouen avec une connaissance y résidant. Avec une autre connaissance, il pique-nique au Sacré-Cœur – des olives, du fromage, des biscuits et des canettes de soda. Omar achète les galettes kabyles dans une boulangerie d'Aubervilliers, à proximité de son grossiste : « *il y en a pas à Barbès, les boulangeries, que des Tunisiens* ».

Goûts et lieux de ressources : tensions et résolutions

Omar se sustente par cinq produits : café, tabac, canettes de soda, shit et alcool. Ils ont six avantages : disponibilité, prix, temporalités de consommation, absence de stockage et de préparation, potentiel commensal, propriétés récréatives et « coupe-faim ». « *Un monsieur il passe il me donne une cigarette, un joint, un euro. Avec un euro, dans les cafés à Barbès, on peut s'acheter un café, une canette. Je prends ça rapidement avec quelque ami, et je continue à vendre les cigarettes.* » Omar apprécie les sensations produites par les mélanges. « *Le café, l'alcool, le sucre et la shit... Ça fait une belle réaction. J'ai plus faim, je me sens bien.* » Il accepte aussi ce qu'on lui donne. « *Je mange tout. On m'offre un café, tu bois le café. On m'offre un verre d'eau, tu bois le verre d'eau.* » Il a occasionnellement recours à une association d'aide alimentaire sise à La Chapelle, qui fournit « *des pâtes, un gâteau, un sandwich, une bouteille d'eau* ». Dans les restaurants du sud de la Goutte d'Or, Omar dévore la viande, comme pour conjurer sa précarité financière et relationnelle, vu la charge symbolique de cet aliment (richesse et sociabilité⁵⁰).

Omar propose de sortir, alors que des morceaux de légumes et des grains de semoule continuent à se battre dans son assiette. « *Je suis malade. J'ai plus faim. Je devrais pas manger piquant comme ça.* » En revanche, il ne reste plus un microgramme de poulet. Tout au long du repas, Omar a décortiqué et astiqué chaque os, chaque tendon, chaque cartilage. Dans l'assiette, les éléments osseux désolidarisés forment une boule semblable à une pelote de réjection. « *J'adore avoir de la viande comme ça. Pouvoir être assis, en compagnie, avoir le steak, grillé, mettre le sel dessus... En fait je devrais pas aller dans des restaurants, la viande, le piquant, j'ai mal au ventre... Mais tu manges, bien. Enfin dans certains restaurants. Il y en a d'autres, destination finale, Val de Grâce.* » [Extraits des NE, 04/08/14]

49 « *Les L&M russes on les vend 3,5 euros, parce qu'elles sont dégueulasses. Les belges, les Marlboro belges, on les vend 4 euros. Et les Marlboro du bled, 5 euros. Parce que c'est du bled, c'est plus classe.* »

50 Selon Benkheira, « *Au Maghreb, comme dans de nombreuses autres régions islamisées, la viande est l'aliment le plus valorisé. Il est celui qui symbolise la considération, l'honneur, l'hospitalité et, de là, la socialité. C'est également l'aliment qui reflète la stratification sociale.* » (Benkheira, 1999 : 98)

Ces pratiques alimentaires ne correspondent ni à ses goûts, ni à ses normes. En ce qui concerne l'alcool, le café et les sodas, Omar estime que « *le mieux pour le corps, c'est l'eau. Pas l'alcool, pas la boisson chaude... l'eau fraîche.* » Quant au tabac, au shit et à l'alcool, « *c'est péché. Si mon père me voit, il va me tuer* ». Sa santé s'en ressent : Omar est très maigre et m'a demandé si je pouvais lui indiquer une structure de soins, « *parce que... euh... mon urine est rouge et j'ai très mal au ventre* ». ⁵¹ Il narre longuement ses modes de préparation pré-émigration des fruits et légumes frais, du couscous et du thé. « *Quand je suis chez moi, en Algérie, je prends une tomate, je mets un peu de vinaigrette, je la mange comme un fruit. Au chantier, comment je pourrais faire ça ! Non, tout ce qui est fruits, frais, c'est pas possible...* »

Omar apprécie aussi « *les trucs [insiste] bien algériens, kabyles* ». Il dresse les produits « *chimiques* » de l'aide alimentaire contre les produits « *naturels* » de son village natal. « *En Algérie, c'est tout naturel ! Ton jardin, il y a la pomme de terre, carottes, salade. Tous les légumes. Chez nous, il y a pas des produits chimiques. Ma mère, elle fait tout. Le lait, on a deux vaches, pour toute la maison. Tout !* » Il oppose le couscous « *machiniste* » des restaurants de la Goutte d'Or aux vertus culinaires, salutaires et sociables du couscous de sa mère. « *Ce couscous là, c'est du couscous mécanique, c'est du couscous industriel, c'est une machine qui l'a faite, ça se voit, c'est pas une main. C'est pas du vrai couscous. Le vrai couscous c'est celui de ma maman ! C'est pas une machine qui le fait, c'est un être humain. Et ma mère... première catégorie sur la cuisine. Tous les voisins ils venaient chez nous ! Pourquoi ? Pour la cuisine de ma mère. Elle fait un couscous, c'est un médicament, c'est un antibiotique. J'adore quand mes parents ils font la cuisine, ils s'engueulent. Après quand je viens, ils font : "Mais attends, mais t'as vu ce qu'il m'a dit !" (rires) Au bled, en Algérie, mon père: "ça va, au travail, tout va bien?" D'Alger à la Kabylie c'est une centaine de kilomètres, je reviens le mercredi soir, mon père il me fait comme ça : "Vous êtes fatigué mon fils?" "Un petit peu" "Repose-toi". Ma mère : "ça va mon fils?". Ici, il y a personne qui peut te faire ça.* »

Son emménagement à Aubervilliers routinise ses pratiques. Il délocalise ses activités de vente à la station de métro Aubervilliers-Pantin-Quatre Chemins. « *Là, je suis tranquille. Tranquille. Regarder les informations à la télé le matin, déjeuner le midi, aller vendre la marchandise l'après-midi et le soir, dîner le soir... J'habite au troisième étage, tous les matins je vais au café en bas, c'est un gentil garçon, c'est un Kabyle qui est marié avec une Romaniennne.* » L'alimentation passe d'un statut de *time filler*, intercalé entre les séquences de recherche et de vente de marchandise, à celle d'une pratique fixe (Southerton, 2006 : 445).

Ses pratiques de préparation et de consommation s'ajustent à ses goûts. Disposant d'une cuisine, il peut « *faire des couscous bien kabyles, presque comme ma maman* ». Aubervilliers est une commune populaire et immigrée ⁵² : l'offre reste conforme à ses contraintes budgétaires. « *Pour le dîner, toujours, je fais une salade à la maison. Une tomate, une vinaigre, un petit oignon, et une salade verte. Je trouve ça au marché, là, à Aubervilliers Quatre Chemins, c'est pas cher. Pour les autres courses, je vais à Franprix.* » Omar va rarement à la Goutte d'Or, si ce n'est pour « *saluer les connaissances* » et ses anciennes ressources : « *C'est tout à fait normal je vais aller au Royal ! C'est des hommes qui m'ont jamais oublié, des monsieurs qui m'ont fait du bien, je les oublie pas !* »

51 Rachida, 48 ans, émigrée d'Algérie, est sans profession et mère d'un fils de 9 ans. Son mari a aussi vécu à la Goutte d'Or seul et en état d'insécurité alimentaire. Elle raconte : « *Moi mon mari il était malade, avant qu'il me connaisse moi, il a fait l'opération de l'estomac. Parce qu'il était célibataire, il mangeait n'importe quoi ! Un jour, il avait trop trop mal, il a été opéré en urgence. Depuis qu'il est avec moi, ça y est, son estomac il est bien ! (rires)* »

52 En 2011, le revenu net déclaré moyen par foyer fiscal est de 14 914 euros, contre 25 380 à l'échelle nationale (INSEE, 2011a). 41,6% de la population est immigrée, contre 8,7% à l'échelle nationale (INSEE, 2011b).

Les classes populaires stables : partitionner les lieux d'approvisionnement

Configurations familiales et contraintes budgétaires

Kouassi, 62 ans, est retraité depuis un mois. Il émigre de Côte d'Ivoire à Paris en 1982. Titulaire du baccalauréat, il aurait souhaité suivre des études en France. Mais par « nécessité », il est ouvrier, puis agent de sécurité. Sa femme, Blandine, également ivoirienne, est agent de propreté dans un hôpital. Ils disposent d'une carte de séjour et vivent en logement social à la Goutte d'Or depuis 1996. Leurs deux aînés, un fils de 27 ans et une fille de 24 ans, ne sont plus cohabitants, au contraire du dernier fils, Romain, âgé de 21 ans et en recherche d'emploi. Les revenus du ménage (de l'ordre de 2000 euros par mois pour trois adultes) le situent dans les classes populaires.⁵³

Kouassi s'occupe de la plupart des approvisionnements. Chaque soir, en rentrant du travail, Blandine cuisine un plat « africain ». L'activité (préparation et cuisson) lui demande trois heures, de 18h à 21h. Le ménage ne quantifie pas la nourriture selon des portions uniques et individuelles, mais selon des rations étalées sur 24h et collectives. A 21h, Kouassi, Blandine et Romain dînent ensemble. Le plat est ensuite prévu pour le lendemain. Pendant la journée, les trois membres du ménage mangent séparément : Blandine déjeune au travail ; Romain intercale ses repas entre activités sportives et recherche d'emploi ; Kouassi, diabétique, est régulièrement en dialyse. « C'est posé, tu viens, tu te sers. Si c'est froid, tu chauffes, si c'est pas froid, tu manges, voilà, et ça passe. »

Son budget se répartit en postes immuables : « on réserve une part pour la nourriture, une part pour le loyer, une part pour l'électricité... » Le fractionnement des lieux d'approvisionnement facilite la comptabilité : « le budget marché de Barbès, le budget pour Château Rouge... » Sur la table du salon s'alignent des piles de tickets de caisse correspondant à chacun de ces lieux. Kouassi alloue un montant fixe à chaque approvisionnement, auquel s'ajoute le reliquat de la dernière sortie dans le même lieu. « Avant de partir au marché, j'essaye de faire le point de l'argent que j'amène. Pour le marché, je sais que j'ai un billet de 20 euros dans la poche, je reviens, j'ai dépensé 17 euros, je fais le point sur le reste, et après je reviens pour le prochain marché avec 3 euros. »

Accorder principes de quantification et caractéristiques des offres commerciales

Kouassi qualifie les aliments selon deux critères, ethno-raciaux et de santé. Il oppose les « produits africains » (comme « les aubergines africaines, les bananes plantain ») aux « produits européens » (tels que « les courgettes, les concombres, et tout ça »). Kouassi acquiert les premiers à Château Rouge et les seconds au marché de Barbès. Il souligne que les produits « africains » sont « naturels », tandis que ceux « européens » sont souillés par « les engrais, les pesticides ». L'homologie entre qualité ethno- raciale et lieu d'approvisionnement fonctionne aussi en sens inverse : les denrées de Château Rouge sont africaines, donc « naturelles ».

Kouassi me tend une banane ornée d'un autocollant « Ecuador-Del Monte ». « Ça par exemple ça vient de l'Afrique, c'est naturel, il n'y a pas d'engrais dessus, il y a rien. Ça pousse dans la nature, il faut y aller à Château Rouge pour le trouver, parce qu'à Château Rouge c'est moins cher. » Il lève les yeux au ciel. « Mais il y a des commerçants qui veulent nous berner ! Ils prennent au marché de Barbès, des choses de Rungis, pour vendre à Château Rouge ! Du coup ils vendent plus chers en disant que c'est des produits africains. » [Extraits des NE, 18/02/15]

Kouassi isole des « biens de première nécessité », selon ses normes de santé : fruits et légumes, viande et poisson. « Il y a des produits dont on peut se passer pour le bon fonctionnement

53 L'Observatoire des Inégalités propose des seuils de niveau de vie selon le type de ménage. Pour un couple avec un enfant, le seuil de pauvreté (50% du revenu médian) correspond à un revenu mensuel de 1710 euros. La limite entre « catégories populaires » (30% du bas de l'échelle des revenus) et « moyennes » équivaut à un revenu mensuel de 2773 euros (Observatoire des Inégalités, 2014).

de l'organisme, par exemple, le vin, les yaourts, ou le fromage. » Prévalent la « variété » (types de viande, espèces de poisson, variétés de fruits et légumes) et la « fraîcheur » (que Kouassi apprécie de visu). En découlent des pratiques d'achat particulières. Par exemple, sur les 150 euros hebdomadaires alloués à « Château Rouge », Kouassi attribue 30 à 40 euros au poisson. Il privilégie le colisage (meilleur rapport prix-quantité) et les types les moins chers. Mais « *tout est calculé de manière que ce soit un pas... qu'on ne consomme pas trop de la même chose.* » Il acquiert un colis d'un type de poissons, qu'il complète par un autre type au détail. « *Un paquet de tilapias à 15 euros, par exemple. Il y en a six, sept dedans. Donc ça nous fait la semaine... mais on ne mange pas des tilapias toute la semaine. Si le maquereau, au lieu de 5 euros le kilo, il passe à 4 euros 99, on prend ça le jour là. Si le capitaine, le prix est plus bas que le maquereau, on prend plutôt du capitaine.* »

Kouassi n'a pas de poissonnerie de prédilection : il parcourt les poissonneries de Château Rouge et sélectionne selon le prix et la fraîcheur. La concentration spatiale des poissonneries facilite ce travail de comparaison. « *A Château Rouge, il y a trois poissonneries, on va chez l'un chez l'autre, selon la qualité de ce qu'on va acheter. Ils vendent les mêmes choses, mais souvent c'est pas la même qualité. Un poisson, par exemple, il faut regarder, pas les nageoires... comment ça s'appelle... pas les bronches... tu regardes ça. Quand c'est tout rouge, c'est qu'ils sont frais les poissons. Mais quand c'est bleu, c'est que le poisson il est pas frais. C'est ce genre de trucs. De toute façon, déjà les prix affichés t'informent un peu sur la qualité.* »

Une fois la variété et la fraîcheur éprouvées, le prix l'emporte sur toute autre considération. Aussi Kouassi ne voit-il pas d'intérêt aux fruits et légumes biologiques. « *Les fruits biologiques, c'est dans la tête que ça se passe... C'est le même arbre qui produit les différents fruits.* » Il ne va jamais au restaurant. « *Il faut de l'argent pour aller au restaurant. Et ce qu'on vient de manger [nous avons déjeuné un poulet kedjenou], on en aurait eu pour une trentaine d'euros au restaurant, donc bon...* » Il s'autorise juste un café dans l'établissement en face de chez lui. « *Je vais prendre du café au café, tous les deux jours maintenant. Pour des raisons de santé. Quand je reviens de dialyse, je suis pas bien, donc je prends un café, c'est ma nouvelle drogue.* »

Quand en fin de mois, Kouassi n'a pas épuisé l'un de ses sous-budgets alimentaires, il « *améliore la qualité de ce [qu'il] achète.* » Cette qualité renvoie à ses critères de variété et de fraîcheur. « *Le poulet c'est toujours un peu la même chose. Il y a que la viande de bœuf qui est saucissonnée, qui est vendue à divers prix. Donc plutôt que des plats de côtes, je vais acheter du filet de machin, là, le filet de machin qui coûte 32 euros.* »

Kouassi a aussi recours aux grandes surfaces « *pour tous les produits industriels, agroalimentaires. Tout ce qui est emballé, pré-emballé* » et à la boulangerie de sa rue pour le pain. Le choix de grande surface respecte deux critères : promotions et proximité – le premier supplantant le deuxième. Faute de promotions, Kouassi se rend au Franprix et au Leader Price du quartier. Sinon, « *quand il y a des promotions, on s'en va à Carrefour, on s'en va à Auchan. On trouve une quantité assez consistante. Donc on part avec 100 euros, on fait les courses de ce type là. Par semaine.* » Ce Carrefour est sis à Saint-Denis et cet Auchan à Bagnolet. Ces déplacements exigent du temps et de l'énergie, d'autant plus que Kouassi n'est pas motorisé. « *On prend le métro, j'ai pas de véhicule. Et la course, je la charge sur la tête. (rires) Et ça prend une heure. Déjà le fait de tourner, même si on n'y va pas pour durer...* »

En dépit de la régularité de ses revenus et de l'invariabilité de son budget alimentaire, Kouassi se ravitaille en début de mois, « *solidifie* » (Roig, 2009) l'argent fraîchement obtenu avant qu'il ne lui coule entre les doigts.⁵⁴ « *Si c'est le début du mois où j'ai reçu la paye, je préfère investir, prévenir, conserver, m'approvisionner pour garder, que d'attendre... qu'au bout du mois, on sera en manque de sous et en manque de nourriture. Ça posera problème.* » Il maximise les quantités pour

54 Lassana, 56 ans, sans profession et émigré du Sénégal, a une autre métaphore pour cette pratique. « *Quand t'as un peu d'argent, t'achètes, et tu gardes pour secours. C'est comme la voiture, quand tu as l'argent tu fais le plein. Mais si tu as fini, tu as pas l'argent, tu avances pas !* » D'autres études en milieu populaire rapportent des stratégies similaires, comme Perrin-Heredia (2010 : 440-441) et Laé et Murard (1985 : 83).

les « *denrées non périssables* », comme le riz, acquis en sacs de 20 kg, ou les herbes, qu'il congèle. Il exonère d'une telle pratique les « *produits de première nécessité* », indispensables et « *périssables* ». « *Les denrées périssables, c'est tous les deux jours ou une semaine. La viande, même si j'ai les moyens, je peux acheter de la viande que une semaine. puis j'achète encore une semaine, et puis encore une semaine. Les fruits, les légumes, j'achète tous les deux jours. Je peux pas me permettre d'acheter de la viande pour garder dans le congélateur pendant un mois, deux mois.* » L'offre de Château Rouge et son rapport quantité-prix est une ressource.

Ses pratiques de conservation et de stockage s'en ressentent. Son congélateur abonde de provisions : herbes sous sac plastique, sauces, préparées par Blandine, en tupperware... [image 1].

Les classes moyennes et les classes supérieures : respecter un ancrage local

Economie domestique, goûts et idéaux de sociabilité locale : la mobilité à contre-cœur

Laure, 34 ans, est ingénieur environnement. Son mari est ingénieur informaticien. Ils sont propriétaires depuis 2007 et ont une fille de 7 ans et un fils de 5 ans. Laure travaille à domicile : moins contrainte par le temps que son mari, elle se charge presque exclusivement des achats alimentaires, le matin et en semaine. Ce monopole de l'approvisionnement infléchit les pratiques du ménage en faveur des siennes⁵⁵, c'est-à-dire la préférence pour les produits biologiques. « *Il va exclusivement chez Carrefour [du boulevard Barbès]. Il achète des produits bio parce que je suis bio, mais sinon à la base il est pas du tout bio... Bon, il aime bien... Dès qu'il a besoin de faire des courses le week-end, moi je fais jamais de courses le week-end, ça me saoule, donc ça peut être lui. Mais ça va être de l'appoint et il va chez Carrefour direct, il se prend pas la tête à aller loin.* »

Laure s'approvisionne selon des quantités fixes (remplir son cabas), car elle conçoit ses capacités de stockage comme une contrainte. Le budget, lui, n'est pas contraignant. « *Je vais souvent faire les courses, parce que comme on est à Paris, on n'a pas moyen de stocker. On n'a pas une grande cuisine, on a un gros salon, mais on a une toute petite cuisine, et on n'a pas de balcon. Donc on peut absolument pas stocker, donc j'achète l'équivalent d'un caddie. C'est rare qu'il y ait moins, et c'est très rare qu'il y ait plus. Donc je sais pas l'équivalent... en monnaie, en argent, j'en ai pour à chaque fois 50 euros, quoi. Après, ça dépend des produits, évidemment, si j'achète trois bouteilles de champagne, j'en aurai pour 100 euros ! (rires) Mais globalement, quand je fais les courses, je fais... tiens, c'est un bon exercice parce que j'en ai aucune idée.* »

Laure classe et quantifie les aliments à l'aune de ses goûts et de la différenciation des pratiques au sein du ménage. Chaque classe correspond à des lieux d'approvisionnement.

Elle achète les produits biologiques dans un Naturalia situé à environ un kilomètre de son domicile, ce qui est « *loin* ». Elle y trouve les fruits et légumes et « *tout ce qui est pour le petit déjeuner* ». Laure se rend aussi au Carrefour Market du boulevard Barbès (jus de fruits, yaourts et pain de mie) et au Leader Price de la rue de Clignancourt (crèmes, conserves, café, desserts). Dans ces deux derniers lieux, elle prend aussi « *des produits de marque spécifiques* », comme du Perrier. Elle va occasionnellement à la Coopérative alimentaire de la Goutte d'Or pour les légumineuses.

Il lui est inconfortable d'être attachée au quartier mais de l'éviter pour l'alimentation. « *Il faut absolument développer le bio, on est plein à demander. En plus, je pense, ça ferait venir les gens, cadres... On vit ici, on adore la Goutte d'Or, on va au parc, je fais partie de la vie citoyenne, mes enfants sont scolarisés dans le public à la Goutte d'Or, ce qui est beaucoup. Je fais pas mal de choses dans le quartier. Mais on n'y va pas pour acheter. Je sors du quartier. Clairement.* »

Pour Laure, les commerces relèvent d'une sociabilité de quartier-village, à laquelle devraient s'intégrer les « *cadres* », mais aussi les « *Africains* » et les « *Maghrébins* ». Elle ne souhaite pas « *tout virer, toutes les boucheries africaines, non, faut que tout le monde soit content* », mais

55 La mise en couple implique fréquemment l'accommodement des pratiques alimentaires des hommes à celles des femmes (Kemmer *et al.*, 1998 ; Schafer *et al.*, 1999 ; Marshall et Anderson, 2002).

Image 1. Le congélateur de Kouassi : l'usage stratégique du stockage



Etage 1 (de bas en haut) : viande

Etages 2 et 3 : herbes et plantes africaines

Etage 4 : tupperwares de sauces préparées par Blandine et viande

« développer cette diversité, faut vraiment mixer les commerces, ça amènerait plein de gens, ça c'est sûr. » Laure est « préservationniste » [chapitre 5]. Elle fréquente un caviste du quartier. « J'étais super contente de trouver un caviste. On aime bien le vin, c'est trop important... mais il marche pas du tout. Il me dit que c'est un peu dur. Mais faut pas qu'il ferme du tout. »

Laure achète « des trucs pour les enfants », comme « des Danette, Flamby » à Carrefour, Leader Price et Picard. Son mari déjeune au travail et ses enfants mangent à la cantine. Les quatre dînent ensemble, « en général que des légumes, ou bien beaucoup de, je sais pas comment on appelle ça, des légumineuses, des féculents... tout ce qui est riz, pâtes, lentilles, quinoa, semoule. »

Elle réserve la viande et le poisson aux déjeuners du week-end. Elle les acquiert dans une boucherie et une poissonnerie situées vers « la mairie » (du XVIII^e arrondissement). A cet endroit, elle se rend aussi chez un fromager – « ça aussi, il y en a pas dans le quartier ». Laure regrette le temps du déplacement : il enfreint l'idéal de commerces de quartier-village. « La mairie, il faut compter à la fois 20 minutes. Donc 20 minutes pour y aller, revenir, au final j'en ai pour une heure. » Les poissonneries et les boucheries du quartier ne sont conformes ni à ses principes de quantification, ni à ses goûts, attachés à des dispositions façonnées pendant l'enfance. « Mon père est breton, du Morbihan, je suis habituée à ça, des beaux étalages. Mais là, c'est pas des beaux étalages, c'est des grosses caisses, du poisson qui vient d'on ne sait pas trop où. » Les boucheries la révulsent. « C'est une histoire d'habitude, de goûts. Tu vois, c'est vachement ancré... parce que les boucheries, je peux pas entrer. J'arrive pas ! Je sais pas, c'est bête, parce que ceux qui la bouffent, ils se portent très bien, donc il y a pas de raison. Mais c'est impossible pour moi, ça me donne envie de vomir, c'est affreux, ces grosses têtes de mouton... Donc ça c'est l'éducation je pense, je sais pas. Et eux j'imagine, ils doivent dire la même chose... le cochon, de le voir, ça doit les rebuter autant que moi ça me rebute. » Elle blâme ces commerces, car « assez exclusifs », voués aux « Africains ». Ils violent le modèle de sociabilité de quartier-village inter-ethnique.

Mobiliser l'offre commerciale locale pour l'exotisme culinaire

Laure utilise le quartier pour assouvir un exotisme culinaire – tant qu'il reste consonant avec ses principes de quantification, goûts et dispositions. Elle qualifie toujours les commerces concernés en termes ethno-raciaux, mais ne les taxe plus d'« exclusifs ». Ma Mung et Simon (1990) dressent une typologie des commerces tenus par les immigrants en fonction des traits ethniques des produits et de la clientèle visée. Les commerces communautaires vendent aux immigrés des denrées du même pays d'origine. Les commerces exotiques distribuent aussi des produits marqués ethniquement, mais à une clientèle issue du pays d'accueil. Les commerces courants ou banals, de proximité, ciblent une clientèle indifférenciée ; les produits n'ont pas de qualité ethnique spécifique (Ma Mung et Simon, 1990 : 41-44). Aux yeux de Laure, les commerces seyant à la sociabilité de quartier-village inter-ethnique mêlent ces trois caractéristiques. Ils doivent être localisés dans le quartier et s'ouvrir aux goûts et attentes des « Français », des « Maghrébins » et des « Africains ».

Ainsi, Laure prend une « tradition » chez « une super boulangerie d'un reubeu, il est tunisien le mec ». Elle décrit avec ravissement la profusion boulangère et pâtisseries internationale de l'endroit. « Le pain, il est bon. Il y a de tout, des baguettes françaises, des baguettes italiennes, des pains plats, des pains au chocolat et tout ça, des produits orientaux, des desserts, les petits gâteaux orientaux là, des sandwiches... » « Chez les reubeus » et dans les « petites épiceries vraiment africaines », Laure achète des épices, des pistaches, des olives, du tahiné et de la menthe : « des trucs qui coûtent une blinde en supermarché, et là ça coûte rien ». Elle cuisine alors occasionnellement des « plats africains », « des trucs pas compliqués, comme les mafès, les colombos ». Avec des amis, elle se rend dans des restaurants « africains et indiens » du quartier.

En somme, pour Laure, « la pluri-ethnicité est réduite à l'ouverture tardive des commerces, à la diversité, au choix très large des restaurants du quartier, source de dépaysement sans fin, à la

profusion des produits exotiques » (Toubon et Messamah, 1990 : 497-498). Cette qualité exotique s'indexe strictement au quartier. Seules deux habitudes détonnent, chacune correspondant à une étape de sa trajectoire résidentielle : un « *super couscous de la mort* » rue Muller et un « *chinois* » aux Abbesses. Dès que les lieux de restauration se départent de cet exotisme, Laure évite la Goutte d'Or, semi-inconsciemment. « *On aime bien aller dans les bars, mais on va jamais à la Goutte d'Or. C'est con, d'ailleurs, une bière c'est une bière, il y a pas de raison... mais on n'y pense pas, quoi, je sais pas comment dire, c'est un peu bizarre.* »

Classes sociales et configurations spatiales des pratiques alimentaires

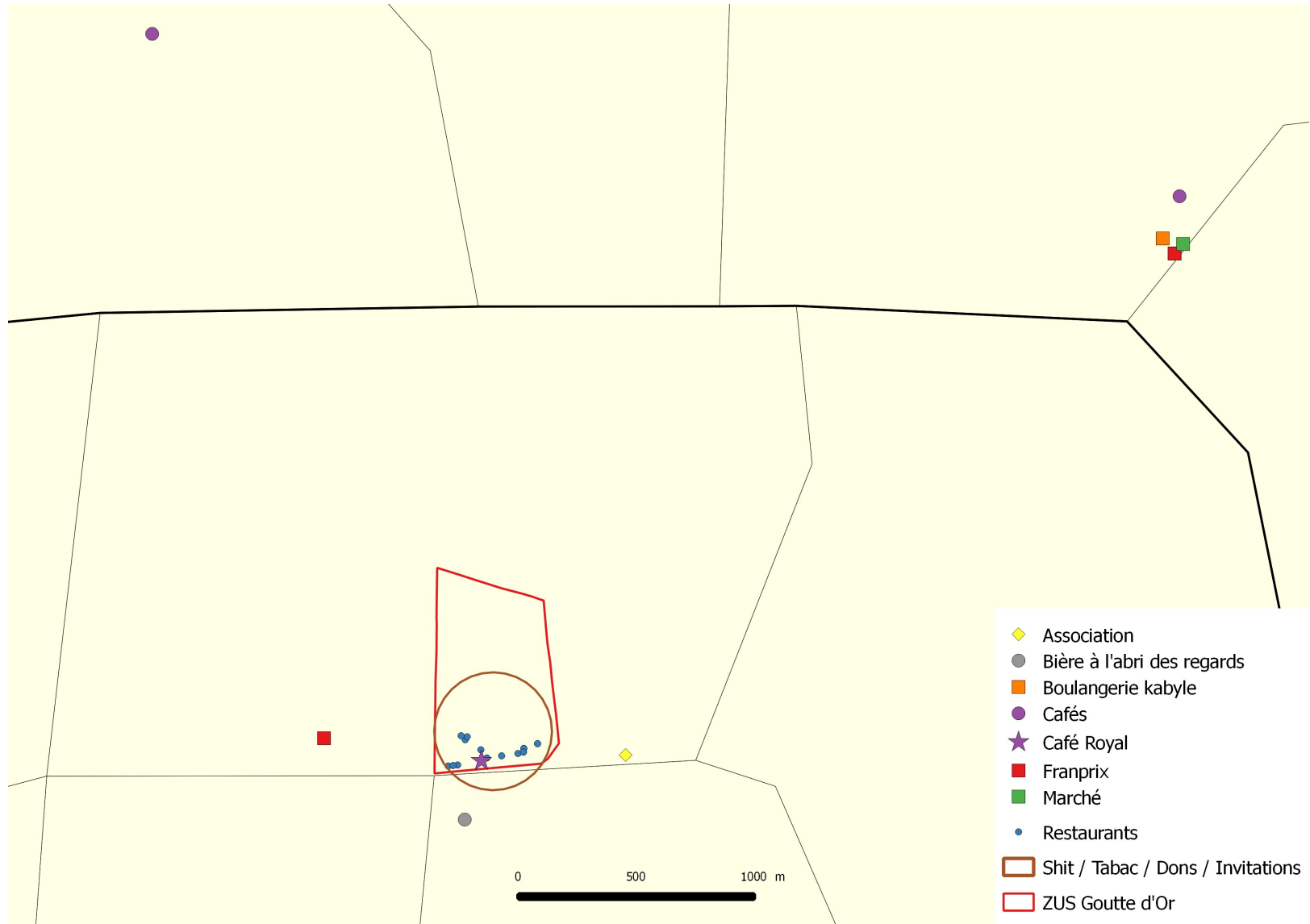
Les rapports à l'espace liés à l'alimentation sont différenciés socialement. Les cartes 7 (Omar), 8 (Kouassi) et 9 (Laure) l'illustrent.

Les classes populaires précaires subissent des contraintes budgétaires et temporelles dues à la précarité de l'emploi, des entraves aux pratiques culinaires dues à la précarité du logement, et un manque d'occasions commensales dû à la précarité relationnelle. Ces personnes souffrent, à des degrés divers, d'insécurité alimentaire. Pour ajuster leurs pratiques alimentaires à leurs goûts et principes de quantification, elles diversifient de manière stratégique des lieux de ressources. Le trajet de la galette kabyle de Omar est un exemple, de son achat associé au réassort de tabac de contrebande à Aubervilliers, jusqu'à sa consommation sur le boulevard de La Chapelle parallèlement à la vente du tabac, via son stockage au café Royal lié à l'absence de logement.

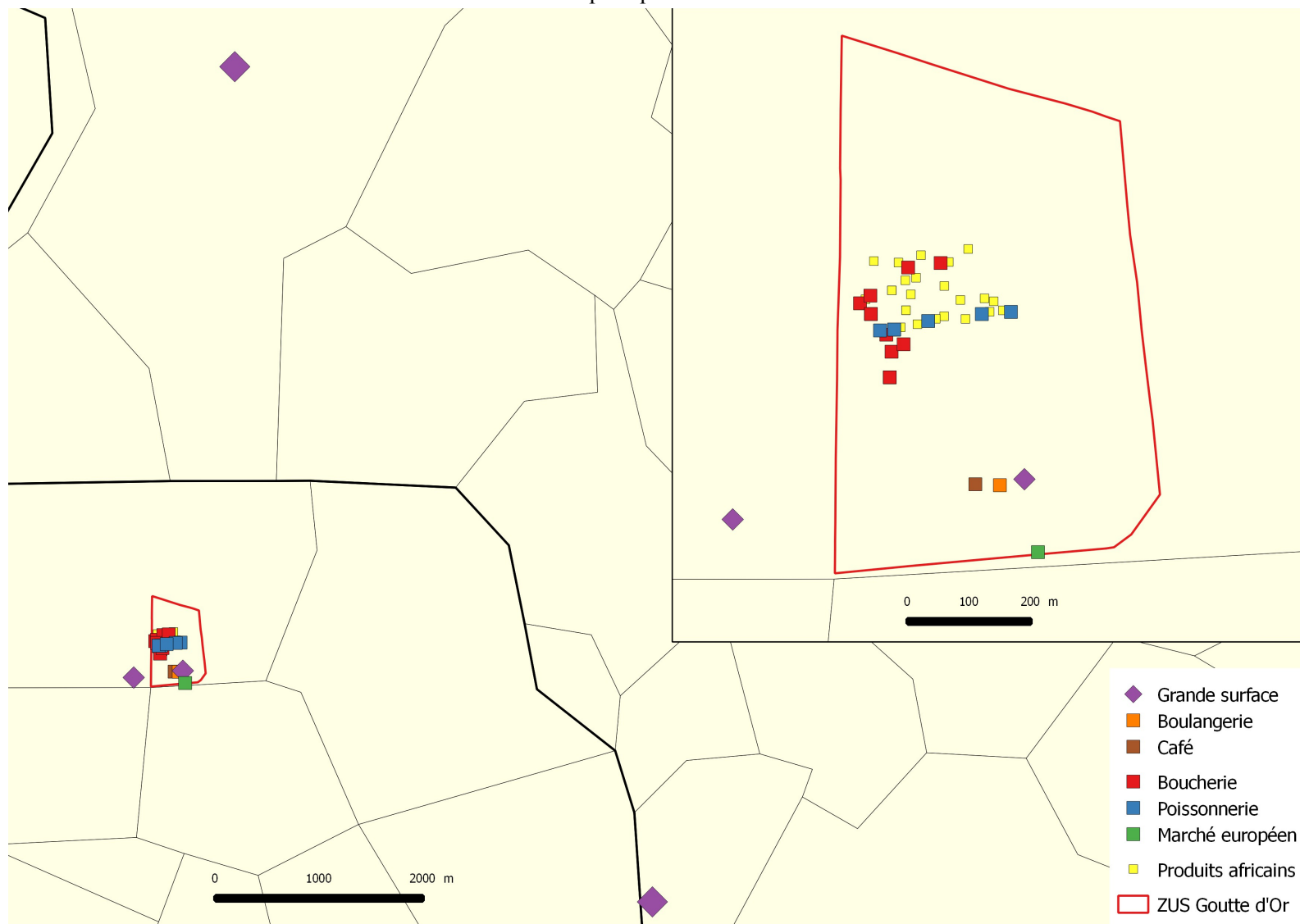
Les classes populaires stables ont des ressources budgétaires limitées. Elles déploient alors des stratégies de partitionnement des lieux d'approvisionnement, situés dans les centralités commerciales populaires et immigrées de Paris et de la petite couronne. Par exemple, Kouassi achète la viande dans diverses boucheries de Château Rouge, selon le prix, la variété et la fraîcheur. Il obtient les produits transformés à la Goutte d'Or (Franprix, Leader Price), Bagnolet (Auchan) et Saint-Denis (Carrefour), selon les promotions.

Les classes moyennes et les classes supérieures sont moins contraintes par l'argent. L'offre de la Goutte d'Or est orthogonale à leurs goûts et principes de quantification. Leurs pratiques alimentaires ont alors lieu hors du quartier, mais le plus proche possible. En effet, cette mobilité contrevient à leur conception des commerces : bornés au quartier et gages d'une sociabilité villageoise et inter-ethnique. Par exemple, hormis celles relevant de l'exotisme culinaire ou du soutien à la « *diversité* » des commerces (caviste, coopérative), les pratiques alimentaires de Laure se déploient hors de la Goutte d'Or, tout en se cantonnant au XVIII^e arrondissement de Paris.

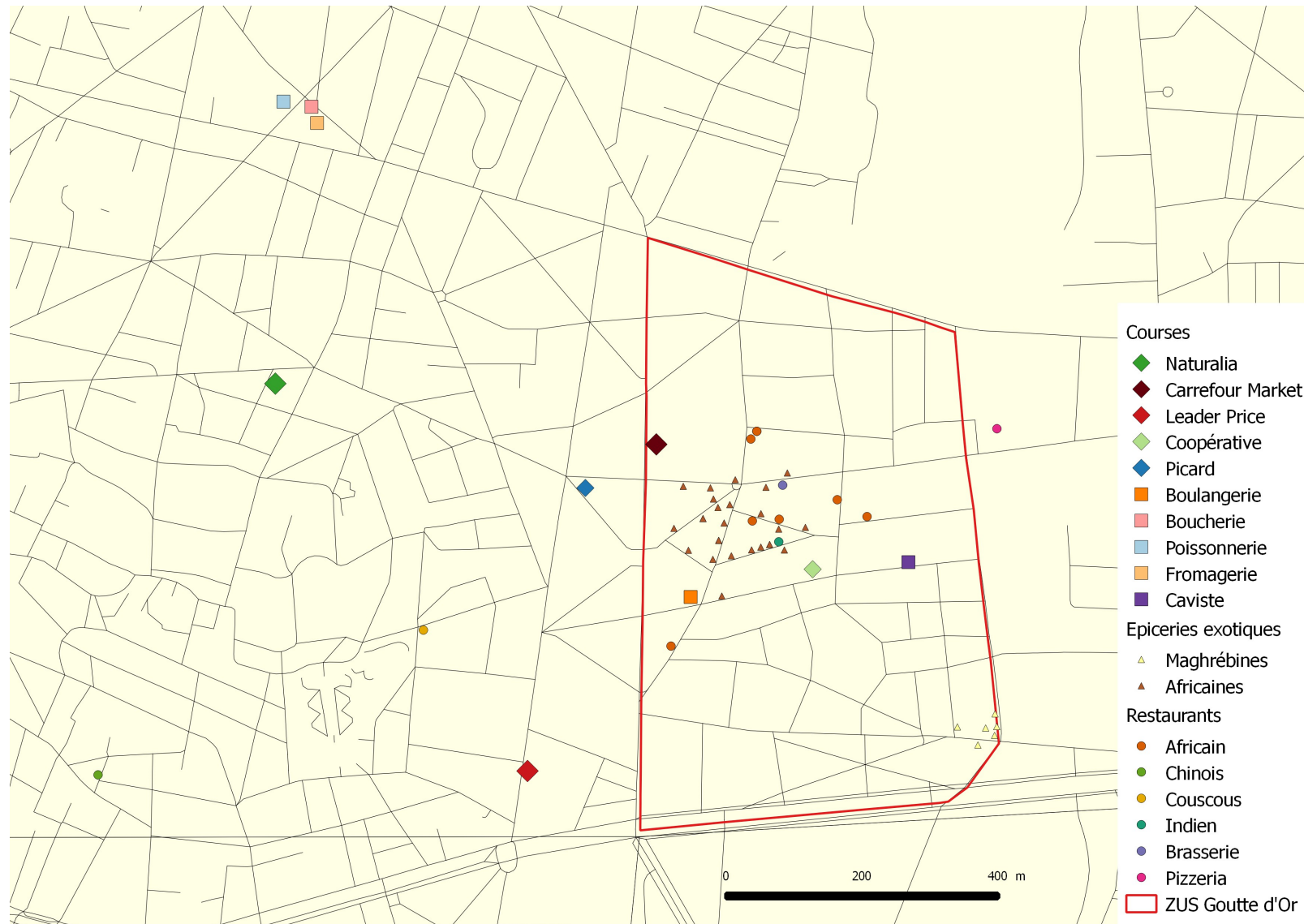
Carte 7. Lieux des pratiques alimentaires de Omar



Carte 8. Lieux des pratiques alimentaires de Kouassi



Carte 9. Lieux des pratiques alimentaires de Laure



AC Nielsen SAS GMS – TradeDimensions (2013) / Licence d'utilisation finale ALISS-INRA

APUR – BD COM 2011 / Acte d'engagement Sciences Po

IGN – GEOFLA® 2014 / Licence Ouverte

IGN/INSEE – Contours IRIS...2010 / Licence Recherche et Enseignement Sciences Po

La différenciation sociale singulière des usages stratégiques de l'espace

A propos de l'éducation, Oberti (2007) montre que les classes moyennes et les classes supérieures sont mieux dotées en écoles dans leur quartier de résidence que les classes populaires. De surcroît, elles contournent davantage la carte scolaire, vers des établissements parfois très éloignés de leur domicile. Dans le cas de l'alimentation, à la Goutte d'Or, cette différenciation sociale des rapports à l'espace est inversée. Contrairement aux classes moyennes et aux classes supérieures, les classes populaires disposent d'équipements collectifs qui leur conviennent. Qui plus est, elles mettent au point des stratégies de mobilité relativement lointaine, vers la petite couronne.

Pour le modèle de la dualisation sociale (Sassen, 1996 [1991]), les déplacements des classes populaires s'aiguillent des espaces périphériques, où elles résident, vers les espaces centraux métropolitains, où elles travaillent. Le cas de l'alimentation contribue à dessiner une géographie métropolitaine différente. La mobilité urbaine hors-travail n'est pas un privilège des classes moyennes et des classes supérieures ; les pôles d'attraction métropolitains se situent aussi dans les espaces périphériques.

Conclusion

A la Goutte d'Or, les classes populaires précaires trouvent des ressources (réseaux de solidarité, faveurs accordées par les commerçants, offre à bas prix) pour pallier l'insécurité alimentaire. Mais elles cherchent aussi à diversifier leurs lieux de ressources, y compris dans d'autres quartiers populaires et immigrés de Paris et de la petite couronne. Des difficultés d'accès aux transports entravent ces stratégies de mobilité.

Les classes populaires stables bénéficient, à la Goutte d'Or, de commerces adaptés à leurs principes d'économie domestique et à leurs pratiques alimentaires. Mais elles élaborent aussi des stratégies de mobilité, dirigées vers les centralités commerciales populaires et immigrés de Paris et de sa banlieue proche. La non-motorisation gêne ces déplacements.

Les classes moyennes et les classes supérieures, pourtant désireuses de s'approvisionner localement, se désolent de la dissonance entre l'équipement commercial local et leurs principes d'économie domestique et leurs pratiques alimentaires. Leur mobilité est circonscrite à l'arrondissement et piétonne.

L'approche métropolitaine de l'inscription urbaine des pratiques alimentaires montrait que les individus qui font leurs achats alimentaires à la fois dans et hors leur quartier de résidence ont une plus forte probabilité de consommer fréquemment les quantités recommandées de fruits et légumes, par rapport à ceux se restreignant à leur quartier de résidence [chapitre 1]. L'approche localisée et compréhensive montre que cette mobilité, caractéristique des classes populaires, relève de stratégies d'accommodement entre goûts et contraintes budgétaires.

Quelles sont les incidences de la différenciation sociale de ces pratiques sur les modes de cohabitation entre groupes sociaux ? Le chapitre suivant aborde le travail de l'espace par les pratiques alimentaires.

Chapitre 4. Quand les pratiques alimentaires travaillent la ville : styles de vie, cohabitation sociale et gentrification.

Des Africaines étalent des vêtements et des produits de beauté sur les carrosseries des voitures garées rue Poulet. Elles vendent aussi du maïs bouilli ou grillé de chaque côté du marché Dejean. En se promenant rue Myrha, rue Poulet ou rue des Poissonniers, des cris suivent vos pas : « Subu, subu ! » pour Subutex, « Marlboro, Marlboro ! » Et : « Maïs chaud, maïs chaud ! » Quand une patrouille de policiers se profile, tout ce monde s'enfuit. Le commerce illicite occupe les trottoirs face aux tissus africains, aux boucheries halal, aux restaurants sénégalais et nord-africains, aux cafés sombres où des hommes boivent du thé et jouent aux dominos, aux librairies d'ouvrages pieux, aux épicerie qui restent ouvertes jusqu'aux petites heures de la nuit, aux cabines d'où l'on peut téléphoner dans le monde entier, aux marchands de mystérieux légumes, aux poissonneries qui proposent des marées exotiques. Les boulangeries sont tenues par des Maghrébins qui savent cuire des pains ronds mais peinent à retrouver le goût des croissants.

Maurice Goldring (2006), *La Goutte d'Or, quartier de France. La mixité au quotidien*, Paris : Autrement, p. 12.

Le façonnement de l'espace par les pratiques alimentaires

L'étude de la différenciation des pratiques alimentaires à la Goutte d'Or révèle une fine stratification sociale locale. L'éclectisme distingue les couches supérieures des classes populaires, les immigrés et installés de longue date, les individus affectionnant le quartier et insérés dans ses réseaux de sociabilité. A l'inverse, les classes supérieures ou les immigrés récents les moins attachés au quartier, et les classes populaires précaires et tributaires de la solidarité locale, sont peu éclectiques [chapitre 2]. Les classes populaires précaires cherchent à remédier à l'insécurité alimentaire en multipliant leurs lieux de ressources. Les classes populaires stables utilisent les commerces du quartier, mais sont aussi très mobiles. Les classes moyennes et les classes supérieures voudraient s'approvisionner dans le quartier, mais l'offre commerciale locale ne leur sied pas [chapitre 3]. Comment ces groupes sociaux aux pratiques différenciées cohabitent ?

Ce chapitre montre que la confrontation des styles de vie à l'échelle locale produit des micro-mécanismes de ségrégation et freine le processus de gentrification. On se focalise sur les deux principales « *petites centralités* » (Lallement, 2010 : 87) : les boucheries de Château Rouge et les restaurants et cafés du secteur sud de la Goutte d'Or (abrégé en « Goutte d'Or ») [carte 4]. Ces centralités sont conformes aux styles de vie populaires et immigrés. L'incompréhension mutuelle des groupes sociaux quant à leurs pratiques cristallise des tensions relatives aux ordres d'interaction, d'où des pratiques d'évitement et l'affirmation des logiques de distinction. Les styles de vie populaires et immigrés, visibles et démonstratifs, freinent subtilement la gentrification.

Encadré 7. Réaliser une ethnographie urbaine sur le façonnement de l'espace par les pratiques alimentaires

Mener une ethnographie urbaine attentive aux styles de vie, aux logiques de distinction, aux interactions, à la ségrégation et à la gentrification soulève des défis méthodologiques.

J'ai enquêté de manière régulière de juillet 2014 à avril 2015, afin de prendre en compte la saisonnalité (notamment les fêtes religieuses), et à toute heure du jour et de la nuit, pour approximer « *un diagramme de l'intensité de l'activité en fonction de l'heure et du jour* » (Peretz, 2004 : 60).

La sensibilité à tous les groupes sociaux complexifie le travail d'ajustement à autrui [encadré 6]. Chaque groupe requiert un rôle « *acceptable* » (Hughes, 1997 [1971] : 267) de ma part. Pour tous, le

statut d'étudiant est avantageux : je cultive une image d'innocence, d'absence de préjugés, d'ouverture d'esprit et de disposition à apprendre (Bizeul, 1998 : 763). Auprès des enquêtés des classes populaires, je mets occasionnellement à profit mon statut d'étudiante aux faibles ressources, afin de contre-balancer la domination sociale due au niveau d'éducation.⁵⁶ Mon langage, mon hexis corporelle et mon habillement visent la neutralité de classe, de genre et d'orientation sexuelle, avec des amendements selon les groupes sociaux. Par exemple, aux pôles extrêmes de l'espace social de la Goutte d'Or, j'opte pour un sweat-shirt ample, un jean et des baskets troués pour les séances d'observation nocturne dans la rue auprès des marginaux. Je me vêts d'un jean, de baskets non troués et d'un sweat-shirt plus serré pour les entretiens au domicile des classes supérieures.

Goffman admet les difficultés et les limites de l'« *observation naturaliste non systématique* » des interactions en public (Goffman, 1973a [1963] : 17). Je déploie trois stratégies. Premièrement, je multiplie les entrées vers les significations indigènes des interactions. J'articule observation non-participante (par exemple, observer l'activité d'une boucherie) et participante (par exemple, s'insérer dans l'ordre des clandestins de la Goutte d'Or). Je combine entretiens compréhensifs (36 enquêtés) et discussions spontanées, de quelques minutes à une demi-heure (environ 150 enquêtés). Deuxièmement, je suis attentive aux situations de coprésence et à l'« *environnement sensoriel* » – visuel, thermique, tactile, auditif et olfactif (Emerson *et al.*, 2011 ; Wacquant, 1989, 2015) des interactions. Troisièmement, je décris finement les contextes spatiaux des interactions. La composition de notes ethnographiques s'en ressent. Je cherche à restituer avec précision et épaisseur sensible et sensorielle le contexte, les individus et les actions : « *[write] as fully and lushly as you can* » (Goffman, 1989 : 131).

« *[Le] premier réflexe [des étudiants] est toujours de choisir un objet où ils peuvent observer à distance, ne pas être pris dans des interactions, observer à couvert, ne pas avoir à s'impliquer dans des relations personnelles, à justifier leur présence. C'est cette crainte qui explique le choix spontané des lieux publics comme thème d'enquête, des interactions anonymes, entre inconnus : le modèle du genre est le (grand) café, mais on peut aussi citer les grands magasins, les fast food, les gares, des lieux de passage où les interactions sont sans lendemain, c'est-à-dire sans conséquences.* » (Beaud et Weber, 2010 : 31-32). Ce mémoire veut convaincre du contraire. Une ethnographie urbaine incluant les espaces publics et de restauration est possible. Ces terrains ne sont pas faciles ; il faut négocier et élaborer son « *droit d'entrée* » (Darmon, 2005 : 98). Les interactions qui s'y tiennent ont des conséquences.

L'accommodation de l'équipement commercial aux styles de vie populaires et immigrés

Il existe une homologie entre les styles de vie populaires et immigrés et les caractéristiques des centralités commerciales (disposition spatiale, produits, modes d'exposition commerciale, temporalités d'activité, pratiques d'achat).⁵⁷

Les cafés et restaurants de la Goutte d'Or : une accommodation aux styles de vie des classes populaires maghrébines

Les cafés et restaurants de la Goutte d'Or se groupent entre le square Léon et le marché de Barbès [cartes 3, 4 et 5]. La continuité spatiale suit la continuité des pratiques : approvisionnement au marché, sociabilité autour d'un déjeuner dans un restaurant ou d'une pause dans un café, détente au square. Ce triptyque est un motif fréquent des mercredi et samedi matins des classes populaires maghrébines, en particulier des familles et des personnes âgées.

56 Venkatesh (2002), enquêtant dans les quartiers noirs ségrégués de Chicago, raconte que ses revenus (une bourse de thèse) approchant ceux de ses enquêtés, ceux-ci virent son travail de terrain comme de la débrouille, à l'image des petits boulots et trafics. J'ai usé de la même stratégie auprès de Rafik et de Jamal, dealers. Le premier chargea « *les travailleurs sociaux, les journalistes, l'Etat, des corrompus, alors qu'[il se] débrouille* », m'y enrôlant implicitement. Le deuxième m'accusa d'être « *une blanche qui vient fouiner dans la vie des Arabes* ». L'entretien prit un tour plus serein quand j'expliquai « *faire ness-bi, me débrouiller comme tout le monde, en étant honnête avec les gens* ».

57 Voilà un biais de causalité inverse pour l'identification des effets de l'offre sur les pratiques alimentaires [chapitre 1].

Sassouma et moi effectuons l'entretien depuis près d'une heure, dans l'aire de jeu 0-6 ans du square Léon, vide en ce froid dimanche d'hiver. Nous discutons et nous mouvons au gré des explorations ludiques de sa fille Fadima, entre le poney à ressort et le mini-mur d'escalade. S'approche Karim, trentenaire, flanqué d'une petite fille de 3 ans. « *Ah, bonjour ! On s'était vu ici il y a quelques mois, non ? Elle va bien la petite ?* » Il remarque mon carnet et mon dictaphone. « *Vous êtes étudiante, journaliste ?* » Sitôt exposé l'objet de ma présence, l'entretien individuel débouche sur un focus group. Karim s'épanche. « *On a la chance d'avoir le marché de Barbès. Moi, ma famille, au marché, on fait beaucoup d'économies. C'est un marché de fruits et légumes, le poisson aussi, les laitages. Quand on arrive à la fin du marché, moi j'y vais vers 1h, comme j'habite en face, je suis gardien de l'immeuble du [XXX]. Et là, t'as deux kilos de clémentines pour un euro ! Non, j'avoue, au niveau de l'alimentation, on est gâté ici ! (rires)* » Sassouma acquiesce. « *Ouais, c'est vrai que c'est pratique* ». Karim complète « *Des restaurants, aussi, il y en a partout, pas chers du tout. Le self-service, 5 euros le plateau. Un plat, avec un verre de thé, 5 euros. Quand on veut pas cuisiner, genre le samedi, après le marché, on a ça.* » [Extraits des NE, 01/02/15]

12h30. Abdelhakim et Farid, deux septuagénaires émigrés d'Algérie, jouent aux dames dans l'allée centrale du square Léon. Les bouchons verts de Sprite et rouges de Coca-Cola, faisant office de pions, s'entrechoquent gaillardement. Les échanges sont animés et taquins. « *C'est fini, je vais gagner* » « *Non c'est pas fini, tu vas pas gagner !* » Abdelhakim relève sa chapka. « *Là, je suis en train de gagner ! (rires). Après on va au marché, et après on va prendre le thé avec des amis.* » [Extraits des NE, 04/02/15]

Pour les vendeurs à la sauvette de marchandise de contrebande, la concentration des restaurants et cafés s'accommode des rythmes et espaces de travail et d'un jeu fin de dissimulation auprès de la police. Ils noient les transactions, brèves et opportunistes, dans une présence continue dans l'espace public, à la fois discrète et hyper-active. Ils enrôlent les cafés et restaurants dans cette stratégie d'occultation des échanges illicites. La transaction peut être couverte par la prise d'un café ou d'un thé dans la rue : les cafetiers servent dans des gobelets de plastique ou consentent à ce que les verres sortent de l'établissement. Les transactions ont également lieu à l'intérieur. La facilité de transition entre la rue et les restaurants et cafés est également matérielle (portes ouvertes, vitrines sur la rue). Les consommations sont peu chères ; les employés accordent des réductions et des services, comme entreposer des provisions [chapitre 3].

14h. Sur la place à l'angle des rues Caplat et de la Charbonnière, Farès fait le pied de grue. Son regard est à la fois absent et scrutateur. De fait, il semble me repérer dès que j'atteins le milieu de la rue Caplat. « *Ça va ? Tu veux un thé ?* » « *Salut Farès ! Tu vas bien ?* » Il s'éloigne sans que je puisse parlementer quant au thé. Quelques instants plus tard, il me tend un verre du Café Royal empli de liquide brun et tapissé de feuilles de menthe. Il se livre. « *C'est dur, Coline... Là je viens d'acheter des vêtements, je vais les revendre. Il y a pas longtemps, la dernière fois, j'ai travaillé sur le marché, là, à Barbès.* »

J'échange régulièrement avec Farès, clandestin algérien de 31 ans hantant le boulevard de La Chapelle. A chaque fois, nous discutons de son dernier repas. « *Bah je mange toujours ici, dans le quartier, c'était il y a une heure, là.* » Il jette un œil vers le kebab derrière nous. Un fumet poulet-frites s'échappe de la porte ouverte et se dissipe dans l'air froid hivernal. J'observe quelques instants à travers la vitre et reconnais un autre habitué du boulevard de La Chapelle : Larbi, vendeur de cigarettes à la sauvette. Il est attablé avec un autre homme, d'une quarantaine d'années. Sur les tables, deux assiettes de couscous et deux canettes de Coca-Cola. Sous les tables, un sac de plastique bleu, épousant la forme de cartouches de tabac.

Je reste 20 minutes aux côtés de Farès. Mais je les décrirais plus comme une coprésence avec intermittences de bavardage qu'une discussion. Farès garde une proxémie à mi-chemin entre conversation et simple voisinage de trottoir. Il place sa silhouette en ouverture vers les autres et pivote régulièrement. Il harponne ceux qui transitent dans un tampon d'un mètre autour de sa personne. L'une de ces interactions suscite un échange de deux billets de 20 euros. « *Encore des vêtements, je vais les revendre.* »

Farès me propose de rapporter mon verre au Café Royal. Il se fond dans la foule. Je le perds de vue ; il ne revient pas. Je reproduis l'hexis corporelle des usagers de la place ; je tournoie et tchatte. J'accroche Larbi, sortant du kebab, et l'interroge doucement sur l'identité de son partenaire commensal. « *C'est un pote à toi ?* » « *Euh, non, c'est un monsieur qui me vend de la marchandise, on en a profité pour manger ensemble.* » [Extraits des NE, 31/01/15]

Pour Toubon et Messamah, grâce aux commerces, l'immigré « *entend sa langue* », « *goûte sa cuisine* », « *se sentir appartenir à un groupe* », « *supporte le hors-quartier* » et « *tient le coup sans violence* » (Toubon et Messamah, 1990 : 301). Dans le cas des immigrés clandestins, ces propos méritent discussion. Ils ne fréquentent pas tant ces cafés et restaurants pour leur cuisine, dont ils critiquent le goût et la qualité [chapitre 3], mais plus pour leur prix et leur praticité. Ces établissements servent à se protéger de la police, plutôt qu'à manifester un entre-soi communautaire.

Les cafés accueillent aussi la population toxicomane. Ils offrent un cadre de consommation sécurisant et des opportunités de socialisation.

Je m'entretiens avec Jean-Michel dans un renforcement de rue. Ex-fumeur de crack, il vit en hôtel social. Ayant résidé 25 ans à la Goutte d'Or, il y passe l'essentiel de ses journées, déambule dans les rues, salue les associations, parle aux marginaux. Une odeur d'urine s'invite dans la conversation. Un homme d'une quarantaine d'années, visage décharné, yeux rouges, ajuste laborieusement sa braguette, tandis que le liquide s'écoule sur le trottoir. Jean-Michel le tance. « *Je t'ai toujours dit, mon frère, tout est dans la dose, tout est dans la dose, papa. Parce que là, en six mois, t'as vu comment t'as changé? T'as vu comment t'as fondu?* » « *J'ai perdu quarante kilos* », murmure l'homme, yeux baissés. « *Le problème, c'est que tu prends un truc, normalement c'est du plaisir. Essaie de gérer ça, de trouver du plaisir, prends ton truc. Va quelque part, dans un bar, dans un café, pose-toi, parle aux gens...* » [Extraits des NE, 27/07/14]

Les cafés et restaurants se segmentent en fonction de la clientèle visée : clandestins et marginaux d'une part, familles d'autre part. Ce ciblage est affiché (par exemple, le Restaurant Familial, rue de Chartres [image 2]) ou détourné (ne pas admettre des activités illicites, fermer tôt, soigner son intérieur). Pour les clandestins et marginaux, fréquenter un café ou un restaurant « *pour les familles* » est gage d'une sociabilité respectable et protectrice, notamment pendant le ramadan.

18h. Nasser se tient adossé au garde-corps de la station de métro Barbès-Rochechouart. Posture tendue et imposante, pivotements de tête lents et contrôlés, regard à la fois effacé et attentif. Ses scans visuels s'arrêtent sur moi. « *Salut Coline ! Tu viens, on fait un tour ?* » Nous prenons la direction d'un café du boulevard de La Chapelle. Nasser hoche obséquieusement la tête vers le serveur, qui réplique par un regard bienveillant. « *Les anciens du bled ils m'ont présenté à lui, il sait que je suis un client réglo, je fais pas les bêtises. Parce qu'en fait, les familles algériennes qui vivent à la Goutte d'Or, on les connaît pas. Ce sont des gens, ils sont arrivés en France, années 60, 70. Ils ont pas la même mentalité. Je connais aucune famille dans le quartier. Et il y a des gens qui arrivent là, ils vont déranger les gens. Donc là, le patron il sait, je suis gentil, je suis intégré avec la mentalité française. Il y a des gens qui viennent, comme des clients, mais ils font le business dedans, ils crament le café.* » Nous déambulons ensuite dans le quartier. « *Là il y a encore du monde, mais à partir de 20h, 21h, le quartier il est vide. Ça veut dire, les mecs que tu croises dans les cafés, dans la rue, c'est qu'ils sont dans le trafic de stupéfiants. Les mecs gentils, les mecs sérieux, ils rentrent chez eux. Même, comment s'appelle... les vendeurs à la sauvette.* » Nasser commente chaque restaurant. Un décor en arabesques attire sa verve. « *Ça, c'est un restaurant pour les familles, ça attire les familles. Le décor, le décor de la restauration, à l'intérieur, c'est comme au bled, on dirait la casbah ! Alors que parfois les cafés, les bars, ils cherchent pas à se donner une ambiance, c'est parfois un peu crade... Les familles arabes qui arrivent, par exemple, qui viennent manger, s'ils entendent des mots mal... C'est pour ça, ils le laissent propre le restaurant, les monsieurs. Même quand tu viens tout seul, il faut respecter les gens qui viennent en famille.* » Devant nous se dresse le Restaurant Familial. « *Les gens qui habitent seuls qui font le ramadan, il va pas rentrer chez lui pour manger... Moi, mon restaurant pour le ramadan, c'est ça.* » [Extraits des NE, 29/01/15]

Les boucheries de Château Rouge : une accommodation aux styles de vie des classes populaires africaines

La disposition en grappes et les modalités de présentation et de quantification de la viande des boucheries de Château Rouge concordent avec les pratiques des classes populaires africaines

Image 2. Le Restaurant Familial, un restaurant « pour les familles »



décembre 2014

Sur la place, les hommes tournoient et restent autour de quatre hotspots : les abords du Restaurant Familial, le McOmar (un fast food *halâl* dont le logo imite les arches dorées de son homologue américain), l'interstice entre la bibliothèque et le centre musical et l'agence de voyages. Les femmes, elles, traversent d'un bon pas. [Extraits des NE, 30/07/14]

Image 3. Une boucherie de Château Rouge : la congruence avec les pratiques des classes populaires africaines



mars 2015

La caisse de plastique blanche contient des pieds de vache [chapitre 2]. La viande en vitrine n'est pas désossée. Pendent des carcasses de poulet. Les affiches proposent des lots (par exemple, tout à gauche, 1 kg de queue de bœuf, 1 kg de tripes de bœuf, 1 kg de bœuf bourguignon, 1 kg de poulet kedjenou et 1 kg de merguez pour 33 euros).

[chapitre 3]. L'exposition à l'air libre facilite la recherche de la viande la plus fraîche. La mise en avant des prix et des parties les moins chères (comme les abats) simplifie la quête de la viande la moins chère. La vente en gros morceaux s'accommode des stratégies de « solidification » de l'épargne et de son stockage au congélateur. Le non-désossage est en adéquation avec la recherche d'un prix bas [image 3] : comme l'expose Kouassi, « *la viande sans os, le kilo ça fait 26 euros, les plats de côtes, c'est-à-dire avec les os, 10 euros le kilo* ».

La boucherie Atlas, rue Dejean. La devanture rouge carmin l'affirme : « pas cher ». La surface du présentoir placé sur la rue a un léger dévers, si bien que les abats s'écrasent contre la vitre embuée. Mélange d'abats : 1 kg, 3,99 euros ; 3 kg, 10 euros. Tripes de bœuf : 1 kg, 4,99 euros ; 3 kg, 14,99 euros. Tripes de moutons : 1 kg, 3,99 euros ; 3 kg, 11,99 euros. Rognons de bœuf : 1 kg, 2,99 euros ; 3 kg, 6,99 euros. Queues de bœuf, « en promotion » : 1 kg, 6,99 euros ; 3 kg : 18,99 euros. L'intérieur de la boutique est ouvert sur la rue et fait d'allées. Deux sorts sont réservés à la viande : pendaison par croc aux quatre vents, empilement serré et épais en vitrine réfrigérée. Les clients ont des hexis corporelles et visuelles similaires : parcours de l'ensemble de la boutique, pas lents, regard acéré. Les morceaux sont massifs et sertis d'os. Sous l'auvent, directement visibles de la rue, des affichettes aux couleurs fluo criardes en spécifient le nom et le prix par quantité. [Extraits des NE, 29/01/15]

La concentration des boucheries aide aussi à la comparaison de la qualité sanitaire de la viande. Géraldine, 44 ans, sans profession, émigrée du Cameroun en janvier 2014, exclut de sa tournée des boucheries celles qui lui ont déjà vendu des morceaux « *pourris* ».

Je vais dans toutes les boucheries, je compare les prix, la fraîcheur, 10 centimes, 20 centimes, 60 centimes, et en cas de problème, je n'y reviens pas... Un jour, je partais sur Reims, ma sœur qui à Reims m'a dit, achète-moi le pilon, les cuisses de poulet, là. J'ai acheté 2 kilos, franchement c'était pourri. Je suis revenue, j'ai présenté une facture, j'étais dans une boutique à Château Rouge, j'ai dit, « mes frères, vraiment, quand c'est gâté, faut jeter. Au lieu de tuer la population ». Quand j'ai dit, tous m'ont appuyé, les clients. Et le monsieur a dit, « oh, on va s'arranger, ma cousine, on te met deux cuisses de poulet ». Qu'est-ce qu'il fait, il mélange avec le bon. Par exemple, si le rognon est arrivé ce matin, et que le rognon est là depuis une semaine, il a pas été acheté, qu'est-ce qu'il fait, il prend pour le matin, il mélange avec. Ça c'est pas bon, il le sait. Depuis, je ne vais plus jamais dans cette boucherie.

Conflits et malentendus autour des ordres de l'interaction

La différenciation ethno- raciale et de classe des pratiques et des commerces entraîne des interactions spécifiques. Or, l'ordre de l'interaction se fonde sur « *a large base of shared cognitive presuppositions* » (Goffman, 1983b : 5). La méconnaissance réciproque des groupes sociaux et de leurs pratiques suscite des dissensions autour des ordres de l'interaction.

Les cafés et restaurants de la Goutte d'Or : conflits autour de l'ordonnement de la coprésence

« *Là [dans les lieux publics et semi-publics] s'étend un fin réseau d'obligations qui assurent l'ordre de la circulation et du mêlement des participants. Les modalités de la territorialité personnelle y sont délinées, et le respect de limites sert de moyen-clé pour ordonner la présence mutuelle.* » (Goffman, 1973a [1963] : 334). Les usages des cafés et restaurants par les clandestins s'adonnant à des activités illicites créent de la discorde à propos de la circulation et du mêlement.

Les autres groupes sociaux assimilent les transvasements entre cafés et restaurants et espace public à un squattage oisif et délictuel. Pour les anciens immigrés, l'opprobre jetée sur ces nouveaux arrivants vaut légitimation de leur propre présence dans le quartier, durable et honnête.⁵⁸ Selon Abdessalam, émigré d'Algérie en 1974, « *Cette génération, c'est pas comme la génération à moi ou*

58 Anderson (1991) sur deux quartiers de Philadelphie et Mazzella (1996) à propos du quartier Belsunce à Marseille mentionnent aussi une distinction des anciennes générations de migrants par rapport aux nouvelles.

après moi. On est venu chercher du travail. Eux, ils viennent chercher le bordel. Nous, on a travaillé toute notre vie. Eux, ils veulent, tout de suite. La belle voiture, l'appartement, tout ça... c'est pas possible. Il faut travailler. Ils veulent tout... mais avec quoi ? La mendicité, le vol, l'agression. Ils passent leurs journées dans la rue, ou au café, au PMU. De la racaille. »

Pour les femmes africaines comme non-immigrées, se conjuguent les peurs de l'étranger et du masculin. Diane, émigrée congolaise, confie : *« il y a trop de monde, trop de garçons, je suis pas à l'aise. »* Pour les classes moyennes et les classes supérieures, ces hommes violent en plus la sociabilité de quartier-village. D'après Virginie, l'occupation masculine farouche sépare *« Barbès »* (le boulevard de La Chapelle, où travaillent les clandestins) du reste du quartier. *« Barbès c'est le carrefour, la Goutte d'Or c'est le village qui est caché derrière. Barbès c'est à chier, la Goutte d'Or c'est génial. C'est crade, ça pue, il y a trop de monde, on peut pas passer, il y a des hordes de mecs qui stagnent sur les trottoirs et dans les cafés. Et quand on va dans la Goutte d'Or il y a plus cette ambiance là, en dehors de la rue de la Goutte d'Or qui est un peu trop masculine à mon goût. »*

Les interactions entre clandestins peuvent être motivées par l'échange de marchandise et dessinent une interconnaissance parfois mal vécue [chapitre 3]. La distinction entre *« individus seuls »* et *« individus avec »* (Goffman, 1973a [1963] : 33-41) s'en voit brouillée. Les autres perçoivent ces interactions comme des relations amicales, communautaires et exclusives. Pour Fabrice, *« ça reste quand même assez... bon, pas clanique, mais communautaire. C'est normal, on n'a pas les mêmes centres d'intérêt. On arrive, on cohabite, ça cohabite bien, mais après, chacun a ses centres d'intérêt qui sont plutôt propres aux communautés. Typiquement il y a pas mal de gens, des maghrébins, qui se retrouvent sur des places pour discuter entre eux. Ou alors, dans des restaurants, typiquement maghrébins, c'est plutôt des maghrébins qui vont. »*

La méconnaissance de l'usage stratégique des restaurants engendre aussi des discours sur les pratiques alimentaires des clandestins. Leur sont attribués des goûts déviants, une incompetence culinaire et une insouciance sanitaire. Pour Rachida, *« Pour tout ce qui est restauration et tout... Je sais pas comment les gens ils font pour manger tout le temps dehors. Je sais pas. Dans le quartier ici, c'est pas toujours propre. Surtout la viande et tout ça, oh... C'est pas facile, pour les jeunes, les pauvres, là, qui mangent tout le temps dehors. Ah oui, ils sont obligés. Ils mangent tout le temps dehors, parce qu'il y en a qui aiment pas cuisiner. »*

La *« coulisse »* est l'endroit où l'individu s'abstient d'être en représentation et abandonne sa façade (Goffman, 1973b [1959] : 105-135). Pour les toxicomanes, les cafés sont une coulisse où ils peuvent exprimer, de façon canalisée et sécurisée, des comportements usuellement inadmissibles (crier, se battre, se lamenter). Cette pauvreté urbaine est insoutenable pour les autres. Abdelghani, tenant une alimentation générale dans le quartier et domicilié à Roissy-en-France, explique : *« J'aime bien la Goutte d'Or, mais y habiter... il y a pas mal de tox qui squattent dans les cafés... »*

Les boucheries de Château Rouge : des offenses territoriales visuelles et olfactives

Des individus se rendent coupables d'*« offenses territoriales »* (Goffman, 1973a [1963] : 62-70) : ils envahissent les *« territoires du moi »* (*ibid.* : 43-72). Cette violation relève du corps à corps et mobilise les cinq sens, notamment la vision (par exemple, des regards indiscrets) et *« les odeurs, qui incluent les flatulences, la mauvaise haleine et les effluves corporelles »* (*ibid.* : 60). Les boucheries de Château Rouge produisent de telles offenses, fondées sur l'incompréhension des pratiques des classes populaires africaines par les autres groupes sociaux. D'ailleurs, le célèbre discours de Jacques Chirac à propos du *« bruit et de l'odeur »* des immigrés se référait aux Africains de la Goutte d'Or.⁵⁹

59 Prononcé le 19 juin 1991. *« Il est certain que d'avoir des Espagnols, des Polonais et des Portugais travaillant chez nous, ça pose moins de problèmes que d'avoir des musulmans et des Noirs [...] Comment voulez-vous que le travailleur français qui habite à la Goutte d'Or où je me promenais avec Alain Juppé il y a trois ou quatre jours, qui*

La question bouchère unit les populations maghrébines et non-immigrées contre les populations africaines. De fait, les non-immigrés font souvent une classification sensorielle et ethno- raciale des exotismes. Les boutiques maghrébines, surtout les grossistes de menthe, de persil et de coriandre, leurs senteurs fraîches et leurs abondance verdoyante, tiennent le haut du classement. Pour Paul, caviste, « *les herbes, tu sens la menthe, c'est trop beau... Tout ce qui est bien dans les pays du Maghreb.* » Les boucheries⁶⁰ de Château Rouge, leurs effluves pestilentiels et leur profusion carnée, sont en queue de peloton.

Les maghrébins et les non-immigrés interprètent les pratiques d'achat en grosses quantités comme une appétence malsaine pour la viande. Rachida s'exclame : « *Ils [les Africains] achètent beaucoup de viande. Incroyable ! Mais c'est incroyable ! Ouaoh ! J'ai remarqué, à Château Rouge, pourquoi ils viennent tous ici ? La viande et le poisson séché, là ! Ils mangent beaucoup, plus que nous [les Arabes]. Et la viande c'est horrible ! (déglutition de dégoût) Avec des kilos comme ça ! Deux kilos, trois kilos ! Ouah ! Mais c'est leur cuisine, elle est comme ça, peut-être, je sais pas.* » Pour Stéphane, la mise en visibilité de la marchandise dénote une attirance pour la viande avariée.

Je fréquentais un bar, et il y avait une boucherie à côté, et donc ils travaillent tous plus ou moins là-bas les frères. Et ils me racontaient qu'ils avaient dû s'adapter à la nouvelle population africaine... C'est des gens qui sont un peu racistes, en tout cas dans la manière de parler, etc. C'est des reubeus, il y a beaucoup de reubeus qui... Je sais pas si finalement ils sont racistes, mais une façon de parler des noirs qui est bizarre parfois. Et ils disaient qu'ils avaient dû ajuster un peu leur clientèle, c'est-à-dire laisser pourrir la viande. Ça fait super longtemps, ça fait bien dix ans qu'il m'a dit ça. Il m'a dit « ouais, les Africains, pour vraiment attirer la clientèle, faut que la viande elle sente un peu fort ». C'est vrai que quand tu passes à côté de sa boucherie... Putain, mais ça pue... mais c'est pourri quoi. Et je me demande si c'est pas faux, s'il y a peut-être un truc, d'aimer la viande faisandée... C'est vrai que visiblement, plus les boucheries puent, plus elles ont de la clientèle. C'est un constat que tu peux faire, et c'est vrai que lui m'avait dit ça. Et tu vois, parfois, les étalages des boucheries, mais c'est dégueulasse. Ça sent mauvais, c'est pas beau à voir.

Pratiques d'évitement et sens de la distinction

Ces discordances autour des ordres de l'interaction gardent un lien ténu avec la fréquentation réelle de ces cafés et restaurants ou de ces boucheries : elles impliquent des « *pratiques d'évitement* » (Rivière, 2014a). Des logiques de distinction ethno- raciale et de classe entrent en jeu.

Les cafés et restaurants de la Goutte d'Or : les gradations de l'évitement

Les pratiques d'évitement des cafés et restaurants de la Goutte d'Or prennent trois formes.

La première, propre aux femmes, est la fuite de l'espace public. C'est alors un bloc indifférencié et impénétrable, aux bords imprécis : « *les cafés des Arabes, là, en bas* » (Diane), « *à Barbès, là, les cafés, où il y a les Arabes qui vendent les cigarettes* » (Géraldine), « *les restaurants et tout, vers Barbès, ou les espèces de cafés, où il y a que des maghrébins, dans la rue* » (Manon).

La deuxième, caractéristique des immigrés installés de longue date, est un évitement plus ciblé. Ils dessinent une géographie fine de la respectabilité des commerces et blâment particulièrement le café Royal, lieu de ressources majeur pour les clandestins [chapitre 3]. Ils veulent se prémunir du risque d'accusation à tort de déviance (Becker, 1985 [1963] : 43), par la police ou les connaissances.

travaille avec sa femme et qui, ensemble, gagnent environ 15 000 francs, et qui voit sur le palier à côté de son HLM, entassée, une famille avec un père de famille, trois ou quatre épouses, et une vingtaine de gosses, et qui gagne 50 000 francs de prestations sociales, sans naturellement travailler ! Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, eh bien le travailleur français sur le palier devient fou. » (in Laurence et Vaïsse, 2007 : 261-262).

⁶⁰ Bien que fréquentées par des populations africaines, ces boucheries sont tenues par des immigrés maghrébins (Toubon et Messamah, 1990 : 515).

Abdessalam lorgne sur son café. Ses yeux balaient le mur imitation arabe, le range-plateau métallique, puis l'homme qui, derrière le comptoir, se tourne littéralement les pouces. « *Ici c'est un endroit sympa. En général je viens prendre un café ici, parce que tu vois, il y a un bon accueil, et puis c'est des gens qui me respectent. La racaille, elle va à la bibliothèque, jusqu'à la place où ils vont sous le pont, là. Tu vois, il y a plein de vêtements volés, chez Celio, et tout ça. Et le café Royal ! Connus à travers tout le Maghreb. Par exemple, qui appelle la Tunisie, le Maroc, "vous êtes où", il dit "on est à Barbès, dans le café Royal". Et tout le monde, quand il débarque, il débarque au Royal. Et le PMU. À partir de là jusqu'au Café Royal en bas, la racaille. Parce qu'il faut faire attention dans les cafés. Si je connais pas la personne, je m'assois au café avec lui, la police arrive, elle trouve de la drogue. Je dis à la police : "je le connais pas", ils me disent : "comment ça se fait que vous êtes là". J'ai des attaches ici, des gens que je connais depuis plus de 24 ans, 25 ans, donc par rapport à eux...* » [Extraits des NE, 30/07/14]

La dernière est la fréquentation épisodique de ces lieux, repoussoirs distinctifs. Les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées revendiquent la connaissance du goût et de la qualité. Véronique, qui « *sait faire le couscous, évidemment* » [chapitre 2], dîne occasionnellement dans un restaurant « *pour les soutenir, c'est le quartier* ». Elle regrette : « *ils sont Metro à fond, la viande n'est pas bonne, leurs merguez sont pas bonnes... C'est trop triste. J'y vais pas pour me dire, je vais un manger un bon couscous et me régaler, ça, je le fais à la maison.* » Les populations maghrébines installées de longue date se distinguent par la « *bonne bouffe arabe* ».

Belkacem souffre de troubles neuropsychiatriques, notamment d'insomnies. Il est 23h30 et Belkacem se tient las, dans le seul restaurant ouvert de la rue, devant ses frites, ses ailes de poulet panées et sa canette de Schweppes. « *Je vais dans les kebabs, mais c'est en dernier recours, c'est parce qu'il est tard et que j'arrive pas à dormir... Sinon ils font de la bonne bouffe, arabe, en face. C'est pas comme ici. Ici, c'est de la merde. Moi j'ai grandi à la vieille gamelle.* » « *Il y avait quoi dans cette vieille gamelle ?* » « *Bah il y avait des patates, des carottes, du persil. Du pain, de la viande, du poulet. Ici, regarde ça.* » Belkacem était affairé à retirer la panure du poulet. Il fait parade de ses doigts, enduits de cristaux panés. « *Mais c'est de la merde !* » [Extraits des NE, 28/07/14]

Les boucheries de Château Rouge : un évitement charnel

Se défendre face aux offenses territoriales nécessite la manifestation d'une « *réserve* », dont le principal « *marqueur* » est le corps même (Goffman, 1973a [1963] : 43-62). A Château Rouge, une telle protection met en jeu le corps, en son for intérieur. L'évitement total de ces commerces et des rues protège l'intégrité sensorielle. Laure confie : « *j'y vais jamais, ça me retourne tellement le cœur et toutes les entrailles !* » L'observation occasionnelle de l'activité des boucheries permet d'apprécier d'autant plus les bienfaits sanitaires de leur non-fréquentation. Séverine raconte : « *Avec ma sœur on échangeait nos impressions sur les conditions de livraison de la viande. Ma sœur en a vu un tomber par terre et ramasser la viande, ils la remettaient dans le caddie ! (rires) Il y en avait un autre, c'était la porte arrière du camion qui était ouverte, le grand crochet, le grand treuil qui était sorti, et pendaient aux crochets des morceaux de viande qui touchaient le caniveau, par terre. Et j'étais là, beeeuaah, surtout pas acheter de viande ici.* »

Les maghrébins et les non-immigrés se distinguent en s'approvisionnant dans d'autres boucheries : « *arabes* », « *maghrébines* » (dans le secteur sud de la Goutte d'Or) et « *traditionnelles* », « *françaises* » (en dehors du quartier). Ils proclament la tempérance bouchère, contre la putative glotonnerie des Africains. Véronique affirme : « *nous on a fait le choix quand même de mettre un certain budget pour la bouffe, je préfère en manger moins en quantités, pas forcément manger beaucoup de viande, mais que ce qu'on mange soit bon.* »

Pour les classes populaires maghrébines, la distinction est la fréquentation régulière d'une seule boucherie, là où la viande a du « *goût* », quitte à être plus chère. Rachida explique : « *C'est ma boucherie à moi, je change pas ! C'est de la bonne viande, elle a un goût, même si c'est un peu plus cher. Des fois, j'achète ailleurs, oh lalala, je peux pas le manger. Je peux pas.* »

Les non-immigrés optent pour les boucheries « *traditionnelles* », voire « *arabes* » quand les produits et modes d'exposition sont conformes à leurs dispositions. Pour Robert, 81 ans, professeur d'université à la retraite : « *il faut quitter le quartier pour trouver des boucheries françaises traditionnelles. Dans les boucheries halāl, je pourrais y acheter de la viande, même s'ils ne vendent pas de porc. Je me sens pas attiré, il y a une présentation qui fait que je ne suis pas attiré. J'ai été élevé en France, avec un type d'étal de marché, qui est celui qui m'attire encore aujourd'hui. Il y avait un temps où une boutique près de chez moi était une petite boucherie halāl où il y avait une présentation, je dirais, pour simplifier, à la française. Voyez, pas de bannières massives, mais les morceaux de viande étaient séparés, c'était agréable, et j'y allais régulièrement.* »

Les styles de vie populaires et immigrés comme freins discrets à la gentrification

Envisageons, avec Elias, les relations de pouvoir comme des jeux entre individus interdépendants (Elias, 1991 : 83-121). Les classes populaires immigrées et les classes moyennes et supérieures non-immigrées se livrent à des jeux subtils et discrets de distinction et de visibilité des styles de vie. L'ascendant des classes populaires immigrées entrave le processus de gentrification.

Les classes populaires immigrées et leur distinction discrète

Dans les cafés et restaurants du secteur sud, les classes populaires maghrébines n'admettraient pas des prix plus élevés. Fouad se distingue vis-à-vis des « *restaurants chic* » et de leur bonne volonté esthétique. D'après lui, leurs prix ne reposent que sur des fioritures langagières et décoratives. « *Ici, les restaurants, c'est pas cher. Un plat, 6 euros, par exemple, un plat, couscous, 6 euros. Il y a le restaurant chic, tu manges le plat, le même, 20 euros, 30 euros. Oui, "royal", blabla, juste le mot royal, mais c'est la même chose. Juste la décoration, c'est tout.* »

Quant aux boucheries, Géraldine moque les pratiques d'achat des « *blancs* ». Acheter en petites portions trahit une irrationalité économique et une indolence culinaire. La non-exposition de la viande bride la capacité de choix.

G: Dans les boucheries des blancs, tout est caché. Chez nous, tout est là. Tu viens, tu fais ton choix, tu demandes, combien de kilos. Acheter de la viande au supermarché, vraiment, c'est les blancs qui le font. Tu ne verras jamais une femme noire, un Africain, faire ça. Peut-être la personne ne voulait pas beaucoup. Elle voulait deux kilos, ou un kilo. Pour faire la nourriture là là là, pas avoir à cuisiner. Il veut pas se déplacer, peut-être la paresse... Mais ce qu'il y a au supermarché, Dia, Monoprix, Leader, Franprix, tout ça c'est les blancs qui achètent, hein. Tout ça c'est les blancs qui achètent. Et puis c'est beaucoup plus cher.

C: Parce que les blancs...

G: Bah, la façon dont ils aiment la viande, ils prennent dans des petites barquettes, là, l'emballage. Ça, c'est pour vous, ça c'est pas pour nous. Pour nous c'est à Château Rouge ! (rires)

Aux produits surgelés des « *blancs* », Géraldine oppose les denrées « *naturelles* » de Château Rouge. Si la qualité sanitaire laisse parfois à désirer, les accusations quant aux modes d'exposition n'ont pas de sens, car la viande est destinée à être préparée et cuisinée à domicile.

C: Je suis étonnée, il y a des gens qui m'ont dit que les boucheries à Château Rouge c'était pas super propre. J'en sais rien, mais il y a des gens qui m'ont dit ça... Je sais pas ce que tu en penses...

G: Bon, ceux qui disent qu'à Château Rouge c'est pas super propre... Tout ce que tu achètes là-bas, c'est pour manger à la maison. Les Africains là-bas ne vendent pas beaucoup les choses surgelées, non. Là-bas c'est naturel, toi même tu prends, tu peux cuisiner à la maison. Tout ce que vous voyez dans les boutiques exotiques, que ça soit chinois, africain, congolais, tout ça tout ça. Tu achètes pour aller à la maison, préparer. Il y a rien qui est prêt ! Donc quand on dit que c'est propre... Il y a rien qui est prêt !

Les sarcasmes distinctifs des classes populaires immigrées ne ciblent pas explicitement les

classes moyennes et supérieures non-immigrées du quartier. Géraldine badine les « blancs » en général ; Fouad satirise un « restaurant chic » indistinct. En revanche, la distinction des classes moyennes et supérieures non-immigrées vise les classes populaires immigrées habitantes et usagères du quartier. Elles caractérisent d'ailleurs ces dernières avec soin. Par exemple, Véronique formule son sens de la distinction en termes de « classe » et de « culture », plutôt que d'« origine ». « J'ai toujours aimé la diversité, les échanges que j'ai eus, la population maghrébine, toujours... C'est des gens qui m'ont appris, pas que pour la cuisine d'ailleurs, avec qui j'ai échangé. La communauté africaine n'a pas, très peu de rapports avec nous. Très peu. Alors, est-ce que c'est une question d'origine ? Pas forcément, je pense que c'est une question de classe aussi, et culturelle. »

Les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées à l'épreuve de l'ostension des styles de vie populaires et immigrés

Les ordres de l'interaction des cafés et restaurants de la Goutte d'Or et des boucheries de Château Rouge rendent visibles et démonstratifs les styles de vie populaires et immigrés. Cette ostension affecte les rapports au quartier et les préférences résidentielles⁶¹ des classes moyennes et des classes supérieures non-immigrées. Virginie, contrariée par les « hordes de mecs qui stagnent sur les trottoirs » et par la quasi-impossibilité de dénicher de « la bonne viande dans les boucheries de la rue Dejean », liste les attraits du quartier pour son groupe social. Les topiques de l'exotisme culinaire, comme les restaurants exotiques et les avatars acceptables de la gastronomie maghrébine (menthe, pâtisseries orientales) figurent en bonne place. Les boucheries et les Africains, les cafés et restaurants de la Goutte d'Or, les clandestins et les toxicomanes, sont absents.

C'est pas un quartier qui se laisse aimer au premier regard. Et je pense que les gens qui sont ici... Bon, il y a beaucoup de logement social, donc beaucoup de gens qui ont pas le choix. Mais les gens qui ont un tout petit peu le choix et qui restent c'est sans doute des gens... qui ont un profond intérêt pour le quartier, et moi j'en connais pas mal des gens comme ça. Qui aiment vraiment la Goutte d'Or, qui ont dépassé les clichés, parce que juste ils aiment, Jean-Michel le kiosquier, parce qu'ils aiment le mec qui a le restaurant juif rue Myrha, parce qu'ils aiment les gens qui font la Coop', parce qu'ils aiment, Khadija et Swan le boulanger, l'extraordinaire boulangerie qui est au carrefour Myrha-Léon, parce qu'ils aiment le petit restaurant indien de la rue de Suez, ils aiment les pâtisseries orientales rue Doudeauville, ils aiment le café Chez Omadis rue Doudeauville, ils aiment l'ICI⁶², moi j'adore l'ICI de la rue Léon, ils aiment l'Olympic Café... Ils adorent l'odeur de menthe dans les petites boutiques...

En revanche, les styles de vie des classes moyennes et des classes supérieures sont peu visibles aux yeux des classes populaires non-immigrées. Fouad conte avec une douce ironie les achats furtifs des « Français » au marché de Barbès. « Nous on achète, c'est pas comme les Français. Je regarde les Français, les femmes, elles achètent, par exemple, 500 grammes. Pommes de terre, elles achètent même pas un kilo. Des carottes, deux, trois carottes... Nous, non ! Carottes, deux trois kilos. Cinq kilos pommes de terre, cinq kilos oignons, poivrons deux kilos... ».

La gentrification et ses jeux de pouvoir délicats

Plusieurs études sur la gentrification, en France et dans le monde anglo-saxon, montrent la prédation des styles de vie des classes moyennes et des classes supérieures. Des commerces qui leur conviennent prolifèrent : bars « branchés »⁶³, *coffee shops*⁶⁴ et restaurants (qui créent une ambiance

61 Voilà un autre exemple qualitatif du biais de sélection lié à la résidence [chapitre 1].

62 Institut des Cultures d'Islam.

63 Par exemple, Ocejó (2014) sur New York et Lloyd (2010) [2006] sur Chicago.

64 Par exemple, Hyra (2008), Boyd (2008 : 770), Papachristos *et al.* (2011) et Hwang et Sampson (2014) sur Chicago.

rétro⁶⁵, funky⁶⁶ et cosmopolite⁶⁷). Les classes populaires mettraient alors en œuvre des stratégies de résistance. Pour Clerval (2013), la gentrification de Paris implique que les classes supérieures dominent les classes populaires ; celles-ci cherchent à freiner ce processus, par exemple, par des graffitis ou par la présence dans l'espace public.

Ces études posent trois problèmes. Premièrement, leur clé d'entrée empirique sont les commerces : elles n'analysent pas véritablement les styles de vie, mais les infèrent à partir des mutations commerciales. Deuxièmement, elles sont peu sensibles au vécu des classes populaires, supposément « gentrifiées »⁶⁸ (c'est là un défaut tenace de la littérature sur la gentrification [Paton, 2014]). Troisièmement, elles sont peu disertes sur les mécanismes : comment, précisément, les styles de vie des « gentrifieurs » contribuent-ils au processus de gentrification ?

A cet égard, une ethnographie armée d'une connaissance approfondie des pratiques alimentaires de tous les habitants et usagers a deux apports. Elle dévoile des mécanismes plus complexes qu'un effet direct des pratiques individuelles sur le processus de gentrification. Elle met en scène des jeux d'acteurs plus fins qu'une lutte entre « gentrifieurs » et « gentrifiés ».

Connecter les pratiques et interactions individuelles à des phénomènes macro-sociaux est en effet délicat. Goffman, critiqué pour son inattention aux inégalités et aux relations de pouvoir entre groupes sociaux (Cefaï, 2013 : 244), faisait l'hypothèse d'un « *couplage flou* » (Goffman, 1983b) entre interactions et structures sociales. A la Goutte d'Or, la cohabitation des styles de vie et ses effets sur le processus de gentrification articule deux échelles et deux mécanismes.

Premièrement, selon les divers aliments, des micro-mécanismes de ségrégation, intensément vécus, opposent des configurations fines et mouvantes de classe et d'appartenance ethno-raciale. Dans le cas de la restauration hors foyer, ces jeux sociaux suivent deux étapes. Se segmentent d'abord les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées et les classes populaires africaines d'une part, et les classes populaires maghrébines d'autre part. Puis, au sein des classes populaires maghrébines, se séparent les familles et installés de longue date d'une part et les clandestins et toxicomanes d'autre part. Dans le cas de la viande, les classes populaires maghrébines et les classes moyennes et supérieures non-immigrées s'opposent aux classes populaires africaines.

Deuxièmement, les classes populaires immigrées d'une part, et les classes moyennes et classes supérieures d'autre part, s'engagent dans de subtils jeux de pouvoir. Les styles de vie des classes populaires immigrées sont démonstratifs dans l'espace public. Mais cela ne traduit pas une volonté d'infléchir une putative domination des « gentrifieurs ». L'ostension de leurs styles de vie découle plutôt de leurs principes d'économie domestique (par exemple, acheter en grandes quantités) et de leurs pratiques alimentaires (par exemple, préparer et cuisiner longuement la viande). Cela gêne les classes moyennes et classes supérieures non-immigrées, dont les styles de vie sont plus discrets. La distinction des classes populaires immigrées s'exerce alors contre un autrui désincarné ; a contrario, la distinction des classes moyennes et des classes supérieures non-immigrées a en ligne de mire les classes populaires immigrées. Les styles de vie des classes populaires immigrées perturbent les classes moyennes et classes supérieures non-immigrées ; à l'inverse, pour les classes populaires immigrées, les styles de vie des classes moyennes et supérieures non-immigrées sont imperceptibles.

65 Par exemple, Burnett (2014) sur Downtown Eastside (Vancouver) et Lehman-Frisch et Capron (2006) sur Noe Valley (San Francisco).

66 Par exemple, Zukin (2011) sur New York.

67 Par exemple, Dinh (2009) sur la petite Turquie (Paris) et Shaw et Bagwell (2012) sur Banglatown (Londres).

68 Clerval reconnaît : « *Les ménages populaires rencontrés dans le cadre de ces entretiens sont presque tous des habitants de ces quartiers et ont été contactés par le biais de l'annuaire, par le bouche-à-oreille ou en passant par un centre social dans le faubourg du Temple. Pour rencontrer des habitants d'origine étrangère, je me suis heurtée à une importante méfiance et à de nombreux refus. Il en résulte un nombre d'entretiens limité avec cette population, de sorte que les résultats de l'observation sont aussi importants que ceux des entretiens. Les récits de vie des anciens habitants et les entretiens avec des responsables associatifs (aide aux migrants chinois, centre social) ont permis de compléter utilement les résultats de cette observation sur le terrain.* » (Clerval, 2011 : 58).

Conclusion

A la Goutte d'Or, une ethnographie analysant minutieusement les pratiques alimentaires et se souciant du vécu de tous les groupes sociaux amende l'idée d'une domination des « gentrificateurs », que les « gentrifiés » chercheraient à contrecarrer. La fabrique de la ville par les styles de vie ne se limite pas à la gentrification : elle implique aussi des micro-mécanismes de ségrégation aux configurations sociales diverses. Quant au processus de gentrification, la confrontation des styles de vie conduit plutôt à le freiner.

A un premier niveau, se forment des configurations, changeantes selon les aliments, fragmentant les groupes sociaux. Celles-ci mettent en œuvre des micro-pratiques ségrégatives : évitement, affirmation de la distinction, discours dénigrants sur l'autre et ses pratiques. Pour les cafés et restaurants de la Goutte d'Or, se séparent d'abord les classes moyennes et supérieures non-immigrées et les classes populaires africaines d'une part, et d'autre part les classes populaires maghrébines. Ensuite, les classes populaires maghrébines se fractionnent entre familles d'une part et clandestins vivant de la vente à la sauvette et toxicomanes d'autre part. Quant aux boucheries de Château Rouge, les classes populaires maghrébines et les classes moyennes et supérieures non-immigrées font face aux classes populaires africaines.

A un deuxième niveau, classes populaires immigrées et classes moyennes et supérieures non-immigrées s'enrôlent dans des jeux de distinction et de pouvoir discrets. Les styles de vie populaires et immigrés, démonstratifs dans l'espace public, endiguent subtilement la gentrification.

Ces résultats requièrent la connaissance des effets de quartier sur les pratiques alimentaires [chapitres 1 et 2] et des usages stratégiques de l'espace [chapitre 3]. Ils enrichissent encore la compréhension de la différenciation sociale des pratiques alimentaires au niveau local. Quelles en sont les modes de prise en charge collective et institutionnelle ? Le chapitre suivant aborde l'action publique relative aux pratiques alimentaires.

Chapitre 5. L'action publique locale sur les pratiques alimentaires et ses effets imprévus : biais ethnocentristes et soupçons de gentrification.

Dans l'observation de la « Goutte d'Or », façonnée par de multiples évènements, chacun, suivant le point de vue qui est le sien, croit y découvrir son « réel » :

- la Ville y trouve l'insalubrité qui justifiera sa volonté de rénovation tous azimuts,
- les journalistes, des « pages de paroles »,
- les associations, ce qu'il faut défendre,
- la drogue, son terrain d'échange,
- la police, le maintien de l'ordre
- les immigrés, leur quartier,
- les commerçants, des bénéficiaires substantiels,
- les petits voleurs, leur marché indéboulonnable,
- les habitants, leur lieu de vie quotidien

A chacun son réel, à chacun sa croyance.

Faraone Bogazzi et Michel Neyreneuf (1988), « Vie quotidienne à la Goutte d'Or » (1988) in Marc Breitman et Maurice Culot, *La Goutte d'Or. Faubourg de Paris*, Paris : Hazan, p. 101.

La prise en charge collective et institutionnelle locale des pratiques alimentaires

Par « action publique locale », on entend l'ensemble des acteurs prenant part aux politiques publiques locales sur l'alimentation : acteurs institutionnels, acteurs associatifs, commerçants, habitants, usagers [introduction]. A quels groupes sociaux ces acteurs correspondent-ils ? Comment l'action publique locale prend-elle en charge la différenciation sociale des pratiques alimentaires [chapitres 1, 2 et 3] et les modes de cohabitation qui y sont liés [chapitre 4] ? Quels sont, en retour, ses effets sur les jeux d'acteurs sociaux ?

Ce chapitre montre que les classes populaires immigrées échouent à publiciser leurs cadrages de l'alimentation. La fabrique de l'action publique commerciale les marginalise. L'instrumentation et les réalisations se conforment alors aux pratiques et aux attentes des classes moyennes et des classes supérieures non-immigrées. Ces biais ethnocentristes sont inopinés : ils naissent d'un hiatus entre les cadrages et la fabrique de l'action publique. Ils aiguissent les représentations de la gentrification portées par les acteurs.

Encadré 8. Etudier l'action publique locale et les attentes relatives à l'alimentation

Je mobilise ici quatre volets de l'ethnographie urbaine. J'ai participé aux réunions des associations touchant de près ou de loin à l'alimentation et aux réunions et conseils de quartier. Les entretiens et les discussions auprès des habitants et des usagers du quartier abordent leurs souhaits, leur vécu des évolutions du tissu commercial et leurs perceptions et engagements quant à l'action publique. J'ai constitué et analysé à la main⁶⁹ un corpus de sources écrites : presse écrite, documents administratifs et associatifs, communication institutionnelle et œuvres littéraires [annexe 4]. Enfin, j'ai mené 13 entretiens auprès d'acteurs institutionnels, associatifs et commerçants.

69 J'ai préféré cette solution à l'emploi, partiel ou total, de logiciels. Ceux-ci, poussant à suivre des routines, risquent de brider l'imagination et la réflexivité sociologiques (Demazière et Brossaud, 2006). Or, mon analyse demande des arbitrages dont la délégation à des logiciels est piégeuse, même pour les plus souples (comme le package R.TeMiS [Bouchet-Valat et Bastin, 2013], qui permet l'édition manuelle de nombreuses procédures). En particulier, les cadrages de la cohabitation ethno- raciale s'expriment par sous-entendus, euphémismes et périphrases (par exemple, parler de « la clientèle à faible pouvoir d'achat ne venant pas du quartier » pour se référer aux classes populaires africaines de banlieue). Une constitution du corpus par mots-clés aurait peiné à identifier ces documents ; des analyses de statistique lexicale et d'analyse de données textuelles saisiraient difficilement ces allusions.

Encadré 9. Liste des acronymes

AMAP : Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

APUR : Atelier Parisien d'Urbanisme

CUCS : Contrat Urbain de Cohésion Sociale

DDEEES : Direction du Développement économique, de l'Emploi et de l'Enseignement supérieur (Mairie de Paris)

DU : Direction de l'Urbanisme (Mairie de Paris)

EDL : Equipe de Développement Local

SEMAVIP : Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Ville de Paris

Semaest : Société d'économie mixte d'animation économique au service des territoires

ZAC : Zone d'Aménagement Concerté

ZSP : Zone de Sécurité Prioritaire

La lutte des cadrages

Les acteurs institutionnels cadrent l'alimentation comme un problème de développement économique et d'aménagement urbain. Les commerçants ne parviennent pas à transformer leurs doléances en cadrage. Les habitants se segmentent selon leur formulation du problème, mais aussi leur capacité à la publiciser.

Les cadrages des acteurs institutionnels : un problème économique et urbanistique

La Goutte d'Or se distingue par des leviers notables d'intervention institutionnelle sur les commerces.

La politique de la ville inclut des objectifs quant aux commerces. Par exemple, le premier plan de rénovation urbaine de grande ampleur (1984-1987) comptait parmi ses cinq axes « 3. Conserver l'aspect traditionnel du quartier (rues, commerce, etc.) et créer des équipements pour les familles. 4. Maintenir dans les immeubles réhabilités ou reconstruits les commerces.⁷⁰ » La « diversification commerciale » fait partie des priorités du dispositif actuel, le Contrat de Ville 2015-2020.^{vi}

Le parc social est en croissance au gré des opérations de rénovation⁷¹. Début 2015, les bailleurs ont cédé 70 locaux commerciaux depuis 2010^{vii} (la ZUS compte 1001 commerces^{viii}).

La lutte contre l'habitat insalubre, érigée en priorité sous la mandature de Bertrand Delanoë (2001-2014), intègre des outils incitatifs (subventions aux propriétaires pour la réhabilitation), mais aussi des acquisitions publiques via les sociétés d'économie mixte d'aménagement. Château Rouge a bénéficié d'une opération en ce sens (2002-2014), sous l'égide de la SEMAVIP assistée de la Semaest, qui comprend la réhabilitation et la cession de 43 locaux.

Depuis 2009, une « commission pieds d'immeuble » attribue ces locaux. Y siègent, outre les bailleurs sociaux, la SEMAVIP, la Semaest, la mairie du XVIII^e arrondissement et différents services de la mairie de Paris⁷² : mise en œuvre locale de la politique de la ville (EDL), urbanisme (DU) et économie (DDEEES). Les associations de commerçants sont conviées depuis 2011. Des acteurs publics d'autres quartiers de la politique de la ville citent cette commission, unique en son genre, en exemple de coordination de la gestion commerciale locale.^{ix}

Ces acteurs institutionnels appréhendent le commerce à l'aune de sa viabilité et de sa contribution au développement local, comme exposé par cet acteur institutionnel :

70 Cité dans Breitman et Culot (1988 : 117).

71 En 2010, 17% des ménages sont locataires dans le parc social (15,8% sur l'unité urbaine de Paris). Ce chiffre s'est accru de 25% de 2001 à 2009 [introduction].

72 Appelée ci-après « Ville » par commodité.

C: Quand un document d'urbanisme dit, je sais pas, il faut des boulangeries, ou moins de grossistes, etc, parce que c'est un souhait des habitants, il s'agit de tous les habitants, de certains types d'habitants...

AI : Ah mais ça, c'est pas le problème, hein.

C: C'est pas le problème...

AI : On s'en fout, je veux dire, ça intéresse nos élus, c'est leur problème, d'être à l'écoute de leurs habitants. Mais nous, c'est pas notre problème dans l'administration. Nous, ce qu'on identifie, c'est qu'il manque des activités à certains endroits, c'est que, statistiquement, les conditions économiques sont réunies pour qu'elles fonctionnent, qu'on peut créer des conditions meilleures avec un loyer plus bas pour qu'elles fonctionnent parce que sinon elles fonctionneraient pas. C'est ça qui nous préoccupe. Après, on n'a pas de jugement. Celui qui prend le risque entrepreneurial, c'est le chef d'entreprise, c'est pas nous. C'est pas moi qui ouvre des boulangeries dans chaque coin de Paris. Je sais bien que les habitants peuvent dire n'importe quoi, que les élus peuvent leur dire, « oui oui ». Il y a pas de doute, que la vision des gens du commerce, c'est une vision qui est souvent décalée de la réalité économique. Mais c'est pas notre sujet.

Les acteurs institutionnels renvoient alors la prise en compte des besoins et attentes des habitants et des usagers aux élus.

L'élue [X] consent à une courte conversation téléphonique. « *Mon objectif sur la mandature, c'est qu'il y ait un marché bio à la Goutte d'Or. Ce serait un moyen de ramener un autre type de population dans le quartier. Parce qu'actuellement ce sont surtout des commerces ethniques. Donc il y a une clientèle ethnique qui vient s'approvisionner, et qui ne vient pas du quartier. C'est quelque chose de connu sur la Goutte d'Or, le fait qu'il y ait une forme de tourisme culinaire... Un tourisme qui vient d'Ile de France. Vous n'avez qu'à voir la sortie du marché Château Rouge... Et il y a beaucoup de problèmes qui sont liés : problèmes d'hygiène, problèmes de livraison, avec les camions qui viennent, de l'encombrement sur les trottoirs... Les commerces drainent tout un public dans le quartier, et ça favorise aussi la vente à la sauvette, les activités illégales, parce que ce public est aussi attiré par cela.* » [Extraits des NE, 12/02/15]

Les élus placent les commerces dans un modèle de quartier paisible et autarcique, sans « *camions qui viennent* » ni « *encombrement sur les trottoirs* ». Ils opèrent un tri entre bienvenus et indésirables. Les premiers sont les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées (désignées par l'euphémisme « *autre type de population* ») du quartier, aux pratiques alimentaires honorables (« *le bio* »). Les seconds sont les classes populaires immigrées (la « *clientèle ethnique* ») vivant en banlieue (« *qui ne viennent pas du quartier* »). Leurs pratiques alimentaires sont méconnues des élus, qui assimilent la fréquentation des commerces à du « *tourisme* ». En soutenant les activités illégales, ces étrangers seraient coupables de la dévalorisation du quartier.

Les acteurs du commerce : des plaintes sans cadrages

Les commerçants pestent contre la ZSP et les opérations de rénovation, mais échouent à transposer ces griefs en cadrages.

La ZSP accroît les contrôles d'hygiène, du stationnement et des livraisons ; ceux-ci se heurtent aux modes d'exposition commerciale des commerces africains. Auguste, gérant d'un commerce et d'un restaurant africains, déplore une complication des obligations légales. « *La façon dont les commerces sont foutus, c'est africain, bien sûr. Ce côté foutraque, pas rangé, tout ce que détestent justement les mecs des services sanitaires, parce qu'ils veulent des rayons bien rangés avec une étiquette en dessous, le prix unitaire, le prix au kilo, la date limite, tout ça. En Afrique, il y a rien de tout ça. Et c'est très difficile, même moi qui suis sensibilisé à cet aspect du commerce. Il y a pas de raison que tout soit cheap et moins-disant, il faut faire un effort pour proposer un visu relativement agréable, plaisant, c'est aussi pour notre satisfaction, la mienne aussi, de commerçant. Mais j'ai beaucoup de mal à maintenir un minimum de ce truc là. J'envisage pas une seule seconde d'arriver à 100% des obligations légales, même 50% c'est déjà une gageure.* »

Les commerçants se disent opprimés par un climat de suspicion permanent. Louis, gérant d'une épicerie africaine, relate des mésaventures avec la police. « *La zone prioritaire, à la police, ça*

leur donne tous les droits ! Tout le monde est suspect et tout est suspect. Il y a un mois, ils sont rentrés, parce qu'ils ont vu qu'on a posé sur la balance un colis qui n'était pas des aliments. En fait c'était une personne qui était de passage avec un gros sac. On a plaisanté, "ton sac il est trop lourd ! On va regarder le poids que ça fait". Ils sont rentrés, ils ont tout chamboulé dans le magasin ! Parce que pour eux, puisqu'on était en train de peser du tissu, c'est qu'on faisait un trafic. Je suis resté debout, il me dit, "ça vous intéresse ?" Je dis, "oui". Il me dit, "pourquoi ?" "parce que je travaille ici". Il me dit "papiers, K-bis⁷³, registre du personnel". C'est pas son problème, il a pas à demander ça ! »

La surveillance policière affecte aussi la vente à la sauvette. Boris, sans-papiers camerounais logé en hébergement d'urgence, vend des safous⁷⁴ au marché Dejean. Le cache-cache avec la police réduit son activité et ses revenus. « Je galère, je perds le temps, je vends des safous parce que sinon je suis au foyer à rien faire, mais ça rapporte rien, c'est pas un travail. Ça me permet d'avoir 1 euro, 2 euros, juste pour un croissant si j'ai faim. Et la police va venir, on va fuir... »

Un cadrage ne prend sens que dans les « arènes publiques » (Cefaï, 1996). Or, les commerçants échouent à publiciser leurs plaintes. Louis est aussi président de l'association de commerçants de Château Rouge. Il peine à fédérer ses pairs, immigrés d'Afrique et d'Asie peu éduqués et rétifs aux arcanes du débat public. « En règle générale, ce sont des gens qui se sont débrouillés comme ça, qui ont réussi comme ça. Donc quand on commence à leur parler d'administration, de journal, de médias, ça leur fait peur. » Quant aux vendeurs à la sauvette, l'illégalité et la clandestinité les forcent au silence.

Les habitants et les usagers : des inégalités de production de cadrages

Les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées convertissent leurs attentes en cadrages, tandis que les classes populaires immigrées n'y parviennent pas.

Les classes moyennes et supérieures non-immigrées se divisent entre préservationnistes et conquérants. Ces termes empruntent à Brown-Saracino (2009), à propos de quartiers gentrifiés à Chicago et en Nouvelle-Angleterre. Les *social preservationists* veulent conserver l'authenticité du quartier ; les *pioneers* attendent avec impatience sa revalorisation (Brown-Saracino, 2009 : 13).

Le préservationnisme distingue les classes moyennes et les classes supérieures anciennement installées. Celles-ci souhaitent des « commerces de proximité », c'est-à-dire des commerces spécialisés conformes à leurs goûts, dispositions et distinction. Mais elles rejettent toute modification en profondeur de l'infrastructure commerciale, qui est constitutive du cachet du quartier. Par exemple, Thierry, peintre et président d'une coopérative alimentaire, et Nathalie, membre de la même coopérative, plaisantent sur le café « pas bon » et « moche » du « reubeu ».

Thierry regrette « l'absence de commerces de proximité dans le quartier. Pour nous, on va dire... Pas de fromagerie, pas de boucherie qui soit pas halal... » Mais il « souhaite vraiment que ce quartier reste tel quel, c'est-à-dire sale, avec cette mixité ». Vers 20h, Nathalie toque à la porte et se joint à la conversation.

T : Il y a une pizzeria qui a ouvert, mais elle est pas intégrée au quartier... Des trucs, des espèces de brasseries, machin. Je suis très intégriste, pardon (rires). Notre Indien, il est là depuis 20 ans, il est bien dans le quartier (rires).

N: C'est notre chouchou !

T : Oui ! C'est notre chouchou, il défend une idée du quartier, c'est peut-être bête, hein. T'as des cafés qui ont ouvert, mais moi je préfère mon café reubeu, à côté, là (rires). Le café est pas bon, mais je préfère !

N: C'est moche...

T : C'est moche, voilà ! Mais c'est vraiment dans l'idée que ce quartier il faut le garder comme ça, parce que la marche, c'est que ça disparaisse, ce type de quartier. Ça se passe partout comme ça. Donc on va au café moche ! (rires) [Extraits des NE, 02/09/14]

73 Document attestant l'existence juridique d'un commerce.

74 Fruit d'Afrique tropicale et équatoriale comparable à l'avocat.

Les préservationnistes insèrent l'alimentation dans un idéal de vie citoyenne dense, solidaire et inclusive, où tous les habitants du quartier auraient droit au « *goût* ». Les deux coopératives alimentaires du quartier, uniques en France, promeuvent ce cadrage.

L'ordre du jour de la réunion mensuelle de Coopaparis prévoit une discussion sur le fonctionnement de la coopérative. Un nouvel adhérent s'enthousiasme « *Précisément, ce qui me plaît, c'est l'invention de nouvelles manières d'être ensemble, des nouvelles pratiques démocratiques dans le quartier autour de ce projet là. Parce que je suis dans plein d'associations dans le quartier, donc ça me branche...* » La tirade est accueillie par des hochements de tête nourris. [Extraits des NE, 05/11/14]

L'association Les Amis de la Louve tient une réunion d'information. Après une présentation magistrale, la salle pose ses questions. Profil ethno-racial : blanc exclusif. Age : moyenne à 35 ans, écart-type faible. Interrogée sur la part de produits bio, l'une des animatrices explique d'un ton docte : « *On peut pas tout avoir en produits bio. Il y a des gens qui vont venir, qui auront l'habitude d'acheter des produits pas bio du tout. Il va falloir les amener aussi par étiquetage, par réunion etc, à aller vers des produits bio. L'idée, c'est de permettre aussi à des gens qui n'ont jamais eu accès à des gammes de produits de vraiment bonne qualité, d'avoir cette offre possible, et aussi en ne l'achetant pas tout de suite, c'est-à-dire en faisant un mélange et en essayant petit à petit. Bon, c'est pas quelque chose... c'est pas tellement le terme éducation, mais l'information, si vous voulez, au mieux manger.* » [Extraits des NE, 30/09/14]

La posture conquérante caractérise les classes supérieures non-immigrées récemment établies. Elles exigent des produits « *de qualité* » et « *français* », « *européens* », selon une distinction ethno- raciale et de classe plus vindicative que les préservationnistes. Elles accablent les centralités commerciales populaires et immigrées : « *insécurité* », « *paupérisation* », « *activités illégales* », « *absence d'hygiène* ». Elles prônent leur cadrage via des associations de riverains visant la réappropriation sociale du quartier. Leur répertoire d'action consiste en une prise de parole collective⁷⁵ combattive : manifestations, actions judiciaires, présence assidue et ostentatoire en conseil de quartier.

Une association de résidents publie ainsi, sur un réseau social en ligne, un « *guide du commerce local* », présentant les « *commerce[s] du quartier qui contribue[nt] au quotidien des habitants* ».x Ils soulignent : « *c'est toujours bien de soutenir des petits commerces qui respectent les règles élémentaires de vie en société* ». Y figure un avatar acceptable d'exotisme culinaire : un restaurant indien dont le patron, immigré, « *connait très bien notre quartier* ». Une micro-brasserie « *100% artisanale* » et un caviste proposant « *une belle sélection de vins bio et naturels* » marquent une distinction ethno-raciale (à l'égard de la population musulmane) et de classe. Ces commerces ont pour repoussoirs les boucheries et les « *épiceries de produits exotiques* ».

Les classes populaires immigrées, selon leur appartenance ethno-raciale, ont des attentes diverses quant aux types de commerces [chapitre 4]. Mais elles s'accordent sur la primauté du prix des produits et de la sérénité des activités d'approvisionnement.

Kheloudja, 40 ans, émigrée du Maroc, est au foyer ; son mari est commerçant en téléphonie mobile. Elle déplore l'absence de « *contrôle des prix* », qui la force à une comparaison chronophage de l'offre. « *On sent qu'on n'est pas à l'abri, ça fait deux années que je compare les prix. Je fais que ça. Entre Leader Price vers Magenta, Leader Price vers Clignancourt, Carrefour, des choses discount... Je passe plus de temps, c'est ça qui me dérange !* » La présence intimidante de personnes s'adonnant à des activités illicites perturbe ses achats. « *Des fois, quand les policiers chassent les dealers, ils ferment la rue du bout jusqu'au bout, c'est pas rassurant pour aller faire ses courses...* »

Géraldine, émigrée du Cameroun en janvier 2014, est sans profession et sans-papiers. S'approvisionner à Château Rouge lui est éprouvant : présence menaçante de la police et des toxicomanes, vols, accrochages. Mais elle apprécie le rapport prix-quantité-conformation à ses

75 Voir Offerlé (1994 : 56), inspiré du triptyque prise de parole, défection et loyauté de Hirschman (1995) [1970].

goûts. En situation d'insécurité alimentaire, Géraldine « solidifie » [chapitre 3] chaque rentrée d'argent en acquérant de grosses quantités.

G: La police vient rafler, chaque porte, la police prend des gens là-bas tous les jours. Tous ceux qui viennent là-bas, tu es un suspect. Même quand tu viens faire tes achats, tranquillement, tu es toujours suspect. En plus, on a Marx Dormoy, chaque jour il y a les drogués qui passent... Et donc quand ils voient un noir comme ça, ils se disent, peut-être elle passe la drogue... Si Dieu pouvait m'aider, s'il pouvait venir à Château Rouge... ça va beaucoup me plaire. Faut éviter, Château Rouge c'est pas un bon coin. Paris, capitale d'un pays, il y a les policiers du 1^{er} au 31. Ça veut dire que c'est pas bon. Je dois être sur mes gardes quand je suis à Château Rouge. Quand tu me vois à Château Rouge je suis prête à fuir ! (rires) Il y a les policiers en civil, quand ils voient les noirs, ils les fouillent. C'est pas le bon coin, ça.

C: Qu'est-ce qui devrait être fait pour améliorer ça ?

G: Bon, ça c'est amélioré. Même là maintenant je suis contente. Parce que quand la police était pas là, tu ne pouvais pas marcher à Château Rouge. C'était... touffu. On te bousculait, on te soutirait, on te volait. Tu arrivais à la maison, tu constates que ton passeport, ton portefeuille a été dérobé, disparu ! (rires)

C: Et au niveau des commerces mêmes ?

G: Oh, ça, ça va... Comme maintenant je ne travaille pas. J'ai besoin de beaucoup de choses, je n'ai pas d'argent. Quand il y a dix euros, je viens à Château Rouge, je complète. Ou 20 euros, quand j'ai plus beaucoup à la maison. Pour aller à Château Rouge et acheter beaucoup de nourriture africaine.

Mais les classes populaires immigrées participent peu à la vie citoyenne locale : elles ne publicisent pas leurs attentes. La lutte des cadrages se restreint à ceux des classes moyennes et des classes supérieures non-immigrées.

La fabrique ethnocentriste de l'action publique

La fabrique de l'action publique fait s'achopper outils de description et modalités de l'action. Conformément à leur cadrage urbanistique et économique, les acteurs institutionnels optent pour des outils de géomarketing, qui ignorent les pratiques et attentes des habitants. Mais ces dernières s'expriment tout de même, dans les dispositifs de démocratie participative – où prédominent les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées.

Des outils de marketing territorial : l'omission des habitants et de leurs pratiques

Les acteurs institutionnels manient des outils d'urbanisme commercial et de marketing territorial. Des institutions publiques (via des chargés d'études économiques) ou des prestataires (des cabinets de conseil en aménagement commercial) réalisent des plans de marchandisage et des études de commercialité. Ces outils de description concordent avec le cadrage économique et urbanistique : les commerces et leur viabilité, et non les habitants et leurs pratiques.

Un acteur institutionnel en détaille les soutènements cognitifs :

C'est sur la base d'études de population, de recensement des besoins et de connaissance du tissu commercial existant à partir d'une base de données générale sur le commerce à Paris. On étudie un périmètre, on regarde ses données socio-économiques, on fait une programmation type, on regarde cette programmation type qui correspond aux usages dans le commerce, et on dit, il manque telle ou telle activité. On croise avec l'existant, et on dit, on va renforcer en mettant tel truc. C'est de la programmation, en fait. A partir de données socio-économiques, de composition de la population, à l'IRIS, des données INSEE qui permettent de dire, telle est la population d'un tel coin, tel est son pouvoir d'achat. Donc notre outil, c'est la BD COM. On avait listé certaines activités qui étaient considérées comme les plus de proximité, boulangeries, supérettes... On fait référence à cette nomenclature. Voilà, c'est la connaissance de son tissu économique et de ses acteurs économiques. Si l'arrondissement nous dit, « on n'a pas de boulangerie dans ce quartier », on leur fait une carte en disant « bah si, regardez, on en a cinq ». Mais la limite de la BD COM, c'est qu'on est dans l'appréciation de l'activité qui n'est pas croisée aux données

économiques des entreprises. Donc on sait pas si elles vont bien, pas bien, au bord du dépôt de bilan...

La clé d'entrée est donc une base de données sur les commerces, la BD COM, réalisée par l'agence d'urbanisme de la Ville (l'APUR). Les acteurs institutionnels naturalisent sa nomenclature : la simple cartographie permet de prime abord d'identifier les manques ; des items, étiquetés comme de « proximité » sans connaissance des pratiques et significations indigènes, sont jugés indispensables. Les habitants et les usagers sont appréciés selon leur contribution à la viabilité des commerces (leur « pouvoir d'achat »), et non leurs pratiques et attentes. La finalité de l'action publique est une « programmation type qui correspond aux usages dans le commerce » – c'est-à-dire aboutir à une carte des commerces distribuant harmonieusement les items de la nomenclature de BD COM, plutôt que convenir aux pratiques des habitants.

Des dispositifs de démocratie participative : l'identification biaisée des besoins des habitants

Considérer que les habitants et leurs pratiques « *ne [sont] pas le problème* » s'entrechoque avec les principes de la politique de la ville. Celle-ci vise la « participation » des habitants et la création de « lien social », plus que la lutte contre les inégalités socio-économiques et les discriminations (Tissot, 2007). Les modalités d'action publique mobilisent alors les « *habitants et forces vives* »^{xi}. Comme le résume un acteur institutionnel, « *les maires d'arrondissement identifient des demandes, des habitants qui se manifestent, des associations qui se prononcent, etc.* » Or, les capacités d'association et d'expression des cadrages sont inégalitaires.

Ces dispositifs laissent de côté les commerçants. L'EDL s'efforce pourtant de les dynamiser. Le truchement associatif lui est plus commode que 1001 commerçants dispersés ; mais la seule association de commerçants, que préside Louis, est moribonde. L'EDL explique : « *c'est pas une association qui vit énormément pour le moment, il y a pas de vraie vie associative. On l'accompagne et on aimerait l'accompagner pour qu'elle puisse être vraiment active.* » Les désagréments liés à la ZSP et aux opérations de rénovation éloignent les commerçants des acteurs institutionnels. « *Il y a un fossé entre l'institution et les commerces alimentaires. La ZSP a rajouté de la méfiance entre l'institution et les commerçants, puisqu'en fait ils sont très contrôlés.* »

Les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées sont majoritaires dans les instances participatives locales.⁷⁶ Par exemple, le compte-rendu d'un conseil de quartier sur les « *points positifs et négatifs* » de la Goutte d'Or reflète leurs pratiques, goûts, dispositions et distinction : exotismes culinaires admissible (le marché Dejean) et inadmissible (les boucheries), répugnance pour les modes d'exposition commerciale des centralités populaires et immigrées, attrait pour les commerces seyant à l'idéal de quartier-village (la « *coopérative d'habitants* »).

- Le marché de Château Rouge (rues Dejean et Poulet) car il est animé, une curiosité à voir qui fait voyager, ambiance exotique, des petits commerces avec un choix important : diversité et multiculturalité, « les légumes de Château Rouge » ;
- boucheries, fromageries, boutiques qui donnent envie d'acheter, ou dans lesquelles on a l'impression qu'elles respectent les normes d'hygiène (comme la chaîne de froid) ;
- la coopérative d'habitants rue Myrha (Coopaparis) ;^{xii}

Or, ces classes moyennes et ces classes supérieures non-immigrées se croient utiles pour les absents (les classes populaires immigrées) et connaisseuses de leurs pratiques.

Les préservationnistes regrettent l'absence des classes populaires immigrées, qui est contraire au modèle de vie citoyenne locale solidaire et inclusive. Laure se lamente : « *C'est un truc, dans le quartier, ça me désole à chaque fois... Je fais partie du conseil de quartier, il y a pas un black. Doit y avoir un reubeu... Tu vois, t'es là, tu parles d'un sujet, et on est tous d'accord ! Bah oui, on est*

76 Comme le montre une abondante littérature (en particulier, à la Goutte d'Or, Bacqué et Fijalkow [2006]).

tous d'accord, mais bon, c'est dommage... Forcément, on parle entre nous, par exemple, sur les boucheries, on est là, "Oh, on en a marre, on en a ras-le-bol, hein ! Ça pue, machin", mais s'il y a personne en face, il y a pas de dialogue, quoi. Donc c'est nul. »

Mais les préservationnistes sont convaincus que les classes populaires immigrées cadrent aussi l'alimentation en termes de proximité. Cette posture est typique de l'ethnocentrisme de classe, omniscient et inconscient : « *ceux qui le pratiquent le mieux sont aussi les plus enclins à s'en croire dépourvus* » (Grignon et Passeron, 1989 : 69). Par exemple, un membre d'une coopérative alimentaire ne conçoit pas la mobilité pour les achats courants [chapitre 3].

MC : 90% des gens de la coop', ils sont à une station de métro grand maximum. Quand tu parles de déménagement 100 mètres plus loin, « bah non, c'est plus loin ! » (rires) C'est marrant, on parle de déménager rue Stephenson, c'est vraiment à 200 mètres, quoi. Même moi, psychologiquement, c'est l'autre sphère, c'est plus la Goutte d'Or, donc je suis là, « hum, ah oui ! ». C'est psychologique, c'est pas à la Goutte d'Or. Nous, c'est vraiment le petit village de Gaulois.

C: Le fait de faire ses courses très localement, c'est caractéristique des gens de la coopérative, ou...

MC : Je pense, tout le monde. Toi, tu vas faire tes courses loin pour la bouffe ? Sauf si c'est pour un produit que tu trouves pas ailleurs, un produit ethnique... Je sais pas, je peux acheter du thé chez Mariage Frères, à Odéon, mais c'est vraiment très ponctuel. Les courses, c'est quand même de l'hyper local. Je pense que la majorité des gens sont comme ça, sauf si tu veux des produits très particuliers.

Les conquérants s'érigent en représentants de l'ensemble des habitants du quartier, dans une lutte contre les indésirables de l'extérieur. Par exemple, un courrier d'une association de résidents aux institutions municipales s'insurge contre l'installation d'une boucherie : « *cette boucherie de plus – on en compte déjà bien une dizaine sur ce petit périmètre – n'est évidemment pas là pour satisfaire les besoins des habitants du quartier. Il s'agit de faire du business avec la clientèle qui vient de toute part, Paris, banlieue, province.* »^{xiii}

Les conquérants imposent aussi un récit où la dégradation du quartier serait due aux classes populaires immigrées et à leurs pratiques, tandis que les leurs seraient un vecteur de revalorisation. Véronique évoque ainsi une « *paupérisation* » du quartier. « *Comme ici c'est devenu un quartier spécifiquement africain, produits exotiques et tout, il y a des gens qui viennent de Paris, de banlieue, de partout, avec des énormes caddies. Ils viennent, ils triment, ils ramènent des kilos de viande, de poisson séché, de produits comme ça, en quantités énormes. Et les commerces se sont adaptés et font du très bas de gamme pas cher, mais vous pouvez avoir trois poules pour 4, 5 euros. C'est un truc de fou. Voilà, paupérisation, bas de gamme.* »

En raison des facultés d'association et d'expression des conquérants, les institutions estiment ce vécu majoritaire⁷⁷. Un acteur institutionnel relate : « *Nous on entend que les habitants du quartier ils ont l'impression qu'il y a pas de commerces de proximité qui répondent à leurs besoins.* » Toutefois, les répertoires d'action des conquérants, orthogonaux à la coopération et à la bonne entente voulues par la démocratie participative, agacent. « *Ils sont dans les moments de concertation sur le quartier, on sait ce qu'ils pensent, qu'ils sont contre beaucoup de choses, c'est pas forcément avec eux qu'on travaille. Pour le moment, c'est pas des leviers, en fait. Nous on s'appuie sur des ressources. On va pas aller vers les gens qui critiquent, qui sont plutôt dans l'opposition.* »

Ainsi s'entre-heurtent des outils de géomarketing oubliés des habitants et de leurs pratiques d'une part, des modalités de démocratie participative requérant la manifestation des habitants et de leurs pratiques d'autre part. Cette tension se perçoit dans les documents administratifs. Par exemple, le contrat de ville parisien 2015-2020 place dans la catégorie « *développement économique* » l'item « *diversifier l'offre commerciale et de services pour répondre aux besoins des habitants* »^{xiv}.

⁷⁷ Tissot (2011) à South End (Boston) et Blokland (2009) à Little Italy (New Haven) décrivent un processus similaire à propos du patrimoine architectural.

Quoique absents des cadrages institutionnels, les besoins des habitants s'invitent bien dans la fabrique de l'action publique. Mais leur identification emprunte des canaux tronqués : des instances de participation locale omettant les classes populaires immigrées. Pour mettre en exergue ce hiatus, comparons un autre problème public : l'efficacité du CUCS 2007-2010. Les acteurs institutionnels portent alors un cadrage axé sur les habitants et leurs pratiques : « *permettre aux citoyens le mieux vivre dans leurs quartiers au quotidien* »^{xv}. Le rapport d'évaluation, produit par l'APUR, s'arme d'outils inspirés de l'action sociale : des « enquêtes habitants », visant la représentativité, sur « ce qui plaît et déplaît ». 77 entretiens sont réalisés à la Goutte d'Or. Il s'avère que l'item modal « qui plaît » est la « *proximité des commerces/commerces variés* » (53%) et que l'item minoritaire « qui déplaît » est « *le manque de commerces/commerces pas assez diversifiés* » (11%).

« Proximité », « qualité », « valorisation », « diversification » et leurs teintes ethnocentristes

« *Les instruments d'action publique ne sont pas des outils axiologiquement neutres, et indifféremment disponibles. Ils sont au contraire porteurs de valeurs, nourris d'une interprétation du social et de conceptions précises du mode de régulation envisagé.* » (Lascoumes et Le Galès, 2005 : 13) L'action publique sur l'alimentation à la Goutte d'Or mobilise trois instruments. Les premiers sont l'acquisition de locaux via les opérations de réhabilitation et la commission pieds d'immeuble. Les deuxièmes sont les dispositifs coercitifs sur les commerces liés à la ZSP. Les derniers, issus de la boîte à instruments de la politique de la ville, sont des dispositifs incitatifs tablant sur les initiatives des commerçants et habitants.

L'action publique, conformément à l'identification ethnocentriste des besoins des habitants, formule quatre maîtres-mots – « *proximité* », « *qualification* », « *valorisation* » et « *diversification* » – dont les acceptions sont celles des classes moyennes et des classes supérieures non-immigrées.

La « proximité »

La commission pieds d'immeuble favorise les petits commerces de détail « *traditionnels* » et de « *proximité* » supposés répondre aux « *besoins des habitants du quartier* » et créer du « *lien social* » : fromageries, boulangeries, boucheries non *halāl*... Elle épaulé le projet de fromagerie d'« *un habitant du quartier* », comme l'explique un acteur institutionnel membre de cette commission. « *Les gens ont l'impression qu'il y a que des commerces alimentaires communautaires, exotiques, il y a l'idée de revenir sur des commerces alimentaires plus classiques, traditionnels, c'est vrai que ça manque. Je crois qu'il y a qu'une boucherie qui n'est pas halāl, qui est pas forcément connue par les habitants du quartier. Il y a le sentiment qu'il manque certains types de commerces alimentaires de bouche, de proximité. On a attribué un local commercial, à la dernière commission commerces, à un habitant du quartier qui souhaite monter une fromagerie.* »

La proximité, pour les institutionnels, correspond à un rayon de 300 mètres autour de la résidence. Un acteur institutionnel expose : « *si on se réfère aux bureaux d'études commerce, la proximité c'est 300 mètres à partir de son domicile. On va faire ses courses à 300 mètres de son domicile.* » Cette règle du pouce, que partage l'INSEE (Solard, 2010), ignore les stratégies de mobilité urbaine [chapitre 3].

Or, ce sont les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées qui priorisent la proximité et le lien social. Les classes populaires immigrées privilégient le prix ; la proximité est gage de praticité (éviter des déplacements pénibles), et non de sociabilité locale. Pour Rachida, « *dans le quartier, ce qui est intéressant, c'est qu'on a beaucoup de commerces. Mais même si on se déplace un petit peu pour acheter ailleurs, c'est pas grave pour moi. Parce qu'on achète pas tout le temps, une fois par semaine. Même si avec le métro c'est un peu difficile pour faire les courses. Il y a trop d'escaliers. Des fois je suis obligée de demander aux gens pour m'aider pour les courses, je peux pas. Pour une poussette, et tout, tu peux demander. Mais pour les courses, j'ai honte !* »

La « qualité »

Les acteurs institutionnels encouragent aussi la « qualité ». Le plan de marchandisage de 2011 prévoyait une boulangerie dans un local réhabilité par la Semaest. D'après une élue, « *les riverains en avaient ras-le-bol d'avoir des boulangeries de qualité très moyenne qui produisent les mêmes types de pain – des pains à la semoule et des baguettes blanches.* »^{xvi} Un goût empreint d'une distinction de classe (les baguettes blanches sont les moins chères) et ethno-raciale (vis-à-vis des galettes de semoule nord-africaines) préside au choix du projet.

Les classes moyennes et supérieures non-immigrées acclament le nouveau boulanger. Pour Virginie, « *absolument mortel* », il « *a changé la vie de pas mal de gens dans le quartier* », naguère « *obligés de sortir du quartier pour trouver du pain correct* ». Il fournit en pain biologique une coopérative alimentaire (soutenue par les institutions locales en tant qu'« *initiative des habitants* »).

Certains membres des classes populaires immigrées apprécient aussi cette boulangerie. Rachida dit « *préfère[r] les gâteaux à Auchan que chez les boulangeries. Là-bas, les gâteaux ils sont bons, ils te mettent la date, tu sais combien de jours. Ici, ils peuvent laisser une semaine ! Et pourtant tu payes plus cher ! Je fais confiance juste à la boulangerie qui est nouvelle, là, même si elle est un peu chère. Un bon gâteau ! Franchement, très très bon, ce qu'elle fait comme gâteaux.* » Pour les classes populaires immigrées, la « qualité » signifie avant tout l'hygiène et la fraîcheur.

D'ailleurs, alors qu'ils subodorent que les boucheries *halâl* enfreignent les normes sanitaires, les acteurs institutionnels ne s'inquiètent pas du temps passé en vitrine, de la fabrication ou de l'odeur des produits des « *boulangeries traditionnelles* ». L'action publique suit donc bien des critères de goût et de fraîcheur ethnocentristes. Par exemple, grâce à l'exposition à l'air libre de la viande à Château Rouge, Géraldine choisit les morceaux les plus frais et les moins chers [chapitre 4]. Mais elle achète le pain en grande surface, « *au Dia, c'est 3 baguettes à 1 euro. 3 baguettes, bien protégées dans le sachet. Fait sur place, bien protégées, bien croustillantes.* »

La « valorisation »

L'action publique encourage les commerçants à « valoriser » et à « qualifier » leurs vitrines et façades. La Ville distribue des guides de bonnes pratiques, énonçant par exemple que « *les dispositifs comportant des locaux directement ouverts sur la voie sont proscrits* »^{xvii}. Cette injonction est incompatible avec le travail de comparaison de la marchandise auquel se livrent les classes populaires africaines.

Ces consignes ne sont d'ailleurs pas réglementaires. L'EDL cherche à former les commerçants, mais bute sur leur manque de « dynamique ». « *Faudrait qu'on monte des formations adaptées aux besoins des commerçants de Château Rouge, je pense, pour qualifier, les qualifier. Parce qu'il y a tout l'enjeu de qualification des vitrines, mise en avant des produits, qui est en jeu. Mais voilà, on est loin, loin, loin. Parce que ça, c'est pas nous qui devons imposer. Ce sont les commerçants qui doivent être dans une dynamique.* » La bonne volonté des commerçants à se soumettre à ces critères esthétiques (propres aux classes moyennes et aux classes supérieures non-immigrées) motiverait des subventions. L'EDL explique :

EDL : On essaye d'expertiser pour justifier qu'il y ait des moyens publics, éventuellement, sur les façades.

C : Quels critères sont retenus ? Je veux dire, ce sont des contraintes réglementaires sur les façades ?

EDL : Non... Parce que, quand on travaille sur le développement économique, les commerces, la vitrine, la qualité des vitrines c'est important. Il y a des formations là-dessus, je sais pas, tout ce qui est commerces, ils le disent, pour faire venir les clients, il faut être attirant, agencer, le merchandising, l'agencement des locaux... Il y a peut-être un accompagnement à faire auprès des commerçants pour qu'ils qualifient leur vitrine et pour que, je sais pas, que les habitants se sentent mieux, qu'ils aient l'impression qu'ils habitent dans un quartier... au lieu d'avoir l'impression qu'il y a des commerces qui détériorent le territoire, et bah montrer qu'ils sont beaux les commerces. C'est un peu ça l'idée.

C: Qui a émis l'idée que les commerces détériorent le quartier ?

EDL: Les habitants.

C: A quelles occasions ?

EDL: Bah, dans les ateliers participatifs.

Les acteurs institutionnels ciblent les « *boutiques encombrées* ». Inattentifs aux usages populaires et immigrés des modes d'exposition commerciale [chapitre 4], ils assimilent cet « *encombrement* » à un irrespect des normes sanitaires. Le commissaire de police du quartier doit alors dissocier ces deux aspects en conseil de quartier : « *il y a des fois où on a l'impression que certains commerces sont mal tenus mais que finalement ils respectent tout de même les normes notamment d'hygiène.* »^{xviii}

Les classes populaires immigrées mentionnent des mésaventures sanitaires dans les commerces. Mais elles ne les associent pas tant au mode d'exposition, plus à l'honnêteté du commerçant et à la compétence du consommateur. Comme l'expose Diane, « *à Carrefour, quand tu rentres à la maison, tu mets directement dans le frigo, t'as confiance. Mais il y a des jeunes, parce qu'ils regardent pas bien, à Château Rouge, ils prennent des choses pourries... Je suis pas contente, quoi. Quand j'achète là-bas, il faut bien que je regarde l'étiquette, la date de péremption...* »

La « *diversification* »

Les objectifs de la commission pieds d'immeuble et des plans de rénovation incluent la lutte contre le « *mono-commerce* ». Les plans de marchandisage cartographient les commerces en grappes de désagréments urbanistiques (encombrement, nuisances sonores). Un acteur associatif tourne en dérision la froideur de cette logique : « *J'ai rencontré leur chargée de mission. Elle te dit deux fois, "on va faire une rue de la mode"... Après, elle te dit, "c'est monstrueux quand je parle comme ça". Bah oui, pépette, c'est monstrueux quand tu parles comme ça ! (rires)* »

Les centralités alimentaires immigrées sont en ligne de mire au vu des flux qu'elles drainent. Les acteurs institutionnels justifient la création de nouvelles centralités (qui relèvent pourtant du « *mono-commerce* ») à cet égard. Par exemple, la rue des Gardes se mue en centralité de la mode et du design. Il s'agit « *d'installer dans ce quartier des boutiques-ateliers faisant office de show-room plus que boutiques à forte chalandise afin d'animer l'espace public sans pour autant augmenter la pression sur l'espace public déjà très sollicité.* »^{xix} Un « *marché des cinq continents* » est en projet : l'action publique veut déplacer les commerces de Château Rouge vers une ZAC au nord du XVIII^e arrondissement. Un appel à marque d'intérêt lancé en mai 2012 par la Ville parle d'« *attirer la clientèle non riveraine, véhiculée et/ou professionnelle du quartier de Château Rouge sur un site pouvant répondre dans de bonnes conditions à l'accueil d'une clientèle nombreuse.* »^{xx}

Cette logique urbanistique ignore les pratiques des classes populaires immigrées. Si ces dernières déplorent aussi l'encombrement des rues, la concentration commerciale leur facilite la recherche de la marchandise au meilleur rapport qualité-prix [chapitre 3].

Les représentations des acteurs : une perception accrue de la gentrification

En définitive, l'action publique commerciale satisfait les attentes des classes moyennes et des classes supérieures non-immigrées et ignore les pratiques des classes populaires immigrées. Mais ces effets sont imprévus. D'ailleurs, le terme de gentrification courrouce les acteurs institutionnels. Par exemple, cet acteur évoque un « *faux procès* » : pour lui, la priorité de l'action publique locale en général est la « *lutte contre la pauvreté* » ; l'action publique commerciale s'arme d'ambitions plus modestes. Le cadrage urbanistique et économique de l'alimentation que portent les acteurs institutionnels leur occulte donc un cadrage alternatif : en termes sociaux. Selon ce cadrage social, le commerce pourrait s'inscrire dans la « *lutte contre la pauvreté* », en aidant une offre adaptée aux pratiques des classes populaires.

C: Je me demandais... comment vous traitez des serpents de mer du débat public sur tout ce qui est transformation urbaine, comme la gentrification ?

AI: De toute façon, la priorité, c'est la lutte contre la pauvreté, c'est pas forcément la lutte contre les riches. Le renouvellement urbain c'est ça, on peut pas laisser la misère comme elle est. Je sais pas si vous avez connu la Goutte d'Or il y a dix ans ou il y a quinze ans, mais vous traversez, il y a des endroits d'insalubrité vraiment graves. Il y avait des périodes avec des incendies dans les hôtels sociaux, c'était terrible... Pour tout le monde c'est insupportable, mais pour les gens en charge de ces questions là, savoir que sur leur territoire on laisse des immeubles pourris avec des marchands de sommeil... Côté commerce, dire attention à la gentrification, c'est quand même un faux procès, alors que derrière il y a quand même... Le maire, son job, c'est la sécurité, c'est le premier magistrat sur son territoire. Il a une fonction de sécurité, de salubrité, c'est son job. Avant de faire la fête de la Fraise... (rires) Moi je suis assez modeste dans mes ambitions commerce, avant tout c'est assurer à ses habitants des conditions de vie décentes. Après, effectivement, on a des phénomènes machin, on peut dire que c'est pas un commerce pour les habitants, qu'on chasse les pauvres, ok. Mais malgré tout, il y a quand même eu des morts. C'est pas à moi de dire ça, c'est pas à moi d'apporter ce débat là... Non, mais en fait ça va finir par me chauffer ce sujet. Après, il y a sûrement d'autres façons de faire. Je vante pas nos méthodes, nos machins, je dis pas que c'est la seule et la bonne. Je dis juste qu'on peut pas balancer comme ça le sujet de la gentrification pour faire culpabiliser les pouvoirs publics. J'en parle aussi avec les élus, je vois bien, je pense qu'ils sont pas encore prêts à voir. Mais sous notre vision, c'est acteurs économiques, développement local, besoins des habitants, services, emplois, services de proximité, acteurs économiques, voilà. Et comment ça s'inscrit dans l'urbain, dans la ville. Notre objet, c'est l'entreprise dans la ville, et toute la plus-value qu'elle apporte sur le territoire. En termes de services, d'animation et d'emploi. Et d'offre, et d'offre commerciale.

Les commerçants, sans prononcer le mot gentrification, déplorent les mutations commerciales, de résidents et de clientèle dues aux opérations de rénovation. Mansour, responsable d'un restaurant sénégalais, regrette la destruction de la mosquée voisine et la fermeture d'un café adjacent : son restaurant convenait aux goûts et pratiques de leurs usagers. Les nouveaux habitants issus des classes moyennes et des classes supérieures (*« des gens qui partent en vacances »*) et peu attachés au quartier (*« qui restent jamais sur place »*) ne sont pas ses clients.

Un café qui était fermé là, est devenu un centre, pour des vieux. J'ai rien contre les vieux, mais c'est pas eux qui vont descendre m'acheter un plat. (rires) Ça aurait dû être des centres de loisirs, de jeux, des choses comme ça. Des fois, on tue un bâtiment comme ça pour refaire des immeubles, pour des gens qui ne restent jamais sur place, des gens qui partent en vacances. Les voies sont rétrécies, ils rétrécissent les voies... Ils font pas des parkings, les gens n'ont pas de temps pour rester. La rue était un peu animée, auparavant, parce qu'il y avait une mosquée juste à côté. Quelqu'un qui priait, qui finissait de prier, voyait directement ici un restaurant, une rue, voilà. Qu'il y a un restaurant sénégalais. Maintenant, on n'a plus ça, ce monde qui venait 5 fois par jour. Donc ce contact humain, on l'a perdu, il est enclavé maintenant, parce que bon, c'est devenu des bâtiments industrialisés, on comprend pas, on est en train de casser tout.

Pour les conquérants, les initiatives publiques sont, au mieux, de maigres poussées dans la reconquête du quartier. Le problème majeur reste irrésolu : les spécificités ethno-raciales des centralités commerciales. Comme l'exprime Véronique à propos de Château Rouge, *« c'est-à-dire qu'ils donnent des coups de pouce à des boutiques... En fait le maire son projet c'est plus ou moins de gentrifier le quartier, entre guillemets. Même pour les produits africains, ce qu'il souhaiterait, c'est faire des produits plus haut de gamme. Par exemple, des plats préparés, plus haut de gamme africains, voilà. Ils ont subventionné un marchand de vin, une boulangerie, un fleuriste... Mais ça reste une goutte d'eau. Parce qu'à la fois ils laissent les boutiques africaines s'installer, c'est-à-dire qu'ils disent qu'ils ont aucune prise. Parce que le quartier est devenu plus africain, et que ce n'est pas mon goût, ce n'est pas mes habitudes de cuisine, et surtout, plus que ces deux arguments là, le premier d'ailleurs, j'aurais dû le mettre en premier, c'est que c'est pas de la qualité, quoi. »*

Les préservationnistes apprécient les commerces soutenus par l'action publique. Mais ils en redoutent les conséquences pour la *« mixité »* qu'ils chérissent. Un acteur associatif se livre à une

expérience de pensée : le déplacement de la centralité de Château Rouge. Selon lui, la gentrification résidentielle aurait alors libre cours. « *Ils te parlent de mixité toutes les trois phrases parce que ça fait joli, mais dans leur idée, c'est tout sauf faire de la mixité. C'est faire des boutiques, une cave à vin, une pizzeria... Tant que le marché Dejean est là, ça va tenir. Ils parlent de foutre ça en banlieue, depuis 2000, 99. Tant que le marché Dejean est là, c'est un tel pôle pour l'Afrique qui vient là se rencontrer. T'as toutes les boutiques de tissus, les coiffeurs... Mais le jour où le marché Dejean dégage, on peut imaginer qu'il y aura une pression pour les appartements. Je souhaite que ce quartier reste... parce qu'il y en a plus des quartiers comme ça, à Paris.* »

Les classes populaires immigrées décèlent la gentrification résidentielle et commerciale non-alimentaire, surtout la « rue de la mode ». Ces processus laissent des traces dans l'espace public : afflux d'individus aux couleurs de peau et tenue distinctives (des « *Français en costard-cravate* », selon Belkacem), prolifération de boutiques chamarrées.

En revanche, la gentrification par les commerces alimentaires ne les affecte pas. Ces commerces s'associent à des styles de vie (des classes moyennes et supérieures non-immigrées) peu visibles dans l'espace public [chapitre 4]. De plus, les classes populaires immigrées jugent conforme à leurs pratiques l'offre répondant à l'objectif de « *qualification* » (notamment les fruits et légumes frais), mais rappellent leurs contraintes budgétaires. Par exemple, Rafik, 28 ans, dealer, vit avec sa mère et 7 de ses 8 frères et sœurs. S'il méconnaît la coopérative alimentaire, il affectionne l'AMAP et les habitants des classes supérieures intellectuelles préservationnistes qui la fréquentent, car ils lui laissent des invendus. Il raille les « *meufs avec des Mastercard* » fréquentant la « rue de la mode ».

R: Il y a des gens, des artistes, des écrivains, des peintres... Dans leur majorité, ils habitent le quartier, il y a le marché bio, tout ça. On les appelle les hommes verts, les femmes vertes, les géants verts. Ils ont des petits coins de terre à Nanterre, tout ça, ils font des plants, de la nourriture, des tomates, biologique, tout ça. Après ils font leur récolte et ils viennent les vendre. Un bon petit poireau, fait maison !

C: Tu en prends ?

R: Oui, les gens défavorisés, ils nous le donnent gratuit. Et les gens qui peuvent se l'offrir, ils paient un peu. Le bio c'est cher, mais eux, c'est une coopérative, je sais pas quoi. C'est plusieurs personnes qui sont associées sur un terrain, ils font une récolte, ils prennent chacun pour soi, pour leur consommation, et ce qui reste, ils mettent à vendre. Tu leur payes leur entretien, ils font pas de bénéfices. Parce que l'argent que tu leur donnes, ils vont ré-investir pour faire une autre récolte. Ils sont cool, ils sont super cool.

C: En parlant de coopérative... Il y en a pas une, genre, rue Myrha, non ?

R: Ah, euh... non, ça je sais pas... Par contre il y a aussi des gens qui sont pas... honnêtes, on va dire.

C: Ah ouais ?

R: Il y a des ateliers couture, je sais pas quoi, tu vois que des meufs avec des Mastercard là-bas. Je vois pas l'intérêt. Ils font un truc de bourges, un petit fantasme, dans un quartier risqué, coudre dans un quartier risqué... Il y a des riches, ils viennent pour se faire des petites frayeurs. Ils sont tout excités.

L'action publique locale saisie par les pratiques individuelles

Plusieurs ethnographies abordent les conséquences sur le processus de gentrification de l'action publique autour de l'alimentation. Tissot analyse par exemple l'alliance entre la municipalité et les associations de « *gentrifieurs* » dans l'instrumentation de la régulation commerciale à South End (Boston). Elles animent, dans les années 1970, une campagne commune visant la fermeture de bars. Des habitants dénoncent à la mairie les infractions dont ces commerces seraient coupables, laquelle supprime les licences sans en ré-attribuer pour ce type d'établissement. Dans les années 1990, dans un contexte de reprise immobilière, les associations épaulent l'installation d'établissements adaptés aux goûts des gentrifieurs. Les restaurants hauts de gamme et *gourmet shops* substituent les *diners* et *greasy spoons* (Tissot, 2011 : 243-252).

Articuler cette compréhension des jeux d'acteurs à une étude fouillée des pratiques individuelles et de leur différenciation sociale a deux apports pour l'analyse de l'action publique en

contexte de gentrification. Cela permet d'en élucider davantage les teintes ethnocentristes et les effets sur le processus de gentrification.

A la Goutte d'Or, les acteurs institutionnels placent les pratiques alimentaires, qu'ils estiment sans intérêt, dans des cadrages jugés plus sérieux : l'urbanisme, le développement économique. Ils laissent ainsi les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées, plus rompues aux ressorts de l'action publique que les classes populaires immigrées et les commerçants, naturaliser leurs attentes et leurs pratiques alimentaires. L'action publique repose alors, finalement, sur des conceptions normatives et ethnocentristes de la vie urbaine, de la qualité et des modes d'exposition commerciale. Elle dénigre les commerces conformes aux pratiques alimentaires des classes populaires immigrées : dégradation du tissu urbain, non-satisfaction des attentes des habitants, piètre qualité, vitrines laides.

Les commerces dont l'installation doit effectivement à l'action publique restent peu nombreux. En lien avec la discrétion des styles de vie des classes moyennes et supérieures non-immigrées [chapitre 4], ils sont peu perceptibles pour les classes populaires immigrées. Mais pour les classes moyennes et supérieures non-immigrées, les acteurs institutionnels et les commerçants, ils détonnent parmi les centralités populaires immigrées. En ce sens, l'influence sur le processus de gentrification de l'action publique autour de l'alimentation tient surtout aux perceptions des acteurs.

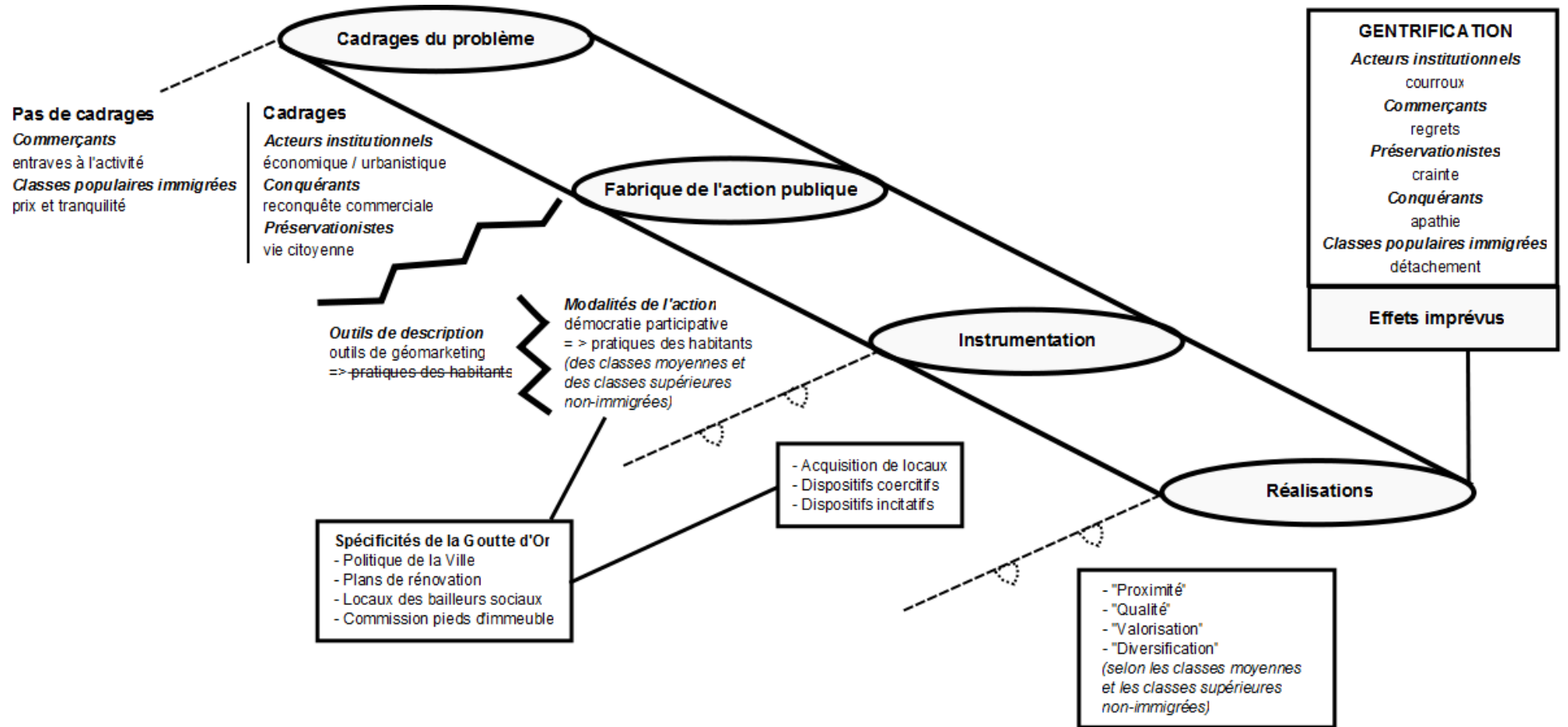
Conclusion

L'action publique locale sur l'alimentation à la Goutte d'Or a pour effets imprévus des biais ethnocentristes et l'attisement de la perception de la gentrification. Les acteurs institutionnels s'offusquent à l'évocation du terme. Les commerçants regrettent que les commerces, la clientèle et les résidents changent. Les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées préservationnistes s'alarment de la gentrification commerciale. Pour les classes moyennes et supérieures non-immigrées conquérantes, ce sont des coups d'épée dans l'eau, gentrifiant à la marge l'offre mais préservant sa particularité ethno-raciale. La gentrification par les commerces alimentaires n'atteint pas les classes populaires immigrées (contrairement à la gentrification résidentielle et commerciale non-alimentaire).

En fait, s'entrechoquent les cadrages et la fabrique de l'action publique. Les acteurs institutionnels cadrent l'alimentation de façon économique et urbanistique. Ils utilisent alors des outils de géomarketing, omettant les pratiques alimentaires des habitants. Mais en raison de l'inscription de la Goutte d'Or dans la politique de la ville, s'invitent des instances de démocratie participative, où les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées sont majoritaires. Les habitants et leurs pratiques s'immiscent donc bien dans la fabrique de l'action publique, mais leur identification suit des voies biaisées. Par conséquent, l'instrumentation et les réalisations de l'action publique concordent avec les attentes des classes moyennes et supérieures non-immigrées et méconnaissent les pratiques des classes populaires immigrées. La figure 3 schématise ces mécanismes.

En négligeant les pratiques alimentaires (les effets de quartier sur celles-ci, les dispositions et la socialisation urbaine qui les sous-tendent [chapitres 1 et 2], les principes d'économie domestique et les pratiques urbaines qui les accompagnent [chapitre 3]), l'action publique naturalise donc des catégories ethnocentristes d'entendement du commerce et de l'alimentation (proximité, qualité, valorisation, diversité). Elle va alors dans le sens du processus de gentrification – pourtant freiné par l'aspect ostentatoire des styles de vie populaires et immigrés [chapitre 4].

Figure 3. L'action publique locale relative aux pratiques alimentaires et ses effets imprévus



Conclusion

L'alimentation dans la ville : inégalités, cohabitation, action publique locale

L'inscription urbaine des pratiques alimentaires dresse des inégalités paradoxales, des modes de cohabitation entre groupes sociaux divers et délicats, et une action publique locale prenant difficilement en charge la différenciation sociale des pratiques individuelles.

Le paradoxe des inégalités

A l'échelle de la métropole parisienne, les inégalités liées à l'alimentation se spatialisent : en particulier, les habitants des quartiers défavorisés sont moins susceptibles de consommer des fruits et légumes. De plus, à la Goutte d'Or, les couches supérieures des classes populaires et les résidents à l'assise locale marquée (immigrés de longue date, individus affectionnant le quartier et intégrés à ses réseaux de sociabilité), sont plus susceptibles d'enrichir leur gamme de pratiques alimentaires que les couches précaires des classes populaires et les résidents à l'ancrage local plus faible (classes supérieures et immigrés récents peu attachés au quartier).

Les équipements collectifs ne sont pas en cause : dans le cas des fruits et légumes, les effets de l'offre sont faibles et confondus par les caractéristiques socio-économiques contextuelles. Qui plus est, à la Goutte d'Or, alors que les classes moyennes et les classes supérieures, déçues par l'inadéquation des commerces du quartier à leurs pratiques, limitent leur mobilité au XVIII^e arrondissement de Paris, les classes populaires utilisent non seulement l'offre locale, mais mettent aussi en œuvre des stratégies de mobilité, vers les espaces populaires de Paris et de sa banlieue.

Dans le cas de l'alimentation, les inégalités urbaines se joignent donc aux inégalités sociales. Mais contrairement aux cas, déjà documentés, de l'école, de la santé ou de la culture, cette urbanisation des inégalités ne tient qu'aux structures sociales urbaines (et non aux équipements collectifs) et n'est pas à l'avantage des classes moyennes et des classes supérieures.

Les jeux subtils de la cohabitation

Les groupes sociaux de la Goutte d'Or, aux pratiques alimentaires différenciées, s'engagent dans plusieurs jeux de pouvoir.

Premièrement, vis-à-vis d'autres dont ils méjugent les pratiques, les différents groupes sociaux mettent en œuvre des pratiques d'évitement et affûtent leur sens de la distinction. Dans le cas des cafés et restaurants du sud de la Goutte d'Or, s'opposent ainsi les classes populaires africaines et les classes moyennes et classes supérieures non-immigrées d'une part, et les classes populaires maghrébines d'autre part, puis, parmi ces dernières, les familles contre les clandestins vivant d'activités illicites et les toxicomanes. Pour ce qui est des boucheries de Château Rouge, les classes populaires maghrébines et les classes moyennes et classes supérieures non-immigrées vont à l'encontre des classes populaires africaines.

Deuxièmement, le caractère visible et démonstratif dans l'espace public des styles de vie des classes populaires immigrées freine le processus de gentrification. Ce frein est discret, car seules les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées le perçoivent.

En ce qui concerne l'alimentation, les modes de cohabitation entre groupes sociaux sont donc variés et subtils : ils diffèrent par leur nature, leurs configurations ethno-raciales et de classe, l'intensité de leur vécu auprès des acteurs et leurs effets sur les processus urbains.

L'action publique locale à l'épreuve de la différenciation sociale des pratiques individuelles

A la Goutte d'Or, les groupes sociaux ont des attentes différenciées quant aux commerces

alimentaires, congruentes à leurs pratiques. L'action publique locale s'en accommode péniblement.

Les acteurs institutionnels jugent les pratiques individuelles indignes d'intérêt : ils pensent les commerces alimentaires à l'aune de leur viabilité économique, de leur contribution au développement local et de leurs désagréments urbanistiques. Pourtant, l'action publique encourage finalement l'installation de quelques commerces conformes aux pratiques des classes moyennes et des classes supérieures non-immigrées (boulangerie « traditionnelle », fromager, caviste, etc). Cela rend plus manifeste le processus de gentrification auprès des acteurs institutionnels, des commerçants, des habitants et des usagers. En fait, l'action publique mobilise des instances de démocratie participative, où s'expriment, en principe, les « *forces vives* » du quartier. Les classes moyennes et classes supérieures non-immigrées y sont majoritaires et universalisent leurs attentes.

La connaissance approfondie des pratiques alimentaires et de leur différenciation permet de déceler l'origine des effets imprévus de l'action publique locale. Cela provient d'une faille entre l'omission des pratiques individuelles dans les cadrages institutionnels d'une part, et l'intégration de ces pratiques dans la fabrique de l'action publique d'autre part. Mais ces pratiques que l'action publique assimile sont celles du groupe social qui en a la plus grande maîtrise.

Les apports d'une sociologie de l'inscription urbaine des pratiques ordinaires

Le projet d'une sociologie de l'inscription urbaine des pratiques ordinaires repose sur plusieurs choix théoriques, analytiques et méthodologiques [introduction]. Les outillages théoriques de la sociologie urbaine et de la sociologie des pratiques ordinaires font l'objet d'un travail de mise en parallèle. Lier rigoureusement les pratiques individuelles au niveau urbain requiert la construction d'un cadre analytique, fondé sur les notions de mécanismes et d'échelles. Pour ce mémoire, l'objet de recherche est un cas spécialement contre-intuitif : les pratiques alimentaires. Le dispositif de recherche articule deux approches. La première est une approche métropolitaine des inégalités : une analyse spatiale, associant l'exploitation de données d'enquête à la caractérisation des structures sociales urbaines et de la répartition des équipements collectifs. La seconde est une approche compréhensive des inégalités, de la cohabitation et de l'action publique locale : une ethnographie urbaine analysant minutieusement les jeux d'acteurs sociaux et les pratiques alimentaires, notamment dans leurs dimensions domestiques et privées.

Le cas de l'inscription urbaine des pratiques alimentaires souligne deux apports de ce projet. Il contribue à la sociologie urbaine comme à la sociologie des pratiques ordinaires. Il offre un regard sur les rapports sociaux métropolitains et locaux.

Un enrichissement de la sociologie urbaine et de la sociologie des pratiques ordinaires

Le cas de l'inscription urbaine des pratiques alimentaires permet de revisiter des thèmes classiques de la sociologie urbaine et de la sociologie des pratiques ordinaires : effets de quartier, écartisme, pratiques urbaines, ségrégation, gentrification, action publique locale. Il enrichit les boîtes à outils théoriques et méthodologiques de ces branches de la sociologie et concourt à leur ouverture disciplinaire.

Les effets de quartier doivent se comprendre dans leurs sociétés urbaines et dans leurs contextes urbains. A Paris et en petite couronne, ces effets de quartier ne sont pas des effets directs de la concentration de la pauvreté ou des inégalités d'équipement, comme montré dans les sociétés urbaines anglo-saxonnes [introduction]. La résidence en quartier défavorisé affecte les pratiques socialement différenciées (fruits et légumes), mais pas celles qui ne sont pas différenciées (produits laitiers). L'offre commerciale exerce de faibles effets sur la consommation de fruits et légumes et de produits laitiers ; dans le cas des fruits et légumes, ces effets sont confondus par les structures sociales urbaines. Ces effets de quartier prennent aussi la forme de la socialisation urbaine : des

expériences socialisatrices dans l'espace urbain activent des dispositions à l'éclectisme alimentaire.

D'ailleurs, la prise en compte des inégalités urbaines permet d'affiner la stratification sociale de l'éclectisme, alors que les thèses de Bourdieu et de l'omnivorisisme tendent à opposer simplement les classes supérieures (éclectiques) et les classes populaires (peu éclectiques). Ainsi, à la Goutte d'Or, l'éclectisme distingue les franges supérieures des classes populaires et les anciens immigrés et résidents liés au quartier. Au contraire, les classes supérieures et les immigrés récents peu attachés au quartier, ainsi que les classes populaires les plus précaires, sont peu éclectiques.

Une analyse des principes d'économie domestique éclaire les dimensions stratégiques des pratiques urbaines et leur différenciation sociale. Dans le cas de l'alimentation, les classes populaires précaires, subissant de multiples contraintes (précarité financière, relationnelle, de logement et de travail), diversifient leurs lieux de ressources, afin de surmonter l'insécurité alimentaire et d'approcher leurs goûts et principes de quantification. Ces lieux se situent dans les espaces populaires de Paris et de la petite couronne. Les classes populaires stables, au vu de leurs contraintes budgétaires et en accord avec leurs pratiques alimentaires et leurs principes de quantification, fractionnent leurs lieux d'approvisionnement, également localisés dans les quartiers populaires de Paris et de sa proche banlieue. Pour les classes moyennes et les classes supérieures, l'idéal de sociabilité locale outrepassé les contraintes budgétaires. Mais l'offre de la Goutte d'Or ne correspond pas à leurs pratiques alimentaires et principes de quantification. Elles choisissent alors des lieux d'approvisionnement qui leur conviennent, mais les plus proches possibles du quartier.

La connaissance de la différenciation sociale des pratiques alimentaires au niveau local met aussi au jour des formes singulières de ségrégation et de gentrification. La ségrégation est, pour rappel, « *l'inégale distribution des groupes sociaux dans l'espace urbain et l'ensemble des processus et des actions qui conduisent à leur séparation* » (Rivière, 2014a : 31). A la Goutte d'Or, la ségrégation liée aux pratiques alimentaires prend la forme de micro-pratiques (évitement et distinction), intensément vécues, qui opposent des configurations changeantes de classe et d'appartenance ethno- raciale. La gentrification désigne l'établissement d'individus de classes supérieures dans les quartiers populaires, couplé à un accroissement du prix de l'habitat. Le truchement des styles de vie révèle que ce processus n'engendre pas fatalement la domination des « gentrifiés » par des « gentrificateurs ». En effet, par l'ostension de leurs styles de vie, les classes populaires immigrées endiguent discrètement la gentrification.

Enfin, la sensibilité à tous les acteurs sociaux et la compréhension de la différenciation sociale des pratiques individuelles permettent de mieux décrire les ressorts ethnocentristes de l'action publique. A la Goutte d'Or, les acteurs institutionnels ne s'intéressent pas aux pratiques des habitants. Les classes moyennes et les classes supérieures non-immigrées, plus rompues aux arcanes de l'action publique, peuvent alors naturaliser leurs attentes et infléchir l'action publique.

Le cadre théorique de ce mémoire est une mise en réciprocity des répertoires de la sociologie urbaine et de la sociologie des pratiques ordinaires. Ce mémoire comprend aussi une importation critique et raisonnée d'outils économétriques (instruments) et épidémiologiques (DAG) [chapitre 1].

Etudier l'inscription urbaine des pratiques ordinaires est donc, pour la sociologie, gage d'inventivité théorique, d'enrichissement méthodologique et d'ouverture à d'autres disciplines, dans un contexte de développement des approches spatiales en sciences sociales (certains parlent de « *spatial turn* » [Warf et Arias, 2009] et de « *cartographic turn* » [Chavignier et Lévy, 2015]).

Une vue sur la stratification sociale métropolitaine et locale

Plusieurs ethnographies urbaines font une analyse fouillée et compréhensive des rapports sociaux locaux. Citons par exemple Pattillo (2007) sur les dilemmes des classe moyennes noires à Chicago et Paton (2014) sur le vécu de la gentrification par les classes populaires à Glasgow. Ces études sont d'autant plus bienvenues que l'enracinement urbain des inégalités ethno- raciales et de classe reste mal compris – alors que les thèses de la « mort des classes » leur dénie toute assise

locale et matérielle (Pakulski et Waters, 1996 ; Giddens, 1991). Mais ces travaux se centrent sur les choix résidentiels : ils n'analysent pas profondément les pratiques. De fait, les pratiques ordinaires sont aussi un point de vue sur la stratification sociale, aux échelles métropolitaine comme locale.

Récapitulons donc les jeux sociaux que nous décrivent l'analyse spatiale à Paris et en petite couronne et l'ethnographie urbaine à la Goutte d'Or.

A Paris et en petite couronne, la consommation de fruits et légumes caractérise les plus âgés, les plus aisés, ceux pour qui l'alimentation est importante et ceux vivant dans les quartiers favorisés. La consommation de produits laitiers est propre aux plus diplômés.

A la Goutte d'Or, l'éclectisme distingue les couches supérieures des classes populaires, les immigrés et installés de longue date, et les individus liés au quartier, par rapport aux classes populaires précaires et aux classes supérieures et immigrés récents peu attachés au quartier. Les usages stratégiques de l'espace séparent les classes populaires précaires, les classes populaires stables et les classes moyennes et classes supérieures. Les micro-mécanismes de ségrégation liés aux cafés et restaurants du sud de la Goutte d'Or font s'opposer les classes populaires africaines et les classes moyennes et supérieures non-immigrées d'une part et les classes populaires maghrébines d'autre part, puis, parmi ces dernières, les familles d'une part et les clandestins, marginaux et toxicomanes d'autre part. Les micro-mécanismes de ségrégation adossés aux boucheries de Château Rouge mettent en tension les classes populaires africaines d'une part et les classes populaires maghrébines et les classes moyennes et classes supérieures non-immigrées d'une part. Les jeux de visibilité des styles de vie engagent les classes populaires immigrées d'une part et les classes moyennes et classes supérieures non-immigrées d'autre part. L'action publique locale sur l'alimentation convoque les acteurs institutionnels, les commerçants, les classes moyennes et classes supérieures non-immigrées préservationnistes, les classes moyennes et classes supérieures non-immigrées conquérantes, et les classes populaires immigrées.

Pour une approche comparative

Ce mémoire a pour limite principale l'irréductibilité des sociétés urbaines et des contextes urbains. Ce sont autant de pistes d'approfondissement pour une poursuite en thèse.

L'analyse spatiale porte sur une seule métropole (Paris). L'ethnographie urbaine concerne un seul espace urbain, qui plus est très singulier. Pour mieux démêler ce qui relève des sociétés urbaines et ce qui relève des contextes urbains, et monter en généralité avec plus d'assurance, une comparaison localisée (un autre espace de la métropole parisienne) et internationale (deux espaces d'une société urbaine différente) est utile. Il s'agit de varier les configurations ethno-raciales et de classe, les structures sociales urbaines et les inégalités d'équipements collectifs.

Rappelons les spécificités de la Goutte d'Or : diversité de classe et ethno-raciale, gentrification inaboutie, pauvreté urbaine de rue, centralités commerciales populaires et immigrées et bonne desserte en transports publics. Elle pourrait être comparée aux ZUS d'Aulnay-sous-Bois, qui sont plus homogènes en termes de classe et ethno-raciaux, marquées par une pauvreté plus recluse, moins pourvues en commerces et moins connectées aux transports (Parizot *et al.*, 2002).

Une comparaison avec Chicago est stimulante. Typique de la société urbaine américaine (Sampson, 2012), cette métropole se caractérise par une ségrégation résidentielle forte et d'importantes inégalités d'équipements collectifs. Elle fait d'ailleurs l'objet d'une cohorte similaire à SIRS : CCAHS⁷⁸. L'ethnographie porterait sur deux *community areas* contrastées. Il s'agirait du Lower West Side, quartier gentrifié à dominante hispanique disposant d'une offre importante de commerces et restaurants tenus par des immigrés (Betancur, 2005). Ce serait aussi Englewood, quartier noir particulièrement touché par la ségrégation, la pauvreté urbaine et le sous-équipement (Klinenberg, 2013).

78 Chicago Community Adult Health Survey.

Annexes

Annexe 1. Bases de données

Chapitre 1	
SIRS	ERES-INSERM – Cohorte SIRS (vague 2009-2010) / Convention de partenariat SOLAL-ALISS-INRA
<i>Mesures des environnements alimentaires</i>	
Commerces	AC Nielsen SAS GMS – TradeDimensions (2013) / Licence d'utilisation finale ALISS-INRA
Marchés	Open Data Paris – Liste des marchés de quartier à Paris (2012) / Licence Ouverte Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris-Hauts-de-Seine – Liste des marchés des Hauts de Seine (2011) Seine-Saint-Denis Tourisme – Les marchés hebdomadaires des villes du 93 (2014) Sites web des communes du Val-de-Marne (2014)
Stations de métro / RER	RATP Open Data – Positions géographiques des stations du réseau RATP (2013) / Licence Ouverte SNCF Open Data – Gares et points d'arrêt du réseau Transilien (2013) / Licence Ouverte
<i>Instruments</i>	
Trafic entrant journalier par station de métro / RER	RATP Open Data – Trafic annuel entrant par station (2011 & 2013) / Licence Ouverte SNCF Open Data – Voyageurs montant en gare sur le réseau Transilien (2011 & 2013) / Licence Ouverte
Part d'autorisations d'exploitation commerciale	DGCIS – Liste des décisions prises par les CDAC (2010)
Nombre total de postes salariés	INSEE – CLAP – Données localisées sur l'emploi au lieu de travail (2009)
Part d'établissements avec salariés	INSEE – SIRENE – Entreprises et établissements (2013)
Cartes (hors bases citées <i>supra</i>)	
Commerces à Paris	APUR – BD COM 2011 / Acte d'engagement Sciences Po
IRIS	IGN/INSEE – Contours IRIS...2010 / Licence Recherche et Enseignement Sciences Po
Rues	IGN – ROUTE ADRESSE® 2014 / Licence Recherche et Enseignement Sciences Po
Communes et arrondissements	IGN – GEOFLA® 2014 / Licence Ouverte

Annexe 2. Échantillonnage, pondération et calage de SIRS

La base de sondage inclut les 2595 IRIS de Paris et de la petite couronne. Une stratification est effectuée selon deux principes. D'abord, l'échantillon est stratifié selon la typologie de Préteceille (2003). Celle-ci divise l'espace francilien en trois types, selon les caractéristiques socio-professionnelles des IRIS : « supérieur », « moyen » et « ouvrier ». Une seconde stratification se fonde sur la définition du quartier en ZUS.⁷⁹ L'échantillonnage retient finalement trois types d'IRIS : un groupe « *moyen supérieur* », regroupant les types « moyen » et « supérieur » de la typologie de Préteceille (n = 27) et deux groupes rassemblant des quartiers « ouvriers », qu'ils soient classés en ZUS (« *ZUS* », n = 12) ou non (« *ouvrier* », n = 11). Les quartiers « ouvriers », et a fortiori classés en ZUS, sont ainsi sur-échantillonnés. 60 logements dans 50 IRIS sont tirés au sort [carte 1]. L'enquêté est sélectionné aléatoirement à partir de la méthode des dates d'anniversaire.

La pondération considère d'abord l'ancienneté (enquêté en 2005 et 2009-2010) ou la nouveauté (enquêté en 2009-2010) dans la cohorte. Pour les anciens, le poids est calculé selon le tirage au sort des IRIS (ZUS ou non-ZUS et typologie de Préteceille), la part des anciens par IRIS dans la base 2009-2010 (part des anciens par IRIS dans le nombre total d'enquêtés en 2009-2010 dans l'IRIS), le tirage au sort des logements (rapport entre le nombre d'enquêtés dans l'IRIS et le nombre total de logements dans l'IRIS), et finalement le tirage au sort des enquêtés (inverse du nombre de personnes de 18 ans et plus vivant dans le logement). Pour les nouveaux, sont pris en compte le tirage au sort des IRIS, la part des nouveaux par IRIS dans la base 2009-2010 (part des nouveaux par IRIS dans le nombre total d'enquêtés en 2009 dans l'IRIS), le tirage au sort des logements (rapport entre le nombre d'enquêtés nouveaux dans l'IRIS et le nombre total de logements dans l'IRIS) et le tirage au sort des enquêtés (inverse du nombre de personnes de 18 ans et plus vivant dans le logement en 2009-2010). Au niveau individuel, sont pris en compte le sexe, l'âge, le type de ménage et la profession. Le calage se fait sur l'âge et le sexe.

⁷⁹ Les IRIS comportant au moins 50% de leur population en ZUS sont considérés comme « ZUS », les autres comme « non-ZUS ».

Annexe 3. Présentation des principaux enquêtés

Cette liste présente les 49 enquêtés, tous anonymisés, ayant fait l'objet d'un ou plusieurs entretiens approfondis.

Habitants	
Omar, 30 ans, célibataire, vendeur de tabac de contrebande à la sauvette	<i>Entretiens les 27 juillet 2014 (0h-1h, dans la rue), 31 juillet 2014 (16h30-17h30, dans un café), 4 août 2014 (15h-16h, dans un restaurant), 8 août 2014 (11h-12h, dans un restaurant) et 1^{er} janvier 2015 (21h-22h, dans un café)</i>
Belkacem, 52 ans, divorcé, trois enfants (non cohabitants), sans profession	<i>Entretien le 28 juillet 2014 (22h-1h), dans un fast-food puis dans la rue</i>
Sabri, 34 ans, célibataire, imam	<i>Entretiens les 28 juillet 2014 (20h-21h, dans un café), 29 juillet 2014 (21h-22h, dans un café), 2 août 2014 (22h-23h30, dans un kebab), 4 août 2014 (22h-23h, dans un kebab), 9 août 2014 (22h-23h, dans un kebab), 16 août 2014 (22h30-0h30, dans un fast-food)</i>
Rafik, 28 ans, célibataire, dealer	<i>Entretien le 30 juillet 2014 (21h30-1h), dans la rue</i>
Kamel, 30 ans, célibataire, employé de fast-food et vendeur de vélos volés	<i>Entretiens les 1^{er} août 2014 (0h-2h, dans la rue) et 17 août 2014 (21h-23h, dans un café)</i>
Fabrice, 39 ans, en concubinage, ingénieur automobile	<i>Entretien le 17 août 2014 (16h30-18h), dans un jardin partagé</i>
Safia, 44 ans, mariée, deux enfants, auxiliaire de vie scolaire	<i>Entretien le 20 août 2014 (10h-13h), au domicile</i>
Lisa, 23 ans, célibataire, étudiante	<i>Entretien le 21 août 2014 (18h-19h30), au domicile</i>
Virginie, 42 ans, en concubinage, journaliste	<i>Entretien le 26 août 2014 (19h30-21h), au domicile</i>
Kheloudja, 40 ans, mariée, un enfant, sans profession	<i>Entretien le 27 août 2014 (20h-21h30), au domicile</i>
Juliette, 27 ans, en concubinage, collaboratrice d'élus municipaux	<i>Entretien le 28 août 2014 (17h30-19h30), dans un café</i>
Manon, 22 ans, célibataire, étudiante	<i>Entretien le 13 septembre 2014 (15h-18h), au domicile</i>
Séverine, 45 ans, célibataire, archiviste	<i>Entretien le 9 octobre 2014 (19h-20h30), au domicile</i>
Robert, 81 ans, en concubinage, deux enfants (non cohabitants), retraité	<i>Entretien le 19 octobre 2014 (17h-18h), téléphonique</i>
Diane, 33 ans, mariée, deux enfants, agent de propreté	<i>Entretien le 31 janvier 2015 (12h-13h), dans un square</i>
Sassouma, 28 ans, mariée, un enfant, étudiante	<i>Entretien le 1^{er} février 2015 (11h-12h), dans un square</i>
Fouad, 39 ans, marié, deux enfants, ravaleur	<i>Entretien le 1^{er} février 2015 (14h-15h), dans un square</i>
Laure, 34 ans, mariée, deux enfants, ingénieur environnement	<i>Entretien le 5 février 2015 (10h-12h), au domicile</i>
Lassana, 56 ans, veuf, dix enfants (non cohabitants), sans profession	<i>Entretien le 5 février 2015 (16h30-18h), dans un café puis dans la rue</i>
Raúl, 63 ans, divorcé, deux enfants (non cohabitants), commis de cuisine	<i>Entretien le 9 février 2015 (16h-17h), au domicile</i>
Angayarkanni, 50 ans, mariée, quatre enfants (deux cohabitants, deux non cohabitants), agent de propreté	<i>Entretien le 10 février 2015 (20h-21h30), au domicile</i>
Rachida, 48 ans, mariée, un enfant, sans profession	<i>Entretien le 11 février 2015 (14h30-17h), au domicile</i>

Kouassi, 62 ans, marié, trois enfants (un cohabitant, deux non cohabitants), retraité	<i>Entretiens les 15 février 2015 (11h30-13h, dans un café) et 18 février 2015 (12h30-16h, au domicile)</i>
Stéphane, 44 ans, célibataire, auto-entrepreneur	<i>Entretien le 19 février 2015 (14h-15h30), au domicile</i>
Véronique, 54 ans, mariée, un enfant (non cohabitant), réalisatrice radio	<i>Entretien le 1^{er} mars 2015 (12h30-13h30), au domicile</i>
Amédée, 52 ans, en concubinage, cuisinier	<i>Entretien le 12 avril 2015 (14h30-16h30), au domicile</i>
Françoise, 68 ans, divorcée, deux enfants (non cohabitants), retraitée	<i>Entretien le 13 avril 2015 (17h-21h), au domicile</i>
Usagers	
Jean-Michel, 54 ans, célibataire, sans profession	<i>Entretien le 26 juillet 2014 (19h-21h30), dans la rue</i>
Mourad, 28 ans, célibataire, vendeur de vélos volés	<i>Entretien le 27 juillet 2014 (20h-21h), au domicile</i>
Abdessalam, 56 ans, marié, un enfant (non cohabitant), retraité	<i>Entretiens les 28 juillet 2014 (0h-2h, dans la rue) et 30 juillet 2014 (18h-19h30, dans un café)</i>
Jamal, 31 ans, célibataire, un enfant (non cohabitant), dealer	<i>Entretien le 29 juillet 2014 (19h-20h), dans un café</i>
Saliou, 25 ans, célibataire, coiffeur	<i>Entretien le 16 novembre 2014 (12h-13h30), dans le salon de coiffure puis dans un café</i>
Nasser, 34 ans, célibataire, employé de fête foraine et vendeur à la sauvette de tabac de contrebande	<i>Entretien le 29 janvier 2015 (18h-19h30), dans un café puis dans la rue</i>
Ibrahim, 30 ans, célibataire, sans profession	<i>Entretien le 4 février 2015 (14h-15h), dans un square</i>
Géraldine, 44 ans, célibataire, sans profession	<i>Entretien le 17 février 2015 (15h-17h), dans un local paroissial</i>
Mauricette, 36 ans, mariée, trois enfants, comptable	<i>Entretien le 27 février 2015 (19h-20h30), au domicile</i>
Acteurs institutionnels, associatifs et commerçants	
Abdelghani, gérant d'une alimentation générale	<i>Entretien le 26 juillet 2014 (15h-16h), au commerce</i>
Alain, responsable d'une association culturelle	<i>Entretien le 20 août 2014 (17h-19h), à l'association</i>
Thierry, président d'une coopérative alimentaire	<i>Entretien le 2 septembre 2014 (18h-20h), au domicile</i>
Mansour, gérant d'un restaurant sénégalais	<i>Entretien le 26 octobre 2014 (11h-12h30), au commerce</i>
Institutionnel / développement local	<i>Entretien le 16 février 2015 (11h-12h30)</i>
Institutionnel / commerce	<i>Entretien le 19 février 2015 (11h30-12h30)</i>
Valérie, responsable d'une association culinaire	<i>Entretien le 10 avril 2015 (10h30-12h30), dans un café</i>
Auguste, co-gérant d'une épicerie et d'un restaurant africains	<i>Entretien le 14 avril 2015 (16h-18h), dans un café</i>
Boris, vendeur à la sauvette de safous	<i>Entretien le 15 avril 2015 (12h-13h30), dans un café puis dans la rue</i>
Louis, gérant d'une épicerie africaine et président d'une association de commerçants	<i>Entretien le 15 avril 2015 (17h30-19h), dans un café</i>
Institutionnel / santé	<i>Entretien le 21 avril 2015 (14h-15h30)</i>
Paul, gérant d'une cave à vins et co-gérant d'un bar à vins	<i>Entretien le 21 avril 2015 (16h-18h30), au commerce</i>
Institutionnel / agriculture urbaine	<i>Entretien le 20 mai 2015 (18h-19h), dans un café</i>

Annexe 4. L'action publique locale relative aux pratiques alimentaires à la Goutte d'Or : sources écrites.

Afin de brosser un aperçu des principes de constitution du corpus analysé dans le chapitre 5, cette liste dresse une typologie des organismes producteurs.

Associations et partis politiques

- Associations d'action locale
Accueil Goutte d'Or / Echomusée / Espoir Goutte d'Or / Graine de Jardins / La Table Ouverte / La Goutte Verte [...]
- Associations de riverains
Action Barbès / Cavé Goutte d'Or / Chateau Bouge / La Vie Dejean / Paris Citoyen Paris 18
- Coopératives alimentaires
Coopaparis / La Louve
- Groupes politiques (au Conseil du XVIII^e arrondissement / Au Conseil de Paris)

Bureaux d'études en urbanisme commercial

Objectif Ville / D2H Consultants Associés

Agences d'architecture et d'urbanisme

Agence Engasser & Associés / Babin & Renaud / Lair & Roynette / LLTR / Michel Guthmann / TGTFP [...]

Commerces

A la Goutte Rouge / Bar à Vins Le Tout Monde / Brasserie de la Goutte d'Or / Restaurant Chez Aida [...]

Institutions

- Bailleurs sociaux
AORIF – Union sociale pour l'habitat d'Île-de-France – Délégation de Paris / Batigère / Foncière Logement / Immobilière 3F / Paris Habitat / Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) / Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris (Siemp)
- Entreprises publiques locales
Société d'économie mixte d'aménagement de l'Est parisien (SEMAEST) / Société d'économie mixte d'aménagement de la ville de Paris (SEMAVIP) / Société de requalification des bâtiments anciens (Soreqa)
- Etudes et données socio-économiques
Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR) / Chambre de Commerce et d'Industrie Île-de-France (CCI Île-de-France) / Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (IAU Île-de-France) / Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) / Ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement
- Organismes municipaux
 - Mairie de Paris
Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (DASES) / Direction du développement économique, de l'emploi et de l'enseignement supérieur (DDEES) / Direction de l'Information et de la Communication (DICOM) / Direction de l'Urbanisme (DU) / Délégation à la politique de la ville et à l'intégration (DPVI)
 - Mairie du XVIII^e arrondissement de Paris
- Autres
Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) / Atelier Santé Ville Paris 18 / Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) / Préfecture de Police de Paris

Médias

- Médias et blogs sur la Goutte d'Or
A la Goutte d'Or / 28 rue Affre / Goutte d'Or & Vous / Ici c'est Château Rouge / LaGouttedOr.net
- Médias parisiens
Dixhuitinfo.com / La Ville des Gens / Le 18e du mois / Le Parisien / Paris Événementiel / TimeOut Paris [...]
- Médias nationaux
France Culture / Institut National de l'Audiovisuel / Le Monde / Libération / Marianne / Rue89 / Slate [...]
- Médias étrangers
Fox News / New York Times / Россия 1 / Seneweb / The Atlantic / The Guardian / The Independent / Xalimasn [...]

Critique gastronomique (blogs et sites de notes et avis)

Kebab-Frites / Le Fooding / LesRestos.com / Pages Jaunes / Painrisien / Resto à Paris / TripAdvisor / Yelp

[...]

Littérature

- Académique (articles, ouvrages, thèses, mémoires, travaux étudiants)
- Non-académique (romans, essais, livres de cuisine, tracts et journaux associatifs)

Bibliographie citée

- Accueil Goutte d'Or (2006), *Les recettes « faites ici » des habitants de la Goutte d'Or – Goutte-moi ça !*, Paris : Les Xérographes.
- Ali-Adraoui, Mohamed (2013), « Les enjeux du halal en France », *La vie des idées*. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Les-enjeux-du-halal-en-France.html>, consulté le 13/05/15.
- Amiot-Carlin, Marie-Josèphe, France Caillavet, Mathilde Causse, Pierre Combris, Jean Dalongeville, Martine Padilla, Catherine Renard et Louis-Georges Soler (dir.) (2007), *Les fruits et légumes dans l'alimentation. Enjeux et déterminants de la consommation*, Paris : INRA.
- Anderson, Elijah (1991), *Streetwise. Race, Class, and Change in an Urban Community*, Chicago : The University of Chicago Press.
- Atelier Parisien d'Urbanisme (2011), *Les foyers de travailleurs migrants à Paris. Etat des lieux en 2010 et inventaires des interventions sociales, sanitaires et culturelles*, Paris : Atelier Parisien d'Urbanisme.
- Authier, Jean-Yves, Alain Bourdin et Marie-Pierre Lefeuve (2014), « Comment les jeunes chercheurs construisent et renouvellent la sociologie urbaine aujourd'hui » in Jean-Yves Authier, Alain Bourdin et Marie-Pierre Lefeuve (dir.), *La jeune sociologie urbaine francophone. Retour sur la tradition et exploration de nouveaux champs*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon, pp. 221-235.
- Bacqué, Marie-Hélène et Yankel Fijalkow (2006), « En attendant la gentrification : discours et politiques à la Goutte d'Or (1982-2006) », *Sociétés contemporaines*, n°63, pp. 63-83.
- Bacqué, Marie-Hélène, Yankel Fijalkow, Lydie Launay et Stéphanie Vermeersch (2011), « Social Mix Policies in Paris : Discourses, Policies and Social Effects », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, n°2, pp. 256-273.
- Bacqué, Marie-Hélène et Sylvie Fol (2006), « Effets de quartier : enjeux scientifiques et politiques de l'importation d'une controverse » in Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : La Découverte, pp. 181-193.
- Bacqué, Marie-Hélène et Yves Sintomer (2001), « Gestion de proximité et démocratie participative », *Annales de la recherche urbaine*, n°90, pp. 148-155.
- Baum, Christopher F., Mark E. Schaffer et Steven Stillman (2007), « Enhanced Routines for Instrumental Variables / Generalized Method of Moments Estimation and Testing », *The Stata Journal*, vol. 7, n°4, pp. 465-506.
- (2003), « Instrumental Variables and GMM : Estimation and Testing », *The Stata Journal*, vol. 3, n°1, pp. 1-31.
- Beaud, Stéphane et Florence Weber (2010), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris : La Découverte.
- Beaulac, Julie, Elizabeth Kristjansson et Steven Cummins (2009), « A Systematic Review of Food Deserts, 1966-2007 », *Preventing Chronic Disease*, vol. 6, n°3, 10 pp.
- Becker, Howard (2007) [1986], *Writing for Social Scientists : How to Start and Finish Your Thesis, Book, or Article*, Chicago : The University of Chicago Press.
- (1985) [1963], *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris : Métailié.
- Benkheira, Mohammed Hocine (1999), « Lier et séparer. Les fonctions rituelles de la viande dans le monde islamisé », *L'Homme*, tome 39, n°152, pp. 89-114.
- Bensa, Alban (2008), « Conclusion. Remarques sur les politiques de l'intersubjectivité » in Alban Bensa et Didier Fassin (dir.), *Les politiques de l'enquête*, Paris : La Découverte, pp. 323-328.
- Bernard de Raymond, Antoine, Laure Bonnaud et Marie Plessz (2013), « Introduction : Les fruits et légumes dans tous leurs états. La variabilité, la périssabilité et la saisonnalité au cœur des pratiques sociales », *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement*, vol. 94, n°1, pp. 3-12.
- Betancur, John (2005), « Gentrification Before Gentrification ? The Plight of Pilsen in Chicago », working paper, Chicago : Nathalie P. Voorhees Center for Neighborhood and Community Improvement.
- Bizeul, Daniel (2011), « L'expérience du sociologue comme voie d'accès au monde des autres » in Delphine Naudier et Maud Simonet (dir.), *Des sociologues sans qualités ?*, Paris : La Découverte, pp. 167-185.
- (1998), « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause », *Revue française de sociologie*, vol. 39, n°4, pp. 751-787.
- Blokland, Talja (2009), « Celebrating Local Histories and Defining Neighbourhood Communities : Place-Making in a Gentrified Neighbourhood », *Urban Studies*, vol. 46, n°8, pp. 1593-1610.

- Boltanski, Luc (1970), « Taxinomies populaires, taxinomies savantes : les objets de consommation et leur classement », *Revue française de sociologie*, vol. 11, n°1, pp. 34-44.
- Bouchet-Valat, Milan et Gilles Bastin (2013), « RcmdrPlugin.temis, a Graphical Integrated Text Mining Solution in R », *The R Journal*, vol. 5, n°1, pp. 188-196.
- Bouillon, Florence (2005), « Vaincre la suspicion, entrer dans une intimité douloureuse : une intenable extériorité », in Florence Bouillon, Marion Fresia et Virginie Tallio (dir.), *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris : CEA/EHESS, pp. 75-95.
- Bouly de Lesdain, Sophie (1999), « Château Rouge, une centralité africaine à Paris », *Ethnologie française*, vol. 29, n°1, pp. 86-99.
- Bourdieu, Pierre (1997), *Méditations pascaliennes*, Paris : Seuil.
- (1993), « Effets de lieu » in Pierre Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris : Seuil, pp. 159-167.
- (1980), *Le sens pratique*, Paris : Seuil.
- (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Minuit.
- Bourgois, Philippe (2001) [1995], *En quête de respect : le crack à New York*, Paris : Seuil.
- Boyd, Michelle (2008), « Defensive Development : The Role of Racial Conflict in Gentrification », *Urban Affairs Review*, vol. 43, n°6, pp. 751-776.
- Breitman, Marc et Maurice Culot (dir.), *La Goutte d'Or. Faubourg de Paris*, Paris : Hazan.
- Brown-Saracino, Japonica (2009), *A Neighborhood That Never Changes : Gentrification, Social Preservation, and the Search for Authenticity*, Chicago : The University of Chicago Press.
- Burawoy, Michael (2003), « Revisits : an Outline of a Theory of Reflexive Ethnography », *American Journal of Sociology*, vol. 68, n°5, pp. 645-679.
- Burnett, Katherine (2014), « Commodifying Poverty : Gentrification and Consumption in Vancouver's Downtown Eastside », *Urban Geography*, vol. 35, n°2, pp. 157-176.
- Cadot, Emmanuelle, Judith Martin et Pierre Chauvin (2011), « Inégalités sociales et territoriales de santé : l'exemple de l'obésité dans la cohorte SIRS, agglomération parisienne, 2005 », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, n°8-9, pp. 88-91.
- Caillavet, France, Gayaneh Kyureghian, Rodolfo M. Nayga, Coline Ferrant et Pierre Chauvin (2015), « Does Healthy Food Access Matter in a French Urban Setting ? », *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 97, n°4, à paraître.
- Caillavet, France, Cédric Lecogne et Véronique Nichèle, (2009), « La consommation alimentaire en France : des inégalités persistantes mais qui se réduisent », *Cinquante ans de consommation en France*, Paris : INSEE.
- Caillavet, France et Shu-Yun Cheng (2012), « Does Healthy Food Access Matter in a French Urban Setting ? The Food Desert Hypothesis Revisited », working paper, ALISS-INRA.
- Calvo, Manuel (1982), « Migration et alimentation », *Social Science Information*, vol. 21, n°3, pp. 383-446.
- Cardon, Philippe (2015), « Cuisine et dépendance. Femmes et hommes face au vieillissement et au handicap », *Journal des anthropologues*, n°140-141, à paraître.
- Caspi, Caitlin E., Glorian Sorensen, S. V. Subramanian et Ichiro Kawachi (2012), « The Local Food Environment and Diet : A Systematic Review », *Health & Place*, vol. 18, n°5, pp. 1172-1187.
- Cefaï, Daniel (2013), « Postface » in Erving Goffman, *Comment se conduire dans les lieux publics*, Paris : Economica, pp. 209-290.
- (1996), « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, vol. 14, n°75, pp. 43-66.
- Chabrol, Marie (2011), *De nouvelles formes de gentrification ? Dynamiques résidentielles et commerciales dans le quartier de Château Rouge (Paris)*, thèse de doctorat de géographie, Poitiers : Université de Poitiers.
- Chaix, Basile (2014), « Environnement alimentaire et comportements alimentaires » in Collectif, *Inégalités sociales de santé en lien avec l'alimentation et l'activité physique*, Paris : INSERM, pp. 309-333.
- (2009), « Geographic Life Environments and Coronary Heart Disease : A Literature Review, Theoretical Contributions, Methodological Updates, and a Research Agenda », *Annual Review of Public Health*, vol. 30, pp. 81-105.
- Chaix, Basile, Julie Méline, Scott Duncan, Laurent Jardinier, Camille Perchoux, Claire Merrien, Noëlla Karusisi, Antoine Lewin, Ruben Brondeel et Yan Kestens (2013), « Neighborhood Environments, Mobility, and Health : Towards a New Generation of Studies in Environmental Health Research », *Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique*, vol. 61, suppl. 3, pp. S139-S145.

- Chaix, Basile, Juan Merlo, David Evans, Cinira Leal et Sabrina Havard (2009), « Neighbourhoods in Eco-Epidemiologic Research : Delimiting Personal Exposure Areas. A Response to Riva, Gauvin, Apparicio and Brodeur », *Social Science & Medicine*, n°69, pp. 1306-1310.
- Chaix, Basile, Kathy Bean, Mark Daniel, Shannon N. Zenk, Yan Kestens, Hélène Charreire, Cinira Leal, Fr ed erique Thomas, No ella Karusisi, Christiane Weber, Jean-Michel Oppert, Chantal Simon, Juan Merlo et Bruno Pannier (2012), « Associations of Supermarket Characteristics with Weight Status and Body Fat : A Multilevel Analysis of Individuals within Supermarkets (RECORD Study) », *PLoS one*, vol. 7, n 4, e32908.
- Chan, Tak Wing et John Goldthorpe (2010), « Social Status and Cultural Consumption » in Tak Wing Chan et John Goldthorpe (dir.), *Social Status and Cultural Consumption*, Cambridge : Cambridge University Press, pp. 1-27.
- Charreire, Hélène, Romain Casey, Paul Salze, Chantal Simon, Basile Chaix, Arnaud Banos, Dominique Badariotti, Christiane Weber et Jean-Michel Oppert (2010), « Measuring the Food Environment Using Geographical Information Systems : A Methodological Review », *Public Health Nutrition*, vol. 13, n 11, pp. 1773-1785.
- Chavignier, Elsa et Jacques Lévy (2015), *The Cartographic Turn*, Londres : Routledge.
- Clerval, Anne (2013), *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, Paris : La Découverte.
- (2011), « L'occupation populaire de la rue : un frein à la gentrification ? L'exemple de Paris intra-muros », *Espaces et sociétés*, n 144-145, pp. 55-71.
- Clerval, Anne et Antoine Fleury (2009), « Politiques urbaines et gentrification, une analyse critique à partir du cas de Paris », *L'espace politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n 8.
- Colls, Rachel et Bethan Evans (2014), « Making Space for Fat Bodies ? A Critical Account of the "Obesogenic Environment" », *Progress in Human Geography*, vol. 38, n 6, pp. 733-753.
- Contreras, Randol (2009), *The Stickup Kids : Race, Drugs, Violence, and the American Dream*, Berkeley : University of California Press.
- Cottureau, Alain et Mokhtar Mohatar Marzok (2012), *Une famille andalouse. Ethnocomptabilit  d'une économie invisible*, Paris : Bouchene.
- Coulangeon, Philippe (2011), *Les métamorphoses de La Distinction. Inégalités culturelles dans la France d'aujourd'hui*, Paris : Grasset.
- Cragg, John G. et Stephen G. Donald (1993), « Testing Identifiability and Specification in Instrumental Variable Models », *Econometric Theory*, vol. 9, n 2, pp. 222-240.
- Cummins, Steven (2007), « Commentary : Investigating Neighbourhood Effects on Health – Avoiding the ‘Local Trap’ », *International Journal of Epidemiology*, vol. 36, n 2, pp. 355-357.
- Cummins, Steven et Sally McIntyre (2005), « Food Environments and Obesity – Neighbourhood or Nation ? », *International Journal of Epidemiology*, vol. 35, n 1, pp. 100-104.
- (2002), « "Food Deserts" : Evidence and Assumption in Health Policy Making », *British Medical Journal*, vol. 325, pp. 436-438.
- Darmon, Muriel (2005), « Le psychiatre, la sociologue et la boulangère : analyse d'un refus de terrain », *Genèses*, n 58, pp. 98-112.
- Demazière, Didier et Claire Brossaud (2006), « Introduction. Méthodes logicielles et réflexivité du sociologue » in Didier Demazière, Claire Brossaud, Patrick Trabal et Karl van Meter (dir.), *Analyses textuelles en sociologie : logiciels, méthodes, usages*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, pp. 11-21.
- Dequirez, Gaëlle (2010), « Processus d'appropriation et luttes de représentation dans le 'Little Jaffna' parisien », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 26, n 2, pp. 95-116.
- Desrosières, Alain (2005), « Décrire l'Etat ou explorer la société : les deux sources de la statistique publique », *Genèses*, n 58, pp. 4-27.
- DiMaggio, Paul (1987), « Classification in Art », *American Sociological Review*, vol. 52, n 4, pp. 440-455.
- Dinh, Bernard (2009), « Un terrain marchand   l'épreuve de la diversité culturelle », *Hommes & Migrations*, n 1280, pp. 106-117.
- Drewnowski, Adam (2012), « The Economics of Food Choice Behavior : Why Poverty and Obesity Are Linked » in Adam Drewnowski et Barbara J. Rolls (dir.), *Obesity Treatment and Prevention : New Directions*, San Diego : Nestlé Nutrition Institute, pp. 95-112.
- Drewnowski, Adam, Anju Aggarwal, Philip M. Hurvitz, Pablo Monsivais et Anne V. Moudon (2012), « Obesity and Supermarket Access : Proximity or Price ? », *American Journal of Public Health*, vol. 102, n 8, pp. e74- e80.
- Drewnowski, Adam, Nicole Darmon et André Briend (2004), « Replacing Fats and Sweets With Vegetables and Fruits – A Question of Cost », *American Journal of Public Health*, vol. 94, n 9, pp. 1555-1559.

- Drewnoski, Adam, Anne Vernez Moudon, Junfeng Jiao, Anju Aggarwal, Hélène Charreire et Basile Chaix (2014) « Food Environment and Socioeconomic Status Influence Obesity Rates in Seattle and in Paris », *International Journal of Obesity*, vol. 38, n°2, pp. 306-314.
- Dubuisson-Quellier, Sophie (2006), « De la routine à la délibération. Les arbitrages des consommateurs en situation d'achat », *Réseaux*, n°135-136, pp. 253-284.
- Dubuisson-Quellier, Sophie et Marie Plessz (2013), « La théorie des pratiques. Quels apports pour l'étude sociologique de la consommation ? », *Sociologie*, vol. 4, n°4, pp. 451-469.
- Dufour, Jean-Marie et Joachim Wilde (2013), « Weak Identification in Probit Models with Endogenous Covariates », working paper 95, Osnabrück : Institute of Empirical Economic Research.
- Dufy, Caroline et Florence Weber (2007), *L'ethnographie économique*, Paris : La Découverte.
- Duneier, Mitchell (1999), *Sidewalk*, New York : Farrar, Straus and Giroux.
- Elias, Norbert (1991), *Qu'est-ce que la sociologie*, Paris : Pandora.
- Elwert, Felix (2013), « Graphical Causal Models » in Stephen L. Morgan (dir.), *Handbook of Causal Analysis for Social Research*, New York : Springer, pp. 245-274.
- Elwert, Felix et Christopher Winship (2014), « Endogenous Selection Bias : The Problem of Conditioning on a Collider Variable », *Annual Review of Sociology*, n°40, pp. 31-53.
- Emerson, Robert M., Rachel I. Fretz et Linda L. Shaw (2011), *Writing Ethnographic Fieldnotes*, Chicago : The University of Chicago Press.
- Fijalkow, Yankel (2006), « Construction et usages de la notion de quartier-village. Village de Charonne et Goutte d'Or à Paris » in Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : La Découverte, pp. 75-85.
- Fraichard, Julien (2006), « Les pôles commerciaux et leurs magasins » in Collectif, *Le commerce en France*, Paris : INSEE, pp. 29-36.
- Frank, Lawrence Douglas, Brian E. Saelens, Ken E. Powell et James E. Chapman (2007), « Stepping Towards Causation : Do Built Environments or Neighborhood and Travel Preferences Explain Physical Activity, Driving, and Obesity ? », *Social Science & Medicine*, vol. 65, n°9, pp. 1898-1914.
- Giddens, Anthony (1991), *Modernity and Self-Identity : Self and Society in the Late Modern Age*, Stanford : Stanford University Press.
- Giskes, Katrina, Carlijn B. M. Kamphuis, Frank J. van Lenthe, Stef Kremers, Mariel Droomers et Johannes Brug (2007), « A Systematic Review of Associations Between Environmental Factors, Energy and Fat Intakes Among Adults : Is There Evidence for Environments That Encourage Obesogenic Dietary Intakes? », *Public Health Nutrition*, vol. 10, n°10, pp. 1005-1017.
- Giskes, Katrina, Frank van Lenthe, Mauricio Avendano Pabon et Johannes Brug (2011), « A Systematic Review of Environmental Factors and Obesogenic Dietary Intakes Among Adults : Are We Getting Closer to Understanding Obesogenic Environments? », *Obesity Reviews*, vol. 12, n°5, pp. e95-e106.
- Glanz, Karen, James F. Sallis, Brian E. Saelens et Lawrence D. Frank (2005), « Healthy Nutrition Environments : Concepts and Measures », *American Journal of Health Promotion*, vol. 19, n°5, pp. 330-333.
- Glaser, Barney G. et Anselm A. Strauss (2010) [1967], *La découverte de la théorie ancrée. Stratégies pour la recherche qualitative*, Paris : Armand Colin.
- Glymour, Maria et Sander Greenland (2008), « Causal Diagrams » in Kenneth J. Rothman, Sander Greenland et Timothy L. Lash (dir.), *Modern Epidemiology*, Philadelphie : Lippincott, pp. 183-209.
- Goffman, Erving (2013) [1971], *Comment se conduire dans les lieux publics*, Paris : Economica.
- (1989), « On Fieldwork », *Journal of Contemporary Ethnography*, vol. 18, n°2, pp. 123-132.
- (1983a), « Felicity's Condition », *American Journal of Sociology*, vol. 89, n°1, pp. 1-53.
- (1983b), « The Interaction Order : American Sociological Association, 1982 Presidential Address », *American Sociological Review*, vol. 48, n°1, pp. 1-17.
- (1973a) [1963], *Les relations en public. La mise en scène de la vie quotidienne II*, Paris : Minuit.
- (1973b) [1959], *La présentation de soi. La mise en scène de la vie quotidienne I*, Paris : Minuit.
- Goldring, Maurice (2006), *La Goutte d'Or, quartier de France. La mixité au quotidien*, Paris : Autrement.
- Gould, Peter et Rodney White (1986) [1974], *Mental Maps*, Londres : Routledge.
- Gramain, Agnès, Laure Lacan, Florence Weber et Jérôme Wittwer (2005), « Economie domestique et décisions familiales dans la prise en charge des personnes âgées dépendantes. De l'ethnographie à la formalisation micro-économique », *Revue économique*, vol. 56, n°2, pp. 465-484.

- Grignon, Claude (1988), « Les enquêtes sur la consommation et la sociologie des goûts », *Revue économique*, vol. 39, n°1, pp. 15-32.
- Grignon, Claude et Jean-Claude Passeron (1989), *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris : Seuil.
- Grigsby-Toussaint, Diana S. et Imelda Moise (2013), « Neighborhood Deprivation and Availability of Culturally Specific African-American and Latino Fruits and Vegetables in Five Small Central Illinois Cities », *Open Journal of Preventive Medicine*, vol. 3, n°2, pp. 205-211.
- Grigsby-Toussaint, Diana S., Shannon N. Zenk, Angela Odoms-Young, Laurie Ruggiero et Imelda Moise (2010), « Availability of Commonly Consumed and Culturally Specific Fruits and Vegetables in African-American and Latino Neighborhoods », *Journal of the American Dietetic Association*, vol. 110, n°5, pp. 746-752.
- Gusfield, Joseph R. (2009) [1981], *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris : Economica.
- Hackworth, Jason (2002), « Postrecession Gentrification in New York City », *Urban Affairs Review*, vol. 37, n°6, pp. 815-843.
- d'Halluin, Estelle (2005), « Vaincre la suspicion, entrer dans une intimité douloureuse : une intenable extériorité », in Florence Bouillon, Marion Fresia et Virginie Tallio (dir.), *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris : CEA/EHESS, pp. 55-74.
- Halpern, Charlotte, Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès (2014), « Introduction. L'instrumentation et ses effets : débats et mises en perspective théoriques » in Charlotte Halpern, Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès (dir.), *L'instrumentation de l'action publique. Controverses, résistances, effets*, Paris : Presses de Sciences Po, pp. 15-62.
- Hansen, Lars Peter (1982), « Large Sample Properties of Generalized Method of Moments Estimators », *Econometrica*, vol. 50, n°4, pp. 1029-1054.
- Hanser, Amy et Zachary Hyde (2014), « Foodies Remaking Cities », *Contexts*, vol. 13, n°3, pp. 44-49.
- Hausman, Jerry A. (1978), « Specification Tests in Econometrics », *Econometrica*, vol. 46, n°6, pp. 1251-1271.
- Hayashi, Fumio (2000), *Econometrics*, Princeton : Princeton University Press.
- Heeringa, Steven G., Bradley T. West et Patricia A. Berglund (2010), *Applied Survey Data Analysis*, Boca Raton : Chapman & Hall/CRC.
- Hernán, Miguel A. (2004), « A Definition of Causal Effect for Epidemiological Research », *Journal of Epidemiology and Community Health*, vol. 58, pp. 265-271.
- Herpin, Nicolas (2004), *Sociologie de la consommation*, Paris : La Découverte.
- Hilmers, Angela, David C. Hilmers et Jayna Dave (2012), « Neighborhood Disparities in Access to Healthy Foods and their Effects on Environmental Justice », *American Journal of Public Health*, vol. 102, n°9, pp. 1644-1654.
- Hirschman, Albert (1995) [1970], *Défection et prise de parole*, Paris : Fayard.
- Hoggart, Richard (1970), *La culture du pauvre*, Paris : Minuit.
- Hughes, Everett (1997) [1971], *Le regard sociologique. Essais choisis*, Paris : EHESS.
- Hwang, Jackelyn et Richard Sampson (2014), « Divergent Pathways of Gentrification : Racial Inequality and the Social Order of Renewal in Chicago Neighborhoods », *American Sociological Review*, vol. 79, n°4, pp. 726-751.
- Hyra, Derek S. (2008), *The New Urban Renewal : The Economic Transformation of Harlem and Bronzeville*, Chicago : The University of Chicago Press.
- INSEE (2011a), Revenus imposables et montants des impôts en 2011, DGFIP, Impôt sur le revenu des personnes physiques, Paris : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.
- (2011b), Population par sexe, âge et situation quant à l'immigration, RP2011, exploitation principale, Paris : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.
- Jago, Russell, Tom Baranowski, Janice C. Baranowski, Karen W. Cullen et Debbe Thompson (2007), « Distance to Food Stores & Adolescent Male Fruit and Vegetable Consumption : Mediation Effects », *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 4, n°35, 10 pp.
- Jiao, Junfeng, Anne V. Moudon, Jared Ulmer, Philip M. Hurvitz et Adam Drewnowski (2012), « How to Identify Food Deserts : Measuring Physical and Economic Access to Supermarkets in King County, Washington », *American Journal of Public Health*, vol. 102, n°10, pp. e32-e39.
- Kelly, Bridget, Victoria M. Flood et Heather Yeatman (2011), « Measuring Local Food Environments : An Overview of Available Methods and Measures », *Health & Place*, vol. 17, n°6, pp. 1284-1293.

- Kemmer, Debbie, A. S. Anderson et D. W. Marshall (1998), « Living Together and Eating Together : Changes in Food Choices and Eating Habits During the Transition from Single to Married/Cohabiting », *The Sociological Review*, vol. 46, n°1, pp. 48-72.
- Kepel, Gilles (2012), *Quatre-vingt-treize*, Paris : Gallimard.
- Kleibergen, Frank et Richard Paap (2006), « Generalized Reduced Rank Tests Using the Singular Value Decomposition », *Journal of Econometrics*, vol. 131, n°1, pp. 97-126.
- Klinenberg, Eric (2013), « Adaptation : How Can Cities Be "Climate-Proofed" ? », *The New Yorker*, 07/01/2013.
- Knight, Carly R. et Christopher Winship (2013), « The Causal Implications of Mechanistic Thinking : Identification Using Directed Acyclic Graphs (DAGs) » in Stephen L. Morgan (dir.), *Handbook of Causal Analysis for Social Research*, New York : Springer, pp. 245-274.
- Kranklader, Mélanie (2014), « Où fait-on ses courses ? Les achats en ligne progressent, excepté pour l'alimentation », *INSEE Première*, n°1526, 4 pp.
- Kyureghian, Gayaneh et Rodolfo M. Nayga (2013), « Food Store Access, Availability, and Choice When Purchasing Fruits and Vegetables », *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 95, n°5, pp. 1280-1286.
- Laé, Jean-François et Numa Murard (1985), *L'argent des pauvres*, Paris : Seuil.
- Lahire, Bernard (2013a), *Dans les plis singuliers du social*, Paris : La Découverte.
- (2013b), « La culture à l'échelle individuelle : la transférabilité en question » in Philippe Coulangeon et Julien Duval (dir.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris : La Découverte, pp. 165-176.
- (2008), « The Individual and the Mixing of Genres : Cultural Dissonance and Self-Distinction », *Poetics*, vol. 36, n°2-3, pp. 166-188.
- (2004), *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris : La Découverte.
- (2002), *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris : Armand Colin.
- (2001a), « De la théorie de l'habitus à une sociologie psychologique » in Bernard Lahire (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Paris : La Découverte, pp. 121-152.
- (2001b), « Catégorisations et logiques individuelles : les obstacles à une sociologie des variations intra-individuelles », *Cahiers internationaux de sociologie*, n°110, pp. 59-81.
- (1998), « Logiques pratiques. Le "faire" et le "dire sur le faire" », *Recherche et Formation*, n°27, pp. 15-28.
- (1996), « Risquer l'interprétation. Pertinences interprétatives et surinterprétations en sciences sociales », *Enquête*, n°3, pp. 61-87.
- Lallement, Emmanuelle (2010), *La ville marchande. Enquête à Barbès*, Paris : Téraèdre.
- (2005), « Tati et Barbès : différence et égalité à tous les étages », *Ethnologie française*, vol. 35, n°1, pp. 37-46.
- Larchet, Nicolas (2014), « Learning from the Corner Stone : Food Reformers and the Black Urban Poor in a Southern US City », *Food, Culture & Society*, vol. 17, n°3, pp. 395-416.
- Larson, Nicole I., Mary T. Story et Melissa C. Nelson (2009), « Neighborhood Environments : Disparities in Access to Healthy Foods in the U.S. », *American Journal of Preventive Medicine*, vol. 36, n°1, pp. 74-81.
- Lascoumes, Pierre et Patrick Le Galès (2014), « Instrument » in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot et Pauline Ravinet (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris : Presses de Sciences Po, pp. 325-335.
- (2005), « L'action publique saisie par ses instruments » in Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès (dir.), *Gouverner par les instruments*, Paris : Presses de Sciences Po, pp. 11-44.
- Laurence, Jonathan et Justin Vaïsse (2007), *Intégrer l'islam : la France et ses musulmans, enjeux et réussites*, Paris : Odile Jacob.
- Lehman-Frisch, Sonia (2002), « "Like a Village" : les habitants et leur rue commerçante dans Noe Valley, un quartier gentrifié de San Francisco », *Espaces et Sociétés*, n°108-109, pp. 47-69.
- Lehman-Frisch, Sonia et Guénola Capron (2006), « Le sentiment de quartier en milieu gentrifié : de San Francisco à Bogotá » in Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué et France Guérin-Pace (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : La Découverte, pp. 116-126.
- Le Méner, Erwan (2015), « "On a fait la part des choses" : répartition des tâches domestiques au sein d'une famille sans -papiers », cycle de journées d'études de l'INED, UR6, « Femmes et habitat : une question de genre ? », Paris, INED, 13 mars 2015.
- Lesnard, Laurent (2009), *La famille désarticulée. Les nouvelles contraintes de l'emploi du temps*, Paris : PUF.
- Lhuissier, Anne (2006), « Pauvreté, monoparentalité et alimentation, une étude de cas dans le Nord de la France », *Cahiers de Nutrition et de Diététique*, vol. 41, n°2, pp. 104-110.

- Lizardo, Omar (2004), « The Cognitive Origins of Bourdieu's Habitus », *Journal for the Theory of Social Behaviour*, vol. 34, n°4, pp. 375-401.
- Lizardo, Omar et Sara Skiles (2012), « Reconceptualizing and Theorizing "Omnivorousness" : Genetic and Relational Mechanisms », *Sociological Theory*, vol. 30, n°4, pp. 263-282.
- Lloyd, Richard (2010) [2006], *Neo-Bohemia : Art and Commerce in the Post-Industrial City*, New York : Routledge.
- Maldonado, George et Sander Greenland (2002), « Estimating Causal Effects », *International Journal of Epidemiology*, vol. 31, pp. 422-429.
- Maloutas, Thomas (2012), « Residential Segregation in Context » in Thomas Maloutas et Kuniko Fujita (dir.), *Residential Segregation in Comparative Perspective : Making Sense of Contextual Diversity*, Londres : Ashgate, pp. 1-36.
- Maloutas, Thomas et Kuniko Fujita (dir.) (2012), *Residential Segregation in Comparative Perspective : Making Sense of Contextual Diversity*, Londres : Ashgate.
- Ma Mung, Emmanuel et Gildas Simon (1990), *Commerçants maghrébins et asiatiques en France*, Paris : Masson.
- Marpsat, Maryse (1999), « La modélisation des effets de quartier aux Etats-Unis : une revue des travaux récents », *Population*, vol. 54, n°2, pp. 303-330.
- Marshall, David W. et Annie S. Anderson (2002), « Proper Meals in Transition : Young Married Couples on the Nature of Eating Together », *Appetite*, vol. 39, n°3, pp. 193-206.
- Matthews, Stephen A. (2012), « Thinking About Place, Spatial Behavior, and Spatial Processes in Childhood Obesity », *American Journal of Preventive Medicine*, vol. 42, n°5, pp. 516-520.
- Matthews, Stephen A. et Tse-Chuan Yang (2013), « Spatial Polygamy and Contextual Exposures (SPACES) : Promoting Activity Space Approaches in Research on Place and Health », *American Behavioral Scientist*, vol. 57, n°8, pp. 1057-1081.
- Mazzella, Sylvie (1996), « Le quartier Belsunce à Marseille. Les immigrés dans les traces de la ville bourgeoise », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 72, p. 122-123.
- McKinnon, Robin A., Jill Reedy, Meredith A. Morrisette, Leslie A. Lythe et Amy L. Yaroch (2009), « Measures of the Food Environment : A Compilation of the Literature, 1990-2007 », *American Journal of Preventive Medicine*, vol. 36, suppl. 4, pp. S124-S133.
- Michaëlsson, Karl, Alicja Wolk, Sophie Langenskiöld, Samar Basu, Eva Warensjö, Håkan Melhus et Liisa Byberg (2014), « Milk Intake and Risk of Mortality and Fractures in Women and Men : Cohort Studies », *BMJ*, n°349, p. g6015.
- Milliot, Virginie (2013), « Pluralist Ambiance and Urban Socialisation : Ethnography of the Public Space in the Goutte d'Or Neighbourhood of Paris », *Ambiances. International Journal of Sensory Environment, Architecture and Urban Space*.
- Milliot, Virgine et Yann Philippe Tastevin (2010), « Les archipels de la Goutte d'Or. Analyse anthropologique d'une "métropolisation par le bas" », rapport final, programme de recherches Culture et Territoires en Ile-de-France, Nanterre : Université Paris-Ouest Nanterre La Défense.
- Monsivais, Pablo, Anju Aggarwal et Adam Drewnowski (2014), « Time Spent on Home Food Preparation and Indicators of Healthy Eating », *American Journal of Preventive Medicine*, vol. 47, n°6, pp. 796-802.
- Neveu, Erik (1999), « L'approche constructiviste des "problèmes publics". Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Etudes de communication*, n°22, pp. 41-58.
- Oberti, Marco (2007), *L'école dans la ville. Ségrégation, mixité, carte scolaire*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Oberti, Marco et Edmond Prêteceille (2004), « Les classes moyennes et la ségrégation urbaine », *Education & Sociétés*, n°14, pp. 135-153.
- Oberti, Marco et Clément Rivière (2014), « Les effets imprévus de l'assouplissement de la carte scolaire. Une perception accrue des inégalités scolaires et urbaines », *Politix*, n°107, pp. 219-241.
- Observatoire des Inégalités (2014), « Qui est riche et qui est pauvre en France ? », Paris : Observatoire des Inégalités. URL : <http://www.inegalites.fr/spip.php?article1432>, consulté le 13/05/2015.
- Ocejo, Richard (2014), *Upscaling Downtown : From Bowery Saloons to Cocktail Bars in New York City*, Princeton : Princeton University Press.
- Offerlé, Michel (1994), *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris : Montchrestien.
- Oppert, Jean-Michel et Hélène Charreire (2012), « The Importance of the Food and Physical Activity Environment » in Adam Drewnowski et Barbara J. Rolls (dir.), *Obesity Treatment and Prevention : New Directions*, San Diego : Nestlé Nutrition Institute, pp. 113-121.
- Pakulski, Jan et Malcolm Waters (1996), *The Death of Class*, Londres : SAGE.

- Palumbo, Maria Anita (2009), « Construire un autre Barbès ? Histoire d'une réhabilitation par les images, entre médias du passé et médias du futur » in Alessia de Biase et Monica Coralli (dir.), *Espaces en commun : Nouvelles formes de penser et d'habiter la ville*, Paris : L'Harmattan, pp. 99-117.
- Papachristos, Andrew V., Chris M. Smith, Mary L. Scherer et Melissa A. Fugiero (2011), « More Coffee, Less Crime ? The Relationship between Gentrification and Neighborhood Crime Rates in Chicago, 1991-2005 », *City & Community*, vol. 10, n°3, pp. 215-240.
- Parizot, Isabelle, Pierre Chauvin, Jean-Marie Firdion et Serge Paugam (2002), « Santé, inégalités et ruptures sociales. Résultats de la pré-enquête conduite dans cinq Zones Urbaines Sensibles de l'Ile-de-France », rapport de recherche, Paris : INED-INSERM.
- Paton, Kirsteen (2014), *Gentrification : A Working-Class Perspective*, Londres : Ashgate.
- Pattillo, Mary (2007), *Black on the Block : The Politics of Race and Class in the City*, Chicago : The University of Chicago Press.
- Pearl, Judea (2009) [2000], *Causality : Models, Reasoning, and Inference*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Peretz, Henri (2004), *Les méthodes en sociologie : l'observation*, Paris : La Découverte.
- Perrin-Heredia, Ana (2010), *Logiques économiques et comptes domestiques en milieux populaires. Ethnographie économique d'une « zone urbaine sensible »*, thèse de doctorat de sociologie, Reims : Université de Reims Champagne-Ardenne.
- Peterson, Richard A. (1992), « Understanding Audience Segmentation : From Elite and Mass to Omnivore and Univore », *Poetics*, vol. 21, n°4, pp. 243-258.
- Peterson, Richard A. et Roger Kern (1996), « Changing Highbrow Taste : From Snob to Omnivore », *American Sociological Review*, vol. 61, n°5, pp. 900-907.
- Plessz, Marie (2013), « Les légumes transformés : diversité des produits, diversité des usages sociaux », *Revue d'Études en Agriculture et Environnement*, vol. 94, n° 1, pp. 13-37.
- Plessz, Marie et Séverine Gojard (2015), « Fresh Is Best ? Social Position, Cooking, and Vegetable Consumption in France », *Sociology*, vol. 49, n°1, pp. 172-190.
- (2013), « Do Processed Vegetables Reduce the Socio-Economic Differences in Vegetable Purchases? A Study in France. », *European Journal of Public Health*, vol. 23, n°5, pp. 747-752.
- de la Pradelle, Michèle (1996), *Les vendredis de Carpentras. Faire son marché en Provence ou ailleurs*, Paris : Seuil.
- Préteceille, Edmond (2009), « La ségrégation ethno-raciale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne ? », *Revue française de sociologie*, vol. 50, n°3, pp. 489-519.
- (2006a), « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité », *Sociétés contemporaines*, n°62, pp. 69-93.
- (2006b), « La ségrégation contre la cohésion sociale : le cas de la métropole parisienne » in Hugues Lagrange (dir.), *L'épreuve des inégalités*, Paris : PUF, pp. 196-246.
- (2003), *La division sociale de l'espace francilien. Typologie socio-professionnelle 1999 et transformations de l'espace résidentiel 1990-99*, Paris : FNSP, CNRS.
- (2000), « Les inégalités d'équipement culturel en Ile-de-France » in Denise Pumain et Marie-Flore Mattei (dir.), *Données urbaines 3*, Paris : Anthropos, pp. 173-187.
- (1998), « Les inégalités d'équipement sportif en Ile-de-France », *Annales de la recherche urbaine*, n°79, pp. 90-100.
- Quételard, Bernard (2010), « Se rendre au travail ou faire ses courses motive toujours un déplacement quotidien sur deux. Le recours à la voiture se stabilise », in Thomas Le Jeannic (dir.), *La mobilité des Français, panorama issu de l'enquête nationale Transports et Déplacements 2008*, Paris : Commissariat Général au Développement Durable, pp. 25-48.
- Raulin, Anne (2001), *Anthropologie urbaine*, Paris : Armand Colin.
- Reardon, Sean F. et Stephen W. Raudenbush (2013), « Under What Assumptions Do Side-by-Treatment Instruments Identify Average Causal Effects ? », *Sociological Methods & Research*, vol. 42, n°2, pp. 143-163.
- Régner, Faustine (2004), *L'exotisme culinaire. Essai sur les saveurs de l'Autre*, Paris : PUF.
- Régner, Faustine, Séverine Gojard et Anne Lhuissier (2006), *Sociologie de l'alimentation*, Paris : La Découverte.
- Régner, Faustine et Ana Masullo (2009), « Obésité, goûts et consommation. Intégration des normes d'alimentation et appartenance sociale », *Revue française de sociologie*, vol. 50, n°4, pp. 744-773.

- Ripoll, Fabrice (2013), « Quelle dimension spatiale des structures sociales chez Bourdieu ? Localisations résidentielles et jeux d'échelles dans *La Distinction* » in Philippe Coulangeon et Julien Duval (dir.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris : La Découverte, pp. 365-377.
- Riva, Mylène, Philippe Apparicio, Lise Gauvin et Jean-Marc Brodeur (2008), « Establishing the Soundness of Administrative Spatial Units for Operationalising the Active Living Potential of Residential Environments : an Exemplar for Designing Optimal Zones », *International Journal of Health Geographics*, vol. 7, n°43, 10 pp.
- Rivière, Clément (2014a), *Ce que tous les parents disent ? Approche compréhensive de l'encadrement parental des pratiques urbaines des enfants en contexte de mixité sociale (Paris-Milan)*, thèse de doctorat de sociologie, Paris : Sciences Po.
- (2014b), « Pratiques urbaines et ségrégation : approche par l'encadrement parental en contexte de mixité sociale » in Jean-Yves Authier, Alain Bourdin et Marie-Pierre Lefeuve (dir.), *La jeune sociologie urbaine francophone. Retour sur la tradition et exploration de nouveaux champs*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon, pp. 105-118.
- Rodier, Christine (2014), *La question halal. Sociologie d'une consommation controversée*, Paris : PUF.
- Roig, Alexandre (2009), « El ahorro como separación de sí y para sí », communication au XXVII^e congrès de l'Association Latino-Américaine de Sociologie, Buenos Aires, 31/08 – 04/09/2009.
- Spaargaren, Gert (2000), « Ecological Modernization Theory and Domestic Consumption », *Journal of Environmental Policy & Planning*, vol. 2, n°4, pp. 323-335.
- Sampson, Robert (2012), *Great American City : Chicago and the Enduring Neighborhood Effect*, Chicago : The University of Chicago Press.
- (2008), « Moving to Inequality : Neighborhood Effects and Experiments Meet Social Structure », *American Journal of Sociology*, vol. 114, n°1, pp. 189-231.
- Sampson, Robert et Patrick Sharkey (2008), « Neighborhood Selection and the Social Reproduction of Concentrated Racial Inequality », *Demography*, vol. 45, n°1, pp. 1-29.
- Sargan, John D. (1958), « The Estimation of Economic Relationships Using Instrumental Variables », *Econometrica*, vol. 26, n°3, pp. 393-415.
- Sassen, Saskia (1996) [1991], *La ville globale : New York, Londres, Tokyo*, Paris : Descartes et Cie.
- Schafer, Robert B., Elisabeth Schafer et Patricia M. Keith (1998), « Marital Food Interaction and Dietary Behavior », *Social Science & Medicine*, vol. 48, n°6, pp. 787-796.
- Schwartz, Olivier (2012) [1990], *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris : PUF.
- Shannon, Jerry (2014), « Food Deserts : Governing Obesity in the Neoliberal City », *Progress in Human Geography*, vol. 38, n°2, pp. 248-266.
- Sharkey, Patrick et Felix Elwert (2011), « The Legacy of Disadvantage : Multigenerational Neighborhood Effects on Cognitive Ability », *American Journal of Sociology*, vol. 116, n°6, pp. 1934-1981.
- Sharkey, Patrick et Jacob W. Faber (2014), « Where, When, Why, and for Whom Do Residential Contexts Matter? Moving Away From the Dichotomous Understanding of Neighborhood Effects », *Annual Review of Sociology*, vol. 40, pp. 559-579.
- Shaw, Stephen J. et Sue Bagwell (2012), « Ethnic Minority Restaurateurs and the Regeneration of 'Banglatown' in London's East End » in Volkan Aytar et Jan Rath (dir.), *Selling Ethnic Neighborhoods : The Rise of Neighborhoods as Places of Leisure and Consumption*, Londres : Routledge, pp. 34-51.
- Simon, Patrick (1997), « Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite », *Espaces et Sociétés*, n°90-91, pp. 43-68.
- Slocum, Rachel (2007), « Whiteness, Space, and Alternative Food Practice », *Geoforum*, vol. 38, n°3, pp. 520-533.
- Solard, Gwennaël (2010), « Le commerce de proximité », *INSEE Première*, n°1292.
- Southerton, Dale (2013), « Habits, Routines and Temporalities of Consumption : From Individual Behaviours to the Reproduction of Everyday Practices », *Time & Society*, vol. 22, n°3, pp. 335-355.
- (2006), « Analysing the Temporal Organisation of Daily Life : Social Constraints, Practices and Their Allocation », *Sociology*, vol. 40, n°3, pp. 435-454.
- Spradley, James P. (1979), *The Ethnographic Interview*, New York : Holt, Rinehart and Winston.
- Stock, James H. et Motohiro Yogo (2005), « Testing for Weak Instruments in Linear IV Regression » in Donald W. K. Andrews (dir.), *Identification and Inference for Econometric Models*, New York : Springer, pp. 81-108.
- Subramanian, S. V., M. Maria Glymour et Ichiro Kawachi (2007), « Identifying Causal Ecologic Effects on Health : A Methodological Assessment » in Sandro Galea (dir.), *Macrosocial Determinants of Population Health*, New York : Springer, pp. 301-332.

- Sullivan, Oriel et Tally Katz-Gerro (2007), « The Omnivore Thesis Revisited : Voracious Cultural Consumers », *European Sociological Review*, vol. 23, n°2, pp. 123-137.
- Thornton, Lukar E., Rebecca J. Bentley et Anne M. Kavanagh (2011), « Individual and Area-Level Socioeconomic Associations with Fast Food Purchasing », *Journal of Epidemiology and Community Health*, vol. 65, n°10, pp. 873-880.
- (2009), « Fast Food Purchasing and Access to Fast Food Restaurants : A Multilevel Analysis of VicLANES », *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 28, n°6, 10 pp.
- Thornton, Lukar E., David A. Crawford et Kylie Ball (2010), « Neighborhood-Socioeconomic Variation in Women's Diet : The Role of Nutrition Environments », *European Journal of Clinical Nutrition*, pp. 1423-1432.
- Tichit, Christine (2012), « L'émergence de goûts de classe chez les enfants de migrants. Modèles concurrents de goûts et pratiques alimentaires », *Politix*, vol. 25, n°99, pp. 51-77.
- Tissot, Sylvie (2011), *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris : Raisons d'agir.
- (2007), *L'Etat et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris : Seuil.
- Tissot, Sylvie et Franck Poupeau (2005), « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°159, pp. 4-9.
- Toubon, Jean-Claude et Khelifa Messamah (1990), *Centralité immigrée : Le quartier de la Goutte d'Or*, Paris : L'Harmattan.
- Urry, John (1999), *Sociology Beyond Societies : Mobilities for the Twenty First Century*, Londres : Routledge.
- Vallée, Julie, Guillaume Le Roux, Basile Chaix, Yan Kestens et Pierre Chauvin (2015), « The "Constant Size Neighbourhood Trap" in Accessibility and Health Studies », *Urban Studies*, vol. 52, n°2, pp. 338-357.
- Van Zanten, Agnès (2009), *Choisir son école. Stratégies familiales et médiations locales*, Paris : PUF.
- Venkatesh, Sudhir (2002), « Doin' the Hustle. Constructing the Ethnographer in the American Ghetto », *Ethnography*, vol. 3, n°1, pp. 91-111.
- Vigneron, Emmanuel (2011), *Les inégalités de santé dans les territoires français. Etat des lieux et voies de progrès*, Paris : Elsevier Masson.
- Wacquant, Loïc (2015), « For a Sociology of Flesh and Blood », *Qualitative Sociology*, vol. 38, n°1, pp. 1-11.
- (2007), *Parias urbains. Ghetto, banlieues, Etat. Une sociologie comparée de la marginalité sociale*, Paris : La Découverte.
- (1989), « Corps et âme. Notes ethnographiques d'un apprenti-boxeur », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 80, pp. 33-67.
- Walker, Renee E., Christopher E. Keane et Jessica G. Burke (2010), « Disparities and Access to Healthy Food in the United States : A Review of Food Deserts Literature », *Health & Place*, vol. 16, n°5, pp. 876-884.
- Warde, Alan (1997), *Consumption, Food and Taste : Culinary Antinomies and Commodity Culture*, Londres : Sage.
- Warf, Barney et Santa Arias (2009), « Introduction : The Reinsertion of Space into the Social Sciences and Humanities » in Barney Warf et Santa Arias (dir.), *The Spatial Turn : Interdisciplinary Perspectives*, Londres : Routledge, pp. 1-10.
- Weatherspoon, Dave, James Oehmke, Assa Dembélé, Marcus Coleman, Thasane Satimanon et Lorraine Weatherspoon (2013), « Price and Expenditure Elasticities for Fresh Fruits in an Urban Food Desert », *Urban Studies*, vol. 50, n°1, pp. 88-106.
- Weatherspoon, Dave, James Oehmke, Assa Dembélé et Lorraine Weatherspoon (2015), « Fresh Vegetable Demand in an Urban Food Desert », *Urban Studies*, vol. 52, n°5, pp. 960-979.
- Wilson, William Julius (2012) « Foreword » in Robert Sampson (2012), *Great American City : Chicago and the Enduring Neighborhood Effect*, Chicago : The University of Chicago Press, pp. vii-xiii.
- Winkler, Elisabeth et Gavin Turrell (2010), « Confidence to Cook Vegetables and the Buying Habits of Australian Households », *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, vol. 109, n°10, pp. 1759-1768.
- Wodtke, Geoffrey (en cours), « Does School Context Mediate the Impact of Neighborhood Disadvantage on Children's Academic Achievement? Evidence from Marginal Structural Models of Total, Direct, and Indirect Effects. »
- Wodtke, Geoffrey, David J. Harding et Felix Elwert (2011), « Neighborhood Effects in Temporal Perspective : The Impact of Long-Term Exposure to Concentrated Disadvantage on High School Graduation », *American Sociological Review*, vol. 76, n°5, pp. 713-736.
- Wooldridge, Jeffrey (2002), *Econometric Analysis of Cross-Section and Panel Data*, Cambridge : MIT Press.
- Zukin, Susan (2011), *Naked City : The Death and Life of Authentic Urban Places*, Oxford : Oxford University Press.

- i ZUS La Goutte d'Or, Système d'information géographique du Secrétariat général du CIV, Politique de la Ville, Ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement.
- ii ZUS La Goutte d'Or, Recensement de la Population 2006, Estimations mixtes 2006, INSEE.
- iii ZUS La Goutte d'Or, Revenus fiscaux localisés 2010, INSEE.
- iv *La politique de la ville à Paris. Observatoire des quartiers prioritaires. Rapport 2010*, APUR – Mairie de Paris.
- v ZUS La Goutte d'Or, Système d'information géographique du Secrétariat général du CIV, *op. cit.*
- vi Contrat de Ville 2015-2020, Délégation à la Politique de la Ville et à l'Intégration, Mairie de Paris.
- vii Actualisation du schéma de marchandisage juin 2012, Quartier Goutte d'Or, Paris XVIII^e arrondissement, Mairie de Paris, Mairie du XVIII^e arrondissement de Paris.
- viii ZUS La Goutte d'Or, Répertoire des Entreprises et des Etablissements (Sirene) au 01/01/2012, INSEE.
- ix Contrat de Ville de Paris, Contribution des organismes HLM du territoire, 1^{er} décembre 2014, AORIF – Délégation de Paris.
- x Chateaubouge, photos 2013, Facebook.
- xi Contribution citoyenne – Synthèse courte des ateliers participatifs, Contrat de Ville 2015-2020, Mairie de Paris.
- xii Synthèse des ateliers participatifs de la Goutte d'Or, 6 et 12 décembre 2014, Equipe de Développement Local Goutte d'Or.
- xiii Lettre ouverte pour demander l'application d'une promesse de campagne "Vital Quartier!", 15 août 2014, Paris Citoyen pour Paris 18, Facebook.
- xiv Contrat de Ville 2015-2020, *op. cit.*
- xv *Evaluation du contrat urbain de cohésion sociale de Paris 2007-2010*, rapport de synthèse, septembre 2010, APUR, Mairie de Paris, Préfecture de Paris.
- xvi « Tembely, la boulangerie qui monte à la Goutte d'Or », Laure Beaulieu, *dixhuitinfo.com*, 15 mai 2012.
- xvii Concevoir sa devanture commerciale et son enseigne, juillet 2007, Direction de l'Urbanisme, Mairie de Paris.
- xviii Conseil de quartier public Goutte d'Or-Château Rouge – Les commerces dans le quartier, jeudi 27 novembre 2008, Mairie de Paris.
- xix Convention ANRU, Secteur ZUS Goutte d'Or, 2 juillet 2007, Mairie de Paris, ANRU.
- xx Appel à marque d'intérêt pour un « marché des cinq continents » lancé par la Ville de Paris dans le cadre du programme d'aménagement Paris Nord-Est / Secteur Gare des Mines Fillettes (Paris 18^e), mai 2012, Direction du Développement Économique, de l'Emploi et de l'Enseignement Supérieur, Direction de l'Urbanisme, Mairie de Paris.